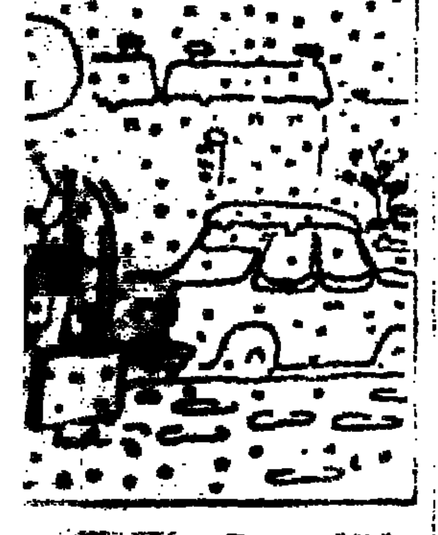


TRENTE-NEUVIÈME ANNÉE Nº 11 494 — MARDI 12 JANVIER 1982

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,50 dir ; Tunisie, 250 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,10 $ ; Côte-d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 6,50 kr ; Espagne, 70 pes. ; G.-B., 40 p. ; Grèce, 45 dr. ; Iran, 125 ris. ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1000 L. ; Liban, 325 P. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4,75 kr ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 45 esc ; Sénégal, 275 F CFA ; Suède, 4,75 kr ; Suisse, 1,30 f ; E.-U., 85 cents ; Yougoslavie, 36 d.

Tarif des abonnements page 24

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Telex Paris nº 650572
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

**Le gouvernement japonais présente un budget d'une exceptionnelle austérité**

LIRE PAGE 44

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

## Le clan Duvalier sur la sellette

Il était encore malaisé ce lundi 11 janvier d'apprécier l'importance réelle du débarquement organisé samedi dernier par un modeste groupe d'exilés se réclamant des couleurs du parti populaire de M. Sansaricq sur le célèbre îlot de la Tortue au large des côtes du nord-ouest d'Haïti. A en croire les autorités de Port-au-Prince, le seul poste militaire situé sur ce rocher escarpé qui servit jadis de refuge aux flibustiers aurait été réoccupé dès dimanche par les forces régulières au service du gouvernement de M. Jean-Claude Duvalier. M. Sansaricq, resté en arrière-garde sur les îles britanniques de Turks et Caicos, à quelque 150 kilomètres au nord, affirmait dimanche soir que ses hommes tenaient fermement la Tortue et qu'un groupe avait même franchi le canal qui sépare l'îlot d'Haïti pour occuper la petite ville de Port-de-Paix.

En dépit du caractère limité et en un sens désespéré de l'opération lancée par les amis de M. Sansaricq, c'est la tentative « militaire » la plus sérieuse déclenchée depuis bien longtemps contre le régime Duvalier par des adversaires nombreux, dispersés, et surtout très divisés. Et cela au moment où le clan Duvalier semble de plus en plus sur la sellette *et de nouveau déchiré* par des conflits internes, où les rivalités familiales et d'intérêts jouent un rôle déterminant. Il est en tout cas possible que les amis de M. Sansaricq, qui ne dissimulait ni ses projets ni ses intentions depuis au moins deux mois auprès de la communauté haïtienne de Floride, aient voulu exploiter le « vide » relatif du pouvoir à Port-au-Prince depuis la mi-décembre.

On confirme en effet de bonne source diplomatique que le successeur de Papa Doc aurait bien été victime d'un « attentat » le 23 décembre dans son palais. Contrairement aux assertions officielles, l'indisposition notée depuis plus de deux semaines de M. Jean-Claude Duvalier — qui a annulé sa participation prévue à diverses manifestations — ne serait pas due à un accident de « sport » mais à une « rixe » politique et familiale. M. Duvalier, qui a fêté en avril 1981 le dixième anniversaire de son accession à la présidence, aurait été blessé.

Ce type d'« incident » n'est pas inhabituel à Port-au-Prince, où la politique obéit à des lois particulières. La rumeur — ce qu'on appelle joliment le « coup de langue » en Haïti — est un élément essentiel des affaires de l'Etat, désastreuses en l'occurrence sur tous les plans et d'abord celui de l'économie.

L'horreur est sans doute moins énorme qu'à l'époque de Papa Doc, qui contemplait volontiers, dit-on, la tête coupée et posée sur son bureau de ses adversaires. Mais l'incompétence, la corruption, le népotisme et la gabegie sont toujours aussi impressionnantes. A telle enseigne que les principales organisations de financement international, comme la Banque mondiale ou la BID, ont décidé d'avoir sur place leurs propres fonctionnaires *chargés de gérer* les crédits attribués à Haïti.

L'effroyable misère des masses populaires est aussi restée, hélas ! au même niveau. On estime à 800 000 le nombre des Haïtiens qui tentent chaque année de fuir leur île, et l'exode lamentable des « boat-people » haïtiens venus mourir en octobre sur une plage de Floride a ramené l'attention sur ce drame.

Une certitude dans cette situation : l'administration Reagan, qui a négocié avec Port-au-Prince les mesures destinées à stopper l'exode des « illégaux », n'est pas favorable à une opération destinée à renverser le régime corrompu de M. Duvalier.

*(Lire page 4.)*

# M. Haig prêche la fermeté au conseil atlantique à propos de la Pologne

## Le pape condamne la « violation des consciences »

*Le Conseil atlantique tient, ce lundi 11 janvier, à Bruxelles, une réunion consacrée aux répercussions de la crise polonaise. Le secrétaire d'Etat américain, M. Alexander Haig, compte proposer à ses collègues une action* « unitaire et ferme », *mais il a peu de chances d'obtenir gain de cause. La Grèce, notamment, se refuse à condamner l'Union soviétique.*

*A Rome, Jean-Paul II faisant allusion aux déclarations de loyauté qu'exigent les autorités polonaises a déclaré, dimanche :* « La violation des consciences... est le coup le plus douloureux que l'on puisse porter à la dignité humaine. » *Cette position est semblable à celle qu'avait prise Mgr Glemp dans son homélie de l'Epiphanie. Néanmoins, samedi, le primat a, pour la première fois depuis la constitution de la junte, rencontré le général Jaruzelski. Aucune indication n'a été donnée sur la teneur de l'entretien. L'agence polonaise PAP dit simplement que des intentions ont été exprimées au sujet* « de la normalisation dans la vie du pays ».

*Les autorités gouvernementales entendent, pour leur part, montrer que la normalisation va bon train. Il est vrai que la censure imposée aux journalistes étrangers a été levée samedi. On lira ci-dessous le premier télex que nous a adressé, depuis la loi martiale, notre correspondant à Varsovie.*

*De notre correspondant*

Varsovie. — Quelque deux mille personnes se pressent, dimanche 10 janvier, en fin d'après-midi, à l'église Saint-Augustin de Varsovie. Le primat doit y prononcer une homélie. Il a eu la veille, samedi, une entrevue avec le général Jaruzelski — la première depuis le coup d'Etat, car Mgr Glemp s'était jusqu'alors refusé à tout contact direct avec le pouvoir militaire. Le communiqué de l'agence officielle PAP avait seulement indiqué que « *les deux hommes avaient procédé à un échange de vues sur la situation actuelle, et que l'on avait fait part d'intentions tendant à la normalisation de la vie en Pologne* ».

Certains espèrent que, malgré la sécheresse de ces lignes, un dialogue se noue. D'autres, sans doute plus nombreux, craignent que l'Eglise ne soit en train de passer de la prudence à la compromission. Tous veulent en savoir plus, et tous seront déçus, car le propos du primat est autre, et il ne se laissera pas aller aux confidences du moment. Cet homme, sur l'attitude duquel repose en grande partie le destin de la Pologne, que chacun guette, critique, sommé de durcir ou de modérer son ton, cet homme veut faire comprendre qu'il est évêque et n'entend pas plus devenir le chef *d'une résistance que renoncer à* interpeller le pouvoir au nom du Christ.

Il commence donc par dire que, si de « *nombreux autres facteurs* » ont déterminé le cours présent de l'histoire polonaise, il sait aussi qu'un respect plus grand « *des principes chrétiens* » dans la vie de chacun aurait évité que « *tant de malheur* » ne frappe le pays. « *Si nous voulons nous en sortir*, poursuit-il, *il faut satisfaire à cette tâche primordiale et accessible à chacun de nous le renouveau de la vie personnelle. Et ce n'est qu'après qu'il sera possible de penser aux réformes, aux structures et aux organisations de l'avenir.* »

Ce n'est pas la simple promesse de paradis après les souffrances terrestres. Mgr Glemp en vient aussitôt à la « *grande douleur causée par l'absence dans de nombreuses familles* » des détenus. « *Parfois*, dit-il, *nous ne savons même pas exactement comment ils se portent (...). L'Eglise, tant qu'elle le peut, réclame ces hommes, nous intervenons, nous demandons; nous écrivons; nous tentons de visiter tous les centres d'internement.* » Le primat revient aussi à la charge contre les « *déclarations de loyauté* » exigées sous peine de licenciement dans toute l'administration mais aussi dans la presse et de nombreuses entreprises. « *Personne*, affirme-t-il, *ne devrait briser nos consciences. Nous disons cela clairement mais (...) personne, aujourd'hui, ne nous oblige à refuser Dieu.* »

BERNARD GUETTA.

*(Lire la suite page 3.)*

# Le débat sur le projet de droit du logement ouvre la session du Parlement

A la veille de la discussion du projet de loi sur les rapports entre propriétaires et locataires, qui ouvre la session extraordinaire du Parlement, mardi 12 janvier, sept associations de locataires ont tenu à Paris, au siège de l'Institut national de la consommation, une conférence de presse commune. Leur souci essentiel est que le projet de loi Quilliot ne soit pas vidé de sa substance au point de ne plus être qu'une « coquille vide ».

D'autre part, si l'on en croit un sondage réalisé par la Sofres pour le ministère de l'urbanisme et du logement, et publié par l'hebdomadaire « le Point », les propriétaires-bailleurs sont moins hostiles qu'on pourrait le penser à ce texte, puisque 38 % d'entre eux estiment qu'il aboutira à améliorer les rapports entre propriétaires et locataires (32 % pensant qu'il contribuera à les dégrader) et que 48 % des propriétaires interrogés sont « plutôt d'accord » avec le projet et seulement 39 % « plutôt pas d'accord ».

## Le difficile équilibre

par JOSÉE DOYÈRE

Plus encore peut-être que la loi sur les nationalisations ou celle sur la décentralisation, le projet de loi sur les rapports entre propriétaires et locataires touche les Français. Tout d'abord parce que, dès son adoption, les effets s'en feront sentir. Mais aussi parce que la « loi Quilliot » réglementera directement l'*exploitation de leur* patrimoine, et parce que les dépenses de logement sont de loin le poste le plus important du budget de nombreux ménages. Enfin, parce que nul ne conteste plus le droit de chacun de s'abriter sous un toit décent, le logement étant bien un des éléments essentiels de la qualité de la vie.

Tous les augures s'accordent pour penser que l'affrontement sera dur au Parlement. Il est certain qu'en la matière députés et sénateurs ne connaissent pas seulement le clivage habituel, idéologique et politique, qui dresse l'une contre l'autre majorité et opposition. Les parlementaires sont particulièrement sensibilisés, localement, par les sollicitations dont ils sont l'objet de la part de leurs électeurs, et chacun exerce souvent des responsabilités dans des organismes spécialisés, H.L.M. ou sociétés d'économie mixte. Il est vrai que la loi Quilliot traite des logements à loyers libres, mais il est vrai aussi que le fait d'être propriétaire-bailleur n'est plus l'apanage d'une classe sociale bien définie de grands bourgeois dont les loyers constituent une partie traditionnelle de leurs revenus. Aujourd'hui, les professions libérales (médecins, dentistes, avocats), les commerçants, certains fonctionnaires, ont trouvé dans l'achat de logements — le développement de la copropriété aidant — un investissement sûr, la spéculation ne cessant de valoriser leur capital, même si la rentabilité annuelle de celui-ci restait modeste.

*(Lire la suite page 45.)*

POINT

## La France et le totalitarisme

*La crise polonaise a considérablement accéléré un phénomène qui, pourtant, remonte à plusieurs années : la dégradation de l'image de l'Union soviétique en Occident. Ce sont les milieux intellectuels qui ont été « vaccinés » les premiers ; les écrits d'un Soljenitsyne ont beaucoup contribué à cette prise de conscience, mais ils n'avaient pas eu raison — en apparence au moins — de la sérénité d'un bon nombre de chefs d'Etat, à commencer pour la France par Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing. Sans doute, l'un comme l'autre, ont-ils cru assumer l'héritage gaulliste en confondant parfois l'idée de coexistence avec l'U.R.S.S. avec celle de complaisance à son égard.*

*L'heure est en tout cas venue où l'on ose appeler « totalitaire » le modèle de société issu de la révolution d'Octobre. Mme Marie-France Garaud ne s'en est pas privée, au « Club de la presse » d'Europe 1, mais elle nous y avait, il est vrai, habitués au cours de la campagne présidentielle du printemps dernier. Au même moment, au « Grand jury de R.T.L.-le Monde », M. Cheysson ne tenait pas des propos très différents, puisqu'il nous invitait à* « saisir l'horrible occasion » *de la crise polonaise* « pour démonter le système totalitaire, pour en démontrer les mécanismes, la logique, la véritable nature ». *De telles déclarations, intervenant après l'exhortation de M. Mitterrand à* « sortir de Yalta », *et l'appui apporté par le président de la République à l'implantation de fusées américaines en Europe (à moins que les négociations américano-soviétiques n'aboutissent), contrastent considérablement avec les prudences et les ambiguïtés de l'ère précédente.*

*De plus en plus l'attitude à l'égard de l'U.R.S.S. devient ligne de clivage ; cette ligne traverse, à des degrés divers, la plupart des partis politiques, divise le monde syndical. C'est un point de référence que les hommes et les formations pourront de plus en plus difficilement éviter. Que le parti communiste le veuille ou non, que le parti socialiste le reconnaisse ou non, ce franc-parler nouveau, ce rejet d'un modèle* « totalitaire », *pour reprendre l'expression de M. Cheysson, risque d'avoir à la longue des conséquences sur le climat politique en France.*

**LA CRÉDIBILITÉ DES NATIONS UNIES**

(Lire p. 7 le début d'une étude de M. MAURICE BERTRAND)

# La marmite technologique

par PIERRE DROUIN

Pour faire bouillir sa marmite, M. Jean-Pierre Chevènement a réussi un joli coup. Il a obtenu pour 1982 une augmentation de 30 % du budget civil de la recherche dont il a la charge. Mais quoi mettre dans cette marmite ? Au lieu de faire descendre seulement des cerveaux officiels les ingrédients classiques, le ministre a tenu, on le sait, à chercher des idées à travers la France lors d'assises régionales. Des scientifiques bien sûr, mais aussi des syndicalistes, des chefs d'entreprises, des élus locaux ont été ainsi conviés depuis septembre dernier à un vaste brassage de points de vue, qui aboutira aux « Journées nationales » parisiennes du 13 au 16 janvier prochains.

Entreprise audacieuse qui n'avait pas eu d'équivalent depuis l'origine de la Vᵉ République. Parmi les thèmes ouverts à cette consultation nationale figurait celui-ci : la recherche peut-elle être un élément moteur pour sortir de la crise ? Façon intelligente de faire prendre conscience aux Français que tous étaient concernés par cette affaire. Car il ne suffit pas de mettre un peu plus d'argent au pot pour que le levier de la recherche puisse soulever l'économie française.

Réconcilier les citoyens avec la science et la technologie est l'une des premières tâches à entreprendre. L'effort est à double sens : non seulement offrir au public les moyens de préparer et de contester les choix du pouvoir, mais demander au chercheur de descendre de sa tour d'ivoire pour mieux informer, mieux participer à la vie collective. L'opinion ne peut plus avoir envers la science cette foi éperdue que le positivisme a fait su propager à la fin du siècle dernier. Mais de là à jeter l'enfant avec l'eau du bain pas très propre dans lequel il a clapoté, au temps de la bombe atomique, il y a une marge (1).

*(Lire la suite page 2.)*

(1) Voir le premier article de la série d'Edgar Morin, « Pour la science », publié dans *le Monde* du 5 janvier 1982.

AU JOUR LE JOUR

## Multiplication

*Pour le chômage, une solution est en vue. A l'occasion de leur passage en Aquitaine, six ministres et secrétaires d'Etat ont signé des contrats de solidarité qui permettront de dégager six cents emplois : cent par ministre.*

*Sachant que le gouvernement compte quarante-trois ministres, si chacun veut bien faire un effort, au rythme d'un voyage par semaine, on peut créer quatre mille trois cents emplois par semaine. Soit deux cent treize mille six cents par an.*

*A la fin de la législature, le tour est joué. Ou avant, si on multiplie le nombre des ministres.*

BRUNO FRAPPAT.



LA CORRESPONDANCE DE CHOPIN

## *Un témoin perspicace*

Chopin, pour plusieurs raisons — sa liaison avec George Sand, sa fin prématurée, entre autres, — a été, de bonne heure, la proie des biographes sans scrupules, de même que sa musique est devenue un objet de convoitise tout particulier pour les pianistes dépourvus d'imagination et de vénération pour les mélomanes fatigués. Cela fait beaucoup de monde, et ses mânes n'ont pas lieu de s'en réjouir, car, *pour comprendre un peu* Chopin, il faudrait pouvoir faire table rase des idées reçues et des interprétations émollientes que semble cautionner une tradition sans fondement sérieux. Dans un cas comme celui-là, ce ne sont pas les exceptions, les interprètes ou les interprétations véritablement inspirés qui font loi, mais la médiocrité des autres, de sorte que l'art de Chopin et sa personnalité sont souvent devenus antipathiques à ceux-là même qui pourraient le mieux les comprendre.

Faut-il insister, dans ces circonstances, sur la valeur de témoignage que prend la récente réédition de la correspondance de Chopin ? Publiée en trois livraisons par la *Revue musicale* dans le courant des années 50, mais devenue introuvable, cette correspondance est le fruit des recherches inlassables de Bronislas Edouard Sydow, secrétaire du département des recherches de l'Institut Frédéric-Chopin de Varsovie, et de sa collaboration avec Suzanne et Denise Chainaye.

Les invasions successives de la Pologne par les Russes en 1863, puis en 1939, et par les Allemands, les ravages du feu ou le secret jaloux des collectionneurs ont fait disparaître bien des lettres. Certaines d'entre elles, heureusement, avaient été copiées ou publiées, de sorte que, sans être complet, cet ensemble de quatre cent vingt lettres forme une véritable somme.

GÉRARD CONDÉ.

*(Lire la suite page 15.)*

Le Monde

# idées

## SCIENCE ET TECHNIQUE

**Le colloque national sur la science et la technologie a instauré un large débat sur les fins et les moyens de la recherche. Pierre Drouin examine comment la « marmite technologique » permettra au pays de sortir de la crise. MM. Michel Crozier, François Dupuy et Erhard Friedberg analysent quelques conditions, autres que financières, pour que la « marmite » fournisse le brevet attendu. M. Jean Savard, examine le statut des sciences humaines et sociales et se félicite qu'elles restent « inexactes ».**

# La République et les savants

par MICHEL CROZIER, FRANÇOIS DUPUY et ERHARD FRIEDBERG (*)

LA science va-t-elle pouvoir nous apporter la qualité de la vie, l'expansion, le plein-emploi, bref, pour peu que l'État soit prêt à « mettre le paquet », la solution à tous nos problèmes économiques et sociaux ? On le croirait à écouter certains commentaires.

Il ne suffira pas qu'un gouvernement enfin éclairé définisse les priorités, organise les programmes et augmente les moyens pour que les découvertes pleuvent. On ne les commande pas. L'argent peut étouffer tout autant que la pénurie. Ici plus encore qu'ailleurs, tout dépend des hommes et des communautés qu'ils forment. Avant de foncer, il faut donc comprendre les aspects humains du fonctionnement de la recherche.

On dit que la science est devenue une grande affaire : ce n'est que très partiellement vrai. Si elle est bien au centre d'immenses affaires publiques et privées, elle n'en reste pas moins une affaire de petits groupes d'hommes indépendants souvent rebelles, à la fois révolutionnaires et aristocrates, qui n'appliquent ni les normes de la bureaucratie ni celles du marketing. Mais ces hommes sont en interaction avec une immense chaîne d'autres scientifiques, de para-scientifiques, d'utilisateurs. Ce tissu qu'ils contribuent fortement à animer à son tour les stimule. Sans lui ils ne peuvent vivre. Science fondamentale, science appliquée, développement, technologie et management constituent ainsi un ensemble de systèmes entrecroisés qui se soutiennent et se stimulent mais éventuellement aussi s'étouffent. Toutefois, c'est de la qualité de chacun de ces systèmes et surtout de celle de leurs interrelations que dépend avant tout le développement scientifique et technologique, si l'on croit les analyses consacrées aux mouvements les plus productifs, ceux de la science et de la technologie allemandes de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle et ceux de la science et de la technologie américaines des années 40-60.

Peut-on en France rendre ces systèmes plus riches, plus efficaces, plus productifs ? Peut-on dynamiser et rendre fructueux les relations et les échanges entre ces systèmes qui actuellement tendent à vivre en vase clos ? C'est moins facile qu'on ne croit, mais c'est possible, et c'est la seule responsabilité profonde d'une collectivité et de ses gouvernants à l'égard de la science.

Le mieux est l'ennemi du bien. Il n'y a pas de formule toute faite qu'on pourrait appliquer partout, ne serait-ce que parce qu'il n'y a pas *un* problème mais *des* problèmes, autant qu'il y a de disciplines ou de groupes de disciplines ou, mieux, de systèmes humains bâtis autour de types différents de technique et de connaissance scientifique. La première tâche est de connaître et de comprendre ces différences qui peuvent être considérables pour les faire accepter par les intéressés et pour chercher avec eux les moyens de stimuler leur initiative au lieu de l'enfermer dans un carcan bureaucratique.

### Les systèmes humains

Cet effort sur lequel se jouera, à terme, le développement de la société française ne pourra être porté que par les scientifiques eux-mêmes. Mais les sciences sociales doivent y apporter une contribution décisive. Les notions de système et de régulation, essentielles pour la compréhension du fonctionnement des ensembles humains et donc pour l'action, n'ont de sens que si elles sont comprises dans leur acception de sciences sociales. Les hommes sont capables du pire et du meilleur : ils ne sont jamais totalement prévisibles. Les systèmes humains ne se gouvernent pas comme les systèmes physiques asservis. Ils sont capables d'apprentissages relativement rapides induisant des développements spectaculaires.

La réflexion technocratique ignore ces différences. Seul le raisonnement des sciences sociales permet de préparer des décisions raisonnables dans de tels domaines. Si l'on veut préparer sérieusement l'avenir, un grand effort de connaissance des aspects humains du fonctionnement et du développement des systèmes bâtis autour de la science et de la technologie et absolument indispensable. C'est seulement par la connaissance que l'on pourra améliorer la coopération et l'échange dans et entre les différents sous-systèmes, que l'on pourra comprendre quelle mesure stimule vraiment l'innovation, de quelles réformes quel système a vraiment besoin. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut rien faire en attendant. Cela veut dire qu'il vaut mieux être prudent et que, de toute façon, il faut investir maintenant dans cette connaissance pour être capable de prendre de meilleures décisions dans l'avenir.

1) Un système scientifique ne fonctionne bien que s'il est porté par un afflux suffisamment fort de jeunes de talent, bien formés et bien sélectionnés, dont la pression maintient l'atmosphère d'alacrité et d'enthousiasme indispensable. Or le système français de la science est menacé d'assoupissement du fait d'une politique de recrutement proprement aberrante.

2) La recherche ne se pilote pas en fonction d'objectifs qu'amont ou aval pourraient tracer. Il nous semble plus fondamental de prendre des mesures pour organiser concrètement l'interaction décentralisée entre la recherche et ses utilisateurs. Car l'échange, la confrontation, la coopération, non seulement sont possibles, ils sont aussi fructueux pour la recherche fondamentale elle-même. Ces échanges se passent particulièrement mal dans les sciences sociales. La communauté scientifique, acharnée à défendre ses prérogatives corporatives, voit des ennemis partout, refuse de coopérer. Séparée de la pratique, elle ne sait affirmer ni son objectivité ni son utilité. Les *échanges d'hommes* sont une condition des échanges d'idées et permettent seuls de valoriser l'apport des scientifiques et de leur donner les possibilités de rayonnement qu'ils méritent.

3) Les instances intermédiaires que pourraient constituer les équipes et les laboratoires se caractérisent aujourd'hui dans la recherche publique française par une faiblesse frappante, et pas seulement en sciences sociales. Or seules de telles instances permettent de former et d'encadrer sérieusement les jeunes à leur entrée dans la profession, comme de dialoguer réellement avec les organismes de financement et les possibles utilisateurs. Faute de structures fortes, proches d'eux et gérées démocratiquement, les chercheurs ont, en effet, tendance à se réfugier derrière une exigence de scientificité qui accroît à terme leur isolement des instances administratives nationales qui prétendent suppléer à cette faiblesse. Mais le caractère nécessairement impersonnel et abstrait de leurs interventions, loin de fournir un réel soutien aux chercheurs, renforce encore, à terme, leur méfiance à l'égard de tout mécanisme de commande et de pilotage. Il en résulte une fuite accrue derrière la scientificité, ce qui augmente leurs difficultés à se faire comprendre par les milieux utilisateurs. Le renforcement des instances intermédiaires pourrait fortement contribuer à briser ce cercle vicieux.

Le colloque national sur la science et la technologie présente un grand espoir et une grande chance pour la communauté scientifique, et pour les sciences sociales en particulier. Mais il faudra que les scientifiques soient capables de dépasser les positions de principe, les messages universels, les vœux pieux et le corporatisme pour accepter leurs particularismes et les traiter de façon réaliste. Cela vaut aussi pour les sciences sociales.

(*) Chercheurs au Centre de sociologie des organisations (C.N.R.S.).

# La marmite technologique

*(Suite de la première page.)*

Au reste, nous l'avons oublié, mais il est facile de le vérifier en regardant les titres de la plupart des journaux d'alors : lorsque la bombe d'Hiroshima a explosé, ce n'est pas l'horreur qui a secoué le monde, mais l'émerveillement devant le nouvel exploit scientifique, la maîtrise par l'homme d'une puissance secrète de la matière. Ensuite seulement, l'opinion se rendit compte du nouveau risque pour l'humanité.

L'emprise du complexe militaro-industriel, la constatation que le progrès technique ne s'accompagne pas de l'épanouissement individuel, qu'il conduit à une réduction de l'emploi à court terme, l'ont fait regarder encore plus de travers, en attendant qu'il devienne une sorte de bouc émissaire.

On n'arrête pas le progrès ? Quelle stupidité ! Combien de civilisations se sont écroulées en l'enfouissant avec elles ! Il faut aller répétant que ce n'est pas la science qui est dangereuse, mais l'homme, et que leurs rapports doivent précisément évoluer de telle façon que les services réciproquement rendus écartent la plupart des menaces.

Autre terrain de réconciliation à explorer : celui de la recherche et de la technologie. L'entreprise de demain devra plus encore que celle d'aujourd'hui intégrer d'autres formes d'investigation pour répondre aux marchés nouveaux. Le nœud de la fameuse question de la « sortie de crise » est là. A quels besoins devront répondre les innovations de demain ?

Première constatation (2) : les années 50 à 70, ont été marquées par une nette tendance à de fortes et nombreuses innovations de *produits* destinés au consommateur (TV, textiles synthétiques, matières plastiques, électroménager, automobile) ainsi que de *procédés* de fabrication. Les années 70 ont enregistré une chute sensible de nombre d'innovations de produits, alors que les découvertes dans l'amélioration des fabrications se sont poursuivies (électronique bouleversant les conditions de travail dans la banque, le commerce, la gestion et l'usine avec l'automation). Cette convergence explique dans une large mesure l'augmentation massive du chômage.

*Quid* pour les années 80 ? A première vue, le consommateur sera cette fois mieux servi : l'électronique et les branches qui lui sont liées offrent de plus en plus de produits aux foyers. Mais il est difficile de savoir quel sera leur impact économique. Micro-ordinateurs, vidéo, télématique en général, bénéficient d'une littérature abondante. Mais la plupart de ces appareils ne se présentent souvent que comme des sortes d'appendices de la télévision qui, elle, fut vraiment le « produit nouveau », source incontestable de croissance et d'emploi.

La bio-industrie, autre secteur prometteur, proposera des produits de substitution beaucoup plus que des produits radicalement nouveaux. Du côté de l'énergie, même constatation. En général, dans tous les domaines d'innovation, ce sont les outils de production plus que les biens offerts au consommateur qui seront fortement transformés. Ce qui apparaît insuffisant pour sortir les pays industrialisés de leur crise.

C'est donc à une autre façon de voir la technologie qu'il faudrait convier le pays. Des besoins réels mais mal satisfaits existent qui devraient requérir davantage l'attention des chercheurs, qu'il s'agisse de transports collectifs, du cadre de vie urbain, des conditions de travail, de la gestion du temps libre, etc.

Plus généralement, une autre vaste question se pose qu'a fort bien évoquée M. C.-J. Maestre dans un document non publié destiné au colloque organisé par M. Chevènement : la crise présente ne remet-elle pas en cause fondamentalement le modèle de développement économique ? Jusqu'ici, la seule innovation scientifique vraiment valorisée a été celle qui a servi l'agriculture, l'industrie ou les services. Les autres formes d'innovations sociales et culturelles ont été soit ignorées, soit marginalisées. Il est temps de les sortir de l'oubli, sans délaisser bien sûr les autres dans un monde où la compétition s'est exacerbée. C'est ainsi que les sciences humaines devraient connaître un nouvel essor, et notamment les recherches sur la gestion des conflits, l'innovation institutionnelle, l'organisation des procédures, etc.

Ce « nouveau cours » demandera le renforcement de deux attitudes : celles qui poussent à l'interdisciplinarité et à la décentralisation, cette dernière étant de toute façon indispensable pour réduire le coût de la complexité dans le modèle économique actuel, le prix démesuré de l'organisation et de la gestion des grands systèmes (3).

### Une culture moins abstraite

La décentralisation permettrait aussi une troisième réconciliation : celle de la technique et de la culture. Il est confondant que, dans l'enseignement secondaire, le culte de l'abstraction soit poussé au point que l'on dirige toujours vers les sections techniques les élèves que l'on considère — selon des critères archaïques — comme de moindre capacité intellectuelle. Il est de même assez inquiétant de constater que nombre d'ingénieurs aient une culture générale de niveau élémentaire, parce qu'elle est pratiquement bannie de l'enseignement des grandes écoles, de même au reste que la formation des cadres à leur rôle de dirigeant. Souhaitons, comme M. Jean Mersch (4), que le Centre d'études des systèmes et techniques avancées mis en place par M. Joël de Rosnay n'oublie pas cette dimension précisément apportée par l'institut Auguste-Comte qu'il remplace, et qui n'avait pas que des défauts.

C'est même au nom d'un meilleur rendement économique que la culture technique doit se trouver confortée dans notre société. Les Japonais nous prouvent que l'efficacité ne se situe pas tant dans la production des techniques que dans la réussite sociale de leur mise en œuvre (5). Le colloque national suscité par M. Chevènement a aussi cette ambition. Nous vivons dans une société qui baigne à ce point dans les techniques, que notre champ culturel s'en trouve bouleversé. Il n'est plus possible de séparer les deux mondes. Sinon, la marmite technologique ressemblera plus à celle des sorcières qu'à celle de Papin.

PIERRE DROUIN.

(2) Lire la communication de M. Bernard Real, de l'université de Grenoble, dans *les Mutations technologiques* — Édition Economica, 1981.

(3) Comme le démontre efficacement dans nombre de ses écrits M. Jean Voge, président de l'Institut pour le développement et l'aménagement des télécommunications et de l'économie.

(4) Bulletin n° 356 de l'Association des cadres dirigeants de l'industrie pour le progrès social et économique (Acadi).

(5) Jocelyn de Noblet dans *Manifeste pour le développement de la culture technique*. Centre de recherche sur la culture technique, 69 *bis*, rue Charles-Laffite à Neuilly-sur-seine.

# Le cœur de l'homme et la statistique

par JEAN SAVARD (*)

LES progrès de la technique sont tels que le mot science est aujourd'hui galvaudé. C'est oublier que la technique est l'art de tirer parti dans un domaine concret des découvertes parfois purement abstraites de la science. Mais l'emploi du mot science est injustifié quand il s'agit d'étudier le comportement d'une société humaine et de tirer des conclusions quant à la bienfaisance ou la malfaisance des systèmes politique et économique qui la régissent. L'économie, la politique, la sociologie, les sciences humaines, etc., ne sont pas des sciences. Ou, si l'on préfère, ce sont des sciences inexactes. Parce qu'il leur est impossible de définir avec précision la psychologie de l'individu et celle des foules. Ce facteur essentiel fait toujours défaut dans les équations savantes des doctrinaires.

En vérité, l'usage du mot science par les sociologues, les économistes, etc., ne traduit que leur volonté de s'affirmer comme des détenteurs de vérités premières. C'est oublier que ces vérités sont provisoires et régionales. Un système économique ou politique qui donne des résultats positifs quand appliqué — ou imposé — à une collectivité humaine déterminée pourra donner des résultats négatifs quand appliqué à une collectivité de mentalité différente.

Peut-être les sociologues n'utilisent-ils le mot science que pour souligner que leurs enquêtes sont conduites sans idées préconçues. Dans ce cas, le mot science signifierait honnêteté intellectuelle. Ce serait la moindre des choses.

Les sciences exactes elles-mêmes ont été confrontées au problème de la liberté, à laquelle elles ont parfois substitué le mot hasard. La physique classique a établi des lois dont les rudiments sont enseignés aux écoliers. Ces lois décrivent le comportement moyen d'un très grand nombre de molécules. La physique moderne est parvenue à préciser le comportement de la molécule individuelle. Les principes de cette dernière — en particulier dans le domaine de l'adsorption et de l'émission de l'énergie — sont en contradiction absolue avec ceux de la physique classique. Les lois établies par ces deux physiques sont exactes, mais ont leur domaine propre d'application : le grand nombre pour l'une, l'individu pour l'autre. En résumé, les sciences exactes sont parvenues à étudier les propriétés de l'individu après avoir défini celles d'une population.

Comparaison n'est pas raison, et la personne humaine n'est pas une molécule... du moins pas encore. Mais la démarche du libéralisme économique et intellectuel a été inverse de celle de la science. Le développement de l'outil de production fut d'abord artisanal, c'est-à-dire individuel.

Mais certains secteurs de la production industrielle et agricole procurent des moyens d'existence à un si grand nombre d'individus et mettent en jeu des investissements si importants qu'on peut se demander si les concepts de responsabilité et de liberté issus du libéralisme individuel sont applicables à de grands ensembles. A partir du grand nombre sur lequel elle travaillait sans s'en douter, la science a découvert l'individu moléculaire ou atomique. De même qu'il y a coupure entre la physique classique et la physique moderne, il y a peut-être incompatibilité entre un libéralisme individuel et classique et un libéralisme moderne applicable aux grands ensembles et qui recherche encore ses définitions. Je pose cette question à tous les sociologues qui usent et abusent du mot science.

### La charité et l'impôt

Les notions de responsabilité et de liberté ont-elles encore une valeur quand il ne s'agit plus du comportement de l'individu ou du groupe restreint qui s'identifie à cet individu ? Les peuples sont-ils responsables des méfaits et des crimes commis en leur nom ? D'aucuns parlent sans cesse de responsabilité — surtout quand ils estiment que la leur est nulle — sans se douter que cette notion n'a aucun sens à partir d'une certaine dimension, à partir du grand nombre.

Le libéralisme individualiste de jadis a considéré que le chômeur normalement constitué était un paresseux ou un chenapan. Il n'avait pas toujours tort. Aujourd'hui, des millions de chômeurs posent des problèmes que ce libéralisme se demande comment résoudre. Le concept de chômage prend une signification nouvelle quand on passe de l'individu au grand nombre. Secourir un individu ou une famille en détresse était un acte de charité. Venir en aide aux chômeurs signifie aujourd'hui acquitter un impôt. Psychologiquement ce n'est pas la même chose. La notion de charité perd sa signification morale quand on passe au grand nombre.

Il est heureux que les sciences dites humaines soient encore des sciences inexactes qui n'ont encore que la statistique pour justifier leurs prétentions abusives. Car si elles parvenaient à établir des lois exactes comparables à celles de la physique classique — autrement dit des lois impératives s'appliquant à des moyennes, — nous serions soumis à un régime totalitaire. Il est significatif à cet égard que la dictature moscovite se réclame de la science la plus classique ne connaissant que le grand nombre, et n'ayant pas encore découvert les angoisses de l'individu.

En revanche, nos concepts libéraux individuels ne conduisent qu'au désordre lorsqu'ils sont appliqués au grand nombre. Je me demande si notre civilisation occidentale échappera à un totalitarisme issu des lois scientifiques de moyennes.

Un aspect de la science mathématique répond peut-être à cette interrogation : la loi des grands nombres et le calcul des probabilités. Si la grandeur d'une propriété est répartie au hasard entre les individus d'un même ensemble, sa valeur moyenne affectera les individus les plus nombreux. Mais certains auront le droit de refuser de se soumettre. Leur nombre tend vers zéro quand l'écart par rapport à la valeur moyenne de la propriété tend vers l'infini soit par excès, soit par défaut. Les nombres des contestataires se placent sur une courbe dite de Gauss, ou en cloche. Tout nombre qui se place sur la courbe est alors toléré par la mathématique... et par le pouvoir politique. Ce dernier qualifie de « subversif » tout nombre qui se place en dehors de la courbe. D'autre part, le calcul du coefficient de corrélation permet de calculer la probabilité de l'existence d'une relation entre une cause supposée et un effet observé.

Si les sciences dites politiques, économiques, sociales, humaines, devenaient exactes, nous n'aurions pour libertés que le hasard et la probabilité.

(*) Professeur honoraire à l'université de Lille-I.

# Le cœur de l'homme et la statistique

par JEAN SAVARD (*)

## La charité et l'impôt







# LA POLOGNE « NORMALISÉE »

## La marge étroite de l'Église

(Suite de la première page.)

*« Nous croyons en conséquence que nous nous montrerons un peuple fort, car nous nous montrerons un peuple qui sait croire en Dieu et sait prendre de Dieu cette lumière nécessaire à éclairer le chemin de notre action. »*

Ce à quoi l'Église appelle ainsi les Polonais, c'est à s'unir autour d'une morale qui n'est pas celle du pouvoir. Ce fut là, de l'avènement du régime à août 1980, la première des manifestations de l'opposition de la société à ses dirigeants ; elle n'avait pas été vaine, puisque dans aucun autre Etat communiste le divorce entre pays légal et pays réel n'a de tout temps été aussi patent. *« On peut et on doit,* dit en conclusion le primat, *maîtriser la haine, car elle ne construit rien de bon (...). La haine, la vengeance ou la volonté de vengeance sont des vices. Le Christ sur la croix a pardonné même aux malfaiteurs. C'est notre voie chrétienne, votre voie, dure et difficile, mais un évêque ne peut proposer d'autre voie que celle-ci. »*

### Les feuilles clandestines se multiplient

Les fidèles se dispersent. Les conversations vont et iront bon train, mais, au-delà des polémiques et des interrogations personnelles, reste la principale question : cette voie — la seule, en effet, que puisse prôner *l'Eglise — est-elle encore à même* de faire éviter les écueils ? Aujourd'hui, il ne s'agit plus uniquement, en préservant au moins une liberté — celle de croire, — d'empêcher le totalitarisme de triompher. Il a perdu, et la preuve la plus éclatante en est l'effacement du parti au profit de la force armée. Aujourd'hui, il s'agit pour l'Eglise — c'est la première des préoccupations du primat — d'empêcher que le sang ne coule dans les rues de Pologne.

Demain, quand entreront en vigueur les augmentations de prix annoncées, une part importante de la population connaîtra une véritable misère : la colère pourrait alors exploser et la dictature déboucher sur cette tragédie nationale qu'elle avait, à en croire la propagande, pour objectif d'empêcher. Plus immédiatement, si Solidarité, décapité, n'est plus qu'un souvenir, les *réseaux* clandestins apparus aussitôt après le 13 décembre se *développent*. Rares hier, les feuilles qu'on se passe sous le manteau se *multiplient* à un rythme étonnant dans tous les coins du pays. Bourrés d'informations et de récits plus ou moins bien recoupés, *ces tracts ont pour mérite d'exister,* de rompre le silence des informateurs en uniforme, de la presse, dont très peu de titres ont été autorisés à reparaître, et des salles de spectacles, toujours fermées.

Dans ce *silence*, le moindre mot d'ordre gribouillé sur un mur, la plus petite affiche, parlent haut et *fort, et grisent nombre de jeunes* ouvriers et étudiants décidés à réinventer les règles de l'action clandestine. Le phénomène ne touche que des milieux limités, mais il pourrait s'étendre, et, en tout état de cause, il faut peu d'hommes pour organiser des actions spectaculaires ou violentes. Pour empêcher que l'émeute ne naisse, ou qu'une résistance active ne suscite une répression beaucoup plus brutale, il ne peut suffire d'appeler à opposer la morale chrétienne à la force.

L'Eglise en est tellement consciente que l'ambition, dans l'entourage du primat, est de parvenir par la négociation à une détente politique qui laisserait une place à l'espoir, et donc au temps. La reconquête des conquêtes perdues étant impossible, on veut croire possible une amnistie, une libération des internés peut-être progressive et même une renaissance — sous conditions, bien sûr — de Solidarité. M. Walesa, auquel on ne *laisse voir que des représentants de* la hiérarchie ecclésiastique, aurait, de son côté, dit-on de source fiable, *« assoupli sa position »*. Il envisagerait maintenant de négocier les conditions de l'ouverture de pourparlers avec le pouvoir, alors qu'il mettait comme condition préalable à tout contact la libération de tous les dirigeants du syndicat.

Cette recherche d'une détente demeure pourtant plus qu'hypothétique. La frontière est, en effet, très mince entre les compromis qu'elle demande et la compromission pure et simple. Entre, par exemple, l'autolimitation négociée d'un « Solidarité » nouvelle manière, et la mise à l'écart (ou pire) de membres de sa direction démocratiquement élus, mais inacceptables pour le pouvoir.

### Le directoire

Cette recherche, pour ne pas dire cette quête *désespérée*, de l'Eglise suppose également que les hommes qui dirigent le pays soient disposés à des concessions réelles eux aussi. Ils sont huit à composer le directoire placé à la tête de la Pologne : le général Jaruzelski ; le général Siwicki, vice-ministre de la *défense* ; le général Kiszczak, ministre de l'Intérieur ; MM. Obodowski et Rakowski, vice-premiers ministres, et MM. Olszowski, Barcikowski et Mileski (ancien *ministre* de l'intérieur), tous trois secrétaires du comité central. L'Eglise considère que plusieurs d'entre eux, avant tout MM. Jaruzelski et Barcikowski, aspirent à une solution politique et seraient prêts à contenir les forces les plus réactionnaires que le coup d'Etat a remis sur le devant de la scène. Il faudrait donc « aider » ces hommes, leur donner à eux-mêmes et au pays un *« délai de grâce »*, pour reprendre l'expression d'un proche du primat.

On connaîtra la valeur de ce calcul quand auront filtré les premières indiscrétions sur l'entrevue de samedi, et quand le général Jaruzelski aura prononcé le discours-programme qu'il doit présenter à la Diète le 20 janvier.

*Les faits, en attendant, sont que* l'Eglise polonaise traverse sa plus redoutable épreuve depuis la fin de la guerre, que la résistance est assez vive pour qu'il ait fallu arrêter depuis le 13 décembre, selon les chiffres officiels, mille deux cent soixante-quatorze personnes, et enfin que la situation de l'économie place le pouvoir dans une situation de très grande faiblesse.

La Pologne, déclaraient samedi devant la presse étrangère le ministre des finances, M. Krzak, et un des vice-premiers ministres, M. Obodowski, doit, en principe, rembourser cette année 10 des 28,5 milliards de dollars qu'*elle* a empruntés en devises fortes. Il lui faudrait en plus 1,5 milliard de dollars par trimestre pour pouvoir procéder aux importations dont l'industrie a besoin. Tout en reprenant les affirmations de la propagande sur l'augmentation de la production de charbon (ce qui est crédible, puisque les mineurs travaillent désormais six jours sur sept) et l'*« amélioration de la discipline »*, M. Obodowski n'a pas caché l'ampleur des difficultés provoquées par le manque de matières premières. Il est très probable que les *ouvriers* dans beaucoup d'entreprises continuent de faire semblant de travailler, mais il est sûr que des grandes usines très nombreuses ne peuvent plus produire faute de matériaux.

Les sanctions économiques et financières occidentales auxquelles le pays risque de devoir faire face *constituent, dans ces conditions, une* menace très *réelle* pour la stabilité du pouvoir *militaire*. Le paradoxe est que le coup d'Etat militaire a fait de l'Ouest un acteur à part entière de la scène politique polonaise. Le porte-parole du gouvernement en est réduit à dire que les pressions économiques de l'Occident pourraient provoquer des troubles sociaux et retarder ainsi la levée de l'état de guerre.

BERNARD GUETTA.

## TÉMOIGNAGE

## Des mesures draconiennes ont été prises pour briser la résistance dans les usines

Varsovie *(A.F.P.)*. — Des mesures draconiennes ont été prises pour briser la résistance à l'état de siège dans les entreprises, qui ont été placées sous le régime de la « militarisation », selon le témoignage d'un travailleur de l'usine de tracteurs d'Ursus (banlieue sud-ouest de Varsovie).

Des informations, de source indépendante *mais invérifiables*, avaient affirmé que l'usine n'avait produit qu'un seul tracteur dans la deuxième quinzaine de décembre, après l'intervention des forces de l'ordre contre les grévistes.

La télévision, de son côté, a fait état d'une production de quatre-vingt-dix engins pour la journée du *30 décembre, au lieu de deux cent* trente par jour en temps normal. Le lendemain, le maire de Varsovie, M. Jerzy Majewski, avait avancé le chiffre de deux cent huit.

Interrogé, un ouvrier d'Ursus s'est déclaré incapable de faire une quelconque évaluation de la production de l'usine, toute communication entre les différents ateliers, désormais gardés par des militaires, étant interdite.

Autrefois, a indiqué cet ouvrier, le nombre de tracteurs produits s'inscrivait au fur et à mesure sur un grand tableau d'affichage que tous les ouvriers pouvaient voir, ce qui était censé les encourager à accélérer la cadence. Aujourd'hui, ce tableau a disparu, et chacun travaille dans son coin.

De toute évidence, le fonctionnement de l'usine est perturbé par le manque de matières premières, l'absence de pièces de rechange, la désorganisation du système de coopération entre entreprises et la coupure des liaisons téléphoniques.

Le sabotage est pratiquement exclu. Sous le régime de la loi martiale, le refus d'exécuter un ordre est passible d'une peine de trois ans de prison.

En outre, pour intimider les ouvriers, on les a rendus responsables du sort de quelque quatre-vingts membres du comité syndical de l'usine, qui ont été arrêtés le jour de la grève : c'est eux qui paieront si le travail est mal fait. Cette menace a paralysé toute velléité de contestation.

La seule façon d'exprimer ses sentiments — jusqu'à présent, sans encourir de sanction — c'est, à la cantine, de changer de table quand un membre du parti vient s'asseoir à celle où l'on est installé.

D'autres témoignages permettent de penser que l'attitude des ouvriers *d'Ursus, qui avaient été les héros* des révoltes ouvrières de juin 1976, ne diffère guère, à quelques détails près, de celle des travailleurs dans la plupart des usines du pays.

Ainsi, à l'usine d'automobiles F.S.O. d'Eeran, dans la banlieue nord-ouest de Varsovie, la production a été estimée par un ouvrier à une dizaine de véhicules par jour, alors qu'on en produisait trois cent cinquante en temps normal et deux cents en temps de crise.

Le travail est lent et médiocre. Une grande partie de la production est rejetée par les contrôles techniques. La télévision, qui a parlé d'une *situation normale* dans cette usine, s'est toutefois bornée à mentionner le nombre de carrosseries sorties des ateliers.

Aux aciéries de Varsovie, la résistance a pris la forme d'une grève du zèle. Selon un témoin, les responsables de la qualité dans une unité de traitement de semi-produits *appliquent à la lettre les* critères de sélection et rejettent systématiquement tout ce qui, autrefois, était utilisé, malgré des défauts mineurs. Cette action a entraîné la paralysie de plusieurs ateliers.

A l'usine d'instruments d'optique P.Z.O. de Varsovie, on fait état d'une attitude analogue : le maniement de certains appareils exige un outillage qui n'est pas toujours complet. Les ouvriers avaient l'habitude de fabriquer eux-mêmes les éléments manquants, bien que cela ne relève pas de leur compétence. Maintenant, ils s'y refusent. Ils ont caché les outils de leur fabrication et travaillent *strictement selon les règlements.*

Aucun cas d'arrestation pour perturbation du fonctionnement normal des entreprises n'a été signalé depuis le début de l'année, ce qui semble indiquer que la résistance sous forme de grève a cessé.

Dans le cas des ouvriers arrêtés dans les deux premières semaines de l'état de siège, les tribunaux ont prononcé des verdicts très variés. Le 7 janvier, à Varsovie, le tribunal a acquitté, faute de preuve, quatre ouvriers de F.S.O. accusés d'avoir organisé une grève.

Applaudi par l'assistance, le juge a tenu à souligner, non sans ironie, qu'en vertu de la *loi martiale*, le verdict était sans appel.

## Les dirigeants de Moscou multiplient les rencontres avec ceux de Varsovie

De notre correspondant

Moscou. — M. Josef Szijrek, ministre polonais des affaires étrangères, est arrivé dimanche 10 janvier en fin d'après-midi à Moscou pour une visite dont la durée n'est pas précisée. C'est le troisième voyage en U.R.S.S. d'un haut responsable polonais en moins d'une semaine. M. Tadeusz Nestorowicz, ministre du commerce, a signé, en effet, mercredi dernier, dans la capitale soviétique, un protocole sur les échanges entre les deux pays et on a appris le lendemain que M. Marian Wozniak, membre du secrétariat du POUP, avait rencontré M. Vladimir Dolguikh, membre du secrétariat du P.C. soviétique.

Les contacts entre les deux pays reprennent donc sur tous les plans, ceux de l'économie, du parti et maintenant de la diplomatie. La visite de M. Szijrek, écrivent les *Izvestia*, *« contribuera à consolider l'amitié et la coopération multiforme entre l'U.R.S.S. et la Pologne »*. Un éditorial de la *Pravda* intitulé *« L'épaule de l'ami »* insiste, ce lundi 11 janvier, sur *« la fidélité indestructible des Soviétiques à leur devoir internationaliste »* et affirme que *« l'alliance soviéto-polonaise est un facteur essentiel de la paix et de la sécurité en Europe »*.

Cette normalisation des relations entre l'U.R.S.S. et la Pologne, dont l'ultime étape devrait prochainement être une visite de M. Jaruzelski lui-même, coïncide avec un redoublement d'attaques de la presse soviétique contre les Etats-Unis. De ces attaques, la plus importante est celle qu'a publiée dimanche la *Pravda*, parce qu'elle est signée du nom d'Alexis Petrov, l'un des pseudonymes collectifs du comité central, et qu'à ce titre, elle représente, exprimée pour la première fois depuis le coup de force du 13 décembre, la position quasi officielle de l'Union soviétique.

M. Alexis Petrov écrit : *« La crise polonaise est principalement le résultat des activités concertées et systématiques des forces réactionnaires de l'intérieur et de l'extérieur, visant à miner les bases constitutionnelles de l'Etat polonais, son régime social. »* Aucune mention n'est plus faite des erreurs imputables au parti et au gouvernement. Toute la responsabilité en est pratiquement rejetée sur les « ennemis » du socialisme.

A l'intérieur, les « extrémistes » de Solidarité, dit la *Pravda*, s'étaient déjà distribué les portefeuilles, sous l'autorité de Washington et d'autres capitales de l'OTAN, dans le gouvernement qui devait accéder au pouvoir à Varsovie après le renversement du régime actuel.

A l'extérieur, les Etats-Unis veulent faire de la Pologne *« un foyer de déstabilisation »* et paraissent avoir décidé de *« mener une guerre non déclarée contre ce pays socialiste »*. Selon Alexis Petrov, *« les dirigeants de la Maison Blanche voudraient bien que la Pologne soit un point d'appui permettant de diviser le monde socialiste et d'ébranler tout le système des relations internationales »*.

La *Pravda* exprime une nouvelle *fois l'espoir que* les pays d'Europe de l'Ouest refuseront de s'aligner sur les Etats-Unis. Le quotidien du P.C. soviétique note que la sanction la plus sévère prise par Washington (il s'agit de la mise en cause du gazoduc sibérien dans laquelle le quotidien *Troud* voit un « symbole » des relations soviéto-européennes) vise, en fin de compte, l'Europe occidentale beaucoup plus que l'Union soviétique et que certains *« se frottent les mains »* dans la capitale américaine *« à l'idée qu'ils ont au moins créé des difficultés économiques à leurs concurrents »*.

Ces deux événements — la visite du ministre polonais des affaires étrangères et la première déclaration quasi officielle depuis décembre de Moscou sur la Pologne — confirment, pour l'Union soviétique, qu'une étape a été franchie sur la voie de l'unité retrouvée de la communauté socialiste. La consolidation de l'ordre international va de pair avec le *retour à l'ordre intérieur.*

THOMAS FERENCZI.

● *Meeting des contesteurs C.G.T. pour Solidarité : la coordination syndicale C.G.T. pour Solidarité*, regroupant les organisations de la C.G.T. condamnant la promulgation de l'état de siège en Pologne et contestant la position du bureau confédéral, organise un meeting à Paris, le 12 janvier, Bourse du travail, à 18 h. 30.

## LA RÉUNION DU CONSEIL ATLANTIQUE

## Washington demande à ses alliés des mesures « unitaires et fermes »

Le moment est venu de prendre *« des mesures unitaires et fermes »* face à la crise polonaise, a déclaré le secrétaire d'État américain, M. Haig, à son arrivée à Bruxelles dimanche 10 janvier, pour participer ce lundi 11 janvier à la réunion spéciale des ministres des affaires étrangères du conseil atlantique sur la situation en Pologne. Le chef de la diplomatie américaine a estimé que *« la poursuite de la crise en Pologne constitue un défi pour la paix et la stabilité mondiales »*.

Le secrétaire d'Etat a rencontré ce lundi matin son collègue français, M. Cheysson, au cours d'un petit déjeuner de travail.

Avant son départ de Washington, un haut responsable du département d'Etat, qui tenait à l'anonymat, a déclaré que les Etats-Unis et leurs alliés comptent publier ce lundi une déclaration qui *« montrera du doigt l'Union soviétique »* dans l'affaire polonaise.

Nul ne doute cependant qu'une position nette et claire des alliés atlantiques, souhaitée par les Etats-Unis, soit aisément trouvée. Les difficultés viennent d'ailleurs moins des positions de principe des principaux alliés, qui se sont notablement rapprochées en ce qui concerne la nature de la crise et le rôle de l'U.R.S.S., que d'un conflit périphérique : celui qui oppose la Grèce et la Turquie.

On sait que le gouvernement d'Athènes a désavoué son représentant à la dernière réunion des Dix sur la Pologne parce que les Etats de la Communauté ont adopté une déclaration qu'il estime trop ferme. Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, qui représentait la Grèce à cette réunion, M. Fotibas, a démissionné : la Grèce a adressé une note d'explication à ses alliés. Tout en condamnant fermement la loi martiale en Pologne, le gouvernement d'Athènes se refuse à envisager des sanctions économiques et juge *« opportun »*, faute de preuves *« d'intervention militaire de l'U.R.S.S. en Pologne »*, d'adopter une attitude *« plus prudente »*.

En fait, la Grèce (qui ne le dit pas) juge que la plus grande menace qui pèse sur elle vient, notamment depuis l'occupation de Chypre, de la Turquie. Son dispositif militaire principal est tourné vers l'est contre son allié turc. Elle ne veut rien faire qui risque d'envenimer ses relations, plutôt bonnes, avec son voisin du nord, la Bulgarie.

Quant à la Turquie, il sera délicat de lui faire condamner le régime militaire en Pologne alors que son propre régime militaire est de plus en plus critiqué par l'opinion occidentale et risque prochainement d'être sanctionné par le Conseil de l'Europe.

### Jean-Paul II dénonce « la violation des consciences »

A Rome, le pape Jean-Paul II, parlant dimanche devant trente mille fidèles rassemblés place Saint-Pierre, a dénoncé *« la violation des consciences »* en Pologne. Le souverain pontife a cité le discours prononcé le 6 janvier par le primat de Pologne, *Mgr Glemp : « Sous la menace de perdre leur travail, des citoyens sont obligés de signer des déclarations contre leur conscience et leurs convictions. » « Violer les consciences,* a commenté Jean-Paul II, *est un dommage grave fait à l'homme. C'est le coup le plus douloureux infligé à la dignité humaine. Dans un certain sens, c'est pire que d'infliger la mort physique. (...) Le principe du respect des consciences est un droit fondamental de l'homme, garanti par les Constitutions et par les accords internationaux. Avec tous les hommes de bonne volonté, je prie Dieu pour que les consciences de mes compatriotes ne soient pas étouffées. »*

Le ministre français des relations extérieures, M. Cheysson, a rencontré Jean-Paul II samedi 9 janvier, au cours d'une audience privée qui s'est prolongée bien au-delà de la durée préalablement fixée. Le ministre s'est ensuite entretenu avec différentes personnalités du Saint-Siège, dont le secrétaire d'Etat, Monseigneur Casaroli.

L'entretien a porté sur la politique internationale et en premier lieu sur les problèmes de la Pologne et du Proche-Orient. Soulignant que le Saint-Siège, tout comme le gouvernement français met au centre de leurs préoccupations le problème des droits de l'homme — dont celui des peuples à disposer d'un Etat, — M. Cheysson a insisté en parlant aux journalistes sur la *« densité particulière »* qui a marqué ces conversations. Il a estimé que l'analyse du Saint-Siège et du gouvernement français sur la Pologne concorde, mais les conclusions peuvent être différentes en raison de la nature spécifique de l'Eglise mondiale. Les conditions préalables posées par la France au gouvernement polonais (libération des personnes emprisonnées, levée de l'état de siège et reprise du dialogue) ne sont pas différentes des requêtes qu'a faites au général Jaruzelski l'envoyé du pape.

## UN GROUPE ANARCHISTE REVENDIQUE TROIS ATTENTATS COMMIS A PARIS

Trois attentats à l'explosif ont été commis presque simultanément à Paris, dimanche 10 janvier, en début de soirée, contre trois sociétés dont deux ayant des relations avec les pays de l'Est.

Le premier s'est produit dans les locaux de Metalexfrance, société d'origine polonaise, spécialisée dans les biens d'équipement industriels, située 21, boulevard des Batignolles, dans le 8e arrondissement. Le second a eu lieu dans le bâtiment situé 78, rue Beaubourg, dans le 3e arrondissement, abritant la société soviétique SLAVA, fabriquant des lunettes et du matériel d'optique. Le troisième visait la société Esmil, 2, rue de Clichy, dans le 9e arrondissement, filiale d'un groupe hollandais et américain *commercialisant de sfiltres et des* décanteurs.

Ces attentats, qui n'ont pas fait de victimes, ont causé d'importants dégâts matériels. Ils ont été revendiqués par un *« groupe Bakoukine Gdansk Paris »*, qui, dans un « communiqué n° 2 », déclare : *« Non à la remise au pas par les deux superpuissances des peuples et des travailleurs. Contre les internements, procès, assassinats d'ouvriers en Pologne, famine organisée, torture et massacre des populations en Amérique latine et en Afghanistan* (sic). *Combattons radicalement les intérêt séconomiques et politiques des impérialistes de Moscou et de Washington. »*

Le communiqué se termine par cette phrase : *« Ingérons-nous dans les affaires intérieures de tout Etat »*, répétée en polonais, en espagnol, en russe et en anglais.

Le *« groupe Bakoukine Gdansk Paris »* avait déjà revendiqué l'attentat commis le 20 décembre à Paris contre la société de transports routiers internationaux polonaise Botrans (*le Monde* du 22 décembre 1981).

[Bakoukine Mikhaïl Alexandrovitch (1814-1876) est un révolutionnaire anarchiste russe. Il fut exclu en 1872, au congrès de La Haye, de la première Internationale par Marx et ses amis. Bakoukine, grand théoricien de l'anarchisme, prônait la suppression de l'Etat par la révolution socialiste.]

# EUROPE

## Italie

### Un important théoricien des Brigades rouges a été arrêté à Rome

Correspondance

Rome. — Vingt-trois jours après l'enlèvement par les Brigades rouges du général Dozier, les forces de l'ordre italiennes ont remporté un important succès contre le groupe terroriste en arrêtant dans un appartement de la périphérie romaine, à l'aube du 9 janvier, le professeur Giovanni Senzani, trente-neuf ans. Surpris dans son sommeil, il se rendit sans résistance, criant aux policiers : *« Ne tirez pas, ne tirez pas ! »*

Insoupçonnable criminologue de l'université de Florence jusqu'à sa plongée dans la clandestinité, en décembre 1980, pendant l'enlèvement du juge d'Urso, à l'occasion duquel il joua un rôle de premier plan et donna, au nom des Brigades rouges, une longue interview à deux journalistes de *l'Espresso (le Monde* des 13, 14, 17 janvier 1981). M. Senzani était devenu depuis l'arrestation de Mario Moretti, en avril 1981, le brigadiste le plus recherché de la péninsule. On le présentait comme le principal « idéologue » sinon comme le cerveau du groupe terroriste.

S'agissait-il simplement de pouvoir mettre un visage, une identité sur un groupe qui reste encore en grande partie impénétrable et inconnu, malgré les révélations de quelques « terroristes repentis » ? Selon Patrizio Peci, ancien responsable turinois des Brigades rouges, arrêté en février 1980, M. Senzani n'aurait fait partie que des « irréguliers » des Brigades rouges, c'est-à-dire des brigadistes continuant à mener une activité apparemment normale dans le civil.

En revanche, une jeune terroriste arrêtée, en janvier 1981, affirme que Giovanni Senzani faisait partie des membres de la direction stratégique du groupe terroriste. La biographie de M. Senzani, cette double vie de chercheur en criminologie, spécialiste des problèmes de délinquance juvénile, devenu terroriste de premier plan, peut d'autant plus stimuler l'imagination qu'il est le beau-frère d'un autre brigadiste important, Enrico Fenzi, arrêté en même temps que Mario Moretti.

Alors que les Brigades rouges sont profondément divisées, comme en témoignent leurs documents internes saisis depuis plusieurs mois, Giovanni Senzani semble être le leader de l'une des fractions du groupe : celle des « politiques » dont la stratégie, face à la violence pure et aux démonstrations de force des « militaires », privilégie des actions visant à rompre le presque total isolement des B.R. dans la société italienne et exprime une espèce de « réformisme armé ».

Les deux enlèvements, où il semble désormais certain que M. Senzani ait joué un rôle-clé, celui du juge d'Urso en décembre 1980 et celui du leader démocrate-chrétien napolitain Cirillo en avril 1981, se sont achevés par une libération des otages après que les autorités eurent cédé sur les revendications des terroristes.

Cette ligne plus souple ne doit pas néanmoins faire croire que cette aile des B.R. n'est pas moins sanguinaire. L'enlèvement de Roberto Peci s'est achevé sur une froide exécution de l'otage, simplement coupable d'être le frère du terroriste repenti Patrizio Peci.

Lors du coup de filet mené par la police italienne le 9 janvier, neuf autres brigadistes ont été arrêtés et trois bases découvertes. Les enquêteurs y ont trouvé des armes à profusion — de quoi remplir six camionnettes, ont-ils déclaré, — dont certaines très sophistiquées, comme un lance-roquettes antichar et deux missiles sol-air. Au cours de cette opération, de nombreux documents jugés très importants par les enquêteurs ont été saisis.

Si l'arrestation de Giovanni Senzani représente un coup important porté aux Brigades rouges, il n'est pas certain pour autant qu'elle favorise les recherches contre les ravisseurs du général Dozier. Quelle est la fraction des B.R. qui a effectué l'enlèvement ? Même l'étude attentive des communiqués terroristes rendus publics depuis le 17 décembre ne permet pas de trancher avec certitude.

MARC SEMO.

● *Trois cent onze attentats et vingt-quatre homicides*, tel est le bilan du terrorisme pour l'année 1981 en Italie, diffusé par le bureau d'études du P.C.I.

Le nombres des attentats est en nette diminution (mille deux cents en 1980 et deux mille deux cents en 1979), mais celui des morts (vingt-quatre) reste élevé. Quant au nombre des enlèvements terroristes, il a atteint le chiffre record de huit contre un en 1980. Deux des rapts se sont achevés par l'exécution des otages : l'ingénieur de la firme Montedison de Mestre, Giuseppe Taglìercio, et le frère du terroriste repenti Patrizio Peci, Roberto.

Sur trois cent onze attentats, cent trente-huit ont été commis par l'extrême gauche, cinquante-quatre par l'extrême droite et trois par des extrémistes arméniens (cent seize étant d'auteurs inconnus). — *(A.F.P.).*



# AMÉRIQUES

## Nicaragua

### LE « NEW YORK TIMES » SE PRONONCE POUR UNE AIDE CONDITIONNELLE AU RÉGIME SANDINISTE.

Dans son éditorial du samedi 9 janvier, le *New York Times* a commenté de façon positive la décision française de vendre des armes au Nicaragua : *« Si le Nicaragua estime qu'il a besoin de se procurer des armes pour assurer sa sécurité, il vaut mieux qu'il achète des hélicoptères à la France qu'à l'Union soviétique. »* Le geste de la France, estime le quotidien new-yorkais, devrait encourager Washington à réviser sa politique à l'égard de Managua et à reprendre une aide conditionnelle au régime sandiniste. *« Pourquoi ne pas promettre la reprise d'une aide américaine si le régime sandiniste respecte ses engagements en faveur de la démocratie, en commençant par une amnistie pour les prisonniers politiques ? Pourquoi ne pas accueillir favorablement les contacts entre le Nicaragua et d'autres démocraties, comme le marché qui vient d'être conclu avec la France ? »*

Le journal du parti communiste cubain, *Gramma*, a écrit — samedi à ce propos : *« Si ces armes avaient été vendues à Pinochet, aux Salvadoriens, auteurs d'un génocide, à la Corée du Sud ou au Paraguay de Stroessner, les Etats-Unis n'auraient pas considéré cela comme une « gifle » ou comme quelque chose de « décevant ». Ils auraient applaudi. »*

## États-Unis

### La tension monte dans la communauté haïtienne dont le drame commence à trouver des échos

De notre envoyée spéciale

Miami. — Les réfugiés haïtiens sont-ils devenus des moutons enragés ? C'est ce que se demandent avec inquiétude les autorités américaines, qui considéraient jusqu'à présent leur communauté comme de mœurs pacifiques, en tout cas comparée aux autres Noirs et aux Latino-Américains.

Il est vrai que la colère gronde parmi les anciens sujets de Jean-Claude Duvalier, furieux de la détention de deux mille cinq cents d'entre eux dans divers centres d'internement aux Etats-Unis et à Porto-Rico, dont le déjà fameux centre de Krome, dans la banlieue sud de Miami.

Rosette, vingt-cinq ans, a débarqué à Miami, il y a moins d'un an après une odyssée de trois mois, dont trois semaines d'escale à Cuba. Elle était partie avec son mari, un ouvrier agricole auquel des amis avaient prêté l'argent du voyage (le prix de la traversée varie de 500 à 1 000 dollars par personne). Sur le rafiot hoquetant qui les transportait, Rosette, qui est jolie, a attiré l'attention d'un autre passager. Une bagarre a éclaté, dans la promiscuité du bord. Rosette a été jetée à la mer, repêchée de justesse et priée, par son mari, de ne plus repousser les avances de son brutal galant, qui menaçait de tuer son rival. Lorsque Rosette a débarqué à Miami, elle était enceinte et a dû aller vivre avec son séducteur, qui la bat. Son enfant est né et le mari de Rosette veut reprendre la vie commune, mais ils ont peur de l'autre homme et sont venus consulter le centre haïtien de santé mentale.

Deux des responsables du centre dressent un tableau navrant de la situation de leurs « clients ». Presque tous de pauvres paysans illettrés qui ne parlent que créole et ont vendu jusqu'à leur lopin de terre pour payer le voyage en Amérique.

#### Quarante dollars par semaine

Certains ont trouvé du travail « au noir », mais dans des conditions scandaleuses : 40 dollars par semaine pour dix heures de travail par jour dans une exploitation laitière du Texas. 2 dollars de l'heure pour cueillir des fruits à Belle-Glade, au nord de Miami, alors que le salaire minimum est 3,15 dollars. L'été dernier, à la grande surprise de leurs employeurs, les Haïtiens de Belle-Glade se sont mis en grève.

Devant l'effondrement de leur « rêve américain », ils se sentent totalement perdus, dit un responsable. Rien n'a vraiment changé pour eux : ils éprouvent le même sentiment d'impuissance devant l'autorité qu'en Haïti. Leur situation est beaucoup plus grave que celle des réfugiés qui les ont précédés : ils arrivent dans une société en crise, dans une conjoncture économique déprimée et la communauté haïtienne de Miami est saturée. Des maisons de trois pièces abritent de douze à quinze personnes : il n'y a plus d'intimité, les enfants vivent dans la rue.

Joseph-Jean, vingt-huit ans, lui, est un privilégié. Il est ouvrier imprimeur. Il a décidé de s'exiler après la « purge » de novembre 1980, qui a frappé de nombreux journalistes haïtiens. Il a payé 1 000 dollars son passage sur un bateau à moteur, qui l'a déposé en cinq jours à Miami. *« Nous sommes arrivés à 23 heures. Il n'y avait personne sur le quai. Le capitaine a appelé des taxis et chacun est allé retrouver la famille ou les amis qui l'attendaient. »* Joseph-Jean a rapidement obtenu un numéro de sécurité sociale, qui lui permettait de chercher un emploi : quinze jours plus tard, il était embauché dans une imprimerie de labeur. Mais il ne gagne que 100 dollars par semaine, à peu près la moitié de ce qu'un collègue, un Américain blanc, qui fait le même travail que lui, a obtenu, souligne-t-il.

Malgré tout, Joseph-Jean arrive à envoyer un peu d'argent à sa mère, veuve avec six enfants. L'économie haïtienne, font remarquer avec amertume les réfugiés, profite encore de cette main-d'œuvre à bon marché : les expatriés feraient parvenir plus de 100 millions de dollars par an au pays.

Dispersés à travers tout le pays, les réfugiés haïtiens, qui seraient plusieurs centaines de milliers, partageaient, jusqu'ici, le sort commun à tous les immigrants du tiers-monde installés plus ou moins légalement aux Etats-Unis : avec une bonne dose d'énergie et de philosophie, ils s'en « sortaient ». Certains même ont « bien réussi ».

L'internement des derniers arrivés a provoqué une brutale prise de conscience.

Samedi soir, à l'église Saint-Peter de Miami : c'est la réunion hebdomadaire de « Konbit liberté », une association d'entraide qui veut aussi accélérer cette prise de conscience. On y donne des nouvelles du pays, on y fulmine contre « Jean-Claude », mais on commence, aussi, à envisager des moyens d'action. La discussion est animée.

La tension monte dans toute la communauté haïtienne qui a reçu, ces temps derniers, des appuis d'horizons très divers : des manifestations ont eu lieu en faveur des détenus à Washington, New-York et Chicago. Les Eglises catholiques et protestantes, blanches et noires, multiplient les appels aux autorités fédérales. A Miami, le gouverneur, plusieurs représentants et l'ultra-conservateur sénateur Paula Hawkins ont proposé que les détenus de Krome soient libérés et pris en charge par des organisations ou des particuliers.

#### Un remède brutal

Au service d'immigration de Miami, on est bien embarrassé, et soucieux des accusations de racisme de plus en plus fréquemment lancées contre l'administration Reagan.

Un renfort d'une centaine de gardes a été envoyé à Krome, et les autorités attendent avec une certaine nervosité le 15 janvier, anniversaire officiel de Martin Luther King, qui donne traditionnellement lieu, dans tout le pays, à des manifestations noires.

*« Nous ne pouvions pas continuer à laisser les Haïtiens débarquer sur nos côtes de cette façon,* plaide Mme Beverly McFarland, responsable des relations avec la presse. *Si nous n'avions pas réagi, ce sont des millions de réfugiés des pays les plus pauvres des Caraïbes qui se seraient joints à eux dans les années à venir. »* Le remède était brutal, mais il a été efficace : la preuve en est la réduction spectaculaire du nombre des immigrants haïtiens entre 1980 et 1981, fait valoir Mme McFarland : 2 280 arrivées en octobre 1980, 629 un an plus tard, 1 021 en novembre 1980, 47 à la même époque l'an dernier... Elle assure que les deux graves émeutes noires qu'a connues Miami, en 1962 et en 1980, coïncidaient avec une arrivée massive de réfugiés. Un raisonnement qui laisse les responsables noirs de marbre : les réfugiés en question étaient, en effet, des Cubains, qui ont été accueillis comme on sait.

Une lettre émanant des détenus haïtiens du camp de Fort Allen, à Porto-Rico, a été reproduite par plusieurs journaux de Miami. *« Nous savons que l'opulence et la richesse endorment la conscience humaine,* écrivent les prisonniers. *Nous, les réfugiés politiques haïtiens, attirons l'attention du monde sur notre misère en ce vingtième siècle qui a vu l'homme mettre le pied sur la Lune. Notre peuple souffre, hurle, et personne n'entend ses cris de détresse. »*

NICOLE BERNHEIM.

## Haïti

### Un petit groupe d'exilés a débarqué dans l'île de la Tortue

Port-au-Prince *(A.F.P.).* — Un débarquement d'exilés haïtiens, liés à M. Bernard Sansaricq, a eu lieu à l'île de la Tortue, à quelques kilomètres de la côte nord-ouest d'Haïti, a-t-on appris dimanche 10 janvier de source informée à Port-au-Prince. Des renforts de troupes sont partis pour la ville de Port-de-Paix, située en face de l'île de la Tortue. Et, de même source, on affirme qu'un détachement militaire haïtien débarqué sur l'île a repris le petit poste militaire de Palmiste. Le groupe d'exilés aurait gagné les collines environnantes, où ils sont recherchés.

Le 26 octobre dernier, un avion bi-moteur non identifié avait lâché sur la capitale haïtienne des tracts en faveur de M. Bernard Sansaricq, président du parti populaire national haïtien et appelant l'armée et la milice à renverser le gouvernement de M. Jean-Claude Duvalier. Originaire de la ville de Jérémie, dans le sud-ouest d'Haïti, M. Bernard Sansaricq a quitté Haïti pour les Etats-Unis au cours des années 60, après que plusieurs membres de sa famille eurent trouvé la mort au cours d'une vague de répression. M. Sansaricq possède la nationalité américaine et a servi dans l'armée des Etats-Unis.

Vendredi, il avait informé un journaliste du *Miami Herald* qu'il allait, avec une quarantaine d'autres réfugiés, appliquer un plan d'invasion d'Haïti, afin de renverser le président Duvalier. Il se trouvait alors dans les îles Turks et Caïcos, possessions britanniques situées à 150 km au nord d'Haïti. La veille, un avion chargé d'armes et de munitions avait atterri à Caïcos, mais sa cargaison avait aussitôt été mise sous séquestre par les autorités locales.

[L'île de la Tortue est située sur la côte nord-ouest d'Haïti. Peuplée de 15 000 habitants, elle est séparée de la grande terre par un canal de 16 kilomètres dont la plus grande profondeur est de 1 267 mètres.

L'île, longue de 37 kilomètres et large d'environ 5 kilomètres, possède un plateau haut de 325 mètres et n'a pas de rivière. Occupée en 1640 par des aventuriers et des pirates français, elle a été une base pour les flibustiers qui attaquaient les convois espagnols qui passaient à proximité. Vendue en 1664 à la Compagnie des Indes occidentales, elle est à l'origine du peuplement français de la colonie de Saint-Domingue, qui prendra, en 1804, son nom indien de Haïti lors de l'indépendance.

L'île de la Tortue, qui fournissait au XIXe siècle des bois précieux, vit actuellement de pêche, d'agriculture et du commerce maritime avec les Etats-Unis et les Bahamas. Une concession à une société texane pour l'établissement d'un projet touristique avait été annulée par le gouvernement haïtien dans les années 70.]

# ASIE

## Chine

### Le gouvernement prend des mesures pour le rajeunissement des cadres

De notre correspondant

Pékin. — Le gouvernement de M. Zhao Ziyang vient d'intervenir dans deux domaines-clés — la lutte contre la hausse des prix et le rajeunissement des cadres — où une action énergique de sa part était effectivement attendue depuis la dernière session de l'Assemblée nationale populaire (A.N.P.), fin novembre. Par leur rapidité, les décisions annoncées, sans qu'on préjuge pour autant leurs résultats, plaident en faveur de la détermination du premier ministre.

La lutte contre le vieillissement bureaucratique a marqué un premier succès, même s'il est très limité, avec la démission, rendue publique dimanche 10 janvier, de six vice-ministres de l'industrie charbonnière, ayant tous dans les soixante-dix ans. Ce nombre est encore modeste au regard des quelque mille ministres et de leurs adjoints qui peuplent les instances gouvernementales, mais ce ne devrait être qu'un début. Lors de la réunion de l'A.N.P., M. Zhao n'avait, en effet, guère laissé de doutes sur sa volonté de promouvoir à des postes de direction des *« cadres jeunes ou d'âge moyen qualifiés idéologiquement, politiquement et professionnellement »*.

Le chef du gouvernement avait aussi annoncé son intention de diminuer la pléthore bureaucratique et de simplifier l'administration. Sur ce point, il est difficile de savoir dès maintenant l'effet de la dernière mesure. Avant cette démission collective, le ministère de l'industrie charbonnière comptait au moins douze vice-ministres, en fait sans doute plus, si l'on en juge par le fait que l'un des partants d'aujourd'hui ne figurait pas sur les listes les plus récentes du personnel politique chinois établies par les Japonais, experts en la matière. Or, Chine nouvelle indique que les six vice-ministres ont *« renoncé à leurs fonctions pour laisser la place aux jeunes »*. Cela permet de supposer qu'ils pourraient être remplacés, au moins en partie.

Les démissionnaires quittent aussi le groupe dirigeant du parti au ministère. Certains d'entre eux se retirent définitivement et vont bénéficier d'une retraite, les autres exerceront des fonctions de *« conseillers »*. Plusieurs occupaient, au demeurant, d'autres postes de responsabilité concurremment à celui de vice-ministre. Il n'est pas précisé s'ils les conserveront ou non. La plupart d'entre eux travaillaient depuis vingt-cinq ou trente ans dans le secteur de l'énergie et avaient rempli avant la révolution culturelle, au cours de laquelle ils avaient disparu, de hautes fonctions dans l'appareil économique.

L'an dernier, plusieurs ministres très âgés, dont celui du commerce extérieur, avaient déjà renoncé à leur charge. Ils avaient été nommés conseillers du gouvernement, selon une formule fortement encouragée. Le mouvement devrait maintenant s'accélérer et descendre aux échelons inférieurs. Le choix du ministère de l'industrie charbonnière est en tout cas significatif de l'effort que le gouvernement compte faire dans un domaine vital pour l'économie — il couvre 70 % des besoins en énergie du pays — mais où la production est en baisse depuis deux ans.

#### Lutte contre la hausse des prix

Le second domaine où le gouvernement est intervenu ces derniers jours est celui des prix. Dans une circulaire destinée à toutes les provinces et à tous les ministères, le gouvernement a énoncé, samedi, un certain nombre de dispositions visant à stopper les hausses des prix de détail.

Depuis l'augmentation, en novembre, du prix des cigarettes et des alcools, diverses rumeurs circulaient, faisant état de prochaines hausses de produits alimentaires et textiles. Elles ont été officiellement démenties. Mieux. En même temps qu'il démontrait sa volonté de freiner l'inflation, le gouvernement annonçait la baisse de quatre types de produits : postes de télévision, postes de radio à transistors, montres-bracelets, articles en polyester. Les baisses vont de 5 à 20 % des anciens prix.

Cet ensemble de mesures devrait rassurer l'opinion à l'approche de la fête du printemps (Chunjie), qui tombe cette année le 25 janvier. Cette fête, qui marque aussi le nouvel an lunaire, est l'occasion de nombreux cadeaux. A plus long terme, ces baisses pourraient conduire à une certaine stabilisation des prix, problème qui reste préoccupant malgré une amélioration l'an dernier. Dans son rapport devant l'A.N.P., M. Zhao Ziyang s'était montré plutôt discret à ce sujet, indiquant simplement que l'augmentation de l'index des prix avait été inférieure à celle de 1980. Selon les dernières statistiques elle serait de 2 % pour le commerce d'Etat (contre 7,5 % en 1980).

Ce chiffre ne signifie pas grand-chose : il ne tient pas compte, entre autres, des prix sur les marchés libres, où s'effectuent un nombre croissant de transactions à un niveau supérieur en moyenne de 30 % à la normale. Lors des récents entretiens sino-japonais, les Chinois auraient concédé pour 1981 une inflation de 6 %. Mais certains experts occidentaux avancent des estimations nettement plus élevées.

MANUEL LUCBERT.

## Inde

### QUAND LES MENDIANTS S'ORGANISENT

*(De notre correspondant.)*

New-Delhi. — « Après tout, nous faisons un métier comme un autre, sans doute même l'un des plus anciens ». *Forts de cette constatation, les mendiants de Jaipur, la capitale du Rajasthan, se sont donc réunis, depuis le 3 janvier, au sein d'une « fédération des mendiants » qui regroupe ceux qui entendent subvenir aux besoins de leurs familles en « faisant la manche » dans les rues de la ville rose.* « Divisés, *devait expliquer Kenna, leur président, élu à l'unanimité,* nous sommes incapables de faire face à ceux qui nous considèrent avec indifférence, voire hostilité. » *Et d'inviter ses confrères à retrousser... leurs manches. Premier objectif, trouver un local où pourrait s'installer la jeune fédération, ce qui, apparemment, ne va pas de soi, les propriétaires de la ville étant, semble-t-il, plus que réticents à l'égard de pareils locataires.*

*Second objectif : mettre un peu d'ordre dans une profession où régnait jusqu'à présent une certaine anarchie. La ville serait donc divisée en plusieurs secteurs, chaque groupe de mendiants se voyant ainsi attribuer un territoire où il régnerait en maître, avec, en contrepartie, l'interdiction d'aller chasser sur les plates-bandes des groupes voisins. Ainsi serait exploité plus rationnellement le marché potentiel et évité une saturation dont il est vrai qu'elle provoque souvent l'exaspération de ceux qui, aujourd'hui, se voient assaillis par de bien agressifs quémandeurs* (1). *Convaincus de la portée historique de leur initiative, les nouveaux fédérés ont également décidé d'appeler tous les mendiants du monde à s'unir.*

P. Fr.

(1) Selon le recensement de 1971, il y avait à l'époque plus d'un million de mendiants dans le pays.

# AFRIQUE

## Seychelles

# La présence militaire française a été renforcée

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Deux navires de guerre français mouillent depuis environ une semaine dans le port de Victoria, la capitale de l'archipel des Seychelles. Il s'agit de l'aviso escorteur *Victor-Schœlcher* et du bâtiment de soutien le *Rhin*. Un autre aviso escorteur, qui leur tenait compagnie, le *Commandant-Rivière*, a quitté Victoria. En outre, trois avions militaires français stationnent sur l'aéroport international de Pointe-Larue : deux appareils de reconnaissance Breguet-Atlantic et un avion de transport Transall. L'aéroport fut attaqué le 25 novembre dernier lors d'une tentative de coup d'État contre le régime de M. France Albert-René. Le ministère seychellois de la défense a refusé de préciser les effectifs de l'armée française présents dans l'archipel.

Les visites de routine de la flotte de guerre étaient devenues discrètes depuis que les autorités seychelloises avaient débarqué de force, en novembre 1979, douze marins français accusés, selon elles, d'avoir été mêlés à un complot en même temps qu'un assistant technique, M. Jacques Chevallereau. Ces marins étaient des instructeurs qui servaient sur un ancien dragueur de 400 tonnes, le *Topaz*, transféré par la France à la marine seychelloise. L'incident avait sonné le glas de la coopération militaire entre les deux pays.

Cet épisode, qui jeta un froid sur les relations bilatérales, paraît bien lointain. Aujourd'hui, on peut voir des cols bleus français circuler dans l'île de Mahé à bord de véhicules appartenant aux forces de défense seychelloises. La flotte française, comme toutes les autres marines de guerre, est autorisée à mouiller en rade de Victoria dans le cadre d'un système de quota qui limite, en théorie, le nombre des séjours et impose certaines restrictions. Ainsi, les navires *relâchant* aux Seychelles ne doivent être porteurs d'aucun armement nucléaire.

Entre le gouvernement socialiste français et le régime progressiste et non aligné de Victoria, l'atmosphère semble au beau fixe. Après l'attaque de novembre, la France avait rapidement envoyé un aviso escorteur à Victoria, en signe de solidarité, tandis que Moscou dépêchait deux bâtiments lance-missiles. Dans l'esprit des autorités, la présence quasi permanente de navires de guerre étrangers joue, au même titre que le stationnement d'un contingent militaire tanzanien, un rôle dissuasif envers les opposants au régime.

La tentative de coup d'État a contraint M. France Albert-René à repousser la visite officielle qu'il devait faire à Paris début décembre. Il n'est pas impossible que le président seychellois envisage de solliciter à nouveau l'assistance militaire de la France.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

**[A Paris, on confirme que le navire logistique, le « Rhin » est aux Seychelles en escale dite de détente, pour l'équipage, prévue de longue date. Mais, pour la circonstance, le gouvernement français a demandé à la marine nationale de détacher aux Seychelles, pour une escale dite de routine, deux avisos escorteurs dépendant de la flotte française qui séjourne en permanence dans l'océan Indien. D'autre part, deux avions de patrouille maritime, basés normalement à Djibouti, et un avion de transport, basé à la Réunion, ont été également envoyés aux Seychelles. L'un des deux Breguet-Atlantic doit, toutefois, regagner sous peu la France.]**

## Tchad

EN VISITE A KHARTOUM

# Le président Goukouni Oueddei demande un renforcement de la force interafricaine

**Arrivé samedi 9 janvier à Khartoum pour une visite officielle de trois jours, le président Goukouni Oueddei, du Tchad, s'est prononcé, dimanche, pour un renforcement de la force interafricaine de paix et a annoncé, après un premier entretien avec le chef de l'État soudanais, que « le peuple et le gouvernement tchadiens fondent des espoirs dans l'action du président Nemeiry afin d'aboutir à un règlement durable de la question tchadienne ».**

**A N'Djamena, des sources sûres ont affirmé, le dimanche 10 janvier, que les Forces armées du Nord (FAN) de M. Hissène Habré, observent une pause dans leur avance en direction de la capitale tchadienne, dont elles se trouveraient depuis plusieurs jours à 400 kilomètres. Actuellement, le gros des troupes de M. Hissène Habré demeurerait cantonné à Abéché et à Oum-Hadjer, dans l'est du pays. — (A.F.P.)**

Avant le repli, en novembre, des troupes libyennes sur le nord du Tchad et sur leur pays, les relations entre M. Goukouni, alors le protégé du colonel Kadhafi, et le président soudanais étaient empoisonnées par l'hostilité ouverte entre Tripoli et *Khartoum. M. Hissène Habré* bénéficiait de la sympathie totale de Khartoum, comme de celle du Caire.

Avec le repli militaire libyen, à la demande du président Goukouni, la situation s'est quelque peu modifiée. D'une part, l'opposition de l'Egypte et du Soudan à l'égard de la coalition de N'Djamena n'a plus lieu d'être. Mais, de l'autre, le départ *des Libyens a permis aux FAN de* M. Hissène Habré, force tchadienne la mieux intégrée et la plus disciplinée, d'élargir nettement ses bases face à une coalition qui, en dépit de l'appui français et la présence d'une force interafricaine de « *maintien de la paix* », semble de plus en plus lâche. A telle enseigne que M Hissène Habré aurait ordonné à ses hommes de stopper leur avance *sur* N'Djamena *pour* lui permettre de négocier, cette fois en position de force.

On a de bonnes raisons de croire que, tout en souhaitant la stabilisation d'un Tchad débarrassé des Libyens, le maréchal Nemeiry continue d'accorder toute sa sym*pathie à M. Hissène Habré. Mais,* comme il l'a avoué lui-même, il ne dispose pas de moyens réels d'influencer celui qui est redevenu l'« homme fort » du Tchad.

Dans ces conditions, le voyage de M. Goukouni Oueddei à Khartoum ne risque guère de modifier sérieusement la situation. A moins que ce dernier, de plus en plus isolé, accepte de négocier — ce *qu'il a refusé jusqu'ici*, — avec M. Hissène Habré, la « *réconciliation nationale* » réclamée par le chef des FAN. A moins, donc, qu'il y ait anguille sous roche et que M. Goukouni Oueddei accepte, pendant son séjour à Khartoum, de contacter les représentants des FAN, ce que l'on ignorait encore lundi matin en dépit des rumeurs circulant depuis la veille à ce sujet.

J.-C. POMONTI.

## République Sud-Africaine

### UNE ÉPIDÉMIE DE CHOLÉRA A FAIT TRENTE-DEUX MORTS DANS LES BANTOUSTANS EN UN AN.

*(De notre correspondant.)*

Johannesburg. — Trente-deux personnes d'origine africaine sont mortes, depuis janvier 1981, des suites de l'épidémie de choléra qui ravage trois « homelands » sud-africains : le Kangwane, le Kwazulu et le Bophuthatswana. « *La situation devient alarmante* », a annoncé, ce week-end, la télévision nationale après avoir révélé que, en six mois, deux mille trois cents personnes, presque toutes noires, ont dû être traitées pour avoir contracté le mal.

L'armée a été appelée à la rescousse dans plusieurs endroits et s'emploie, notamment, à diffuser par haut-parleurs montés sur des avions des conseils d'hygiène et des mises en garde à *l'adresse des populations rurales* africaines. Les autorités médicales sud-africaines sont en contact permanent avec celles du Swaziland, touché à son tour, et dont une vingtaine de nationaux sont morts en 1981. La vaccination contre le fléau a été déclarée obligatoire dans ce pays.

Sur les quelque huit cent cinquante cas confirmés depuis le début de cette année 19882, 85 % des victimes viennent du Kwa*zulu. Mais, dans les milieux autorisés*, on craint rapidement que l'épidémie atteigne rapidement les centres urbains, où vivent les populations blanches.

Plusieurs cas, dont un mortel, ont été recensés à Durban, capitale de la province du Natal, qui englobe, géographiquement sinon politiquement, le « homeland » du Kwazulu. Enfin, le Bophuthatswana et le Kangwane, où l'épicentre du fléau fut repéré en octobre 1980 (2 100 cas, 32 morts), ne se trouvent qu'à quelques dizaines de kilomètres de Pretoria et de Johannesburg.

Tandis que les autorités s'emploient à rassurer les citadins, certains médecins ne cachent pas leur inquiétude. « *L'épidémie n'a pas encore atteint son stade le plus meurtrier* », dit l'un d'eux, « *il faut attendre l'automne* (qui commence ici fin février) *et, espérons-le, les pluies qui nettoieront les rivières contaminées* ». C'est, en effet, à partir des cours d'eau, qui constituent souvent pour des centaines de milliers d'Africains, refoulés dans les « homelands », les seules possibilités d'eau « potable », que l'épidémie s'est déclenchée et s'étend. Dans les camps de réinstallation surpeuplés et les « *townships* » squattérisées au maximum, il n'y a souvent ni égoûts ni systèmes sanitaires adéquats et encore moins, en temps ordinaire, de facilités médicales.

PATRICE CLAUDE.

## Algérie

*Quatorze mois après le séisme*

# Tous les sinistrés d'El Asnam sont relogés

De notre envoyé spécial

Chlef (ex-El Asnam). — *Le pari est tenu, et il était de taille : quatorze mois après le tremblement de terre qui fit trois mille morts et détruisit presque totalement El Asnam, rebaptisée Chlef, plus aucun sinistré ne vit sous la tente. Seize mille familles sont déjà installées dans les logements préfabriqués, montés dans des délais record par une trentaine de sociétés étrangères, sur des sites aménagés au flanc des collines avoisinantes. Avec l'attribution prochaine de deux mille autres maisonnettes déjà terminées, la totalité du programme, qui en prévoyait vingt mille, aura été achevé.*

Vu du château d'eau dominant le site de Ouled-Mohamed, au sud-est de l'ancienne cité, le spectacle est impressionnant. Quelque trois mille bungalows s'alignent sur des banquettes d'une quinzaine de mètres de large creusées au bulldozer dans un sol pierreux et jaunâtre d'où a disparu toute végétation. Là ont été relogés les survivants du centre, et notamment ceux de la cité El Nasr (la Victoire) qui s'était affaissée comme un château de cartes, faisant un nombre considérable de victimes. Ils jouissent, pour la plupart, de meilleures conditions de logement que par le passé : les maisons comportent, en général, un séjour, trois chambres, les installations sanitaires et un chauffage.

Les grandes sociétés algériennes ont mis en place les réseaux de canalisations destinées à l'évacuation des eaux usées et à la distribution de l'eau potable. Puisée dans l'abondante nappe phréatique, elle alimente une série de châteaux d'eau, vastes cuves cylindriques de 2 000 mètres cubes chacune. Jouant avec la variété des modèles et les vallonnements du site, les urbanistes algériens ont évité que ne se dégage de l'ensemble une impression de monotonie. De même, neuf types de clôtures ont été retenus pour protéger l'intimité de la vie familiale. L'ensemble est desservi par de vastes avenues goudronnées et éclairées par des milliers de lampadaires. Le spectacle, la nuit, est saisissant. Ce n'est pas un luxe : l'étendue des nouveaux quartiers et la vulnérabilité de ce type d'habitat font que la sécurité est à ce prix.

Des dispensaires provisoires, des cabines sahariennes, des antennes de la pharmacie centrale algérienne (P.C.A.) et des annexes des grandes sociétés de commercialisation ont été mis en place. Les P.T.T. ont installé cabines téléphoniques et boîtes aux lettres. En plus de ces commodités, un effort a été fait surtout pour scolariser les enfants sur place dans le primaire. Les tentes ont disparu et, à Ouled-Mohamed, les huit écoles prévues (93 classes) sont ouvertes.

Les nouveaux quartiers restent *cependant encore des cités dortoirs* : la vie a largement déserté le centre de l'ancienne ville où s'étendent des terrains vagues, mais elle s'est concentrée à la périphérie en bordure des axes routiers, sur les routes d'Oran, de Tenes, de Sendjas et dans le vieux faubourg de Zeboudj. C'est là que commerçants et artisans ont construit en bois et en tôle magasins et ateliers. C'est là aussi que se sont installés les cabinets de médecins, dentistes et avocats. Derrière ces boutiques de fortune s'étendent des zones d'habitat précaire. Pourtant certains de leurs habitants répugnent pour le moment à s'installer dans les logements neufs afin de rester proches de leur travail.

Le transfert des activités commerciales dans les nouveaux quartiers est prévu à terme. Les *autorités viennent de lancer un* appel d'offres international pour la fourniture de mille six cents magasins individuels préfabriqués. Opération délicate, tant il est difficile de reconstituer un tissu urbain vivant. En attendant, les Asnamis devront se résigner à consacrer une bonne partie de leur temps aux déplacements, les moyens de transport étant encore insuffisants. « *On se débrouille et l'entraide joue à fond,* nous a dit un instituteur relogé à Ouled-Mohamed. *Je ne sais pas comment ils s'y prennent, mais aucun de mes élèves n'est en retard.* »

### Reconstituer le tissu urbain

Le relogement — priorité absolue — effectué, les autorités porteront l'effort sur les équipements collectifs. Mille cent classes dans le primaire sont terminées sur les mille six cents prévues, les dernières devant être achevées pour la fin février. Resteront à construire, toujours en préfabriqué, quarante et un collèges et huit lycées. Déjà, un lycée offert par la Suisse et monté tambour battant a ouvert ses portes à un millier d'élèves. Sont également programmés huit hôpitaux de deux cent quarante lits, quarante-cinq centres de santé, dont neuf offerts par la France, dix-huit polycliniques, etc.

*En attendant de reconstruire* la ville en dur, après une étude, zone par zone, de l'ampleur des risques sismiques, les autorités doivent entretenir cette gigantesque « cité de transition ». Eviter une rapide bidonvillisation en raison de la fragilité des matériaux et d'une vraisemblable surpopulation risque de coûter cher. Des O.P.G.I. (Offices de promotion et de gestion immobilières) vont être constitués, mais ils devront être subventionnés en attendant que la situation de l'emploi se normalise et que les loyers puissent être encaissés.

Le nombre élevé des sociétés étrangères a eu un effet heureux quant à la diversité des maisons, mais il comporte maintenant des inconvénients. Aussi les responsables ont-ils passé des contrats avec ces firmes pour la formation de techniciens, et une usine réalise sur place des panneaux préfabriqués. La récente décision du gouvernement de consacrer en 1982 7 milliards de dinars à un vaste programme d'importation de bâtiments préfabriqués devrait permettre de résoudre plus facilement les difficultés en les situant dans un contexte national.

Si le relogement des sinistrés d'El Asnam est spectaculaire, il n'en va pas de même pour les programmes d'« *autoconstruction* » dans les zones rurales : sur les vingt mille maisons prévues, une centaine seulement sont achevées. Cet échec est attribué au manque de matériaux, aux difficultés de transport dans des régions difficiles d'accès et à la concentration des moyens sur El Asnam même. Mais les formules proposées aux paysans impliquant des connaissances qu'ils n'ont pas le plus souvent ou des moyens financiers excédant leurs possibilités expliquent aussi cet insuccès. Pour y pallier, deux sociétés nationales ont été chargées de réaliser un prototype de maison dont la charpente métallique très simple à assembler et couverte d'un toit en éternit sera remise toute montée aux bénéficiaires ainsi qu'une somme de 9 000 dinars. Ils n'auront plus qu'à faire les remplissages et les finitions avec l'aide d'entreprises locales.

DANIEL JUNQUA.

### TROIS CENT VINGT KILOMÈTRES DE ROUTES

*Les vingt mille logements construits à Chlef s'étendent sur une surface de 1 150 hectares qui a dû être découpée, ce qui a nécessité la manipulation de 5,5 millions de mètres cubes de déblais et de remblais. Les cent quatorze sites aménagés vont de treize maisons à Miliana à six mille maisons à Chettia.*

*Trois cent vingt kilomètres de voies routières ont été installées et éclairées, tandis qu'étaient posés 1 100 kilomètres de canalisations pour l'évacuation des eaux usées, le drainage des eaux de pluie et l'alimentation en eau potable. Deux cents hectares d'espaces verts ont été plantés.*

*Les autorités locales estimnt que les sociétés nationales algériennes ont journi 80 % de l'effort de construction.*

## Ghana

### ACCRA RÉTABLIT SES RELATIONS AVEC TRIPOLI

Le Conseil provisoire de défense nationale (C.P.D.N.) du Ghana et la Libye ont décidé le rétablissement immédiat de leurs relations diplomatiques à la suite de la réception à Accra, par le capitaine d'aviation Jerry Rawlings, d'une mission libyenne. Radio-Accra, qui a donné la nouvelle, dimanche 10 janvier, n'a pas précisé la composition de la délégation libyenne. Les relations entre les deux pays avaient été rompues début 1981 par l'ancien président Limann, aujourd'hui interné, qui avait alors accusé les diplomates libyens en poste à Accra d'activités subversives.

Selon le *Sunday Times* de Londres, les huit hommes qui ont participé au coup d'État du 31 décembre « *avaient été entraînés en Libye* ». M. Limann aurait été informé du complot mais n'avait pas pour autant pris de « *dispositions spéciales* ». Le capitaine Rawlings, président du C.P.D.N., a séjourné à deux reprises depuis 1979 en Libye, pays qu'il a qualifié de « *rêve de révolutionnaire* ».

D'après Radio-Accra, cent vingt-deux personnalités, dont dix-neuf anciens ministres et quarante-deux anciens députés, se sont rendues à la police depuis le coup d'État. — *(A.F.P., A.P., Reuter.)*

# PROCHE-ORIENT

## Égypte

### Réouverture des anciennes librairies Hachette

La fermeture par Hachette, à l'automne 1980, de ses trois dernières librairies en Egypte, situées au Caire, à Héliopolis (banlieue cairote) et à Alexandrie, avait suscité assez de protestations parmi l'élite égyptienne (*le Monde* daté 21-22 septembre 1980) pour trouver un écho jusqu'au Parlement à Paris.

Les autorités françaises avaient donc par la suite envisagé diverses formules pour favoriser la réouverture des trois succursales. La distribution du livre français en Egypte, qui représente plus de 1 500 000 F par an, n'était plus assurée, en effet, après le repli de Hachette, que apr une seule librairie égyptienne du Caire, les Livres de France.

Finalement, l'ancienne filiale d'Héliopolis a été reprise par un cadre égyptien de Hachette, tandis que celles du Caire et d'Alexandrie ont été rachetées par un homme d'affaires égyptien, ayant des intérêts en Guinée, M. Adib Halim Gabra, récemment nommé conseiller auprès du ministre d'Etat chargé des Egyptiens de l'étranger, M. Albert Barsoum Salama. Ces deux librairies vont être rénovées (celle du Caire n'avait jamais été complètement fermée, épuisant ses stocks) et largement approvisionnées non seulement en ouvrages français, mais aussi en disques et en cassettes de fabrication française. Elles continueront également à diffuser la presse française, dont la distribution générale en Egypte, qui représente près de 5 millions de francs par an, a été confiée par Hachette, avant son départ d'Egypte, à la maison d'édition Al Ahram (les Pyramides), qui publie le quotidien du même nom.

D'autre part, un protocole franco-égyptien d'accord de coproduction cinématographique, le premier du genre selon le cinéaste Youssef Chahine, qui en est le promoteur, a été paraphé à la fin de l'année. Cette convention, qui illustre la nouvelle politique culturelle française d'ouverture sur les cinémas du tiers-monde, n'attend plus que la signature de M. Lang et de son homologue égyptien, M. Radouane, pour entrer en vigueur. — J.-P. P.-H.

● *Quatre-vingt-un détenus* arrêtés en septembre 1981 sur ordre de Sadate ont été libérés le samedi 9 janvier. Cette mesure porte à cent soixante-neuf le nombre des libérations parmi les mille cinq cent trente-six personnes accusées d'avoir pris part à la « *sédition confessionnelle* », trois groupes de prisonniers ayant déjà été libérés en novembre et décembre. — *(A.F.P.)*

● RECTIFICATIF. — C'est par erreur que nous avons écrit qu'aucun chef d'Etat occidental n'avait encore fait de visite officielle en Israël (*le Monde* du 8 janvier). Le président Nixon y a été reçu le 17 juin 1979 et le président Carter le 10 mars 1979. L'ambassade d'Israël nous rappelle également que de nombreux chefs de gouvernement, parmi lesquels le chancelier d'Allemagne fédérale, M. Brandt, et le premier ministre canadien M. Trudeau, sont allés en visite en Israël.

## Iran

### LE FRÈRE DU PRÉSIDENT KHAMENEI A ÉTÉ BLESSÉ AU COURS D'UN ATTENTAT

#### Ses deux gardes du corps ont été tués

Téhéran *(A.F.P., Reuter)*. — L'hodjatoleslam Mahamed Khamenei, frère du président iranien, a été blessé, dimanche matin 10 janvier, au cours d'un attentat devant la résidence du premier ministre à Téhéran.

Selon le comité central révolutionnaire, le jeune frère du président, qui est également député de Machad, a été « *légèrement blessé* », mais ses deux gardes du corps ont été tués sur le coup.

Plusieurs parlementaires iraniens ont été victimes d'attentats au cours des derniers mois et, comme à chaque fois en pareille circonstance, Radio Téhéran a accusé les « *agents américains* » d'en être responsables.

Dimanche, le journal *Azadegan* a annoncé plusieurs exécutions en province. Selon le quotidien, cinq membres du groupuscule terroriste Achraf Dehghan (groupe d'extrême gauche ayant fait scission avec les fedayin) ont été condamnés à mort par un tribunal de la révolution islamique et exécutés le 6 janvier dans la province d'Hormozgan (Sud de l'Iran).

Le 6 janvier également, le même tribunal de la révolution islamique a condamné à mort et fait exécuter « *huit gros vendeurs de drogue* », ajoute *Azadegan*. Par ailleurs, le quotidien a annoncé l'exécution, samedi, de trois personnes, deux moudjahidin khalo et un membre du Poki (parti démocratique du Kurdistan iranien), à Maragheh (Azerbaidjan oriental, Nord de l'Iran).

# A travers le monde

## Guatemala

● LE CHEF DE L'ETAT-MAJOR de l'armée guatémaltèque, le général Benedicto Lucas Garcia, a accusé, samedi 9 janvier, plusieurs religieux, dont la mère Victoria de La Rocca, enlevée la semaine dernière, d'être impliquée dans des activités de guérillas. Il a, d'autre part, annoncé que seize guérilleros avaient été tués au cours d'affrontements armés dans le département de Quiche. — *(A.F.P.)*

## Madagascar

● LE PRESIDENT RATSIRAKA a annoncé, dimanche 10 janvier, qu'il solliciterait un deuxième mandat de sept ans lors de l'élection présidentielle prévue cette année. S'adressant aux corps constitués et aux ambassadeurs étrangers à l'occasion des vœux du Nouvel An, le chef de l'Etat malgache n'a pas précisé la date de la consultation, *ni s'il en serait* l'unique candidat. Il a ajouté que, faute de crédits, les autres élections prévues cette année, dont les législatives, étaient reportées à 1983. Il a rendu public un programme économique en sept points et annoncé que le gouvernement serait bientôt remanié « *pour sortir Madagascar de sa crise profonde actuelle* ». — *(Reuter.)*

## Singapour

● DIX « EXTREMISTES MUSULMANS » membres d'une *Organisation de libération populaire de Singapour* ont été arrêtés pour avoir voulu renverser par les armes le gouvernement de l'île, a-t-on annoncé *officiellement* dimanche 10 janvier. Ils auraient eu « *le soutien en hommes et en fonds de puissances étrangères* » non nommées. Ils sont détenus en vertu de la loi sur la sécurité interne qui prévoit l'internement sans jugement et sans limitation de durée. Leur chef, M. Zainul Abiddine bin Mohammed Shah, journaliste, est membre du Parti des travailleurs, dont le chef avait été élu député en novembre dernier. — *(Reuter, A.P.)*.

# DIPLOMATIE

## M. CHEYSSON AU « GRAND JURY » R.T.L.-« LE MONDE »

# Il faut saisir l'« horrible occasion » polonaise pour « démontrer la nature véritable » du « totalitarisme » en Europe de l'Est

*« Dans les dernières années, on n'a pas assez parlé des aspects fondamentaux du conflit Est-Ouest. Ce n'est pas seulement tant de divisions qui s'opposent à tant de divisions. (...) C'est la lutte contre le totalitarisme »*, a déclaré M. Cheysson, ministre des relations extérieures, parlant dimanche 10 janvier à l'émission R.T.L. - *le Monde* « le Grand Jury ».

*« La réponse la plus importante, la plus grave »* pour le système socialiste — a encore déclaré le ministre — c'est de saisir *« cette horrible* occasion (l'affaire polonaise) *pour le démonter, pour en démontrer les mécanismes, la logique, la nature véritable. Après tout, ce système a voulu longtemps se présenter comme un mode de pensée, un mode de raisonnement, une inspiration servant une classe — on disait autrefois le prolétariat. Eh bien ! je trouve que la meilleure réponse à lui faire, la réponse la plus pernicieuse pour lui, c'est de démontrer qu'il n'en est rien. Les ouvriers en prison, les militaires au pouvoir ! »*

Comme on lui demandait *« comment sortir de Yalta »*, le ministre a d'abord répondu qu'il ne s'agissait pas de sortir de ce que fut *« juridiquement »* l'accord de Yalta de 1945 entre les grands vainqueurs mais de *« l'interprétation qu'on en donne ». « L'armée rouge a entraîné un système totalitaire dans les pays qu'elle occupait*, a-t-il dit. *Voilà ce que l'on appelle improprement Yalta. »*

A partir de là, M. Cheysson estime que la première chose à faire est de ne pas accepter que les conflits Est-Ouest *« soient obligatoirement transposés dans les parties du monde qu'il n'a pas encore atteints »* et de favoriser un véritable alignement dans le tiers monde. Ensuite le ministre pense qu'*« en Europe et un peu plus loin il faut tenter d'établir des ponts entre les deux côtés, en sachant que les évolutions seront lentes, qu'elles prendront des années et des années, en n'étant pas dupe, en ne croyant pas, parce que l'on a établi des relations commerciales, parce que l'on s'est vu un peu plus souvent, parce que l'on a utilisé les mêmes expressions avec très souvent des connotations totalement différentes de part et d'autre, qu'on a réglé les problèmes. »*

*« A l'intérieur du système totalitaire on a vu apparaître par moment les hommes. Le plus bouleversant est ce qui s'est passé en Pologne »*, remarque le ministre en se félicitant de la réaction du peuple français. *« Quelle sera la suite ? Je crois qu'il est tout à fait prématuré de le dire. Que restera-t-il du renouveau de 1980, 1981 ? Pour le moment, il n'en reste rien. Nous sommes revenus en arrière par rapport au début de 1980. »*

M. Cheysson souligne alors que, tout en maintenant l'aide humanitaire à la Pologne, *« nous ne pouvons pas avoir avec le gouvernement polonais, les autorités polonaises, le genre de relations qui permettraient de discuter de coopération, de vie comportant des liens, tant qu'un certain nombre d'éléments inacceptables demeurent : l'état de siège, l'internement d'un grand nombre de dirigeants, en particulier de responsables syndicaux, et l'absence de tout dialogue avec les forces politiques et sociales du pays, autrement dit l'anéantissement de ce qui a été le renouveau. Tant que cela est là, nous ne pouvons pas avoir, avec les autorités polonaises, des relations de coopération. (...) Pour le moment, nous ne pouvons pas parler de la dette avec les Polonais. (...) Nous ne pouvons pas envisager ce genre de conversation avec un gouvernement, avec une autorité qui a — je ne vais pas reprendre mes trois points — proclamé l'état de siège, interné des leaders syndicalistes et interrompu, annulé, anéanti ce qu'avait été le processus du renouveau. »*

## Le gaz soviétique

Quant aux sanctions contre l'U.R.S.S., dit M. Cheysson, *« il ne faut pas nous sanctionner nous-mêmes. (...) Nous avons besoin du gaz soviétique »*, remarque-t-il, en ajoutant que les Américains se gardent de remettre en cause *« le contrat du millénaire »* de vente de céréales américaines à l'U.R.S.S.

M. Cheysson ne pense pas du tout que le chancelier Schmidt soit tenté par le neutralisme. C'est une *« absurdité remarquable »*, dit-il, de le considérer comme un *« neutraliste masqué »*.

Interrogé sur les ventes d'armes, notamment au Nicaragua, M. Cheysson déclare : *« On ne peut donc pas dire à la fois que ce pays est « rouge » parce qu'il achète des armes soviétiques et le critiquer parce que, maintenant, il souhaite, symboliquement, acheter des armes qui ne soient pas soviétiques, c'est-à-dire françaises. (...) Aider un pays à affirmer son indépendance est un élément politique fondamental. »*

Il dément qu'il ait été question de ventes d'armes lors de sa récente visite en Ethiopie. La première chose que les Ethiopiens lui ont demandé, c'est de développer l'enseignement du français. Il ne cache pas cependant qu'il aurait préféré rencontrer le chef de l'État éthiopien à Addis-Abeba — ce qui était prévu à l'origine — plutôt qu'en Erythrée, à Asmara, région contestée. *« Je l'ai suivi là où il était »*, dit-il.

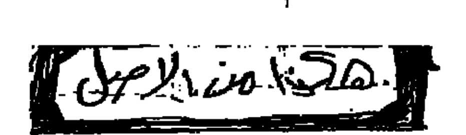
A propos du Tchad, M. Cheysson déclare : *« Ce n'est pas nous qui allons dire qu'il faut écraser Hissène Habré, qu'il faut négocier avec Hissène Habré ou qu'il faut isoler Hissène Habré. Certainement pas ! Nous soutenons le GUNK »* (Le gouvernement d'union nationale de M. Goukouni).

Enfin, le ministre s'est défendu de vouloir enterrer l'accord égypto-israélien de Camp David. *« Je n'enterre rien du tout*, a-t-il dit. *On peut très bien sortir de Camp David à partir de l'évacuation du Sinaï, c'est-à-dire à partir du 26 avril. Mais si Camp David devenait génial, si d'autres pays entraient dans cette négociation, on pourrait peut-être en faire quelque chose, mais nous ne le voyons absolument pas. »*

Interrogé enfin sur le report de la visite de M. Mitterrand en Israël, M. Cheysson déclare : *« La visite aura lieu, les arrangements préparatoires à celle-ci ont été interrompus à la suite de la loi de la Knesset sur le Golan, qui est une loi inacceptable, une véritable provocation au droit international. »*

Il admet que la France *« ne fait pas le poids »* au Proche-Orient, mais dit-il, ce n'est pas une raison pour *« ne pas dire ce que nous pensons »*.





# DIPLOMATIE

# LA CRÉDIBILITÉ DES NATIONS UNIES

## I. – Trop d'idées reçues

Par MAURICE BERTRAND

**Le Conseil de sécurité a désigné en décembre M. Javier Perez de Cuellar, diplomate péruvien, comme successeur de M. Waldheim à la tête du secrétariat général de l'O.N.U.**

**Dans une série de deux articles, M. Maurice Bertrand, membre du corps commun d'inspection des Nations Unies, donne son point de vue sur l'Organisation mondiale. Les idées exprimées ici le sont à titre purement personnel et n'ont aucun caractère *officiel*.**

La crédibilité de l'ONU, et des organisations qui lui sont rattachées, n'atteint pas dans les pays développés, et en particulier en France, un niveau très élevé. Si l'on n'en n'est plus au mépris que le général de Gaulle manifestait en parlant du « *machin* », on parle volontiers d'impuissance, de verbalisme, de bureaucratie, d'inefficacité. Tous les plaidoyers en faveur de l'organisation mondiale, surtout s'ils sont nourris de bons sentiments, se heurtent à un mur de scepticisme et de pessimisme. Il est contraire à la mode de croire à l'ONU.

Le catalogue des idées reçues retient essentiellement quatre thèmes principaux :

– En matière de sécurité collective, l'ONU n'a de pouvoir que dans la mesure où les Grands, et surtout les *deux* super-Grands, sont d'accord au sein du Conseil de sécurité. Comme une situation de ce genre ne se réalise à peu près jamais, il s'agit d'un pouvoir très mince. C'est sans l'ONU que les conflits locaux se résolvent, ou ne se résolvent pas, et que les relations Est-Ouest évoluent au gré des circonstances, cependant que la masse des armements continue de s'accroître malgré les éternelles réunions sur le désarmement.

– En matière de développement, les activités des agences du système des Nations unies ne sont pas *totalement inutiles, mais elles sont de valeur* très inégale. Quelques organisations ont une réputation relativement bonne, d'autres très mauvaise. Une partie des projets exécutés sur le terrain contribue sans doute au développement des pays pauvres (ou au moins à l'apai*sement de leurs revendications*), mais l'ensemble de la coopération multilatérale est moins efficace que les aides bilatérales, et l'on n'attend pas de toute manière de miracles en ce domaine. Le dialogue Nord-Sud reste bloqué, l'aide mondiale au développement tend plutôt à diminuer.

– Les coûts de fonctionnement de ces institutions sont extrêmement élevés et presque insupportables en ces temps de restrictions budgétaires au niveau national. Il s'agit de milliards de dollars, dont la plupart sont gaspillés en activités bureaucratiques inutiles. Les organisations se noient sous les flots de papier d'une documentation énorme et sans valeur réelle et sous des flots de paroles de débats interminables qui débouchent sur des résolutions vagues et pleines de vœux pieux. Les activités relèvent trop souvent de la pensée magique, tout se passe comme si, au lieu de résoudre les problèmes, on se contentait de créer de nouveaux organismes, alors que la coordination de ceux qui existent est déjà très mauvaise, et que leur concurrence empêche toute efficacité. Au surplus, la distinction faite depuis Bretton Woods en 1944 entre les organisations de types politique, social et technique (l'ONU et sa famille traditionnelle d'agences chargées du travail, de l'agriculture, de l'éducation, etc.) et les organisations financières (Banque mondiale et Fonds monétaire international) qui traitent des problèmes les plus sérieux et qui gèrent *les fonds les plus importants*, mais dont l'U.R.S.S. et les pays socialistes ne font pas partie, confirme la division idéologique du monde, et interdit d'entreprendre des actions concertées au niveau mondial.

– Enfin, et surtout, il n'y a aucune chance qu'il puisse se produire dans un avenir prévisible un changement important qui donnerait à l'ONU et à sa famille d'institutions une dimension politique nouvelle. Les chancelleries, dans leur sagesse, savent bien que toute réforme significative de la Charte des Nations unies est impossible, toute proposition sur un point déterminé devant inévitablement entraîner un si grand nombre d'autres propositions contradictoires qu'aucune négociation ne pourrait jamais aboutir. Aucune volonté politique de faire de l'ONU un organisme ayant quelque importance et *quelque puissance n'existe* d'autre part dans aucun des grands pays. La place de l'organisation mondiale dans la diplomatie, la coopération internationale et le développement paraît donc bien définie et pour longtemps : c'est une place modeste et aucun signe ne permet de penser que cela puisse changer bientôt.

### L'illusion de la cohérence

Les thèses ainsi résumées correspondent à une théorie de l'organisation mondiale que l'on pourrait appeler « la théorie de la crédibilité limitée ». Cette théorie a succédé au début des années 50 dans les milieux politiques et universitaires à deux autres théories aujourd'hui abandonnées :

– La théorie purement juridique en vogue dans les cercles de la Société des Nations au moment où Briand, Stresemann et Kellog signaient des pactes, qui condamnaient la guerre et devaient préserver la paix;

– La théorie « fonctionnaliste », élaborée entre 1943 et 1945, notamment par un professeur de l'université de Princetown, David Mitrany, selon laquelle l'association des Etats par « problèmes » dans des « agences fonctionnelles » qui se développeraient librement, tisserait des liens de coopération politique qui permettraient progressivement la « croissance pacifique » d'une société internationale.

Ce que l'on pense aujourd'hui, c'est que l'expérience a appris qu'il ne suffisait pas de signer des traités pour *garantir la* paix, et que *les* agences du système des Nations unies, créées justement dans un esprit « fonctionnaliste », n'ont pas été capables de créer entre tous les peuples ce climat de tolérance, de compréhension mutuelle et de participation aux mêmes problèmes, qui aurait pu conduire vers un monde où les risques de guerre disparaîtraient progressivement.

La théorie de la crédibilité limitée se prétend donc plus réaliste que les deux précédentes. Elle est à première vue cohérente, solide et marquée au coin de l'expérience et du bon sens. Elle est, en tout cas, à quelques nuances près, acceptée par la majorité de l'opinion, dans les pays occidentaux comme dans les pays socialistes, et à droite comme à gauche.

Et pourtant, en dépit de son apparente sagesse et de son acception très générale, elle ne résiste pas longtemps à l'examen. En fait, elle se trompe sur la nature de l'organisation mondiale, et compromet les chances d'une meilleure compréhension des problèmes mondiaux.

### Un schéma simplificateur

Sa première erreur consiste à considérer l'ONU et sa famille d'organisations comme des sortes d'administrations fédérales qui seraient en charge essentiellement de la sécurité collective et des négociations sur le développement, puis à comparer les coûts totaux aux résultats obtenus dans ces deux domaines. La situation ne correspond pas à ce schéma simplificateur.

L'organisation mondiale n'assure de fonctions de gestion de type administration fédérale que dans des domaines très limités : elle permet une coordination des administrations postales (UPU), des télécommunications (UIT), des transports aériens (OACI) et maritimes (OMCI), des offices météorologiques (O.M.M.), des services statistiques (ONU). Il s'agit là de fonctions indispensables mais modestes qui ne coûtent pratiquement rien (voir tableau 1).

La majeure partie des dépenses est consacrée aux activités opérationnelles de développement, dont le caractère multilatéral fait la difficulté, mais aussi l'intérêt et l'originalité. Dire qu'en ce domaine les aides bilatérales sont plus efficaces est tout à fait contestable : l'éradication de la variole dans le monde a été le résultat d'un effort multilatéral ; l'aide à la plupart des réfugiés ne peut être assurée que par des organismes, dont le caractère international garantit l'indépendance politique ; l'UNICEF ne réussit à faire adopter des politiques sociales en faveur des enfants que parce que les gouvernements connaissent son indépendance ; la définition de la stratégie des soins de santé primaire n'aurait pu se faire dans un autre cadre que le cadre mondial. Sur le total des budgets de l'ensemble des organisations, soit une vingtaine de milliards de francs, ces activités d'aide et de recherche en matière de développement représentent environ 18 milliards, soit 90 % de l'ensemble (cf. tableau 2).

Le coût des fonctions les plus critiquées atteint pour le forum des négociations (fonctionnement de tous les organes inter-gouvernementaux) 0,75 milliard de francs et pour les activités politiques, y compris le Conseil de sécurité et les activités de maintien de la paix (casques-bleus), 1,1 milliard de francs. Les sommes ainsi consacrées à la difficile recherche du dialogue de la négociation et de la paix représentent un peu moins du quart d'un jour des dépenses d'armement dans le monde, qui ont atteint en 1980 2,750 milliards de francs (1).

### L'oubli du temps

Mais ce qu'il est beaucoup plus important de comprendre, c'est que pour les problèmes essentiels, ceux qui retiennent l'intérêt et l'attention de l'opinion – sécurité, affaires politiques, collaboration internationale *et négociations sur les conditions* du développement, – l'organisation mondiale n'est pas et ne peut pas être une administration gestionnaire. Il faut beaucoup de naïveté ou d'hypocrisie pour prétendre que tel devrait être le cas. Si l'organisation mondiale était capable aujourd'hui d'empêcher les conflits, de garantir la sécurité, de contraindre les États à négocier, et d'assurer une plus grande justice dans la répartition du revenu mondial, elle serait un véritable « gouvernement du monde ». Il ne s'agit évidemment pas de cela.

En fait, le jugement porté sur l'ONU par la théorie de la crédibilité limitée ignore simplement l'un des aspects essentiels du phénomène, c'est-à-dire la durée. Tout se passe *comme si l'on imaginait que* des problèmes, qui existent depuis toujours, la guerre et la paix, ou qui sont apparus depuis quelques décennies, la prise de conscience du sous-développement, devraient, à partir du moment où l'on a créé une institution pour s'en occuper, pouvoir être *résolus du jour au lendemain.*

Cet oubli du temps s'explique sans doute par les sentiments complexes que l'organisation mondiale provoque dans l'opinion depuis qu'elle existe : espoirs, déception, reproches, mépris. Mais ce n'est pas en adoptant une attitude sentimen*tale que l'on peut se préparer à bien* comprendre un phénomène. Si, au contraire, on essaie d'examiner l'organisation mondiale avec un peu d'objectivité, c'est-à-dire d'abord en la situant dans une perspective historique, on découvre très vite que loin d'être une super-structure ineffi*cace, elle est un mécanisme de* transformation du monde qu'il serait regrettable d'ignorer.

**Prochain article :**

**Un instrument de transformation méconnu**

(1) Le chiffre de 500 milliards de dollars en 1980 est fourni par l'annuaire du *SIPRI* (Institut international de Stockholm pour les recherches pour la paix).

**Tableau I. – DÉPENSES DES ORGANISATIONS EN 1980**
(en milliards de francs)

| Organisations | Budgets réguliers | Fonds extra-budgétaires | Total |
|---|---|---|---|
| Organisation des Nations unies (1) | 2,97 | 0,88 | 3,85 |
| Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) | – | 1,66 | 1,66 |
| Programme des Nations unies pour le développement (P.N.U.D.) (2) | – | 0,48 | 0,48 |
| Fonds de la population | – | 0,41 | 0,41 |
| Programme alimentaire mondial | – | 3,15 | 3,15 |
| Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine | – | 1,22 | 1,22 |
| Organisation internationale du travail (O.I.T.) | 0,56 | 0,43 | 0,99 |
| Organisation de l'alimentation et de l'agriculture (O.A.A.) | 0,77 | 1,60 | 2,37 |
| Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) | 0,98 | 0,52 | 1,50 |
| Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) | 1,18 | 0,97 | 2,15 |
| Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.) | 0,12 | 0,31 | 0,43 |
| Union postale universelle (UPU) | 0,06 | 0,003 | 0,06 |
| Union internationale des télécommunications (U.I.T.) | 0,46 | – | 0,46 |
| Organisation météorologique mondiale (O.M.M.) | 0,10 | 0,10 | 0,20 |
| Organisation consultative de la navigation maritime (OMCI) | 0,06 | 0,02 | 0,08 |
| Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) | 0,10 | 0,01 | 0,11 |
| Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) | 0,45 | 0,13 | 0,58 |
| TOTAL | 7,82 | 11,90 | 19,72 |

(1) La France contribue pour 6,26 % au budget régulier de l'ONU et pour des montants très voisins aux budgets réguliers des organisations spécialisées. Le montant total des sommes versées par la France en 1980 a atteint 96,2 millions de dollars pour les budgets réguliers (0,52 milliard de francs) et 45 millions de dollars comme contributions volontaires aux fonds extra-budgétaires (0,25 milliard de francs).

(2) Le P.N.U.D. collecte les fonds volontaires qui sont répartis entre les agences. Le total des fonds collectés en 1980 par le P.N.U.D. s'élève à 4,75 milliards de francs, dont 3,71 milliards pour les activités opérationnelles, le reste représentant des frais généraux divers. Le chiffre de 0,48 milliard de francs ne concerne que les fonds qui n'ont pas été distribués aux agences du système des Nations unies.

**Tableau II. – TOTAL DES DÉPENSES DE TOUTES LES ORGANISATIONS PAR SOURCE DE FONDS ET PAR SECTEUR – 1980**
(en milliards de francs)

| SECTEUR | Budgets réguliers | Fonds extra-budgétaires | Total |
|---|---|---|---|
| Organes intergouvernementaux | 0,72 | 0,02 | 0,75 |
| Affaires politiques | 0,76 | 0,31 | 1,07 |
| Problèmes de développement | 0,75 | 0,41 | 1,16 |
| Ressources naturelles | 0,37 | 0,51 | 0,88 |
| Agriculture, forêts, pêches | 0,51 | 2,64 | 3,15 |
| Industrie | 0,11 | 0,13 | 0,24 |
| Transports et Communications | 0,79 | 0,50 | 1,29 |
| Commerce international et finances du développement | 0,48 | 0,11 | 0,59 |
| Habitat | 0,07 | 0,08 | 0,15 |
| Santé | 1,19 | 2,56 | 3,75 |
| Éducation | 0,35 | 0,76 | 1,11 |
| Emploi | 0,40 | 0,31 | 0,71 |
| Aide humanitaire | 0,24 | 2,38 | 2,62 |
| Conditions sociales | 0,34 | 0,17 | 0,51 |
| Culture | 0,15 | 0,05 | 0,20 |
| Science et technologie | 0,50 | 0,28 | 0,78 |
| Population | 0,08 | 0,71 | 0,79 |
| TOTAL | 7,82 | 11,90 | 19,72 |





MONDE »
« totalitarisme » en Europe de l'Est
320.000 F
250.000 F
200.000 F
Région de Belfort
170.000 F

Le Monde

# politique

## APRÈS LA RENCONTRE P.C.F.-P.S.

# Les socialistes n'entendent pas tirer un trait sur l'affaire polonaise

**Le comité central du P.C.F. se réunit mardi 12 janvier à Paris. La préparation des élections cantonales, présentée par Mme Madeleine Vincent, membre du bureau politique, est à l'ordre du jour. Mais les dirigeants communistes saisiront sans doute cette occasion pour tirer les enseignements de leur rencontre du 8 janvier avec le P.S.**

**Le profit que le P.C.F. compte obtenir de cette réunion apparait à travers les commentaires de plusieurs de ses dirigeants, notamment celui de M. André Lajoinie ; le président du groupe communiste à l'Assemblée nationale fait observer que l'union résiste à l'épreuve polonaise.**

**Pourtant, certains socialistes, et non des moindres, ne paraissent pas décidés à considérer que les deux partis puissent se contenter du constat de leurs « différences » et de leurs « divergences » sur cette question. M. Jean Poperen, membre du secrétariat national et numéro deux du P.S., soupçonne le P.C.F., dans une interview au « Nouvel Observateur », d'arrière-pensées neutralistes et juge nécessaire d'engager « une lutte politique et idéologique ».**

D'accord pour réaffirmer leur engagement mutuel à gouverner ensemble, communistes et socialistes ne le sont certainement pas sur les suites qu'il convient de donner au constat de « divergences » sur la Pologne. Il n'est que de lire les déclarations de MM. Lajoinie et Poperen pour s'en convaincre.

Côté communiste, l'heure est à la satisfaction. Nul n'est avare de commentaires pour souligner l'ampleur de celle-ci. Jean Le Lagadec écrit, lundi, dans *l'Humanité*, que l'« *entente politique* » confirmée le 8 janvier entre P.C. et P.S. « *conduit à un redoublement d'activité permettant à chacun d'affirmer sa personnalité et de donner à la majorité la puissance nécessaire pour réaliser le projet ébauché* ». Le directeur du quotidien communiste, M. Roland Leroy, explique, de son côté, dans *l'Humanité-Dimanche*, que « *ceux qui fondaient leurs espoirs de division sur les événements de Pologne devront vivre avec leur dépit* ». Enfin, et surtout, M. Lajoinie souligne que cette rencontre a permis aux communistes de montrer aux socialistes « *les limites* » à ne pas franchir, alors que ces derniers cherchaient, « *à la faveur de cette affaire* » à modifier le rapport de force entre les deux principales composantes de la majorité.

De toute évidence, M. Poperen est de ceux qui n'entendent pas se laisser arrêter par de telles limites et qui prennent, au pied de la lettre, la formule employée par M. Jospin lors de la rencontre avec M. Marchais, selon laquelle « *personne ne pourra échapper à une réflexion sur les pays de l'Est* ». Traduisant sans doute une sensibilité majoritaire au sein du P.S., le « numéro deux » de l'état-major socialiste a clairement signifié à ses partenaires communistes qu'il ne saurait être question de tirer un trait sur les événements de Pologne, à la faveur d'une normalisation de la situation dans ce pays. La vigueur de sa mise au point (dont on lira l'essentiel ci-dessous) appelle toutefois certaines observations.

En premier lieu, le mot d'ordre de « *lutte idéologique et politique* » contre l'idée et les forces neutralistes, ou coupables de s'accommoder à l'avance d'une « *finlandisation* » de l'Europe, est-il compatible avec le message présidentiel, invitant les membres socialistes et communistes du gouvernement à veiller à « *l'union des forces qu'ils représentent* » ? *A priori*, non ; et l'on peut penser que M. Poperen a pris un risque analogue à celui qu'avait pris récemment M. Louis Mermaz en mettant en cause l'U.R.S.S. (*le Monde* du 23 décembre). Le président de l'Assemblée nationale s'était vu reprocher d'avoir exprimé sans précaution cette analyse, peu avant que le chef de l'Etat n'en appelle à une désescalade des réactions. Mais M. Jean Poperen n'est jamais coupable que de pousser à son terme un raisonnement que font nombre de socialistes. Si d'un point de vue tactique, et vu de l'Elysée, ses déclarations tombent mal, il n'est *pas interdit de penser que le chef* de l'Etat n'est pas mécontent que quelqu'un, qui n'est pas le numéro un du P.S., ait eu l'audace de pousser le bouchon un peu loin.

Cela pourrait être d'autant plus utile que les déclarations de M. Poperen comportent d'autres enseignements. L'analyse qu'il fait du dépérissement de la forme d'internationalisme née en 1917 rejoint celle du P.C.I. ; et ouvre ainsi la voie à l'élaboration par la gauche européenne d'un nouvel internationalisme : on devrait donc reparler d'« eurogauche », voie exposée notamment par M. Mitterrand entre 1979 et 1981 à travers ses rencontres avec M. Berlinguer (1). Il ne serait guère surprenant que le P.S. prenne, dans ce domaine, une initiative.

D'autre part, les propos de M. Poperen montrent que la direction socialiste fait peu de cas de l'avertissement que lui avait adressé M. Krasucki (*le Monde* du 30 décembre). Cette mise en garde m'« *inspire une grande sérénité* », a d'ailleurs affirmé le député du Rhône. On ne saurait mieux traduire la conviction de beaucoup de socialistes que la C.G.T., *compte tenu de ses difficultés internes*, n'est pas en état de passer de la menace à l'exécution. Il reste à démontrer qu'un tel optimisme correspond à la réalité.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Un projet de nouvelle rencontre entre le président de la République et le secrétaire général du P.C.I. est à l'étude.

## M. Jean Poperen (P.S.) : engager une « lutte politique et idéologique » contre l'idée et les forces neutralistes

M. Jean Poperen analyse, dans une interview publiée samedi 9 janvier par *le Nouvel Observateur*, l'attitude du P.C.F. sur la Pologne comme un « *recul idéologique et politique* ». Il affirme que, « *au moment où la répression frappe les ouvriers en Pologne, il saute aux yeux que cette stratégie de repli est totalement désastreuse sur le plan politique ou électoral* ».

Le numéro deux du P.S. donne de la stratégie des communistes français l'explication suivante : « *On est amené à se demander si la seule justification d'une telle politique ne serait pas, finalement, l'idée que, d'une façon ou d'une autre, une série de glissements finiront par donner à l'U.R.S.S. une position de plus en plus prépondérante en Europe et que celle-ci finira par basculer. C'est là une grande question. Elle ne peut plus ne pas être posée.* »

Après avoir estimé que le P.C.F. « *aura à expliquer un tel comportement à l'égard de la première grande révolution ouvrière depuis la Commune* », et souligné que la prise de contrôle de la Pologne par l'armée signifie, à ses yeux, que « *la bureaucratie de parti a, peu à peu, détruit toute véritable vie politique* », M. Poperen écrit : « *Mon sentiment est que, à l'heure de la vérité, le parti communiste de l'Union soviétique risque d'apparaître comme une sturcture vide politiquement et idéologiquement. Ce sont alors les forces vivantes de la superstructure soviétique — at au premier rang l'armée — qui seront tout naturellement conduites à jouer un rôle de premier plan. Si un tel phénomène devait se produire en U.R.S.S., ce que je redoute, il est clair que c'est l'ensemble du monde qui serait concerné. Ce danger n'est plus inactuel. Mais ce n'est pas le seul. Celui du processus qu'on appelle finlandisation n'est pas négligeable.* »

Le député du Rhône (P.S.) critique ensuite l'attitude de certains sociaux-démocrates allemands, qu'il soupçonne de vouloir échanger la réunification de l'Allemagne contre la « *neutralisation* » de l'Europe.

Face à ce danger de neutralisation et à la progression de l'idée neutraliste en Europe, M. Poperen juge nécessaire « *une lutte politique et idéologique* ». Il conclut : « *Le drame polonais a porté loin dans la conscience collective européenne. Voyez le P.C.I. : ses prises de position montrent que les communistes italiens tirent toutes les conséquences de ce qui s'est passé. Sans doute aurons-nous, avec lui mais aussi avec d'autres organisations, à réfléchir à des initiatives qui ouvriront la voie à un nouvel internationalisme.* »

● *M. Pierre Mauroy* effectuera un voyage officiel en Tunisie du 4 au 7 février. Ce sera le premier voyage officiel du premier ministre dans un pays étanger, à l'exception d'un déplacement d'une journée à Bonn en Allemagne fédérale le 29 janvier.

## M. Lajoinie (P.C.F.) : la tentation d'exploiter les difficultés du parti sur la Pologne a trouvé ses limites

M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a déclaré, dimanche 10 janvier, sur Radio-Monte-Carlo, que la rencontre des dirigeants du P.S. et du P.C.F., le 8 janvier, avait permis de constater l'accord des deux partis « *pour considérer comme positifs les premiers mois de l'action gouvernementale* » et pour « *s'engager à mobiliser l'opinion populaire pour soutenir l'action du changement* ».

M. Lajoinie estime que les communistes ne sont pas isolés sur la question polonaise. « *Nous sommes isolés, évidemment, si on observe le battage de la radio et de la télévision*, a-t-il dit, *mais je suis sûr, moi, qu'il y a là une opération politicienne. (...) Dans les pays voisins, où il n'y a pas un parti communiste aussi fort ou des ministres communistes au gouvernement, eh bien ! on est plus raisonnable. Je crois que les Français ont une appréciation plus sage de cette affaire, et j'en trouve la preuve, moi, dans l'attitude de la classe ouvrière. Quand on lui a demandé de faire grève, même les cadres des organisations qui appelaient à faire grève ne sont pas sortis des usines.* »

Selon M. Lajoinie, il est « *sans doute vrai* » que les socialistes sont tentés de tirer profit des difficultés que la situation en Pologne crée au P.C.F. « *Mais, dans toute chose, il y a des limites* », a-t-il dit. Il a ajouté : « *Il y a des limites dans la possibilité, à la fois pour la droite d'attaquer l'union et l'action gouvernementale, la cohésion gouvernementale, et puis, évidemment, pour tous ceux qui espéraient, à la faveur de cette affaire, modifier quelque rapport de force que ce soit.* » Le président du groupe communiste de l'Assemblée a déclaré que la rencontre du 8 janvier avait « *elle-même fait sentir ces limites* » aux socialistes.

Interrogé sur la contribution de M. Jacques Arnault, dans la « tribune de discussion » de *l'Humanité*, se prononçant contre la reconduction de M. Georges Marchais au secrétariat général du P.C.F. (*le Monde* du 6 janvier), M. Lajoinie a déclaré : « *D'après ce que je vois, y compris, d'ailleurs, dans ma fédération* (N.D.L.R., celle de l'Allier), *dont je reviens, cette opinion est ultra-minoritaire.* »

M. Lajoinie a déclaré, enfin, que, bien qu'il y ait eu des communistes « *qui avaient des réserves à voter Mitterrand* », le 10 mai 1981, il n'en est pas moins vrai que, « *si François Mitterrand a été élu président de la République, s'il y a eu une majorité de gauche à l'Assemblée nationale, c'est parce que le parti communiste a fait ce qu'il a fallu pour réaliser cela* ».

### LA DIRECTION DE « L'HUMANITÉ » PORTE PLAINTE CONTRE UN FAUX

La direction de *l'Humanité* a annoncé, samedi 9 janvier, qu'elle portait plainte contre X au sujet de la diffusion de faux exemplaires de ce journal, visant à dénoncer l'attitude du P.C.F. sur les événements de Pologne. Le secrétariat de M. Roland Leroy, directeur du quotidien du parti communiste, a indiqué, dans un communiqué, que ce faux avait été « *mis en circulation et, parfois, affiché dans certaines localités de banlieue et dans certains quartiers de Paris* ».

Cette parodie anonyme de *l'Humanité* comporte, notamment, une fausse déclaration du comité central du P.C.F., accusant « *une poignée de juifs* » d'être responsables de la dégradation de la situation en Pologne, qui avait conduit à l'instauration de l'état de guerre dans ce pays.

● *Attentats contre des permanences du P.S. et du P.C.F. dans la région Rhône-Alpes.* — Des inconnus se sont introduits dans la nuit du 8 au 9 janvier dans les locaux de la permanence du parti socialiste à Vénissieux (Rhône) dont ils ont saccagé le mobilier.

Deux autres attentats ont été commis dans la soirée du samedi 9 janvier visant cette fois les permanences du parti communiste de Montélimar (Drôme) alors que des militants y étaient réunis, et du Teil (Ardèche) contre lesquelles ont été tirées des balles en caoutchouc qui ont brisé des vitres. — *(Corresp.)*

### UN ADJOINT AU MAIRE COMMUNISTE DU MANS EXPRIME SON DÉSACCORD AVEC LA POSITION DU P.C.F. SUR LA POLOGNE

*Rencontres communistes-hebdo* publie, dans son numéro du 9 janvier, une nouvelle liste de deux cent cinquante signataires de la pétition s'opposant à l'« *exclusion de fait* » des trente membres du collectif fondateur de Rencontres communistes.

L'opposition à cette sanction réunit donc, aujourd'hui, deux mille deux cents cadres fédéraux ou locaux, élus et militants communistes. La dernière liste de signataires comprend, notamment, les noms de responsables locaux de l'Isère, de la Sarthe, du Val-d'Oise et de la Seine-et-Marne.

Dans la « tribune de discussion » de l'hebdomadaire, M. Lelièvre, membre du comité fédéral de la Sarthe, adjoint au maire communiste du Mans, M. Robert Jarry, écrit : « *Membre du parti communiste français depuis 1944, respectueux des décisions de nos congrès, qui affirment hautement et avec raison le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le droit à l'autogestion, la nécessité, dans la vie politique, du pluralisme, de la contestation, et le droit à la parole de l'opposition ; entièrement d'accord avec ce principe, également réaffirmé depuis des années par toutes nos instances, que le socialisme, c'est l'expression la plus élevée de la démocratie, je ne peux accepter à propos des événements de Pologne l'attitude de Ponce Pilate attentiste du bureau politique de mon parti et de Georges Marchais.* »

## SELON DEUX SONDAGES

## ● « Le Figaro-Magazine » - Sofres : la popularité de MM. Mitterrand et Mauroy en hausse (+ 2 points)

## ● « Le Matin-Magazine » - Louis Harris : 60 % des Français satisfaits de l'action du président de la République

*Le Figaro-Magazine* du 9 janvier publie un sondage réalisé par la Sofres, du 21 au 29 décembre, auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes. Alors que la précédente enquête réalisée en novembre (*le Monde* daté 6-7 décembre) avait enregistré une baisse de leur cote, ce sondage révèle une hausse de deux points de la popularité de MM. Mitterrand et Mauroy.

Parmi les personnes interrogées, 16 % (au lieu de 14 % il y a un mois) font « *tout à fait confiance* » au président de la République « *pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement* », 43 % (sans changement) lui font « *plutôt confiance* », 21 % (au lieu de 23 %) « *plutôt pas confiance* », 14 % (sans changement) « *pas du tout confiance* » et 6 % (sans changement) ne se prononcent pas.

A la même question concernant le premier ministre, 18 % des personnes interrogées (au lieu de 16 %) assurent qu'elles lui font « *tout à fait confiance* », 42 % (sans changement) « *plutôt confiance* », 18 % (au lieu de 19 %) « *plutôt pas confiance* », 15 % (au lieu de 16 %) « *pas du tout confiance* » et 7 % (sans changement) ne se prononcent pas.

M. Michel Rocard reste en tête des personnalités politiques de la majorité auxquelles les Français souhaitent « *voir jouer un rôle important au cours des mois et des années à venir* ». Avec 63 %, il gagne deux points, de même que MM. Mauroy (60 %) et Jospin (41 %). M. Delors enregistre la plus forte progression (50 % soit plus trois points).

Parmi les personnalités de l'opposition, seul M. Chaban-Delmas progresse (31 % soit plus un point). La cote de M. Chirac reste stable avec 38 %. Avec respectivement 36 et 22 %, Mme Veil et M. Barre perdent un point, avec 30 %, M. Giscard d'Estaing en perd deux et avec 13 %, M. Lecanuet en perd quatre.

D'autre part, *le Matin-Magazine* du 9 janvier publie — comme il le fera désormais le dernier samedi de chaque mois — le « carnet de notes mensuel du gouvernement », à partir d'un sondage réalisé par l'institut Louis-Harris du 23 au 29 décembre auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes. Selon cette enquête, 60 % des Français jugent positive l'action de M. Mitterrand (9 % « *très* » positive et 51 % « *plutôt* » positive), 31 % la jugent négative (25 % « *plutôt* » négative et 6 % « *très* » négative) et 9 % sont sans opinion. Il est précisé que 89 % des électeurs socialistes et 88 % des électeurs communistes approuvent l'action du président de la République.

Au « tableau d'honneur » des ministres, M. Mauroy occupe la première place avec 63 % d'opinions positives et 25 % d'opinions négatives ; il est suivi de MM. Rocard (55 % d'opinions positives et 16 % d'opinions négatives) et Delors (55 % d'opinions positives et 19 % d'opinions négatives).

### Au Club de la presse d'Europe 1

### Mme GARAUD : NOUS AVONS ÉTÉ, PENDANT DES ANNÉES, VICTIMES D'UNE INTOXICATION SOVIÉTIQUE.

Mme Marie-France Garaud, ancienne candidate à l'élection présidentielle, a affirmé dimanche 10 janvier au « Club de la presse » d'Europe 1, que seuls M. François Mitterrand et elle-même « *avaient dit depuis un an que ce qui se passait en Pologne était inacceptable pour les Soviétiques. Si nous acceptons ce qui se passe en Pologne, c'est que nous sommes déjà soumis. Depuis des années, nous avons été les victimes d'une intoxication soviétique qui a pris le nom de détente. Si l'on admet qu'il existe une idée de conquête de l'hégémonisme soviétique, il faut lui opposer ce qui dérange le plus les Russes : parler de la Pologne et installer les fusées Pershing en Europe.* » Elle a ajouté à propos de M. Lech Walesa : « *Ça c'est un homme, un vrai.* »

Mme Garaud a reconnu : « *Je sais bien que je ne suis rien... Je ne représente que moi-même* » et démenti qu'elle ait des projets en commun avec M. Jobert, estimant : « *Il faudrait que nous louions une cabine téléphonique.* »

A propos de la présence des ministres communistes au gouvernement, elle a déclaré : « *Après avoir fait monter le lion sur le tabouret, M. Mitterrand voudrait lui faire ouvrir la gueule et mettre sa tête dedans. C'est très dangereux.* » Enfin Mme Garaud a « *désapprouvé complètement les ventes d'armes françaises au Nicaragua* ».

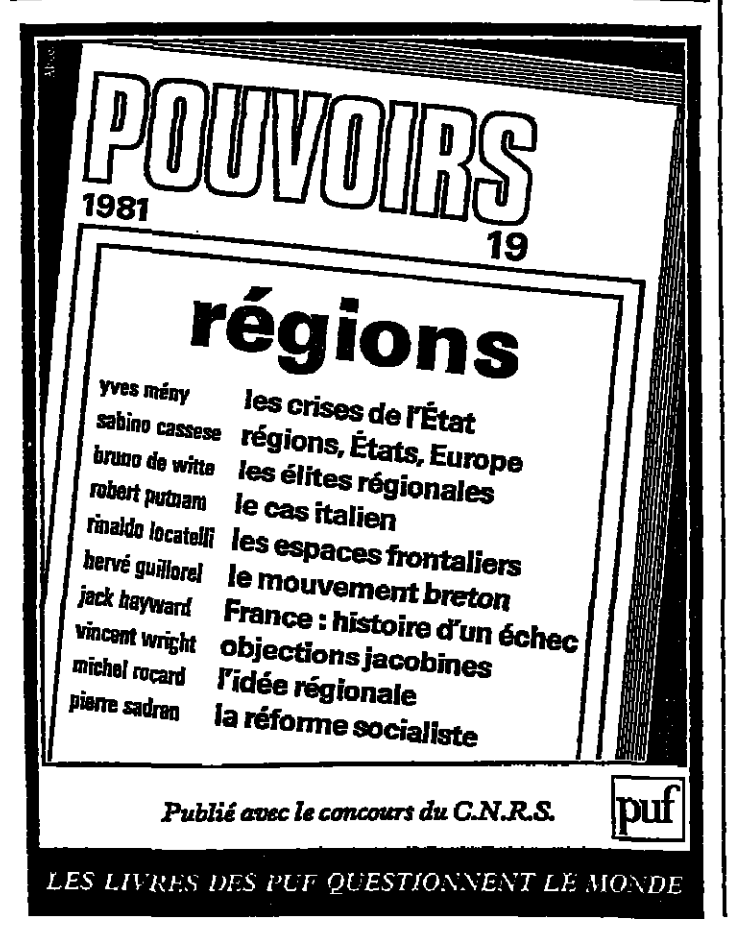
### M. BERGERON : LE DOSSIER SUR LES FONCTIONNAIRES COMMUNISTES N'A AUCUN CARACTÈRE SCANDALEUX

Dans une interview accordée au *Quotidien de Paris*, daté 11 janvier, M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., précise, à propos du dossier que son organisation a constitué sur la pénétration communiste dans l'appareil d'Etat (*le Monde* du 13 novembre 1981) :

« *Le dossier sur les fonctionnaires communistes dans l'appareil d'Etat sera effectivement soumis à l'appréciation des membres du comité confédéral national de F.O.* [*qui se réunit du 13 au 15 janvier*]. *Mais ce dossier n'a aucun caractère scandaleux. On a exagérément gonflé mes déclarations. Les exemples qui sont rapportés proviennent de nos militants eux-mêmes. Pas de Bergeron. Il ne s'agit pas de dresser de liste noire. Il ne s'agit pas non plus d'interdire aux communistes d'assurer leur mission de fonctionnaire...* »

● *Le R.P.R. et le Centre national des Indépendants et Paysans*, après une entrevue entre leurs dirigeants respectifs, MM. Jacques Chirac et Philippe Malaud, ont décidé de créer une structure de concertation permanete afin d'harmoniser leur action dans le domaine publique en général et dans celui des élections à venir en particulier.

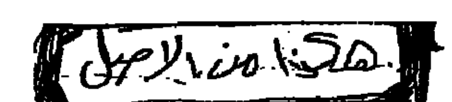
Cette instance s'inspire de celle déjà instituée depuis octobre entre le R.P.R. et l'U.D.F. MM. Pons, Chartron, secrétaire national aux élections y représenteront le R.P.R. ; MM. Malaud, président, et François-Xavier Parent, secrétaire général, représenteront le C.N.I.P.






Deuxième

NOUS
REST
UN G
POUR
L'OUVI
DE NO
SUR L
ET LE







## LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES DES 17 ET 24 JANVIER

# Deuxième circonscription de Paris : sous de fausses couleurs dans un combat douteux

Paradoxe de la confrontation électorale dans la 2e circonscription de Paris deuxième et troisième arrondissement) : le président du comité de soutien à la candidature de M. Chirac au premier tour de l'élection présidentielle, M. Pierre Dabezies, député apparenté socialiste invalidé, affronte maintenant par personne interposée le maire de Paris. Celui-ci participe, en effet, activement à la campagne de M. Jacques Dominati, ancien secrétaire d'État de M. Valéry Giscard d'Estaing, candidat unique de l'opposition, dont la réputation d'antichiraquien était, jusqu'à l'été dernier, bien établie.

Les ambiguïtés du scrutin des 14 et 21 juin 1981 sont-elles aujourd'hui entièrement dissipées ? Ce sont elles, en tout cas, qui avaient poussé à s'abstenir 37,81 % des électeurs inscrits — le plus fort pourcentage de toutes les circonsrcriptions de la capitale et qui avaient rendu le résultat aussi serré et aussi contesté, M. Pierre Dabezies ne l'emportant que de 57 voix sur l'ancien député sortant. Le candidat soutenu par le parti socialiste avait distribué des tracts la veille du scrutin, ce qui avait interdit à son adversaire de lui répondre.

Il y a sept mois, les militants socialistes avaient accueilli sans enthousiasme le candidat « parachuté » par les instances dirigeantes du parti, de/surcroît gaulliste de gauche, ancien colonel de parachutistes et, peu auparavant, actif partisan de M. Chirac. Les militants du R.P.R. n'avaient reçu aucune consigne pour voter en faveur du candidat de la majorité sortante, présenté comme un de ces « giscardiens » alors tant honnis des « chiraquiens ». Ces derniers avaient trouvé dans cette circonscription l'occasion de *« donner une bonne leçon »* à l'ancien président de la République.

Les rancunes ont-elles totalement disparu ? Les coalitions se sont-elles réformées sans arrière-pensées ?

La réconciliation entre giscardiens et chiraquiens est clamée avec tapage. Le pardon réciproque des offenses est ostensiblement pratiqué *Cette fois-ci, le R.P.R. se mobilise* en faveur de M. Dominati. M. Jacques Chirac sera venu à six reprises accompagner le *« candidat d'union »* dans ses visites de rues et de marchés, et il a présidé mercredi 6 janvier un meeting en sa faveur dans un vaste cinéma des Grands Boulevards. Tout l'état-major du R.P.R. s'est déplacé dans ce fief que M. Dominati, comme député giscardien, tenait depuis mars 1967. Pour obtenir ce soutien massif et espéré décisif, le candidat a accepté de prendre comme suppléante Mme Marie-Thérèse Hermange, active militante chiraquienne, collaboratrice de M. Pons au R.P.R. et surtout délégué du maire de Paris pour l'aide sociale dans le deuxième arrondissement depuis 1977.

Dans les journaux électoraux du candidat, le nom et la photo de M. Chirac figurent à plusieurs reprises. Certes, M. Dominati peut à juste titre rappeler qu'il est *« venu à la politique par le gaullisme »* et qu'il a siégé dès 1959 sur les bancs du groupe gaulliste au Conseil de Paris sans évoquer son désaccord avec de Gaulle sur l'Algérie et sur Israël. Cela, tout le monde doit bien le savoir ici ! Mais nulle part on ne trouve trace aujourd'hui de ses anciens titres de secrétaire général de la fédération nationale des républicains indépendants, de membre fondateur des Clubs Perspectives et Réalités ou de ministre du gouvernement Barre.

Si M. Dominati n'a pas encore cité le nom de M. Giscard d'Estaing — qu'il tutoyait jusqu'en 1974 avant que le nouveau président de la République ne mette fin à cette marque de familiarité, — c'est peut-être parce qu'il a publié jeudi 7 janvier la lettre que l'ancien chef de l'Etat lui a adressée pour lui dire qu'il est le candidat de la *« fidélité »* et de la « clarté ». M. Dominati compte bien que le soutien de sa propre famille politique lui sera tout naturellement acquis. Il affirme d'ailleurs qu'il n'y a aucun tirage du côté de l'U.D.F. et son directeur de campagne est M. Bernard Lehideux, délégué national du parti républicain.

Selon les normes les plus classiques, le candidat visite les immeubles, *les marchés, les cafés, les associations*. Ses trois thèmes sont la politique du gouvernement, les habitants du quartier et son adversaire.

Sur le premier point, il affirme : *« Après huit mois de gouvernement socialo-communiste, voyez où nous en sommes : la désillusion la confusion, les promesses non tenues. Il faut donner un coup de frein. Le gouvernement ne peut se targuer d'aucun succès en matière économique et sociale. »* Il adapte ses arguments à ses publics. Aux personnes âgées, il rappelle que la Ville de Paris fait plus pour elles que le gouvernement. *Aux commerçants, il décrit* un sombre avenir fiscal et des perspectives de récession. Aux riverains de la rue Saint-Denis, il affirme que le développement des sex-shops et de la prostitution s'est accru depuis que M. Jacques Lang, conseiller de cet arrondissement, est devenu le ministre - particulièrement permissif - de la culture.

Aux juifs, il rappelle qu'il a *« toujours été un ami d'Israël »* et que la nouvelle politique étrangère est faite *« d'incohérence et de reniements »*. Devant les rapatriés, il se souvient qu'il fut leur secrétaire d'Etat. Enfin, lorsqu'il évoque son concurrent, M. Dominati parle du *« candidat du pouvoir »*, de *« ce monsieur »* ou du *« député fantôme »*, affirmant que, depuis son élection, celui-ci ne s'est exprimé qu'une fois à l'Assemblée nationale pour parler de... la marine.

### « Dans une perspective majoritaire »

On comprend que la forte personnalité de M. Pierre Dabezies, saint-cyrien, ancien colonel de paras, combattant en Indochine, de Corée et d'Algérie, avant de passer l'agrégation de droit et de devenir directeur du Centre d'études de défense à la Sorbonne, ait quelque peu surpris *les militants socialistes du vieux* Paris.

Et d'autant plus que le fougueux candidat venait de succéder à M. Jean Charbonnel comme secrétaire général de la fédération des Républicains de progrès, qu'il avait appartenu à divers cabinets ministériels de la Ve République et qu'il *avait un long passé de gaulliste* — certes de gauche. Son label lui avait été décerné en 1977 par l'élection sur une liste d'union de la gauche, comme conseiller de Paris contre, précisément, M. Dominati. Mais il a toujours gardé avec M. Chirac et quelques autres gaullistes de franches amitiés, le « compagnonnage » relayant la camaraderie du front.

Pour être depuis juin dernier apparenté au groupe socialiste, M. Dabezies n'entend pas pour autant mettre son gaullisme au vestiaire. Ainsi, dans son premier journal électoral, il fait l'éloge de de Gaulle, des institutions de la Ve République, de l'enrichissement et de la modernisation du pays, mais ne cite pas le nom de M. Mitterrand. M. Dabezies accuse surtout le gaullisme institutionnel de s'être *« dévoyé en s'associant à la droite entraînée par Giscard »*.

Depuis les dernières élections, il reproche à certains amis de M. Chirac — et notamment à M. Toubon, député de la 19e circonscription (partie du quizième arrondissement) et président de la fédération R.P.R. de Paris — d'entraîner le R.P.R. dans une voie réactionnaire et de devenir *« l'extrême droite de l'U.D.F. »*. Selon lui, le changement de la société *« peut s'exprimer dans le socialisme, mais sourtout dans la prise de conscience de la nécessité d'une mutation, d'une adaptation »*.

Apôtre d'un néo-gaullisme progressiste et social, M. Dabezies n'a guère été compris dans sa propre famille de pensée. Seuls quelques groupuscules de gaullistes de gauche lui ont adressé des messages de soutien, comme l'union démocratique du travail de M. Debû-Bridel, l'Union des jeunes pour le progrès ou le centre indépendant proche de M. Chaban-Delmas et dont beaucoup sont mûs par un solide « antichiraquisme ». Cependant, M. Chaban-Delmas a apporté son franc soutien à M. Dominati. M. Dabezies est-il davantage compris par la « base » socialiste de la circonscription ? La section locale a, en tout cas, jugé suspect le soutien des prétendus amis de M. Chaban-Delmas, et M. Dabezies a dû rédiger un communiqué précisant que son action se situe bien *« aux côtés des forces de progrès dans une perspective majoritaire »*.

La direction du P.S. a, en revanche, apporté son appui au candidat unique de la gauche, et M. Lionel Jospin, premier secrétaire, l'a accompagné dans une promenade à travers les rues. M. Pierre Mauroy devrait le faire également dès le vendredi 15, MM. Defferre, ministre de l'intérieur, et Lang, ministre de la culture, se proposant de participer, après le premier tour, le jeudi 21 janvier, à un meeting au gymnase Léopold-Bellan.

Dans ses réunions, M. Dabezies traite, *lui aussi*, abondamment des problèmes du quartier. Il se flatte ainsi d'avoir provoqué *« une prise de conscience »* des dangers dûs à l'extension de la prostitution, à la multiplication des sex-shops, au développement de la circulation, *« alors que Dominati n'a rien fait pour enrayer ces problèmes »*. Il propose la *« rénovation douce »* du patrimoine immobilier, la création d'une *« maison des associations »* et la restauration du *« passage Molière »* près de Beaubourg.

### Un risque de dispersion

Candidat de la F.R.P. avec le soutien du P.S. en 1958, M. Dabezies est aujourd'hui candidat unique de la majorité. M. Claude Quin, conseiller de Paris, devenu président de la R.A.T.P., qui, comme candidat communiste, avait obtenu 13,94 % des suffrages au premier tour, ne se représente pas. Le parti communiste qui a choisi pour thème *« battre la droite »* donne l'impression de mener campagne — sans passion — pour son propre compte, agissant en parallèle mais sans lien avec le P.S.

Sept autres candidats se présentent (ils étaient également neuf au total en 1981, et seize en 1978) et les deux principaux concurrents redoutent un peu la dispersion de leurs électorats potentiels.

L'extrême droite, qui ne semble pas devoir inquiéter M. Dabezies, est représentée par MM. Guy Pluvinage du P.F.N. et Dominique Filoche du Front national. Les écologistes présentent M. Jean-Marie Garcin (Eco 82). M. André Dupont, plus connu sous le nom de Mouna Aguigui, a choisi cette année l'étiquette d'Eco — Don Quichotte. Son slogan-programme est *« Des vélos, pas d'autos ; du gazon, pas de béton ; des moutons, pas de canons. »*

*Le P.S.U. est représenté par* Mme Sigrine Genest qui, sous l'étiquette d'Alternative 81, avait recueilli 3,57 % des voix en juin dernier. Quant à M. Patrick Meyer, sans étiquette, il veut, en tant que directeur de la radio libre R.F.M. brouillée par les pouvoirs publics, exprimer une protestation, tout comme Mme Geneviève Jurgensen, au nom des victimes des accidents de la circulation, qui ont causé la mort de ses deux filles.

A ces candidats, M. Dominati affirme qu'il les comprend et que leur déception n'ira qu'en s'accentuant s'ils ne donnent pas dès maintenant un avertissement au gouvernement. M. Dabezies assure que leur protestation sera d'autant mieux entendue qu'ils n'empêcheront pas le changement de se poursuivre.

Mais au total, dans cette confrontation entre un « gaulliste » soutenu par les socialistes et un « giscardien » appuyé par les gaullistes, les *deux principaux protagonistes* avancent en partie masqués sous de fausses couleurs, pour un combat douteux.

ANDRÉ PASSERON.

### LES RÉSULTATS DE JUIN 1981

**Les résultats des scrutins des 14 et 21 juin 1981 avaient été les suivants :**

**PREMIER TOUR : inscrits, 35 631 ; votants, 22 157 ; suffrages exprimés, 21 865.**

**MM. Dominati, U.N.M.-P.R., 9809 ; Dabezies, F.R.P. sout. P.S., 6 907 ; Quin, P.C.F., 3050 ; Mme Genest, Alternative 81, 782 ; MM. Le Guenedal, écologiste, 777 ; Guilbert, Mouvement des démocrates, 308 ; Delay, Ligue communiste révolutionnaire (trotskistes), 229 ; Bruggeman, Comités communistes pour l'autogestion, 2 ; Chousne, sans étiquette, 1.**

**DEUXIÈME TOUR : inscrits, 35 631 ; votants, 23 037 ; suffrages exprimés, 22 435.**

***MM. Dabezies, 11 246 ; Dominati, 11 189.***

# POLITIQUE

## Au Sénat

## Éclatement de la Gauche démocratique ?

Le groupe sénatorial de la Gauche démocratique (trente-huit membres) se verra-t-il amputé de ses « radicaux de gauche » ? Depuis les débuts de l'actuel septennat la question se pose avec une certaine acuité et le prochain retour au bercail de M. Henri Caillavet, qui a demandé à la fédération du Lot-et-Garonne sa réintégration au sein du M.R.G., pourrait être le signal d'une émancipation qui est souhaitée par la direction du parti. Les sénateurs radicaux de gauche sont au nombre de treize (1). Pour constituer un groupe autonome ils doivent être au moins quinze. Mais, nous a déclaré M. Jean Béranger, sénateur des Yvelines, maire de Marly-le-Roi, *« nous comptons sur l'adhésion d'au moins deux autres sénateurs qui n'appartiennent pas encore à notre mouvement »*.

La rupture pourrait être effective quand s'ouvrira, le 2 avril, la session de printemps. S'il en est ainsi, outre sa signification politique, l'événement aura une certaine importance par son incidence sur la représentation de la gauche démocratique dans les diverses instances du Sénat.

Les radicaux de gauche sont actuellement *« rattachés administrativement »* au groupe de la gauche démocratique qui comprend en majorité des radicaux valoisiens mais aussi des centristes de diverses obédiences : M. Edouard Bonnefous a siégé au comité directeur du centre démocrate, M. Max Lejeune a créé son propre parti (le parti socialiste démocrate - P.S.D.). D'autres sénateurs de ce groupe n'appartiennent à aucune formation nationale et ont pour seule étiquette politique celle de membre de la gauche démocratique du Sénat.

La Haute Assemblée, élue au suffrage universel indirect, était restée, jusqu'au printemps dernier plus ou moins à l'écart des tensions créées par la bipolarisation de l'élection présidentielle. Un certain individualisme permettait donc ces « majorités d'idées » qui transcendent les clivages politiques. Dans ce climat, la cohabitation demeurait d'autant plus facile, au sein du groupe hétérogène de la gauche démocratique, que l'addition des effectifs permettait une ample représentation dans les commissions et au bureau de l'assemblée, dont les postes sont répartis proportionnellement aux effectifs. La présidence de l'importante commission des finances revenait ainsi à l'un de ses membres (M. Bonnefous) tandis que M. Dailly pouvait prétendre à une vice-présidence du Sénat.

Depuis mai dernier la majorité sénatoriale, restée celle du précédent septennat, se trouve en première ligne pour combattre les réformes de tendance socialiste que lui propose le gouvernement Mauroy. Le ton se durcit donc entre cette majorité et l'opposition sénatoriale de gauche dans laquelle se situent les sénateurs appartenant au M.R.G.

Dans ces conditions il est compréhensible que ceux-ci envisagent de quitter un groupe où leurs adversaires politiques sont majoritaires et dont les leaders prennent des positions de pointe ; ainsi M. Dailly dans le débat sur les nationalisations. Mais cette émancipation ne restera pas sans conséquences pour ce groupe qui se verra contester sa représentation actuelle au sein des commissions et du bureau de la Haute Assemblée.

Pressés par leur parti de quitter une formation hostile au gouvernement, M. Béranger et ses amis, vont subir, en sens inverse, la pression des dirigeants d'un groupe dont ils ne sont pas encore détachés.

ALAIN GUICHARD.

(1) MM. Jean Béranger, René Billères (Hautes-Pyrénées), Stéphane Bonduel (Charente-Maritime), Louis Brives (Tarn), Emile Didier (Hautes-Alpes), François Giacobbi (Haute-Corse), André Jouany (Tarn-et-Garonne), France Léchenault (Saône-et-Loire), Jean Mercier (Rhône), Josy Moinet (Charente-Maritime), Hubert Peyou (Hautes-Pyrénées), Michel Rigou (Charente-Maritime), Pierre Tajan (Tarn-et-Garonne).

## Les élections municipales

**BOUCHES-DU-RHONE : Châteaurenard (1er tour) :**

Inscr., 7 609 ; vot., 4 616 ; suffr. expr., 4 540. Liste « apolitique, républicaine et démocratique », M. Roland Inizan, app. U.D.F., 2 491 voix et Mme Odette Chemla, app. U.D.F., 2 405, 2 sièges ; liste « Château demain », MM. Jean-Paul Veaugier, P.S., 1 350 et Edgard David, M.R.G., 1 205 ; liste du P.C., MM. René Gamonet, 774 et Jean-Pierre Daubet, 753.

[Il s'agissait de compléter le conseil municipal où deux sièges étaient vacants à la suite du décès du maire, Georges Perrier, div. mod., et de celui, antérieur, de Mme Marguerite Tardieu. Le conseil municipal est composé de vingt-sept élus divers modérés et sans étiquette, comme en mars 1977.]

**ESSONNE : Quincy-sous-Sénart (1er tour) :**

Inscr., 4 009 ; vot., 1 694 ; suffr expr., 1 576.

Liste d'union de la gauche, entre 793 et 815 voix ; liste d'union pour le progrès et l'efficacité municipale, entre 752 et 769 voix. *Il y a ballottage pour les seize sièges à pourvoir.*

[Il s'agit de pourvoir les sièges de seize conseillers démissionnaires, élus en 1977 sur une liste apolitique en même temps que les sept conseillers qui n'ont pas renoncé à leur mandat dont le maire, M. Pierre Courtois (div. mod.). Aucun des démissionnaires ne sollicitait le renouvellement de son mandat.]

**VAR : Cavalaire-sur-mer (1er tour) :**

Inscr., 2 569 ; vot., 1 928 ; suffr. expr., 1 783.

Liste « pour le rétablissement de la démocratie à Cavalaire », 1 237 voix en moyenne, 17 sièges ; liste pour « l'union républicaine » (P.S. et P.C.), 518 voix en moyenne.

[Il s'agissait de pourvoir les sièges de dix-sept conseillers démissionnaires, qui reprochaient notamment au maire, M. Paulin Léonelli (P.S.), ses méthodes de travail. Le 6 novembre dernier, onze élus (les six modérés, élus en 1977 sur une liste « pour une gestion démocratique », les quatre élus à la même date sur une liste d'intérêt local et une élue de la liste du P.S.) avait donné leur démission. Ils étaient suivis, le 10 novembre, par six autres conseillers, élus sur la liste socialiste, qui prenaient une décision semblable.

La liste d'union de la gauche, soutenue par le maire, a été battue par la liste qui comprenait des divers modérés, des sans-étiquette, des R.P.R., des U.D.F. et deux conseillers démissionnaires, élus en 1977 sur la liste de M. Léonelli. Neuf des dix-sept démissionnaires étaient candidats sur la liste élue.]

## CORRESPONDANCE

### Une lettre de M. Peyrefitte

*Après notre article consacré à la campagne législative dans la quatrième circonscription de Seine-et-Marne, nous avons reçu de M. Alain Peyrefitte, ancien ministre R.P.R., maire de Provins, une lettre, dont nous extrayons les passages suivants :*

Cet article me fait dire : *« Mon appartenance au gouvernement Barre se perd dans la nuit des temps. »* Je tiens à vous préciser que mes propos ont été dénaturés.

Votre collaborateur m'ayant demandé si je ne craignais pas que mes électeurs me reprochent mon appartenance au gouvernement Barre, je lui ai répondu qu'ils ne me paraissaient nullement préoccupés par cette appartenance qui se perd — à leurs yeux — dans la nuit des temps, mais très préoccupés en revanche par les incohérences des ministres qui appartiennent au gouvernement Mauroy.

Pour ce qui me concerne, au contraire, non seulement les quatre années passées au gouvernement, aux côtés de MM. Giscard d'Estaing et Barre, me restent très proches, mais je suis fier d'avoir contribué à une action à laquelle l'histoire rendra justice peut-être plus tôt qu'on ne pense.





)LITIQUE

Au Sénat

Les élections municipales





## Le gouvernement engage une réflexion sur les métiers de l'animation

**M. André Henry, ministre du temps libre, a chargé M. Marcel Davaine, délégué du FONJEP (1), d'une mission d'étude portant sur les « métiers d'animation ». Le « rapport Davaine », qui établit, pour la première fois, un bilan de cette profession, devait être rendu public mardi 12 janvier, à l'Institut national populaire de Marly-le-Roi (Yvelines).**

Les vingt-cinq mille animateurs socio-culturels employés dans le secteur public, mais surtout dans le secteur associatif (maisons de jeunes, foyers de jeunes travailleurs, etc.), relèvent encore de statuts — quand ils en ont un — et de formation très divers. En dehors des animateurs qui occupent un emploi à plein temps rémunéré partiellement par le FONJEP, combien de techniciens d'activité culturelle hors statut, payés à l'heure, sans garantie d'emploi ni couverture sociale ? Combien de bénévoles ?

Depuis 1970, une réglementation de la profession a commencé à voir le jour. Les derniers arrêtés du 15 juillet 1981 définissant un statut des animateurs travaillant dans les municipalités devraient aider à clarifier une situation complexe. Par ailleurs, si certains animateurs bénéficient d'une convention collective (maisons de jeunes et de la culture) ou d'accords d'entreprise (Ligue de l'enseignement), d'autres n'ont aucune garantie.

Le syndicat C.F.D.T. des animateurs réclame une convention collective nationale. La C.G.T. demande, quant à elle, que soient établies, dans toutes les associations, des conventions collectives qui couvriraient l'ensemble des personnels d'une même fédération.

Actuellement, les conditions d'emploi sont très variables. Dominique, vingt-neuf ans, est animatrice FONJEP dans un foyer de jeunes travailleurs. Titulaire d'un diplôme supérieur de lettres, elle est venue à l'animation après avoir été monitrice de colonies de vacances. Son rôle se définit, dit-elle, comme un « relais » entre l'administration du foyer, le monde extérieur les activités culturelles et les résidents.

### « Un pouvoir sur la vie quotidienne »

Elle remplit des tâches administratives, voire de secrétariat, elle accueille les jeunes, les guide dans leurs démarches administratives. Ne disposant pas d'un budget propre aux activités culturelles, elle est l'intermédiaire qui a permis d'obtenir de la municipalité le prêt de locaux sportifs du centre culturel proche pour une soirée réservée aux résidents. Il ne s'agit pas — mais le pourrait-elle ? — *« d'apporter quelque chose à consommer »*. *« Etablir la communication »* reste son principal objectif.

Christian est directeur de la maison de quartier du Long-Rayage à Lisses (Essonne). Animateur formé en grande partie « sur le tas », il est actuellement employé par le Syndicat communautaire d'aménagement (S.C.A.), qui assure la gestion de l'ensemble des villes dépendant d'Evry-Ville nouvelle. La maison de quartier doit, selon lui, rompre l'isolement dû à la « transplantation » qu'ont subie les habitants et permettre qu'ils exercent *« un pouvoir sur leur vie quotidienne »*.

Ainsi, outre les activités traditionnelles d'une maison de la culture, le centre joue un rôle social laissé vacant par l'éloignement des diverses administrations, et surtout favorise les contacts : journal local, pièces mises à la disposition des associations... La libre initiative étant favorisée, elle s'accompagne d'un bénévolat dynamique, qui finit quelquefois par se transformer en emploi rétribué par exemple, une animatrice d'enfants s'est vu attribuer par la S.C.A. un poste à mi-temps après deux ans d'activité. Dans tous les cas, la « bonne volonté » est un élément important de la réussite. Aussi M. Davaine désire-t-il *« rationaliser les conditions d'exercice sans normaliser la profession »*. Une réunion de groupes de travail interministériels, en concertation avec les associations et les organisations syndicales, devrait permettre de trouver des solutions à partir de l'étude de M. Davaine.

Cependant, redéfinir la fonction d'animateur, comme médiateur entre les administrations et le public, envisager une formation adaptée, qui repose sur des projets concrets et favorise l'esprit de création, organiser des stages de recyclage par la formation continue, lui paraissent essentiel. D'autre part, un projet d'animation devrait découler, pense-t-il, de la concertation entre les partenaires concernés : pouvoirs publics, animateurs eux-mêmes, usagers, amenant à une *« responsabilité collective »*.

(1) FONJEP : Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire, organisme semi-public qui regroupe les associations, habilité à financer des postes budgétaires pour leur moitié, après l'accord des ministères concernés.

## JUSTICE

### UNE CIRCULAIRE DU GARDE DES SCEAUX

## *Loi d'amnistie et licenciement abusif*

Une circulaire du garde des sceaux, adressée aux procureurs généraux et relative à l'application de la loi d'amnistie, a été publiée au *Journal officiel* du 10 janvier. Ce texte précise les incidences de la loi d'amnistie sur les procédures prud'homales. *« La loi du 4 août 1981 a déclaré amnistiés les faits commis avant le 22 mai 1981 et retenus comme motif de sanctions par les employeurs du secteur privé »*, précise le garde des sceaux.

*« Cette disposition semble avoir suscité, devant certains conseils de prud'hommes et des chambres sociales de cours d'appel, une difficulté d'interprétation en ce qui concerne les procédures judiciaires relatives à des sanctions, et plus particulièrement des licenciements, intervenues avant la promulgation de la loi du 4 août 1981 et consécutives à des faits amnistiés par cette loi. La question a pu en effet se poser de savoir si ces licenciements, en raison de l'intervention de la loi d'amnistie, doivent ou non être considérés comme abusifs et de nature à ouvrir droit, pour les salariés concernés, à réparation*

*» Je vous indique que les termes de la loi d'amnistie et les principes généraux du droit conduisent à exclure que les employeurs puissent du seul fait de l'intervention d'une loi d'amnistie se voir pénaliser pour des licenciements intervenus avant la promulgation de cette loi. »*

Comme l'indique l'article 22 de la loi, *« l'amnistie n'entraîne de droit ni la réintégration dans les fonctions, emplois, professions, grades, offices publics ou ministériels ni la reconstitution de carrière »* Elle ne remet pas en cause les effets des sanctions professionnelles intervenues et exécutées antérieurement à la promulgation de la loi.

La seule exception concerne les salariés protégés — délégués syndicaux ou représentants du personnel. A leur sujet la loi d'amnistie précise, en son article 14-II : *« Tout salarié qui, depuis le 1er janvier 1975, a été licencié à raison de faits en relation avec sa fonction de représentant élu du personnel ou de délégué syndical peut invoquer cette qualité (...) pour obtenir sa réintégration dans son emploi ou dans un emploi équivalent chez le même employeur à la condition que cette réintégration soit possible (...). L'employeur est tenu, dans le mois qui suit la demande de réintégration, de notifier à l'intéressé, soit qu'il accepte de le réintégrer, soit qu'il estime sa réintégration impossible. »* Le contentieux éventuel de la réintégration est soumis à la juridiction prud'homale.

En dehors de ces cas *« et par application du principe de non-rétroactivité de lois*, dit le texte de la circulaire, *les sanctions intervenues avant la promulgation de la loi du 4 août 1981 restent acquises et ne sont pas, du seul fait de l'intervention de la loi d'amnistie, devenues abusives »*.

Enfin *« l'amnistie n'efface pas les faits en tant que faits »* conclut la circulaire. *« Elle n'affecte ni leur existence ni leur gravité en ce qui concerne leurs éventuelles incidences sur le plan civil. »*

## Deux avocats inculpés de complicité de proxénétisme

Politique ou proxénétisme ? *« Politique »*, dit fermement Me Henri Pieroni, un avocat de Toulon. Proxénétisme, semble indiquer le chef d'inculpation retenu. Me Pieroni et l'une de ses jeunes consœurs parisiennes, Me Vialle, ont en effet été inculpés, jeudi 7 janvier, de complicité de proxénétisme par M. Jacques Nunez, premier juge d'instruction à Toulon.

L'histoire semble banale. Le 16 août 1980, un certain Maurice Brard blesse grièvement d'un coup de feu un forain du Luna-Park d'Hyères. M. Brard, arrêté, emprisonné, choisit comme avocats Maîtres Pieroni et Vialle. M. Brard fait alors verser directement à Me Pieroni 10 000 francs par un mandat et un chèque. *« Il s'agit d'une provision sur mes honoraires »*, déclare l'avocat. Me Pieroni semble cependant accusé d'avoir perçu le montant de ce chèque pour son client, bref, d'être un intermédiaire. Et ce chèque aurait été honoré par une amie de Maurice Brard, une prostituée.

Dix mille francs, cela peut « faire mal » dans une carrière d'avocat. Me Pieroni a son idée sur cette affaire : *« Il y a des règlements de comptes politiques qui ne font pas l'ombre d'un doute, ce qui est profondément inadmissible. Et c'est pour cela que je tiens à déclarer tout de suite que j'ai ma conscience pour moi et que je n'ai strictement rien à me reprocher. »* C'est que Me Pieroni est aussi un homme politique. A quarante-cinq ans, il a douze ans de barreau derrière lui, mais aussi vingt-sept ans de militantisme au Centre national des indépendants et paysans (C.N.I.P.). Il est, depuis un an, membre du comité directeur national. Il est aussi, bien sûr, secrétaire général du mouvement pour le Var. Il fut candidat aux législatives en 1973 et aux cantonales en 1976 et 1977.

Cette affaire serait donc politique. *« Je devais être candidat aux élections dans le huitième canton de Toulon et je maintiens ma candidature »*, a-t-il déclaré à notre correspondant. Me Pieroni a décidé de déposer une plainte pour violation du secret de l'instruction.

### A TOULON

## Une cité abritant des Tsiganes va être rasée

De notre correspondant

Toulon. — C'est parce qu'ils refusent d'être relogés dans une cité H.L.M. que M. Arreckx, maire de Toulon, a fait couper l'eau aux résidents de la cité de transit du Fort-Rouge. Une coupure d'eau de vingt-quatre heures suspendue jusqu'au 31 janvier, date à laquelle ce qui reste de cette cité sera entièrement rasé par la municipalité.

Edifiée en 1969, cette cité située sur le contreforts du mont Faron devait offrir un logement transitoire à des familles (notamment tsiganes) que la dernière guerre avait forcées à la sédentarisation et qui vivaient sur des terrains vagues transformés en bidonville et voués à la construction de la ZUP de La Rode. De construction légère, les douze immeubles à trois niveaux n'étaient dotés ni de salles de bains ni de chauffage. Devant la dégradation de l'ensemble et les demandes de relogement de nombreuses familles, une opération de résorption portant sur soixante-douze logements fut entamée par la municipalité en 1977. Refusant d'être replacées dans de « nouveaux ghettos » et souhaitant poursuivre des activités traditionnelles (travail des métaux, ferraillage, etc.), les familles tsiganes souhaitaient bénéficier de logements décents situés à proximité d'aires de travail, l'idéal étant la construction d'une cité promotionnelle dont le projet sera avancé dès 1980 et défendu par le comité Rom de Provence

Au cours de ces derniers mois, la situation s'est sensiblement dégradée et, après les trois immeubles détruits par des incendies, l'effondrement de bâtiments et l'arasement de six unités, les familles vivant encore sur place ont décidé de boycotter le paiement des loyers et de l'électricité. *« Les précédents incendies sont dus à des installations électriques périmées Nous risquons notre vie à tout instant, et au lieu de nous reloger dans une cité, comme on nous l'a souvent promis, on nous laisse croupir comme des rats. Cela fait déjà plusieurs mois que les éboueurs ne passent plus chez nous, on nous laisse dans nos ordures... Il faudrait vivre dans d'autres cages à lapins. Pas question, nous sommes Français à part entière »*, estime un des résidents du Fort-Rouge.

Ces « cages à lapins », ce sont deux cités H.L.M. dans lesquelles la municipalité toulonnaise a déjà relogé quatorze familles ; les sept autres refusent encore de quitter la cité.

Pour M. Arreckx, maire de la ville : *« Il est impossible d'aller plus avant. Les familles doivent 1 200 000 francs d'eau et d'électricité. Nous avons effectué des travaux coûteux qui se sont avérés inutiles, devant les dégradations successives. Nous sommes prêts à passer l'éponge sur ces dettes et à reloger les familles qui sont encore sur place, en attendant la construction d'une cité promotionnelle située sur un vaste terrain à l'Escaillon, dans laquelle pourront être relogées quinze familles faisant du ferraillage. J'ai pris des engagements vis-à-vis de la population du quartier du Fort-Rouge et je suis obligé de les tenir. »*

A la fin du mois, l'eau et l'électricité seront coupées et les trois derniers bâtiments de la cité de transit seront rasés pour faire place à de futures H.L.M. mises en location ou destinées à l'accession à la propriété.

JOSÉ LENZINI.

● *Le numéro de téléphone des Divorcés de France* est le 586-29-61. Le numéro dont nous avons fait état dans *le Monde* du 6 février n'est plus celui de l'association.

## *Faits et jugements*

● *Le sort des Basques espagnols.* — Après le transfert à Antonne-et-Trigonant (Dordogne) de trois Basques espagnols qui avaient observé une grève de la faim à l'île d'Yeu (Vendée), le sort de neuf autres autonomistes est toujours en suspens. Trois resteront assignés à résidence et pourraient être envoyés à Antonne-et-Trigonant. Les six autres, dont un est en fuite, font toujours l'objet d'une mesure d'assignation. Celle-ci devrait être bientôt levée, mais la décision n'a pas encore été prise officiellement. D'autre part le gouvernement est en train de délivrer une carte de séjour et de travail à quarante-huit Basques espagnols qui, pour certains, avaient fait l'objet, ces derniers mois, de mesures d'interdiction de séjour dans le Sud-Ouest. Cette décision résulte des négociations qui ont eu lieu récemment entre le gouvernement et les milieux autonomistes basques (*le Monde* daté 3-4 janvier).

● *Bombe fumigène au domicile de Serge Gainsbourg.* — Une bombe fumigène, qui n'a causé aucun dégât matériel, a été lancée par des inconnus, samedi 9 décembre, peu après 23 heures, sur le palier de la maison du chanteur Serge Gainsbourg, dans le septième arrondissement, à Paris. Le 28 novembre 1981, déjà, Serge Gainsbourg avait été attaqué devant chez lui par trois jeunes gens (*le Monde* du 1er décembre 1981).

● *La chanteuse Sheila* a été déboutée, la semaine dernière, par la première chambre civile du tribunal de Paris, d'une action intentée contre *Charlie-Hebdo*. Elle reprochait à l'ancien hebdomadaire de l'avoir injuriée dans le numéro du 25 février 1981 par un montage photographique la représentant un verre à la main, en compagnie de Sylvie Vartan, devant un écusson portant la mention : *« 1981, charte du veau, qualité conforme à la loi. Agrément boucherie. »* (...) Un commentaire suivait : *« Victoire féministe. Ce panonceau affiché aux portes des salles de spectacle mettra fin au boycottage du veau. »*

Le tribunal a estimé que la chanteuse est un personnage public *« qui ne peut s'opposer à la reproduction de son effigie, même un peu déformée, l'auteur n'ayant pas présenté Sheila sous une apparence qui soit de nature à lui causer un préjudice »*.

● *La prostituée du village de Chailly-en-Gâtinais (Loiret)* dont les habitants avaient pris la défense (*le Monde* du 17 décembre) a été condamnée pour proxénétisme hôtelier, vendredi 8 janvier, par la cour d'appel du Loiret à deux ans d'emprisonnement avec sursis et à cinq ans d'interdiction de séjourner dans le département.

### LES PLUIES DE DÉCEMBRE ONT ÉTÉ DEUX OU TROIS FOIS SUPÉRIEURES AUX NORMALES

Les pluies qui sont tombées pendant le mois de décembre 1981 sur la plupart des régions françaises ont été beaucoup plus abondantes que d'habitude à pareille époque. Les chiffres recueillis par la Météorologie nationale montre que, sauf sur le Roussillon et la Corse où les précipitations ont été normales ou même un peu déficitaires, les pluies ont été presque partout deux ou trois fois et même plus de quatre fois supérieures aux normales du mois.

La « palme » revient à Embrun (291 mm en décembre 1981, normale 65 mm) et à Colmar (133 mm, 32 mm) (1). Viennent ensuite Bourg-Saint-Maurice (284 mm, 86 mm), Bordeaux (311 mm, 109 mm), Dijon (174 mm 57 mm), Chartres (139 mm, 49 mm), Toulouse (168 mm, 68 mm), Agen (188 mm, 80 mm), Nîmes (163 mm, 78 mm), Nice 205 mm, 107 mm), Paris-Le Bourget (95 mm, 49 mm), Bourges (110 mm, 58 mm), Rennes (115 mm, 71 mm), Biarritz (275 mm, 170 mm), Marseille (109 mm, 66 mm), Montélimar (176 mm, 90 mm), Toulon (149 mm, 99 MM).

Si excédentaires soient-elles, ces précipitations ont rarement battu les records de pluviosité de décembre. Mais on peut rêver à des temps plus secs en se rappelant les rares pluies de décembre 1975. Ce mois-là, en effet, il n'était tombé que 6 mm à Bourg-Saint-Maurice, 8 mm à Saint-Dizier, 9 mm à Rennes, 11 mm à Strasbourg, à Embrun et à Paris-Montsouris, 18 mm à Toulouse, 34 mm à Dijon, 94 mm à Nice et 121 mm à Biarritz. — Y. R.

(1) Le deuxième chiffre est celui de la pluviosité normale calculée sur trente ans.





# SCIENCES

## La création d'une agence nationale de la culture scientifique et technique est envisagée

Recherche, technologie et création : samedi 9 janvier dans les locaux de l'ancienne Ecole polytechnique, une journée sectorielle sur ce thème mettait en contact hommes de science et homme d'art. En préparation aux débats du colloque national sur la science et la technologie, les participants ont discuté de la recherche sur l'art et de la recherche dans l'art, des moyens de cette recherche, du rôle qu'y peuvent jouer de grande institutions comme le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.).

Recherche sur l'art. Une commission a réfléchi sur la recherche sociale autour de la création artistique. Les participants ont fait plusieurs suggestions, dont l'organisation d'échanges temporaires de personnels entre le C.N.R.S. et les organismes ou administrations relevant du ministère de la culture.

Recherche dans l'art. Le compositeur Iannis Xénakis, qui en était le rapporteur, est peu porté à exprimer les idées des autres. Rappelant que l'invention d'une théorie physique est une création artistique, il a surtout parlé de pédagogie, réclamant que l'éducation nationale prenne en compte *« la mobilité et non la fixité des connaissances »*.

*« Chercheur et créateur »* était le troisième thème débattu. Il a été demandé la création de bourses permettant d'enseigner la création, l'accès des créateurs à *« l'outil technologique »* et aux équipements des grands laboratoires des sciences de la nature : la connaissance des techniques holographiques ou l'utilisation *d'un microscope électronique* n'enrichiraient-elles pas la vision d'un peintre ? Enfin a été dénoncée l'existence d'une mentalité « anti-création » au C.N.R.S. Le compositeur Hugues Dufour, agrégé de philosophie, mais dont les travaux portent sur l'informatique musicale, voit ceux-ci jugés par des métaphysiciens et par des historiens du dx-septième siècle ! La création d'une section du comité national du C.N.R.S., qui soit *« orientée vers la pratique de l'art »*, est aussi requise de toutes parts.

Le ministre de la culture, M. Jack Lang, était venu, suivant ses propres termes, *« piller des suggestions, des critiques, des idées... »*. Il a fait état de contacts avec le ministre de la recherche et de la technologie sur la création d'une agence nationale de la culture scientifique et technique, pour propager la démarche scientifique dans la société. Et il a demandé que 1 % de l'enveloppe recherche aille à la culture, ce qui paraît d'ailleurs déjà réalisé (1). — M. A.

(1) La mission recherche du ministère de la culture reçoit cette année 94,6 millions de francs, soit 0,58 % de l'enveloppe interministérielle de recherche. Mais cette somme ne comprend pas les dépenses de recherches sur la culture faites dans des organismes comme le C.N.R.S.

## BIBLIOGRAPHIE

## Un manifeste

*« La coupure entre la technique et la culture, source de difficultés du monde moderne, peut et doit cesser. »* Cet acte de foi volontariste résume toute l'activité du Cendre de recherche sur la culture technique, qui fut créé au mois de juillet 1979 pour *« entreprendre des recherches et actions susceptibles d'aider le développement de la culture technique »*. Mais jamais le C.R.C.T., qui publie depuis son origine une importante revue (1), n'avait donné à ses vues l'ampleur systématique du tout récent *Manifeste pour le développement de la culture technique* qui veint d'être conçu par ses soins (2).

Tous ceux qui œuvrent au C.R.C.T. estiment qu'*« une culture technique est nécessaire parce qu'elle peut se définir comme la possession d'un minimum de connaissances et de savoir-faire permettant la réappropriation de notre environnement »*. Car tel est bien le problème crucial: notre univers quotidien est de plus en plus constitué d'objets techniques innombrables utilisés pour toutes les activités de la vie. Or l'ignorance, à propos de la genèse, du fonctionnement, de la fabrication, des transformations de ces objets, est à peu près générale. A la méconnaissance du discours de la science s'ajoute, si l'on peut dire, celle de la mise en pratique réalisée par les techniques.

Il en résulte, selon le manifeste, une double aliénation pour celui qui ne maîtrise pas son propre environnement, et que *« cette absence de maîtrise place socialement dans une dépendance permanente par rapport aux organisations et aux individus qui possèdent les compétences qui lui manquent »*. D'où l'idée du nécessaire développement de cette connaissance des techniques afin d'assurer cette *« réappropriation de notre environnement »*.

Deux types d'obstacles se dressent devant ceux qui se proposent de développer la culture technique, estiment les auteurs du Manifeste : *« La complexité du système technique lui-même et (...) le manque de culture générale et humaniste des milieux scientifiques, techniques et industriels. »*

Le Manifeste pour le développement de la culture technique aurait pu n'être qu'un plaidoyer. Il s'augmente utilement d'un catalogue de propositions regroupées en une dizaine de séries et qui concernent toutes les façons concrètes de mettre en œuvre ce qui ne saurait rester à l'état d'intentions. On devine aisément que l'éducation, la formation continue, les médias, les usines, les clubs de jeunes scientifiques et techniques sont les domaines et les lieux où ces progrès de la culture technique peuvent s'accomplir. C'est aux responsables et aux praticiens de ces divers milieux que s'adressent ces diverses propositions.

Elles seront lues et entendues par eux, peut-on espérer. Il faut souhaiter que ce soit assez vite pour que *« la recherche plus ou moins consciente d'une solution pour sortir du cercle infernal dans lequel le monde est en train de s'enfermer »* qu'appelle de ses vœux, dans sa préface au Manifeste, le professeur André Leroi-Gourhan soit possible avant on ne sait quelle catastrophe née de l'ignorance autant que de la malignité.

M. K.

(1) Cinq numéros de la revue *Culture technique* sont parus à ce jour. Le sixième, consacré à « la robotique, la technique et la philosophie », doit paraître au cours de ce mois.

(2) Centre de recherche sur la culture technique (C.R.C.T.), 69 bis, rue Charles-Laffitte, 92200 Neuilly-sur-Seine. Tél. : 747-85-27. La diffusion du Manifeste et de la revue est assurée par les éditions Berger-Levrault, 229, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Prix : 18 F.



# DÉFENSE

### Spécificité militaire et solidarité nationale

## Les armées à l'heure du changement

*« L'armée sait s'adapter au changement dès lors qu'est reconnue la spécificité de la fonction militaire, avec ses devoirs, mais aussi avec ses droits. »* C'est ce qu'a déclaré le général Jeannou Lacaze, chef d'état-major des armées, au président de la République lors de la traditionnelle cérémonie des vœux des armées au chef de l'Etat.

M. François Mitterrand a répliqué : *« Les réformes particulières aux armées seront étudiées et conduites en tenant compte, comme il se doit, du caractère spécifique de la fonction militaire, des devoirs, mais aussi des droits que le métier militaire confère à ceux qui l'exercent. »*

Voilà le grand mot lâché : la *« spécificité »* militaire, ce qui fait que, par ses particularismes propres, la fonction ou l'état militaire n'est ni assimilable ni même comparable à la fonction publique, souvent comprise comme la seule fonction publique civile.

Devant le ministre de la défense, auquel il présentait les vœux des armées à l'occasion d'une cérémonie distincte de celle de l'Elysée, le général Lacaze a été encore plus explicite.

*« L'année qui vient,* a expliqué le chef d'état-major des armées, *est aussi une année de réflexion sur des problèmes majeurs, comme le service national ou la condition des militaires, en activité ou à la retraite, ou encore le code de justice militaire et le règlement de discipline générale qui en découle directement. Au regard de ces graves questions, les armées ont aussi le souci de s'adapter à l'évolution des esprits et souhaitent apporter à l'étude et à l'accomplissement des réformes nécessaires une contribution positive et sereine, fondée sur leur expérience, tant humaine et technique, dès lors que la spécificité de leur état est reconnue et que leurs devoirs comme leurs droits, ceux des personnels de carrière et ceux des appelés, sont établis sans ambiguïté. »*

### Un appel

Il faut croire que cet appel du général Lacaze en faveur de la prise en compte et du respect par l'autorité politique de la *« spécificité »* de l'institution militaire a été entendu par le chef des armées, puisque M. Mitterrand a tenu à y faire référence dans son allocution à l'Elysée.

On notera cependant que le président de la République — si l'on s'en tient à une lecture attentive de son mesasge — semble avoir considéré que ce souci du *« caractère spécifique de la fonction militaire »* ne doit pas nécessairement inspire une nouvelle organisation du service national.

Certes, le chef de l'Etat a rappelé la *nécessité du service national*. Mais, si la réaffirmation de ce principe ne doit pas interdire d'en étudier les modifications à y apporter, ce sont les *« autres réformes particulières aux armées »*, selon M. Mitterrand, qui seront plus spécialement conduites avec le souci de respecter cette spécificité militaire.

Les autres réformes en cours ont trait à la condition des cadres (hommes et femmes), au code de justice militaire, au règlement de discipline et, comme le général Lacaze l'a lui-même rappelé avec vigueur au Conseil supérieur de la fonction militaire, au cumul d'une retraite avec un emploi rémunéré.

S'adressant à M. Charles Hernu, ministre de la défense, qui présidait le Conseil supérieur de la fonction militaire, le chef d'état-major des armées s'est fait l'écho, sur ce point précis du *« droit au travail des anciens militaires »* d'active, de l'amertume de ses subordonnés.

### Dilemme

*« S'il est une catégorie de citoyens,* a dit le général Lacaze, *qui, de tout temps, mais en particulier depuis 1945, a su dans sa très grande majorité garder la tête froide en toutes circonstances, si pénibles furent-elles parfois, je pense à l'Indochine et à l'Algérie, une catégorie de citoyens qui a subi dans le mutisme le plus total les aléas d'une gestion perturbée par les événements, et su attendre avec le même mutisme pendant plusieurs décennies que son sort matériel soit amélioré, s'il est une catégorie de citoyens qui sait ce que solidarité veut dire, je crois que ce sont bien les militaires. »*

En somme, le haut commandement tente de démontrer que la spécificité de l'institution militaire et les exigences de la solidarité nationale peuvent faire bon ménage, à la condition que les particularismes revendiqués par la communauté de défense ne se figent pas en corporatismes confortés par l'esprit de caste. Autant dire que c'est là vouloir résoudre la quadrature du cercle !

De deux choses l'une, en effet : ou la collectivité militaire s'enorgueillit de ses différences, et elle risque de se reconstituer en ghetto au sein de la communauté nationale ; ou bien elle s'organise, se conduit selon les aspirations de la société civile, et elle perd, de fait, une part de son âme.

Constater cette alternative ne revient pas, pour autant, à se trouver des raisons de ne point agir dans un sens ou dans l'autre. Mais il est vrai que les armées françaises, vivant aujourd'hui à l'heure du changement, doivent sortir du dilemme dans lequel certains de leurs cadres se complaisent, tantôt jouant de la spécificité, tantôt appelant à la solidarité avec le reste de la nation.

La réforme du service national n'échappera pas à cette obligation puisqu'il faudra choisir, en définitive, entre des projets presque contradictoires, selon que l'on voudra privilégier une formule de service conçue dans l'intérêt de l'armée ou pour le seul bien-être du jeune Français.

JACQUES ISNARD.





# PRESSE

## L'édition aveyronnaise de « Centre-Presse » est absorbée par « Midi-libre »

De notre correspondant

Limoges. — Après la cession du *Berry républicain* au groupe Centre-France - *la Montagne* le 1er janvier, l'absorption de l'édition aveyronnaise de *Centre-Presse* par le *Midi-libre*, quotidien de Montpellier, est une seconde étape du démembrement du groupe Hersant dans le centre de la France. Une entrevue entre M. Maurice Bujon, directeur du *Midi libre* et président du S.P.Q.R., et le Syndicat du Livre devrait, cette semaine, officialiser la chose.

Ainsi s'achève une longue période de tractations. Dans l'Aveyron, trois quotidiens étaient en compétition : *Centre-Presse*, seul quotidien imprimé dans le département et le plus vendu (près de 25 000 exemplaires quotidiens), le *Midi libre* (8 000 exemplaires, surtout dans la région de Millau) et *la Dépêche du Midi* (7 000 exemplaires). En 1975, M. Robert Hersant avait offert de céder *Centre-Presse* à *Midi libre* moyennant l'acquisition par lui de 10 % du capital de ce dernier quotidien. L'offre avait alors été déclinée.

Mais *la Dépêche du Midi* était entrée dans le jeu et menaçait d'acquérir son concurrent. C'est alors que *le Midi libre* décida d'accepter les conditions de M. Robert Hersant.

Le problème est maintenant de savoir comment va se traduire cette réalité nouvelle sur le terrain. En Aveyron, la vente du *Midi libre* était en érosion continue depuis plusieurs années en ranson, pour une part, semble-t-il, des difficultés de routage qui le handicapaient au niveau de la vente quotidienne ; la direction craignait même de devoir à terme *abandonner le département.* Il se pourrait que dans cette situation ce soit le titre *Centre-Presse* qui soit préservé dans l'Aveyron.

Il n'est pas question de licenciements ; mais, *Midi libre* avait déjà acquis, voici quelques années, l'hebdomadaire *l'Avenir de Millau* et possède maintenant, de ce fait, deux centres d'impression dans le département. Celui de Rodez (une centaine de salariés) imprimait deux éditions de *Centre-Presse*, celle de l'Aveyron et celle du Cantal devraient (bien que rien ne soit officiel à ce sujet) disparaître au profit de *la* qui appartient à M. Hersant. C'est cette situation qui inquiète, pour l'avenir, les travailleurs du Livre.

Ce deuxième acte de l'affaire *Centre-Presse* pose de nouveau le problème des trois éditions limousines du quotidien sur l'avenir desquelles le silence demeure. En outre, rien n'a été dit jusqu'à présent concernant les hebdomadaires que possède le groupe Hersant dans ces régions : *Rouergue-Hebdo* et la *Gazette du Limousin* (trois éditions, deux en Corrèze, une en Haute-Vienne). Ces hebdomadaires sont des sélections des informations locales déjà parues dans les quotidiens du groupe et fonctionnent par conséquent sans équipes autonomes. La disparition ou la vente des éditions quotidiennes va nécessairement poser très vite la question de leur survie.

GEORGES CHATAIN.

# ÉDITION

## Le secteur éditorial de Hachette renforce la coordination de ses services administratifs et commerciaux

M. Jean-Claude Lattès, directeur de l'édition chez Hachette a, vendredi 9 janvier, présenté aux éditeurs de son groupe, les grandes lignes de son « plan de réorganisation ». Les décisions de M. Lattès, qui interviennent quelques jours après la cession des éditions Tallandier (*le Monde* du 8 janvier) étaient attendues avec impatience par les éditeurs du groupe. En fait, les mesures de M. Lattès, s'inscrivent dans la politique d'économies et de redressement annoncées par M. Yves Sabouret, vice-président directeur général de Hachette lors de la « convention de l'entreprise » (*le Monde* du 4 septembre 1981). Au cours de la semaine, M. Lattès devrait préciser ses intentions aux éditeurs.

Selon Hachette, le plan vise à *« construire un réseau d'édition avec des ambitions internationales, tout en respectant et en encourageant l'autonomie des cellules de création »* et veut *« renforcer la coordination des services administratifs, commerciaux et techniques afin d'améliorer la gestion et contribuer ainsi à la réduction des coûts »*. Ce plan devrait permettre une *« action efficace sur le prix du livre »* en agissant sur les coûts de fabrication et de distribution, responsables en partie de l'augmentation du prix de vente.

La branche édition a été répartie ne quatre branches (*le Monde* du 12-13 avril 1981) :

— La littérature générale, dirigee par M. Philippe de Margerie, soit quatre départements et sept filiales (comprenant notamment Grasset, Fayard, Stock et Lattès).

— Hachette/classiques, dirigée par M. Marc Moingeon.

— Dictionnaires - encyclopédies et fascicules (DEF), dirigée par M. Vincent Brugère.

— Grande diffusion (dont le « Livre de poche ») dirigée par M. Bernard Fixot.

Au côté de M. Lattès, seront nommés un directeur de la gestion, déjà en place, M. Jean-Pierre Ozannat, et u ndirecteur commercial. M. Bernard Privat, qui a été président des éditions Grasset de 1955 à 1981, est nommé conseiller de la direction de l'édition. Il assumera aussi la direction du comité éditorial des éditions Jean-Claude Lattès, poste vacant depuis l'entrée en fonction de M. Lattès chez Hachette. *« Les maisons d'édition,* précise Hachette, *conservent totalement leur spécificité : tous les éditeurs gardent leurs responsabilités actuelle. »*

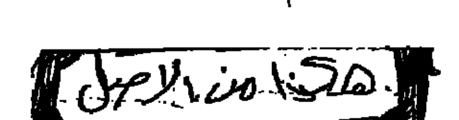
● *M. Jean-Jacques Pauvert* a passé un accord de collaboration avec les éditions Garnier. Il assumera, dans cette maison, la publication de certains auteurs comme il le faisait avec les éditions Ramsay, qu'il a quittées au début de l'année.









SSE

... aveyronnaise de « Centre-Presse » ... absorbée par « Midi-libre »

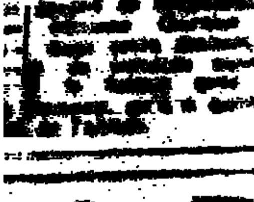
De notre correspondant

GEORGES CHATAIN.

TION

... secteur éditorial de Hachette renforce ... rdination de ses services administratifs et commerciaux








260 30 65

# CARNET

## Décès

— Saint-Yrieix-la-Perche (Haute-Vienne).

Mme Jacques Boutard,
Ses enfants et petits-enfants,
La famille Bourbon,
Mlle Germaine Mailler,
ont la grande douleur de faire part du décès de

**docteur Jacques BOUTARD,**

chevalier de la Légion d'honneur,
officier du Mérite agricole,
vice-président
du conseil général de la Haute-Vienne,
ancien député de la Haute-Vienne,
maire de Saint-Yrieix-la-Perche,
rappelé à Dieu, le 10 janvier 1982, à l'âge de soixante-quinze ans.

Les obsèques auront lieu en la collégiale du Moustier, à Saint-Yrieix-la-Perche, le mardi 12 janvier, à 15 heures.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

32, avenue Jean-Timbaud,
87500 Saint-Yrieix-la-Perche.
17, rue de l'Église,
92200 Neuilly.
2, rue Masseran,
75007 Paris.

[Né le 11 janvier 1906 à Paris, Jacques Boutard, docteur en médecine, licencié ès sciences, ancien élève de l'Institut Pasteur, s'était installé, en 1943, comme médecin à Saint-Yrieix-la-Perche (Haute-Vienne), commune dont il était le maire depuis 1945. Avant cette date, il avait été pendant dix ans maire du Chalard (Haute-Vienne). Conseiller général depuis 1958, Jacques Boutard avait été élu député S.F.I.O. de la deuxième circonscription de la Haute-Vienne, le 30 novembre 1958. Réélu à l'Assemblée nationale en 1962, il ne s'était pas représenté lors des législatives de 1967, pour ne pas avoir à se désister éventuellement pour le candidat communiste, M. Marcel Rigout, actuel ministre de la formation professionnelle. Exclu du parti socialiste, il avait été candidat en 1968, avec succès dans la même circonscription, battant ainsi le député sortant, M. Rigout. Apparenté au groupe Progrès et Démocratie moderne de l'Assemblée nationale, il avait été battu aux législatives de 1973 par M. Rigout, réélu en 1978 et en 1981.]

— L'Université des sciences sociales de Grenoble
a le regret de faire part du décès de

**M. Jan DESSAU,**
professeur associé
à l'Université des sciences sociales,
ancien directeur de l'IREP,
survenu le 10 janvier 1982.

— Les personnels enseignants, chercheurs, techniques et administratifs de l'IREP (Institut de recherche économique et de planification) de l'Université des sciences sociales de Grenoble
ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Jean DESSAU,**

— Le conseil d'administration de Télé-Promotion rurale Rhône-Alpes - Auvergne
a le regret de faire part du décès de son président,

**M. Jean DESSAU,**
survenu le 10 janvier 1982.

— M. et Mme Jean Deygout et leurs enfants,
font part du décès de

**Mme veuve François DEYGOUT,**
née Blanche Paris,
survenu le 9 janvier 1982, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Les obsèques ont lieu lundi 11 janvier 1982, à 14 h. 30, à Montigny-aux-Amognes (Nièvre).

83, avenue d'Italie,
75013 Paris.

— Mme Laurent Dupré La Tour, née Geneviève Loiret,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Laurent DUPRÉ LA TOUR,**
survenu le 7 janvier 1982, à l'âge de soixante-sept ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 12 janvier 1982, à 14 heures, en l'église Notre-Dame de Bellevue, avenue Gallieni, à Meudon (Hauts-de-Seine).

11, rue Nouvelle,
92190 Meudon.

*Nos abonnés*, bénéficiant d'une réduction *sur les insertions du « Carnet du* Monde », *sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

— Une messe sera célébrée le vendredi 22 janvier 1982, en l'église Saint-Roch, à 18 heures (296, rue Saint-Honoré, Paris-1er), pour le décès de

**Odette-Henriette FRANCK LE JEUNE,**
officier de la Légion d'honneur,
déportée, résistante,
dont l'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

De la part de :
M. et Mme Jean-Jacques Franck,
M. Paul-Henry Franck,
ses frères et belle-sœur,
Ses neveux et nièces,
Toute la famille,
Et de ses camarades de la Résistance et de la déportation.

Ce faire-part tient lieu d'invitation à y participer.

— Lyon, Vincennes, Romans, Grenoble, Paris, Dieulefit.

Paul Gauthier,
son fils,
Colette Gauthier,
sa fille,
ont l'infinie tristesse d'annoncer le décès survenu le 19 décembre 1981, dans sa soixante-dix-neuvième année, de

**Mme Jean GAUTHIER,**
née Jeanne Ledieu,
pharmacien,

Son départ a laissé dans une grande peine tous les siens :
M. et Mme Henri Didier,
M. et Mme Charles Humbert,
Le contre-amiral et Mme Louis Gauthier,
Mlle Hélène Gauthier,
Le docteur et Mme Jean Didier et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Didier et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Didier et leurs enfants,
M. et Mme Bernard Humbert,
Le docteur et Mme Guy Humbert et leurs enfants,
M. et Mme Bernard Dutel et leurs enfants.

Une cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité de la famille, à Lyon.

Il est rappelé le souvenir de

**M. Jean GAUTHIER,**

époux de la disparue, enlevé à son affection cinq mois auparavant.

— Mme et M. Gaston Boitard, sœur et beau-frère,
Mme et M. Bernard Maury,
Mme et M. Robert Boitard et leur fille,
Mme et M. Michel Français et leurs enfants,
neveux, petits-neveux et arrière-petits-neveux,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès du

**Père Robert GIBERT,**
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national
du Mérite,
chevalier des Arts et Lettres
et du
Mérite agricole,
sous-directeur
au ministère de la construction
(E.R.),
H.E.C. 1933,
survenu le 21 décembre 1981.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 24 décembre 1981.

Ils prient de participer ou d'assister d'intention à la messe, qui sera célébrée, le vendredi 15 janvier 1982, à 11 heures, en la paroisse Saint-Philippe du Roule (rue du Faubourg-Saint-Honoré).

— Montpellier, Paris.

M. et Mme Roger Tuffery et leurs enfants, Jeanne-Marie et André-Guilhem,
M. Edouard Tuffery,
Les familles Tuffery et Ariabosse,
Parents et alliés,
Les collaborateurs du cabinet Tuffery,
ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

**Mme André TUFFERY,**
née Madeleine Goudard,
décédée à l'âge de quatre-vingt-sept ans, munie des sacrements de l'Église.

Les obsèques ont eu lieu le 6 janvier 1982, en l'église Saint-Denis et l'inhumation au cimetière Saint-Lazare, à Montpellier.

— Mme Vermard,
sa mère,
Sa famille,
Le proviseur, les personnels, les élèves et les parents d'élèves du lycée de Maisons-Alfort,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

**Mlle Marcelle VERMARD,**
conseillère principale d'éducation,
officier des Palmes académiques,
survenu le 6 janvier 1982, à Argenteuil.

Les obsèques ont eu lieu en l'église Sainte-Thérèse de Metz, ce lundi 11 janvier 1982.

24, rue Bossuet,
57000 Metz.

## Remerciements

— Mme P. Bernard,
Et ses enfants,
remercient les personnes qui, par leur présence, leur témoignage, ou leur envoi de fleurs, se sont associées à leur douleur lors du décès de

**M. Pierre BERNARD,**
professeur à la faculté de pharmacie
de Marseille,
pharmacien des hôpitaux.

## Messes

— Une messe sera célébrée par le R.P. Riquet, le jeudi 14 janvier 1982, à 18 h. 45, en l'église Saint-Philippe du Roule, à l'intention de

**Marc REMONDON,**
rappelé à Dieu le 2 janvier 1982.

## Anniversaires

— Pour le troisième anniversaire du rappel à Dieu de

**Paul DEROCHE,**
une messe sera célébrée le mercredi 13 janvier, à 9 heures, en la chapelle de la Sainte-Vierge de l'église Saint-François-Xavier (place du Président-Mithouard, Paris-7e).

## Communications diverses

— Loge l'Echelle de Jacob n° 27. Franc-maçonnerie féminine de tradition. Rite anglais émulation. Mercredi 20 janvier, 19 h. 30 : « Cérémonie d'initiation au premier grade ». Sur invitation. (B.P. 646 - 75161 Paris Cedex 04.) Note d'information envoyée sur demande.





Le Monde

# sports

## SKI ALPIN

# La soixante-troisième victoire du « recordman » Stenmark

**Neige et redoux alternant depuis le début de l'hiver, les mauvaises conditions atmosphériques qui sévissent sur les Alpes ont sérieusement perturbé le déroulement de la Coupe du monde de ski alpin. Après l'annulation de la course du 9 janvier, à Pfronten (R.F.A.), les dames n'auront disputé que deux descentes, trois géants et quatre spéciaux sur les cinq qui étaient initialement prévus dans chaque discipline. Les hommes, dont le programme était moins chargé, ont eu deux épreuves reportées — le géant de Val-d'Isère et la descente de Morzine — sur les dix prévues.**

**Ces retards dans le calendrier rendront plus ardue la tâche des sélectionneurs, qui devront retenir quatre concurrents dans chaque discipline pour les championnats du monde qui se disputeront à Schladming (Autriche), du 27 janvier au 7 février prochain. A Morzine, le 9 janvier, le Suédois Ingemar Stenmark a montré, en s'imposant avec maestria dans le slalom géant, qu'il serait, cette année encore, le candidat le plus sérieux au titre des deux disciplines techniques. Dans le camp français, on s'est particulièrement réjoui de la septième place de Patrick Lamotte, qui serait le signe du renouveau de l'équipe nationale.**

De notre envoyé spécial

Morzine. — Les deux hommes qui polarisaient l'attention samedi sur l'arrivée du slalom géant de Coupe du monde disputé dans des conditions médiocres sur les pentes du Pleney ont un point commun : tous les deux résident en principauté de Monaco. Outre cela, deux secondes dans ce cas particulier et l'océan de la notoriété en général les séparent. Le premier é élu domicile sur le rocher des Grimaldi pour échapper à la férocité du fisc suédois, comme son compatriote Bjorn Borg. Le second, né à Paris, n'a fait que suivre l'inclination de son cœur. L'un impeccablement rasé, modeste dans le triomphe, polyglotte, est le plus g rand skieur de la décennie écoulée. L'autre, gueule de pirate avec un anneau d'or à l'oreille et les poils hérissés, a terminé quatre-vingt-onzième de la dernière Coupe du monde. Pourtant, Ingemar Stenmark et Patrick Lamotte étaient pareillement fêtés, pareillement pressés de questions.

C'est que le Suédois, âgé de vingt-cinq ans, venait de bondir de la boîte à oubli, comme un beau diable de champion qu'il est. Sur la neige savoyarde, artificiellement durcie pour résister au redoux, il a effacé toutes les difficultés des deux parcours de cinquante-six portes avec élégance et aisance. Une leçon de ski et de technique pour ses rivaux directs, l'Américain Phil Mahre et l'austro-luxembourgeois Marc Girandelli, qui furent sévèrement chahutés sur les deux parcours et pour trente-six autres concurrents sur les quatre-vingt-un au départ, qui n'arrivèrent pas au bout de leur peine. D'une part, il a établi un record absolu de victoires (soixante-trois) en Coupe du monde, record qu'il partageait jusqu'alors avec l'Autrichienne Anne-Marie Moser-Proell, après avoir vainement essayer de l'améliorer la saison dernière. D'autre part, il a réinscrit son nom à la première ligne d'un palmarès, ce qui ne lui était pas arrivé depuis le 14 février 1981 dans le géant d'Are (Suède).

Ainsi, il redevient ce prétendant sérieux au titre mondial des deux disciplines techniques qu'il met en jeu à Schladming après le doublé olympique de Lake Placid et le choix d'une licence « B » (c'est-à-dire l'autorisation d'exploiter commercialement son nom). Stenmark avait semblé avoir un moins grand appétit de victoire. Il apparaissait désormais avec une fiancée et il boudait l'entraînement. Deux indices qui, pour beaucoup, signifiaient un déclin certain. Stenmark se contentait de répondre qu'il skiait toujours bien, mais que ses rivaux étaient de plus en plus forts. De surcroît, il fut sévèrement critiqué pour ne pas avoir tenté sérieusement sa chance en descente (trente-quatrième à Kitbühel en janvier 1981 pour son unique tentative en vitesse) laissant ainsi échapper toute chance de succès au classement combiné de la Coupe du monde. En fait, comme la plupart des grands champions qui sont depuis longtemps sous pression, il a éprouvé le besoin de « *lâcher la vapeur* » afin de mieux pouvoir se concentrer sur le dernier grand objectif de la carrière : un troisième doublé spécial géant aux championnats du monde. Ces apparitions relativement modestes au début de la saison — troisième à Aprica et septième à Cortina en géant ; deuxième à Madona et troisième à Cortina en spécial — avaient fait planer un doute sur sa capacité à tenir cette gageure. Voilà pourquoi ses supporters lui faisaient fête.

### Lamotte septième

Mais pour quelle raison Patrick Lamotte avait-il droit aux mêmes faveurs. Parce que le Français, qui aura vingt-quatre ans le 12 janvier, a concrétisé avec sa septième place les espérances des entraîneurs nationaux dans un certain redressement du ski masculin. Depuis deux saisons, aucun protégé de Jean Béranger ne s'était classé dans les dix premiers d'un slalom de Coupe du monde. Certes, un septième temps n'est ni une victoire, ni même une place d'honneur. Mais, pour les dirigeants, c'est la preuve que les coureurs nationaux peuvent rivaliser valablement avec les quinze meilleurs étrangers. D'autant qu'avant de chuter dans la seconde manche, l'enfant du pays, Yves Tavernier, avait réalisé le sixième « chrono » du premier parcours.

Lamotte n'est pas à proprement parler une révélation. Il a été sélectionné comme espoir en 1975. Depuis, il a traîné sa dégaine de beatnik des neiges entre les groupes 1 et 2 de l'équipe de France avec, suspendue au-dessus de sa tête, la menace d'un renvoi chez ses parents, restaurateurs à Courchevel. Marginal dans un milieu montagnard conformiste, Lamotte pense pourtant que cette saison, quelque chose a changé dans l'équipe. Les performances des coureurs à l'entraînement sont bonnes. Restait à vaincre la peur de mal faire qui semblait bloquer les Français, comme une voiture par un frein à main. La « boule », ce paquet de nerfs noués, indifféremment localisée dans la gorge ou les tripes, a été résorbée.

Confiant dans ses possibilités, Lamotte a attaqué et il est passé. Sa septième place va lui permettre de se rapprocher de la première série. Il ne se sent pas seul. D'autres garçons à côté de lui sont capables de faire aussi bien. Les entraîneurs approuvent avec un sourire entendu, murmurant même des noms : Pouguet, Verneret, Rey...

Lamotte, hirondelle du printemps du ski alpin français ? Bien avant lui, Muffat et Bouvet, notamment, avaient fait naître les saisons passées des espoirs trop vite déçus. Mais pour l'heure, autour de Jean Béranger, on ne voulait retenir que les raisons d'espérer. Aussi fêtait-on Lamotte sans bouder le plaisir de ce petit succès et sans pouvoir s'empêcher de rêver à quelques médailles en championnat du monde. Incorrigible optimisme ? De toute façon, Ingemar Stenmark a donné un rendez-vous de réalisme à tout le monde à Schladming.

ALAIN GIRAUDO.

## AUTO-MOTO

# Paris-Dakar : l'aventure en deuil

Une journaliste de l'hebdomadaire *le Point*, Ursula Zentsch, a trouvé la mort dans la nuit du samedi 9 au dimanche 10 janvier entre Timeaouine et Gao, dans la neuvième étape du quatrième Rallye Paris-Alger-Dakar.

Ursula Zentsch assurait le reportage de la course pour notre confrère *le Point*, coorganisateur du rallye avec Europe 1. Le numéro de ce lundi publie le dernier article d'Ursula Zentsch : elle suivait l'étape à bord du camion de ravitaillement en essence, qui s'est retourné à une centaine de kilomètres au nord de Gao (Mali), et elle a été tuée sur le coup.

Avec la disparition de notre consœur, c'est le deuxième accident mortel qui se produit cette année sur le rallye. Un motard néerlandais, Bert Oosterhuis, était décédé, jeudi 7 janvier, quelques heures après une chute entre Bordj-Omar-Driss et Tamanrasset.

L'an dernier, trois journalistes italiens qui rejoignaient la course avaient également trouvé la mort et en 1979 un jeune motard s'était tué hors course à Agadès.

La cascade d'accidents qui viennent de se produire en quelques drame Outre l'accident mortel dont aurait été victime un jeune Malien renversé par une voiture, la course a fait d'autres blessés. Parmi les concurrents, Christophe Neveu s'est cassé le bras droit lorsque son Range-Rover s'est retourné dans le sable ; Alberto Reverberi, dont le Daihatsu s'est également retourné, souffre des vertèbres dorsales ; Charles Dupas, membre de l'organisation, a effectué un tonneau à bord de son Toyota : il souffre d'une fracture à la base du crâne ; le Japonais Kazori s'est cassé une jambe à la suite d'une chute Tous les blessés ont été rapatriés par avion sanitaire.

La cascade d'accidents qui vient de se produire en quelques jours ne pose pas de difficultés à SOS-Assistance, dont la mission est de veiller au rapatriement des blessés. La société a déjà envoyé trois avions sanitaires, mais son directeur, M. Delamare, estime que « *ce rallye prend une tournure médicalement inquiétante* ».

Les polémiques à propos de l'utilité de l'épreuve ne manquent pas d'être ravivées.

Thierry Sabine, l'organisateur, répète inlassablement que « *tous ceux qui forment la caravane à n'importe quel échelon savent les risques qu'ils encourent* ». De son côté, Christophe Neveu explique que, « *cette année, il y a beaucoup d'« usines » à côté d'amateurs plus ou moins éclairés qui se piquent au jeu et veulent rivaliser avec nous* ».

Dans son article, Ursula Zentsch commence ainsi : « *Quand on répond à l'appel du désert sur deux, quatre ou six roues, il faut, en principe, s'attendre à tout. Et surtout de la casse.* »

[Née le 1er mars 1941, à Berlin, Ursula Zentsch est entrée au *Point* à la création de l'hebdomadaire en 1972. Elle est reporter au service « société » et une spécialiste des questions allemandes. En 1980, elle participe à la troisième édition du rallye Paris-Dakar.]

## BOBSLEIGH A DEUX

# Costerg-Broche champions de France sur route

De notre envoyé spécial

Macot-La Plagne (Savoie). — *L'équipage Christian Costerg-André Broche (Macot) a remporté, dimanche 10 janvier, le championnat de France sur route de bobsleigh à deux ; il a parcouru les deux manches, sur une piste de 1 300 mètres d'une déclivité de 144 mètres, dans le temps total de 3 min. 22 sec. 69 (1 min. 36 sec. 49 + 1 min. 46 sec. 20). Gérard Christaud-Pierre Luquet (Voiron) ont pris la deuxième place en 3 min. 28 sec. 29 (1 min. 36 sec. 19 + 1 min. 52 sec. 10) sur un prototype, tandis que Bernard Granger-Henri Sirvain (Thônes) se sont classés troisièmes en 3 min. 29 sec. 62 (1 min. 46 sec. 32 + 1 min. 43 sec. 36).*

*Les championnats d'Europe de bobsleigh à deux et à quatre auront lieu à Leysin (Suisse), du 20 au 24 février.*

### *Une petite famille*

On était en petit comité, samedi 9 et dimanche 10 janvier, sur les pentes de Macot-La Plagne. Une soixantaine de spectateurs regroupés près de la ligne d'arrivée, guère plus d'une centaine le long de la piste, pour voir quarante et un bobsleighs « *se planter* », « *se viander* » dans les banquettes, véritables murs de neige de 2 mètres de hauteur. Le championnat de France de bobsleigh est bien une affaire de famille.

En France, le « bob » ne se pratique que dans les Alpes ; cinq villes ou villages possèdent un club : Paris, Voiron, Thones, Briançon et Macot. Au total, deux cents licenciés sont inscrits à la fédération des sports de glace et on ne compte que trois pistes sur route : Manigot, Briançon et Macot.

Une affaire de famille ? On n'en doute plus quand retentit un chaleureux « *bonjour monsieur le curé* » lancé par l'un des organisateurs au titulaire de la paroisse de Macot. L'ancien bobeur est venu assister, comme chaque année, à ce qui était un événement avant que le ski ne prenne sa dimension actuelle. « *Une bonne partie de rigolade* », précise-t-il. Aujourd'hui, rien n'a changé, si ce n'est le décor. On se retrouve entre gens qui ont en commun le goût du risque et du bien-vivre.

Toutes les conditions n'étaient pourtant pas réunies pour faire de ces deux journées un événement sportif. La neige était tombée en abondance, mais le thermomètre s'était bloqué à 0 °C. Certains envisageaient même de renoncer à l'organisation de ce championnat plutôt que de le faire disputer sur une piste insuffisamment gelée.

Tributaire des conditions atmosphériques, le bobsleigh l'est aussi de la piste et de la mécanique.

« *Espérer obtenir une médaille dans une compétition internationale sans avoir au moins un circuit où on puisse travailler, prête à sourire* », souligne M. Jacques Christand président du Comité national de bobsleigh. Depuis 1968, année des Jeux de Grenoble, les bobeurs courent après leur piste. Des crédits ont été votés pour en construire une de 400 mètres à Thones, qui sera réfrigérée artificiellement. Son coût s'élèvera à près de 5 millions de francs.

Les responsables nationaux ont une autre raison de se réjouir : la construction, par un spécialiste de Voiron, charbonnier de son état, d'un prototype, qui améliore le dispositif de freinage. Situé au centre du bob, ce système agit du côté droit et du côté gauche et devrait permettre désormais de mieux négocier les visages serrés.

Cette amélioration ouvre des perspectives nouvelles pour le bob français qui ne bénéficie pas des moyens financiers des Suisses ou des Allemands. Car jusqu'ici tous les constructeurs ont dû mettre la clé sous la porte en raison du coût de ces petits monstres : 25 000 F pour un bob de piste artificielle, 15 000 F pour un bob de route. Derniers survivants, deux artisans italiens de Cortina d'Ampezzo chez qui les coureurs vont s'équiper aujourd'hui. Une situation qui a toutes les chances de se prolonger quand on sait que deux grandes firmes de l'industrie automobile, General Motors et Opel, ont dû renoner à mettre sur le marché des bobsleighs considérés comme « *trop dangereux* ».

GILLES MARTINEAU.

## PATINAGE DE VITESSE

# Une nouvelle locomotive pour les Français

De notre correspondant

**Grenoble. — Hans Van Helden a remporté, le dimanche 10 janvier, à Grenoble, le titre de champion de France de sprint en patinage de vitesse. Nettement en tête dans les deux épreuves disputées sur 1 000 mètres, il a réalisé, le samedi, le temps de 1 min. 18 sec. 26 et approché de 3/100 de seconde le record de France détenu par le Chamoniard Emmanuel Michon. Van Helden s'est, en revanche, incliné à deux reprises sur 500 mètres où Michon fut le meilleur en 39 sec. 47. Au total des points, Van Helden devient champion de France des sprinters. Il met ainsi un terme à la nette domination qu'exerçait, depuis six ans, sur courte distance, le patineur chamoniard.**

**Hans Van Helden et son épouse, Marie-France Vivès, avaient très largement dominé les seizièmes championnats de France de patinage de vitesse sur longue distance qui s'étaient déroulés les 2 et 3 janvier sur l'anneau olympique de Grenoble. L'ancien patineur néerlandais, naturalisé français depuis six mois, avait pulvérisé les records de France des 1 500, 5 000 et 10 000 mètres. Il a ainsi amélioré de plus de trente-cinq secondes le précédent record du 10 000 mètres qu'avait établi, en 1978, le Grenoblois Olivier Belle — champion de France de 1978 à 1980 — en 15 min. 57 sec. 60.**

Dans les quatre distances courues, à Grenoble, dont le 500 mètres, Hans Van Helden a relégué loin derrière lui les autres membres de l'équipe de France. « *Nous sommes persuadés qu'il fera une extraordinaire locomotive pour nos patineurs, qui découvrent d'ailleurs depuis six mois son acharnement au travail et comment il fallait souffrir pour parvenir au niveau qu'il a atteint à trente-trois ans* », explique M. Serge Bocquet, président du comité national de patinage de vitesse.

Vice-champion d'Europe en 1976, deux fois médaillé de bronze aux Jeux olympiques de 1976 sur 1 500 et 5 000 mètres, recordman du monde la même année des 1 500 et 5 000 m, Hans Van Helden avait quitté cette année-là l'équipe néerlandaise à la suite de différends qui l'opposaient aux dirigeants de sa fédération. Pendant trois ans, il a continué à s'entraîner, et il compte pouvoir figurer en bonne position lors des prochains championnats d'Europe et du monde de patinage de vitesse. Un bon classement cette année de Hans Van Helden donnerait ainsi à la France la possibilité de présenter deux patineurs lors des principales épreuves internationales qui se dérouleront en 1983.

Quant à sa jeune épouse, Marie-France Vivès, vingt-deux ans, elle n'a pas eu de mal, cette année encore, à distancer ses principales adversaires sur 500, 1 000, 1 500 et 3 000 mètres. Et pourtant Mme Helden-Vivès courait alors qu'elle était enceinte depuis cinq mois.

Cette jeune « famille » détient à elle seule tous les records de France de patinage de vitesse *all round*. Avec ses cinq cents licenciés répartis dans une vingtaine de clubs, ce sport se développe très lentement en France. Le fait qu'il existe qu'un seul anneau de vitesse, ouvert à peine soixante jours par an, n'explique pas à lui seul le faible engouement pour cette discipline astreignante et difficile. Les dirigeants et les entraîneurs réclament depuis des années, mais sans succès, un ou deux nouveaux anneaux de vitesse dans la région parisienne et dans le nord de la France.

Le coût de cet équipement et son entretien semble dissuasif pour nombre de municipalités. En 1968, la construction de l'anneau de Grenoble avait coûté 10 millions de francs. L'an dernier, sa mise en glace pendant soixante jours est revenue à 500 000 francs. Toutefois, les seizièmes championnats de France ont démontré paradoxalement qu'un club — l'Union sportive de Fontenay, — qui pour s'entraîner ne dispose pas de cet équipement coûteux, mais d'une patinoire de 60 mètres sur 30 mètres, pouvait détrôner le club des sports de Grenoble, détenteur du titre de champion de France par équipe depuis sept ans et qui dispose à lui seul de l'anneau olympique.

CLAUDE FRANCILLON.



# LES RÉSULTATS

## *Basket-ball*

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Quinzième journée)

| | |
|---|---|
| *Limoges b. Vichy | 105-83 |
| Le Mans b. *Challans | 83-73 |
| Antibes b. Mulhouse | 80-77 |
| *Orthez b. Avignon | 94-87 |
| *Villeurbanne b. S.F. Evry | 94-83 |
| *Roanne b. Tours | 96-83 |
| *Monaco b. Caen | 76-72 |

Classement. — 1. Limoges, 42 pts ; 2. Le Mans, 39 ; 3. Monaco, 35 ; 4. Villeurbanne, Orthez, 34 ; 6. Tours, 33 ; 7. Antibes, 32 ; 8. S.-F.-Evry, 27 ; 9. Vichy, 26 ; 10. Avignon, Roanne, Mulhouse, 25 ; 13. Caen, 24 ; 14. Challans, 19.

## *Biathlon*

CHAMPIONNAT DE FRANCE

*Deux jours après avoir remporté le titre des 10 kilomètres, le douanier vosgien Christian Poirot a réussi le doublé en gagnant le championnat de France des 20 kilomètres sur la piste de Lispach (Vosges).*

## *Football*

COUPE DU MONDE

*La Nouvelle-Zélande, victorieuse de la Chine par 2 buts à 1, en match d'appui, le 10 janvier à Singapour, est le vingt-quatrième et dernier pays qualifié pour la Coupe du monde 1982, dont le tirage au sort aura lieu le 16 janvier à Madrid.*

## *Natation*

*La réunion de Gainesville (Floride) a donné lieu à cinq nouvelles meilleures performances mondiales en bassin de 25 mètres par l'Allemande de l'Est Caren Metschuck sur 50 mètres (25 sec. 28/100) et sa compatriote Ute Geweniger sur 200 mètres brasse (2 min. 28 sec. 17/100), par le Canadien Victor Davis sud 200 mètres brasse (2 min. 11 sec. 54/100) et par les équipes américaines de relais 4 × 100 mètres quatre nages masculine (3 min. 39 sec. 96/100) et féminine (4 min. 6 sec. 43/100). Dimanche, l'Allemande de l'Est Caren Metschuk a réalisé 54 sec. 55/100 sur 100 mètres, sa compatriote, Petra Schneider, a mis 15 min. 43 sec. 31/100 au 1 500 mètres et l'Américaine Graig Beardsley a nagé le 200 mètres papillon en 1 min. 58 sec. 1/100.*

*Trois meilleures performances françaises ont également été battues, par Frédéric Delcourt sur 200 mètres quatre nages (2 min. 5 sec. 90/100) et sur 200 mètres dos (? min. 77/100) et par Frank Iacono sur 800 mètres (8 min. 10 sec. 54/100).*

## *Rugby*

CHAMPIONNAT DE FRANCE
POULE A
(onzième journée)

| | |
|---|---|
| *Bayonne b. La Voulte | 28-3 |
| *Oloron b. Béziers | 18-9 |
| *Nice b. Castres | 30-15 |
| *Brive b. Biarritz | 8-3 |
| *Toulon b. Avignon | 26-18 |

Classement : 1. Bayonne, 29 pts ; 2. Brive, Nice, 25 ; 4. Béziers, Toulon, 23 ; 6. La Voulte, 22 ; 7. Oloron, 21 ; 8. Biarritz, 19 ; 9. Avignon, 17 ; 10. Castres, 16.

POULE B

| | |
|---|---|
| *Aurillac b. Romans | 34-9 |
| *La Rochelle et Carcassonne | 10-10 |
| Bagnères b. *Mont-de-Marsan | 36-6 |
| *Tarbes b. Thuir | 45-6 |
| Grenoble b. *Bourg | 16-6 |

Classement : 1. Grenoble, 29 pts ; 2. Tarbes, 28 ; 3. Aurillac, 25 ; 4. La Rochelle, 24 ; 5. Romans, 21 ; 6. Bourg, Carcassonne, 20 ; 8. Mont-de-Marsan, Bagnères, 19 ; 10. Thuir, 14.

POULE C

| | |
|---|---|
| Bègles b. *Montauban | 10-9 |
| Albi b. *Narbonne | 16-12 |
| *Lourdes b. Agen | 12-4 |
| Dax b. *Mazamet | 19-0 |
| *Valence b. Boucau | 22-10 |

Classement : 1. Dax, 27 points ; 2. Lourdes, 26 ; 3. Agen, 25 ; 4. Bègles, 22 ; 5. Montauban, Narbonne, 21 ; 7. Boucau, Valence, 20 ; 9. Albi, 19 ; 10. Mazamet, 17.

POULE D

| | |
|---|---|
| *Perpignan b. Tulle | 37-9 |
| Pau b. *Tyrosse | 20-15 |
| *Nîmes et Montferrand | 6-6 |
| *Graulhet b. Angoulême | 16-15 |
| *Périgueux b. Toulouse | 15-10 |

Classement : 1. Angoulême, Toulouse, Montferrand, Pau, 24 points ; 5. Graulhet, Perpignan, 23 ; 7. Tulle, 21 pts ; 8. Nîmes, 20 ; 9. Tyrosse, 19 ; 10. Périgueux, 18.

## *Ski de fond*

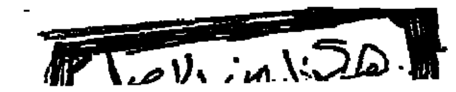
*Le Norvégien Pal Gunnar Mikkelsplass a gagné, à Reit-im-Winkl (R.F.A.), la première épreuve comptant pour la Coupe du monde devant son compatriote Holte et le Suédois Wassberg. Le Français Jean-Paul Pierrat a terminé cinquième à 45 secondes.*

## *Volley-ball*

*Asnières a battu l'équipe espagnole de Turavia par 3 sets à 0 (17-15, 15-4, 15-9) en match aller des demi-finales de la Coupe de la confédération européenne.*







AUTO-MOTO

Paris-Dakar : l'aventure en deuil

LES RÉSULTATS

Halte au Vol

Le Monde

# culture

## THÉATRE

« SAINT-SIMON LE VOYEUX », AU ROND-POINT

### Un fou rire noir

Long, bien découpé, souple, l'acteur Serge Maggiani, sous ses boucles noires, présente un visage d'une architecture accentuée et régulière, plutôt byzantin. Les yeux brûlent. Et, à regarder cet acteur, s'impose dès l'abord un qui-vive. Une inquiétude comme animale : immobilité absolue de qui ne brise pas le silence, de qui scrute le silence. Brefs regards obliques. Flash imperceptible d'une patte qui s'est dressée, qui reste comme ça, en l'air.

Vie fragile, solitude immatérielle, fauve à l'affût, sur la défensive. La meute court plus loin, elle a perdu la piste. La forêt ne bouge pas. Mais le retrait et le *guet*, *sur scène de Serge* Maggiani, pourraient aussi bien être ceux du fou, à l'écart des autres, sous le préau de l'hospice, qui écoute et regarde ses imaginations, tendu comme une corde d'alto.

#### Un éclair de phrase

Et puis se produit impromptu quelque chose comme un courant d'air. Dans la tête, sûrement. Une légère saute de vent, qui a fait s'élever une note. Deux notes.

C'est un éclair de phrase, qui *vient de nous passer devant. En voici* une autre. Secousses sèches du corps de l'animal, de l'acteur, à gauche, à droite. Crispations courtes.

Le voile de silence se dissout ; apparaissent à présent, distinctes, des lignes continues de paroles, c'est une page de Saint-Simon.

C'était donc bien une solitude, une folie. Histoires abracadabrantes, coutumes de cour aberrantes, portraits de monstres, délires, chimères, la vie de tous les jours à Versailles ou à Saint-Cloud, pout cela raconté au petit bonheur, dans une langue qui court la campagne. Les Mémoires de Saint-Simon : l'une des aventures les plus libres, les plus inventives, de tant de siècles de parole française.

Le don de parole absolu, comme on dit *l'oreille absolue*.

Les yeux, les membres, de l'acteur Serge Maggiani, *réagissent* à cette chanson de mots, de folies, qui s'échappe de ses dents, comme à son insu. Les figures anormales de la langue de Saint-Simon, son monde à l'envers, *gagnent* l'anatomie et la dynamique de ce corps d'acteur qu'ils traversent, qu'ils empruntent. Les pas se désynchronisent. Le regard se déhale entre plusieurs exils. Le tout de la conduite connaît une arythmie. Tout cela doucement, dans le calme. On dirait un phénomène d'éclipse, les anomalies de conscience, de langage, de conduite physique, se superposant d'elles-mêmes, formant une lumière noire.

Spectacle sans précédent, très beau, d'une fascination entière, et qui suscite un fou rire intérieur. Serge Maggiani, qui l'a conçu, a été « mis en scène » par Daniel Berlioux et Catherine Dasté ensemble.

Attention ! Cet événement hors du commun ne va plus avoir lieu qu'à quatre reprises.

En sortant de là, il est physiquement impossible de ne pas avoir envie de se jeter sur Saint-Simon. Une édition est disponible en librairie, chez Ramsay.

MICHEL COURNOT.

* Théâtre du Rond-Point (Maison internationale du théâtre) : les 12, 13, 14 et 15 janvier, à 18 h. 30.

*« Quoi qu'on fasse, on casse »*, au Théâtre de la Ville

### L'habit fait le cadre

Les métiers de marketing et de publicité, d'une manière générale les métiers de vente, ont créé un type d'hommes : des camelots voyageurs qui passent leur temps à courir les congrès et les foires, pour donner envie d'acheter des objets miniature, ou géants peu importe. *Ils* n'en connaissent que les maquettes, les photos sur prospectus et le prix. Ils ont à jouer des rôles adaptés aux acheteurs éventuels. Ils vivent à disposition, dans l'éventuel, l'instabilité. Le temps de leur vie ne leur appartient pas, ils n'en décident pas l'organisation et, quand ils sont au repos, ils se sentent inexistants comme des personnages de théâtre sans comédiens pour les habiter, entre deux représentations.

Ils parlent un langage particulier, abstrait, familier mais inutile dans tout autre domaine que le leur. Quelques mots, quelques signes (attaché-case, cravate club, loden),quelques traits (angoisse – ou stress – existentielle en forme de courbe statistique, vie familiale sacrifiée, infarctus menaçant) suffisent à les représenter, à représenter le monde moderne puisqu'ils sont nés du développement de nos sociétés et sont impensables ailleurs.

Pour toutes ces raisons, cette catégorie socio-professionnelle fascine les scénaristes et les dramaturges, d'autant plus qu'elle forme une bonne partie du public payant. L'effet miroir facilite le contact. Le théâtre anglo-saxon aime raconter les petites histoires quotidiennes, drôles et émouvantes de ces « gens ordinaires », le fait habilement, *sans* imprévu. Toute la question est de savoir qui va être quitté par sa femme, ou mourir d'une crise cardiaque. La crise cardiaque estle suspense de *Quoi qu'on fasse, on casse*, de l'Anglais Michael Frayn,adapté par Luc André, que Jean Mercure a mis en scène et joue au Théâtre de la Ville. Il est un patronsémillant, et bien entendu obsédé par son métier. L'action se passe dans le cadre habituel d'un de ces hôtels faits exprès pour les affaires pendant la foire de Francfort, ce qui permet d'habiller la traditionnelle jeune fille délurée en hôtesse, étudiante court vêtue, puis jeans collants, et d'introduire une touche d'histoire contemporaine, plus le symbole de la société qui s'écroule, avec des bruits de bombes et d'attentats.

Les personnages sont bien campés. L'éventail est varié : le collègue rival, jovial (Bernard Véron) le jeune mari pur et fidèle (Olivier Lebeaut) le cavaleur (Pierre Vernier) le vieil ami dévoué (Paul-Emile Deiber) la secrétaire non moins dévouée (Colette Brosset) qui mène une existence terne et passe une nuit d'amour avec le sémillant patron.

Mais Jean Mercure est trop fragile et ce type de théâtre exige une crédibilité immédiate. Les ambiguïtés peuvent venir ensuite. Michel Piccoli, par exemple, de film en film y est passé maître, et on pourra le déplacer d' *Une étrange affaire (le Monde* du 26 décembre) jusqu'au Théâtre de la Ville sans rien changer à la pièce de Michael Frayn. On pourrait même garder les arrière-plans homosexuels en mettant sur le compte d'un blocage psychique le malaise après la nuit d'amour. Michel Piccoli est tellement parfait qu'un jour on dira peut-être un Piccoli pour désigner un patron de choc.

COLETTE GODARD.

★ Théâtre de la Ville, 20 h 30.

## MUSIQUE

### *La correspondance de Chopin*

*(Suite de la première page.)*

A cela s'ajoutent cent cinquante lettres adressées au compositeur par sa famille, certains de ses amis et la plupart des célébrités de son temps, et une cinquantaine de lettres que les contemporains ont échangées à son sujet. L'importante préface de B.E. Sydow se borne à indiquer les sources ou le sort réservé à certaines lettres (celles de George Sand en particulier, soustraites à la censure russe mais brûlées par l'auteur), à mettre en doute l'authenticité de celles adressées à la comtesse Potocka et à l'examen critique des recueils parus à ce jour, mais on n'y trouvera aucune trace d'apologie, aucune tentative pour dégager la personnalité de Chopin telle qu'elle va se dessiner au cours de ces mille et quelques pages, et c'est peut-être mieux ainsi.

La destinée des correspondances veut qu'on ne les lise presque jamais dans l'ordre chronologique. On procède toujours plus ou moins au hasard des pages ouvertes puis, d'un renvoi à l'autre, on pénètre peu à peu dans le labyrinthe des correspondants, dans l'intimité de l'auteur, dans le mode de vie de son époque enfin : Saint-Simon, Lamennais, les aspirations républicaines, le mouvement romantique (vu de l'intérieur)... Dans les lettres qu'il adresse à sa famille, Chopin donne des nouvelles de la vie parisienne à laquelle il assiste en spectateur perspicace et ironique. A Julien Fontana, qu'il charge de ses intérêts auprès des éditeurs lors de son séjour à Majorque, ce sont des missives pleines de violence contre la malhonnêteté et le mercantilisme de Schlesinger, de Pleyel ou de Probst ; au passage, il s'en prend à Clara Wieck, dont il admire le talent par ailleurs, d'avoir choisi de jouer son étude sur les touches noires... *« Que n'est-elle restée tranquille ! »*, conclut-il brutalement. Ceux qui s'attendraient à trouver l'écho d'une existence souffreteuse, dominée par la maladie, ainsi qu'on s'est plu à la décrire, seront vite déçus ; si Chopin fait allusion à sa santé, c'est souvent par dérision tandis que, dans son entourage, ses amis se font part mutuellement de leurs inquiétudes. En revanche, les billets de Delacroix à propos de bottes à commander et de bottier à recommander sont là pour témoigner, s'il le fallait encore, que les artistes romantiques gardaient les pieds sur terre.

D'ailleurs, d'une façon générale, Chopin parle aussi peu que possible de lui-même ou de son art. Que ce soit dans sa propre langue ou en français, son style est toujours vif et d'une justesse de ton qui contraste avec l'affectation littéraire de George Sand dont chaque phrase semble déjà mûre lorsqu'elle tombe. La phrase de Chopin est courte, nerveuse comme il l'était lui-même ; elle va au but sans détour, avec une sorte de spontanéité bondissante qui retient immédiatement l'attention. En outre, il excelle à imaginer en français des formules qui n'appartiennent qu'à lui.

Que ceux qui craignent de voir réduit aux dimensions humaines le héros dont ils célèbrent la mémoire soient rassurés : ni ange ni voyou, ni sylphe ni butor, Chopin s'est contenté d'être un homme dans le meilleur sens du mot, mettant *« un peu d'art dans sa vie et de vie dans son art »*. De la lecture de sa correspondance, il ne sort ni diminué ni grandi : il devient soudain plus vrai et cependant familier ou réservé, il reste insaisissable.

GÉRARD CONDÉ.

★ Correspondance intégrale de Chopin en trois volumes, 1 120 pages, édité par la Revue musicale, 7, place Saint-Sulpice, 75006 Paris. Prix de souscription jusqu'au 31 janvier : 360 francs (puis 450 francs).

« LE PALAIS DE JUSTICE » A L'ODÉON

### Documentaire

Il est bien d'aller voir du côté du *Palais de justice* que montre, au grand complet, l'équipe du Théâtre national de Strasbourg (*le Monde* du 3 novembre) pour quatre ou cinq choses, neuf ou dix détails qui transforment en spectacle impeccable cet absolu « non spectacle ». Il y a d'abord les lumières qui forcent le théâtre à l'italienne à devenir la chambre correctionnelle de Strasbourg. A point donné, le soleil du dehors ne se faisant plus assez oublier, l'huissier baisse le store de ce local républicain, plus vrais que nature ; un décor de série télévisée, image d'Epinal blanchie au néon, également éclairée au moyen d'un lustre identique à ceux qui pendent au-dessus des rangées de sièges, et auxquels d'ordinaire le spectateur ne prête pas attention.

Parmi les cinq détenus assis dans le box, un gaillard ne cesse de s'adresser aux amis présents dans la salle, il parle l'alsacien, et on ne distingue pas les mots qu'il prononce. Les avocats bavardent ou compilent à la hâte leurs dossiers. Trois agents s'ennuient en attendant le moment où, de nouveaux utiles, ils passeront les menottes aux condamnés. L'Alsacien est joué par André Wims, parfait comme d'habitude.

Ils sont tous rudement exacts, des gens du milieu, professionnels, prévenus ou accusés. Silence, madame la présidente est entrée. Evelyne Didi a pris entre deux assesseurs muets sa place de juge. Son ton, ses attitudes, les expressions de son visage seront à tout instant d'une parfaite justesse. La troupe du T.N.S. a dû observer longtemps et attentivement les poses, les tics et les regards des acteurs du spectacle offert par toute audience en correctionnelle.

C'est un film aux qualités de documentaire qui est ici proposé, restituant même dans leur durée les lassitudes, les longueurs, les plages d'ennui que réservent les cas sans intérêt. Rien n'est laissé au hasard et surtout pas la pose des mains, l'allure du dos de ceux qui sont appelés à la barre. Tout incident est reconstitué avec sa fonction d'incident. C'est-à-dire ramené à une ahurissante banalité. Il y a ici la démonstration sans faille des vertus du vérisme et de ses limites. Pas de caricature, ou à peine. Point de reflet déformant ni d'exagération censée plaire. Et pourtant, dans d'infimes interstices se glisse le théâtre. C'est ce qui, par exemple, lorsqu'Evelyne Didi quitte la salle, son « boulot » fini rend soudain émouvantes ses chaussures, ses chevilles. On peut donc aller à l'Odéon tout aussi bien qu'au Palais de justice.

MATHILDE LA BARDONNIE.

★ Odéon, 20 h 30.



## PHOTO

*HOMMAGES A LUCIEN AIGNER*

### Paris et New-York

Lucien Aigner vient d'avoir quatre-vingts ans, et la Ville de Paris lui rend un tardif hommage, comme pour le remercier d'avoir été, dans le Paris des années 30, un bon artisan de la photographie, attentif et persévérant.

Comme Kertész, Lucien Aigner est né hongrois, mais il n'a pas la même place dans l'histoire de la photographie : ce n'est pas tout à fait un hasard *s'il a été longtemps oublié*, d'abord il y a la fameuse histoire de la valise de négatifs perdue puis providentiellement retrouvée des dizaines d'années plus tard ( *le Monde* du 9 décembre 1980), ensuite, il a fallu que le temps passe, coule sur ces photographies pour les lustrer un peu, les décaper de leur banalité.

Pus qu'à Kertész, d'ailleurs, c'est à deux autres figures de la photographie qu'on pense en voyant ses clichés au musée Carnavalet : Robert Doisneau et Erich Salomon. Comme Doisneau, Aigner photographie les petites gens de la rue, les clochards, les vendeurs de ballons, les joueurs de cartes au *bois de Boulogne, mais* il est plus prosaïque, d'un charme moins évident. Comme Salomon, il saisit des scènes de la vie politique ou d'affaires, un discours du président Herriot, de Léon Blum à la tribune du congrès socialiste, un gala à l'Opéra, mais il n'a pas sa rigueur mystérieuse.

Les photos d'Aigner ont pour elles le fourmillement, de lieux, de visages, de diversités. On s'amuse de ce coq-à-l'âne permanent, de passer avec lui d'un meeting communiste à une démonstration athlétique, d'une cabine d'essayage pour mannequins chez Paquin à un concours de bicyclettes historiques. Chaque fois, on doit avoir recours à la liste des légendes pour saisir les photos, et là elles avouent une faiblesse, c'est qu'elles ont d'abord été faites pour être des illustrations d'articles, et elles conservent fortement ce caractère illustratif. Qui est cette dame si élégante enfoncée dans ses plaids ? Une centenaire et sa dame de compagnie. Que regarde donc ce couple dans une vitrine avec ses faces-à-main ? Peu importe, Aigner ne s'en souvient plus, il légende *« couple élégant de province à la gare Saint-Lazare »*. Que font ces hommes en costumes à encercler un Christ à lunettes et en peignoir de bain ? Une démonstration de fakirisme au Club du Faubourg. Les allées et venues entre les images et leurs « clefs » ne créent qu'un intérêt cocasse, qui se fatigue vite.

Viviane Esders, elle, a choisi d'exposer le travail qui a fait suite à celui sur Paris, c'est-à-dire le New-York *des années 40. Dès 1939*, Aigner s'installe à New-York et fait des reportages pour la presse américaine. Est-ce son déplacement à lui, ou notre déplacement à nous aujourd'hui devant ces photos, elles nous semblent plus acérées, moins anecdotiques que les photos parisiennes. Même diversité de lieux, entre une école de maintien et le repaire d'une astrologue. Mais cette fois dans la rue, et souvent au flash, devant des visages anonymes de marins, d'étudiants, d'enfants, de livreurs de glace *ou d'agents de police, c'est en frère* de Weegee qu'Aigner s'exerce à la photographie.

HERVÉ GUIBERT.

★ Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris-3e, et galerie Viviane Esders, 12, rue Saint-Merri, Paris-4e. Jusqu'au 30 janvier.

### « Oxydations » à Beaubourg

**Dans un de ses fragments, Novalis écrit : « La vie est une oxydation forcée. » En 1978, dans la halle de l'ancien marché au poisson de Hambourg, Vera Lehndorff et Holger Trülzsch mettent en scène ce principe énigmatique. Le corps d'une femme, nue et rasée, se fond, à force de maquillages, peintures, craquelures, écaillures, dans les plinthes suintantes de rouille, se barde de loquets, de lèpres, de baillons de fer, devient fantôme crucifié, réminiscence des tortures concentrationnaires. Tout ça est bien sûr très beau et très sinistre. – H. G.**

★ Salon photos du Centre Georges-Pompidou, 3e étage, jusqu'au 1er février.

## CINÉMA

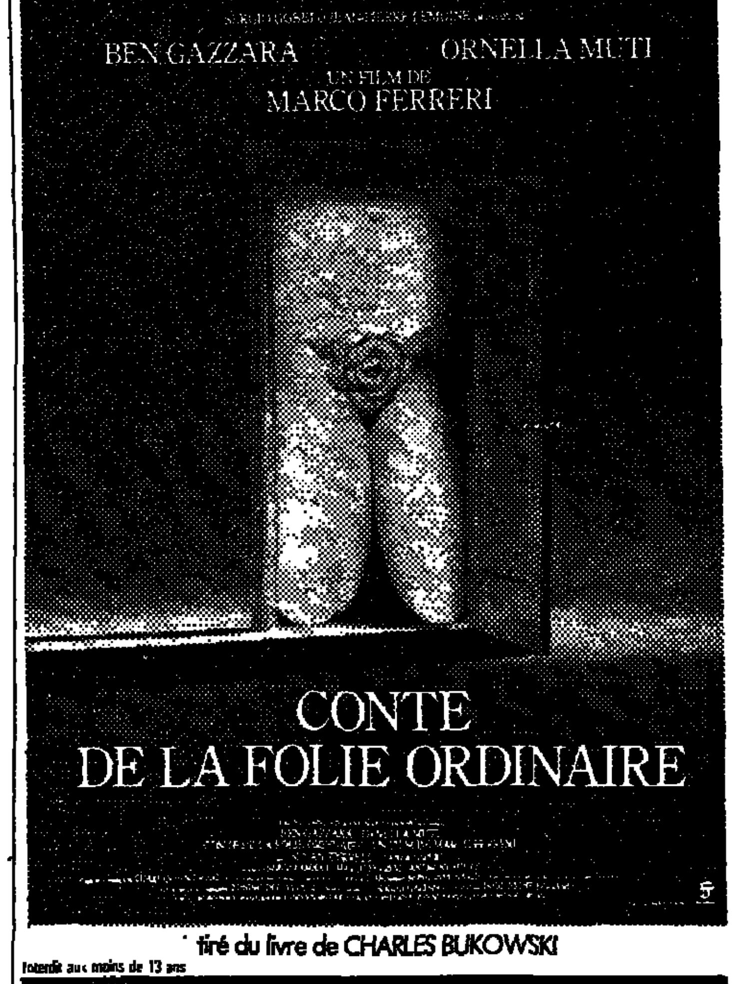
### La Pologne à Saint-Etienne

Les Rencontres internationales de cinéma de Saint-Etienne se sont ouvertes le 9 janvier avec la projection du film d'Andrzej Wajda *Paysage après la bataille*. Présent à la maison de la culture de réalisateur polonais Krzysztof Zanussi a brièvement commenté, pour un public nombreux, cette œuvre où il voit la *démonstration* des effets du stalinisme. Il a ajouté que c'était *faire quelque chose pour la Pologne* que de regarder les films des quelque douze cinéastes polonais qui seront montrés à Saint-Etienne, et *qui permettent*, a-t-il dit, *de comprendre et d'imaginer les expériences et les aspirations des habitants d'un pays*, qui est *tombé dans une nuit profonde*. Participait également à cette soirée le réalisateur Peter Fleishman : en effet les Rencontres internationales, qui dureront jusqu'au 9 février, permettront de voir aussi une soixantaine de fims ouest-allemands.

★ Maison de la culture, 42030 Saint-Etienne cedex. Tél. : (77) 25-35-18.





# SPECTACLES

# théâtres

**LES SPECTACLES NOUVEAUX**

LE CHANTEUR D'OPÉRA, Comédie de Paris, (281-00-11), 20 h 30.
LE COMBAT DE LA MOUCHE, Lucernaire, (544-57-34), 22 h 15.
LE SONGE D'UNE NUIT D'ÉTÉ, Conservatoire d'art dramatique, (246-12-91), 20 h 30.
FRÈRE ET SŒUR, Plaisance, (320-00-06), 20 h.45.

## *Les salles subventionnées et municipales*

**Comédie-Française** (296-10-20) : Andromaque.
**Odéon** (325-70-32), 14 h : Compagnie Jean Nohain.
**Carré Silvia-Monfort** (531-28-34), 20 h 30 : Duchesse d'Amalfi.
**Centre Pompidou** (277-12-33) 19 h : Ivan le Hongrois ; 20 h 30 : Branimir Scépanovic ; Théâtre : 20 h 30 : Els Joglars Olympic man.

## *Les autres salles*

**Bouffes-Parisiens** (296-60-24) : 21 h, Diable d'homme.
**Comédie-Caumartin** (742-43-41), 21 h : Revient dormir à l'Élysée.
**Daunou** (261-69-14), 21 h : La vie est trop courte.
**Essaïon** (278-46-42), salle I, 20 h 30 : la Princesse de Babylone ; 21 h 30 : Attention copyright ; salle II, 18 h 30, Spectacle Guillevic ; 20 h 30 : Monsieur, Monsieur, Monsieur.
**Huchette** (326-38-99), 18 h 30 : André Frère ; 20 h 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h 30 : la Leçon.
**Lucernaire** (544-57-34), Th. Noir, 18 h30 : Yerma ; 20 h30 : Anatole ; 22 h 15 : Elle lui dirait dans l'île ; Th. rouge, 18 h 30 : Lady Ablogues ; salle de concerts, 18 h.30 : Parlons français.
**Marigny** (256-04-41), salle Gabriel, 21 h : le Garçon d'appartement.
**Montparnasse** (320-89-90), 20 h 30 : les Archivistes.
**Nouveautés** (770-52-76) : 21 h, Ferme les yeux et pense à l'Angleterre.
**Roquette** (805-71-51), Petite salle : 20 h 30, Il était trois fois.
**Tai-Th.-d'Essai**, (278-10-79), 20 h 30 : l'Écume des jours.
**Théâtre d'Edgar** (322-11-02) : 22 h, Nous on fait où on nous dit de faire.
**Théâtre dU Marais** (278-03-53) : 20 h 30 : Henri IV.
**Théâtre Noir** (797-85-15), 20 h 30 : les Joies de la vie ; Pardon monsieur.
**Théâtre Présent** (203-02-55), Suzie, pourquoi tu pleures ?

## *Les cafés-théâtres*

**Au Bec fin** (296-29-35), 20 h 15 : Toho Bahut ; 21 h 30 : le Président ; 22 h 45 : Des bigoudis à l'intérieur de la tête.
**Blancs-Manteaux** (887-15-84), I, 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : Des bulles dans l'encrier ; II, 20 h 15 : Jeannot Ribochon arrive ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ?.
**Café d'Edgar** (322-11-02), I, 20 h 30 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 45 : Mangeuses d'hommes ; 23 h 15 : Demain, j'enlève le noir. – II, 20 h 30 : les Moines en folie ; 21 h 45 : C'était ça ou le chômage.
**Connétable** (277-41-40), 22 h : Djalma, J. Arnulf.
**Petit Casino** (278-36-50), 21 h : Douby... be good ; 22 h 15 : T'as pas vu mes bananes ?
**Point-Virgule** (278-67-03), 22 h 30 : Du ronron sur les blinis.
**Théâtre de Dix-Heures** (606-07-48), 20 h 15 : Connaissez-vous cet escabeau ? ; 21 h 30 : Il en est... de la police ; 22 h 30 : Teleny.
**Vieille-Grille** (707-60-93), 20 h 30 : Voyager ; 22 h 30 : J.-M. Binoche.

## *Les chansonniers*

**Caveau de la République** (278-44-45), 21 h : Achetez François.
**Deux-Anes** (606-10-26), 21 h : C'est pas tout rose.

## *La danse*

**Palais des glaces**, (607-49-93), 20 h 30 : Bharata Natyam, Butoh.

## *Les music-halls*

**Fontaine**, (874-74-40), 22 h : Lacombe - Asselin.
**Lucernaire** (544-57-34), 20 h 30 : la Fête à Boris ; 22 h 30 : A. Nizet, D. Carmier.

## *Les concerts*

**Radio-France** : Grand Auditorium, 18 h 30 : Cycle jeunes compositeurs (Geslin) ; 20 h 30 : Cycle acoustique (Bœuf, Bayle) ; Auditorium 105, 18 h 30 : Quatuor de tubas de Paris, P. Saoutier.
**Théâtre des Champs-Élysées**, 21 h : Quatuor Amadeus (Beethoven).
**Salle Gaveau** : N. Eysseric (Beethoven, Schubert, Chopin).
**Théâtre 13**, 21 h : Ch. Fraysse, H. Gronnier (Brahms).
**ATHÉNÉE**, 21 h : E. Ameling, R. Jansen (Schumann, Chausson, Poulenc, Granados, Turina).
**Église des Billettes**, 20 h 30 : Orchestre à cordes de Belgrade, D. Skovran, dir. A. Pavlovic.
**FIAP**, 20 h 30 : Ph. Cuny, J. de Aguian (Sor, Jolivet).

## *Jazz, pop, rock, folk*

**Caveau de la Huchette** (326-65-05), 21 h 30 : Memphis Slim.
**Cirque d'Hiver** (700-12-25), 21 h. : J. Higelin.
**Dunois** (584-72-00), 20 h 30 : D. Levallet.
**Feeling** (271-33-41), 22 h 30 : Steckar Tupapack.
**Jazz Unité** (776-44-26), 21 h 30 : A. Shepp.
**Petit Journal** (326-28-58), 21 h 30 : J. Noelle quartet.
**Petit Opportun** (236-01-06), 23 h. : Happy Feet quintet.

## *En région parisienne*

**Le Bourget**, Rotonde du Parc des expositions, 19 h : Police.
**Courbevoie**, M.J.C. (333-58-24), 20 h 45 : Ensemble Eptachordio.

# cinémas

**Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.**

## *La Cinémathèque*

**CHAILLOT** (704-24-24)

Relâche.

**BEAUBOURG** (278-35-57)

15 h : Crainquebille, de J. Feyder ; 17 h : Dix ans du forum de Berlin (1971-1980) le Camion, de M. Duras ; 19 h. : Festival des trois continents (Nantes 1981) : la Mémoire fertile, de M. Khleifi.

## *Les exclusivités*

**ALLEMAGNE MERE BLAFARDE** (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
**LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE** (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) : Nation, 12e (343-04-67) : Fauvette, 13e (331-60-74).
**CARMEN JONES** (A., v.o.) George-V, 8e (562-41-46).
**LA CHEVRE** (Fr.) : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Ambassade, 8e (359-19-08) : France Elysées, 8e (723-71-11) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

MERCREDI




Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
**« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES » 704.70.20 (lignes groupées)**
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

## *Lundi 11 janvier 1982*

**CONDORMAN** (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
**COUP DE TORCHON** (Fr.) : Marivaux, 2e (296-80-40) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount Opéra, 2e (742-56-31) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
**CROQUE LA VIE** (Fr.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Miramar, 14e (320-89-52).
**LE DERNIER METRO** (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).
**DIVA** (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04).
**EAUX PROFONDES** (Fr.), Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46) : Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) : Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) : 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
**EXCALIBUR** (A., v.f.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
**LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS** (A., v.o.) (*) : Elysées Point-Show, 8e (225-67-29).
**FAME** (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).
**LE FAUSSAIRE** (All., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
**LA FEMME D'A COTE** (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).
**LA FILLE OFFERTE** (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).
**LES FILLES DE GRENOBLE** (Fr.) : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 2e (770-33-88).
**FRANCESCA** (Port., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
**GARDE A VUE** (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Bergère, 9e (770-77-58) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
**LA GRANDE ESCROQUERIE DU ROCK'N ROLL** (A., v.o.) (*) : Rivoli-Cinéma, 4e (272-63-32) ; Elysées Point Show, 8e (225-67-29).
**LA GUERRE DU FEU** (Fr.) : Gaumont les Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) : Broadway, 16e (527-41-16) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
**L'HIVER LE PLUS FROID A PÉKIN** (Chin., v.o.) : Ciné-Seine, 5e (325-95-99).
**L'HOMME DE FER** (Pol., v.o.) : Studio de la Harpe-Huchette, 5e (633-08-40) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
**HOTEL DES AMERIQUES** (Fr.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
**IL FAUT TUER BIRGITT HAAS** (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
**LE JARDINIER** (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
**LE JOURNAL D'UNE FILLE PERDUE** (All., muet) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
**LOLA, UNE FEMME ALLEMANDE** (All., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
**LE LOUP-GAROU DE LONDRES** (A., v.o.) (*) : Marbeuf, 8e (225-18-45) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).
**LE MAITRE D'ÉCOLE** (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) : Français 9e (770-33-88) ; Studio 28, 18e (606-36-07), h. sp.
**MALEVIL** (Fr.) : Studio Raspail, 14e (320-38-98).
**MÉPHISTO** (Hong., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23).
**METAL HURLANT** (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) : Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59).
**LA MORT AU LARGE** (*) (It., v.f.) : Maxéville, 2e (770-72-86).
**NOCES DE SANG** (Esp., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
**L'OMBRE ROUGE** (Fr.) : Racine, 6e (633-43-71).
**PASSION D'AMOUR** (It., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62).
**LA PEAU** (It. v.o.) (*) : Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23).
**LE PETIT LORD FAUNTLEROY** (A., v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).
**POPEYE** (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Elysées, 8e (720-76-23) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93), Ermitage, 8e (359-15-71) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Parmount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91), Magic Convention, 15e (828-20-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
**POUR LA PEAU D'UN FLIC** (Fr.) (*) : Marbeuf, 8e (225-18-45).
**LE PROFESSIONNEL** (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50), ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23) ; Convention Saint Charles, 15e (579-33-00) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
**PRUNE DES BOIS** (Belg.) : Rivoli, 4e (272-63-32) ; Banque de l'Image, 5e (326-12-39) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

**LES FILMS NOUVEAUX**

**AMERICAN POP**, film américain de Ralph Bakshi, v.o. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
**ARTHUR**, film américain de Steve Gordon, v.o. : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; v.f. : Caméo, 9e (246-66-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02).
**RAGTIME**, film américain de Milos Forman, v.o. : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (329-83-11) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; v.o. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Wepler, 18e (522-46-01).
**LE ROSE ET LE BLANC**, film français de Robert Pansard-Besson, Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Action République, 11e (805-51-33).
**SOUHAITEZ NE JAMAIS ETRE INVITÉ** (Happy Birthday) (*), film américain de John Lee Thompson : v.o. : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rio Opéra, 2e (742-82-54) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (651-99-75).
**T'ES FOLLE OU QUOI ?** film français de Michel Gérard, Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) : Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Convention, 15e (826-42-27) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

**QUAND TU SERAS DEBLOQUÉ FAIS-MOI SIGNE** (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
**REPORTERS** (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
**LA REVANCHE** (Fr.) : U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Caméo, 2e (246-66-44) ; Magic Convention, 15e (828-20-34).
**RIEN QUE POUR VOS YEUX** (Ang., v.f.) : Cin'Ac Italiens, 2e (296-80-27) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Miramar, 14e (320-89-52).
**ROX ET ROUKY** (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; La Royale, 8e (265-82-66) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
**SALUT L'AMI, ADIEU LE TRÉSOR** (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George-V, 8e (562-41-46), Paramount-City, 8e (562-45-76). – (V.f.) : Marivaux, 2e (296-80-40) : Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount Opéra, 2e (742-56-31), Paramount Bastille, 12e (343-79-17), Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
**SI MA GUEULE VOUS PLAIT** (Fr.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) : Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
**SOLIDARNOSC** (Pol., v.o.) : Banque de l'Image, 5e (326-12-39).
**LA SOUPE AUX CHOUX** (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
**STALKER** (Sov., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Cosmos, 6e (544-28-80).
**SURVIVANCE** (A., v.f.) : Cin'Ac Italiens, 2e (296-80-27).
**THE ROSE** (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
**TOTO APOTRE ET MARTYR** (It., v.o.) Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
**TOTO LE MOKO** (It., v.o.) Forum, 1er (297-53-74) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).
**UNE AFFAIRE D'HOMMES** (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Berlitz, 2e (742-60-33), Montparnasse 83, 6e (544-14-27).
**UNE ÉTRANGE AFFAIRE** (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
**LES UNS ET LES AUTRES** (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
**VOTRE ENFANT M'INTÉRESSE** (Fr.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).
**Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ?** (A., v.f.) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

## *Les festivals*

**MIZOGUCHI** (v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00), la Rue de la honte.
**WIM WENDERS** (v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00), Alice dans les villes.
**HITCHCOCK** (v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), Rebecca.
**TEX AVERY** (v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36).
**JACQUES TATI** : Templiers, 3e (272-94-56), Play time (16 h et 21 h 30).
**DOUGLAS FAIRBANKS** : Marais, 4e (278-47-86) : le Signe de Zorro.
**BUSTER KEATON** : Marais, 4e (278-47-86) : Fiancées en folie.
**MARX BROTHERS** (v.o.) : Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07) : Plumes de cheval.
**CHARLIE CHAPLIN** (v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34), le Kid.
**CINÉMA ITALIEN** (v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 16 h 40, Mort à Venise ; 20 h 50, Fellini Roma.

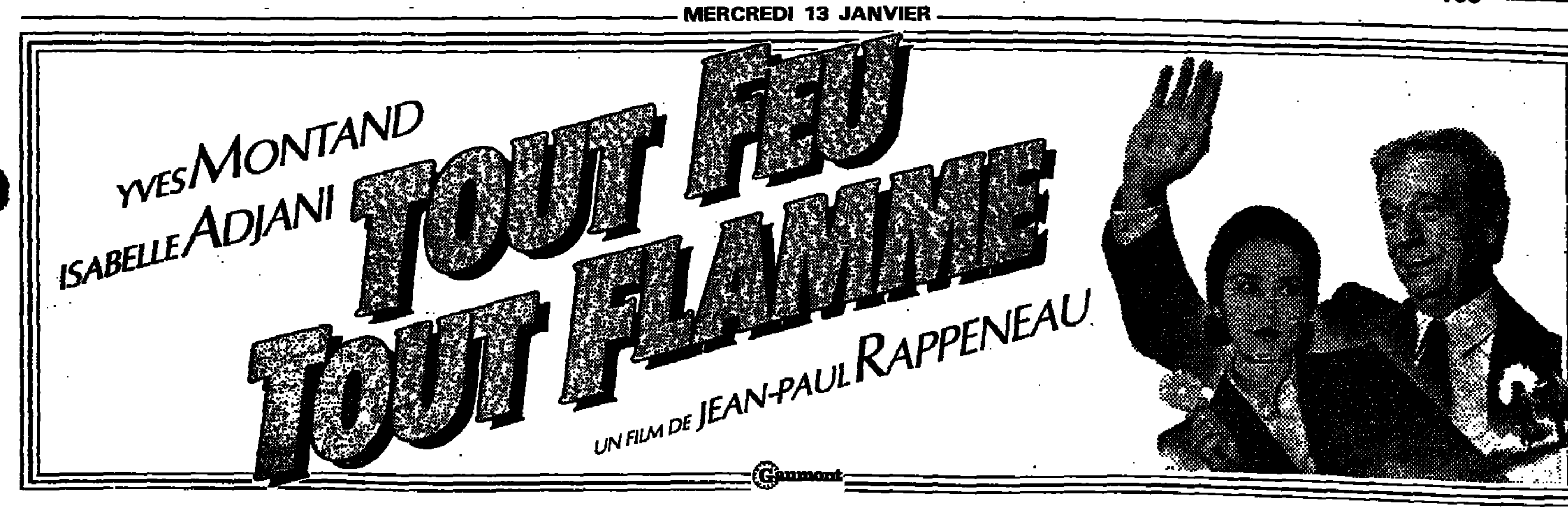
**SEPT GRANDS WESTERNS** (v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), la Prisonnière du désert.
**HOMMAGE A BETTE DAVIS** (v.o.) Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) : the Letter.
**HOMMAGE A RAYMOND ROULEAU** : Studio 43, 9e (770-63-40), 18 h, Dernier Atout ; 20 h, L'aventure est au coin de la rue ; 22 h, Falbalas.
**UNE HISTOIRE DU FILM NOIR** (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), Allo, brigade spéciale.
**FRED ASTAIRE AND PARTNERS** (v.o.) : Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : Yolanda et le Voleur.

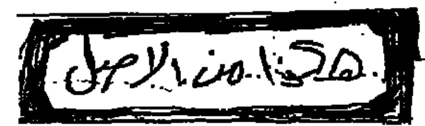
## *Les séances spéciales*

**AFFREUX, SALES ET MECHANTS** (It., v.o.) : Ciné-Seine, 5e (325-95-99), 16 h. 30, 20 h. 30.
**AMERICA, AMERICA** (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).
**BABY DOLL** (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).
**L'EMPIRE DES SENS** (Jap., v.o.) (**) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.
**ET DIEU CREA LA FEMME** (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
**LA FEMME DE L'AVIATEUR** (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
**GIMME SHELTER** (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34), 16 h. 30, 22 h 30.
**LE GUÉPARD** (It., v.o.) : Rivoli Cinéma, 4e (272-63-32), 20 h, 22 h 15.
**L'HÉRITAGE** (Fr.) : Ciné-Seine, 5e (325-95-99), 14 h 15, 22 h 30.
**LES HOMMES PRÉFÈRENT LES BLONDES** (A., v.o.) : Action République, 11e (805-51-33), 18 h (sf mardi).
**JOHN LENNON FOR PRESIDENT** (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34), 19 h. 30.
**LENNY** (A., v.o.) : Studio-28, 18e (606-36-07).
**LA NUIT ENSOLEILLÉE** : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).
**PHANTOM OF THE PARADISE** (A., v.o.) (*) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82), 19 h., 20 h. 40, 22 h. 20.
**SALO OU LES 120 JOURNEES DE SODOME** (It., v.o.) (**) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82), 19 h. 45, 21 h. 50.
**SCARFACE** (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h., et 24 h.
**SOUPÇONS** (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h. et 24 h.
**VIVA ZAPATA** (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).



MERCREDI 13 JANVIER

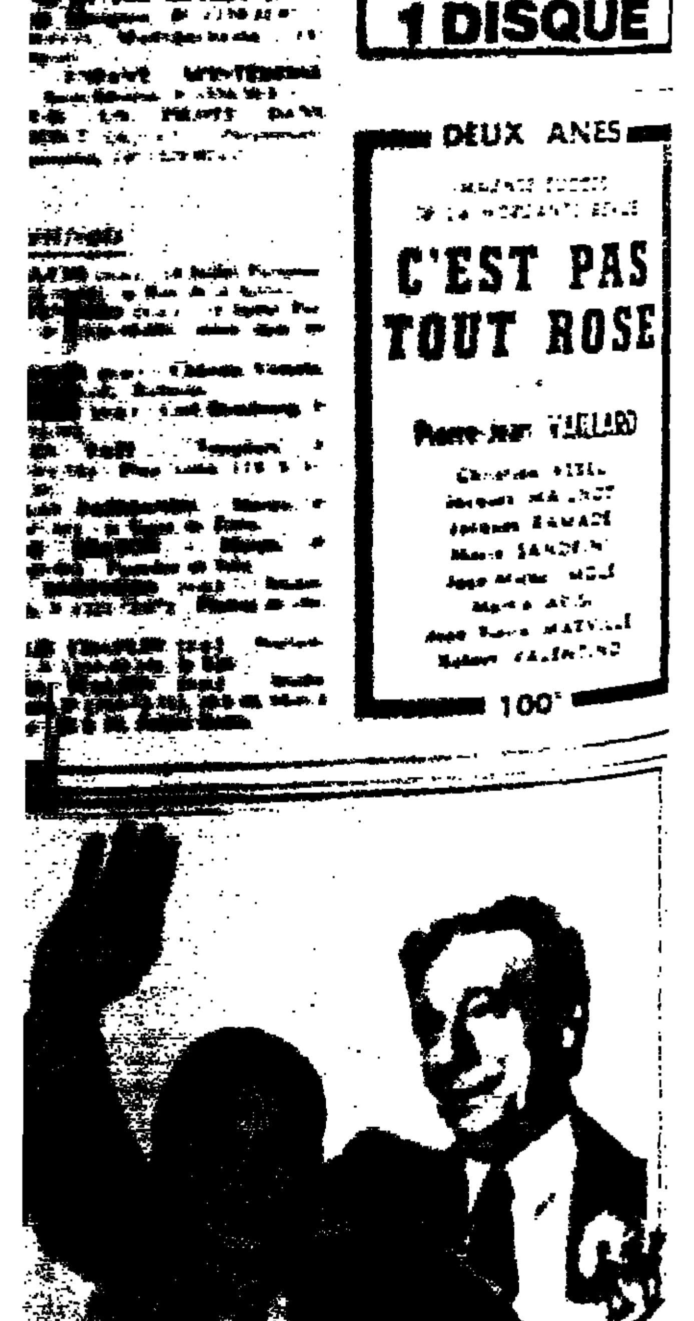


LES VEAUX

# RADIO-TÉLÉVISION






## VU

# LES VEAUX

Ce qu'il était content, samedi soir, Michel Polac, ça faisait plaisir à voir. Il enflait à vue d'œil, il ne tenait pas en place, on aurait dit un ballon dont on a lâché la ficelle et qui monte au plafond. Alors ça vous a choqué tous ces vilains gros mots échangés sur ce plateau la semaine dernière ? Ben... pas tellement... Oui, peut-être un peu... Non, pas du tout... Il s'adressait à une quinzaine de personnes choisies en fonction de Dieu sait quel critère, par je ne sais quel institut de sondages, et se retournai vers nous, triomphant. Vous voyez, dans l'ensemble, le public a aimé...

Et ce n'est pas tout, vous avez ce ram-dam dans les journaux ? Non mais, regardez un peu... Et de nous étaler noir sur blanc à l'écran les gros titres consacrés à l'événement. Evénement sans précédent n'est-ce pas, insistait-il auprès des représentants de la presse étrangère invités à témoigner ? Au Japon, en Italie, on a jamais vu une chose pareille, hein ? *Non, jamais, pensez, grâce* à Polac, seule la France sait jouer les scandaleuses !

Enfin, si, osait rappeler un Autrichien, on a quand même vu sur nos antennes Nina Hagen détailler, gestes précis à l'appui, la façon dont au lit une dame peut efficacement se passer des services d'un monsieur. D'ailleurs voici la séquence en question. Ça ? Mais c'est charmant, ça c'est mutin, ce n'est rien comparé au haut fait d'un journaliste en mal de publicité qui se risque à traiter un lycéen de petit con.

Et en Angleterre, cher ami, qu'en est-il ? L'ineffable correspondant du *Times* qui, j'en suis persuadée, n'a jamais vu la télévision de sa vie, ni à Londres ni à Paris, avouait que en effet, son pays était très en retard sur le chapitre de l'insolence et de l'invective. Nous, devant nos carraux, on se poussait du coude en songeant aux bombes hebdomadaires déposées pendant des années au coin de la grille de Sa Majesté par des Monthy Python déchaînés. Ils n'y allaient pas croyez-moi, avec le dos de la cuiller, à coup d'injures faciles et gratuites. Ils tiraient tous azimuts au bazooka sur les institutions les *plus sacrées.*

*Mais quoi,* on ne va pas enlever ses illusions au brave Polac. Il aura, de toute façon, du mal à trouver cinquante-deux fois par an des gens qui soient prêts à montrer leur derrière à l'écran. *Au propre ou au figuré. En dehors de* ça, quel que soit le thème choisi – là, il s'agissait de l'élevage industriel, à propos d'un livre signé Alfred Kastler, « le Grand Massacre » – oui, quelque soit le sujet abordé, je ne vois pas l'intérêt d'une émission qui s'inscrit dans le droit-fil des variétés présentées auparavant, le même jour, à la même heure, sur cette même chaîne. Simplement, au lieu de nous offrir des têtes d'affiche, des vedettes du music-hall, on se contente, c'est plus facile, de nous refiler des « visuels », comme on les appelle, des numéros de cirque, des entrées de clowns, des charivaris de lever de rideau.

Il n'y a pas une idée, pas une *phrase, pas un mot à retenir des* propos échangés sous nos yeux vite distraits, vite détournés : passe donc voir un peu sur Antenne 2, tu es sûr, que ce n'est pas Drucker ? Les éleveurs ont dit, si j'ai bien compris, que les veaux, *cochons,* poulets *confiés à* leurs soins éclairés par les derniers progrès de la technique étaient parfaitement heureux de vivre en batterie, empilés, entassés, alignés sans pouvoir bouger dans l'obscurité. Les défenseurs des droits de l'animal protestaient qu'il n'en était rien, que les malheureux souffraient d'un « stress » évident. Il y a eu m'a-t-il semblé, on ne comprenait rien, ça partait dans tous les sens, un vétérinaire pour s'étonner qu'on puisse ainsi prétendre savoir *en quoi consiste le bonheur* des bêtes.

Le bonheur, je n'en sais rien, mais l'agonie, elle, vous sautait à la figure en voyant l'atroce condition de ces veaux allongés sur le côté dans des espèces de cages à *tiroir. Un document inoubliable,* assorti d'un autre sur le tri de poussins dont la plupart seront détruits au bulldozer. Des images à faire taire tous les bavardages.

CLAUDE SARRAUTE.

LES DERNIERS JOURS DE RADIO K

# De droite à gauche, le brouillage

Un des invités du dernier « Droit de réponse » de Michel Polac, samedi soir sur TF 1, était Michel Crisol, responsable d'une « radio périphérique » installée à San Remo en Italie, à une quinzaine de kilomètres de la frontière française. Cette petite radio privée, commerciale, indépendante, née sous la droite, risque de mourir d'un jour à l'autre, à cause du brouillage qui lui interdit à la fois d'être écoutée (surtout à Nice) et d'obtenir suffisamment de publicité pour survivre. Une question de jours.

Un soleil doux inonde les collines qui descendent vers la mer. Il y a toujours cette odeur d'eucalyptus et de mimosas mêlés quand on arrive – après une route tout en lacets – à la Chiara, l'ancien restaurant dans lequel s'est installé Radio K. Une surprenante villa italienne, avec piscine, où depuis maintenant près d'un an une quinzaine de personnes travaillent, mangent, dorment et vivent un peu comme sur un bateau, décidées à continuer coûte que coûte, *malgré les difficultés et* le brouillage. Mais pour combien de temps encore ?

Tout a commencé il y a trois ans. De conversations à bâtons rompus entre Frédéric Laurent (alors à *Libération)* et Bernard Laîne (grand reporter à R.T.L.). Ceux-ci partent de l'idée que le monopole doit sauter un jour ou l'autre (on est sous l'ancienne majorité), qu'il serait intéressant de tenter de créer un réseau de télévision et de radio « indépendant » des grands groupes financiers et politiques et, pour débuter, une radio. Pas une radio libre, une radio commerciale mais qui fonctionnerait avec « peu de moyens » : il ne s'agit pas de « faire de l'argent », mais de faire vivre une petite équipe de journalistes professionnels, des jeunes gens motivés qui ont une conception plutôt à l'américaine de la presse. Ils en ont assez du « discours giscardien » et des radios qui ne diffusent que des « tubes ». Ils veulent casser une certaine conception (cloisonnée) de l'information, de la culture, de la musique. Ils sont ambitieux et ils veulent bouleverser le langage radiophonique. Ils sont plutôt à gauche.

Le projet est suffisamment sérieux à l'époque pour convaincre des actionnaires. Ils arriveront à intéresser des journalistes comme Jean-Loup Demigneux, actuellement à TF 1, des personnalités comme Alain Schlumberger, conseiller en gestion; François de Grossouvre, devenu... chargé de mission auprès du président de la République, M. François Mitterrand, et d'autres, cinquante en tout pour cinquante actions qui ont une participation majoritaire ; mais l'équipe, qui est organisée parallèlement sous forme de coopérative, conserve une minorité de blocage. Pour ne pas provoquer les lois françaises et profiter de l'ambiguïté de la juridiction internationale, ils décident d'installer leur émetteur et leur studio en Italie, comme Radio-Vintimille, Radio-Midi ou Azur 102, autres périphériques qui émettent tous les jours sans être brouillées.

Le président Giscard d'Estaing avait multiplié les interventions auprès des autorités italiennes pour tenter d'empêcher l'installation de Radio K : à quelques semaines des élections, une radio libre de ton avait peut-être de quoi inquiéter. Surtout la possibilité de déplacements dans le marché publicitaire risquait de ne pas faire plaisir à tout le monde, en particulier à la presse *quotidienne régionale (dont Nice-Matin* ) ni à une autre « périphérique » installée sur la région : Radio-Monte-Carlo. Radio K avait pourtant des appuis, à gauche (au P.S. et au M.R.G.) et au R.P.R. aussi (dont M. Jacques Médecin, maire de Nice).

C'est dans ce contexte que la radio démarre le 26 mars 1981, avec 2 millions de francs, des studios à San Remo, à Paris, à Toulon, à Nice et à Marseille, et un émetteur de 27 kW, qui arrose trois départements. *Elle est aussitôt brouillée.* Une longue bataille commence, juridico-politique, qui ne sera pas gagnée. On imagine l'espoir de l'équipe quand la gauche gagne et parle de lever le brouillage. Celui-ci continue cependant jusqu'à fin juin.

*« Après la cessation du brouillage,* explique Pierre Crisol, ancien rédacteur en chef adjoint à R.T.L., *on a commencé à s'installer dans la région, on a eu une résonance, on a vu se dessiner des perspectives favorables, on a signé un accord de régie nationale avec Information et Publicité (dont l'actionnaire presque unique est Havas) et un accord de régie locale avec Régie-Presse (Publicis) après qu'un des responsables eut écouté nos émissions. Tout ceci selon nos critères : pas plus de cinq minutes par heure. »*

La liberté pour Radio K ne durera pas longtemps, à peine quatre mois. En octobre, le brouillage reprend ici et là, surtout à Nice. *« Il est évident que les conditions historiques de Radio K ont changé bien des choses,* dit Pierre Crisol. *A cause du brouillage qui a entraîné une difficulté à trouver de la publicité, on a fonctionné un peu comme dans un aquarium, en vase clos. Malgré cela on estime avoir réussi. On a prouvé qu'on pouvait faire vivre une entreprise différente, une coopérative. On est allé dans pas mal de directions, on a cherché, on a travaillé. On ne prétend pas avoir tout fait, mais on prétend avoir avancé dans l'écriture sonore d'une radio populaire. On continue de croire à une radio régionale indépendante. »*

Lundi 4 janvier, tout est calme comme à l'ordinaire, il est 20 heures, et pendant que l'equipe mange, comme tous les jours, ses spaghettis, Kamel, à l'étage au-dessus, raconte entre trois disques de drôles de petites histoires. *« Alors, McGregor.... »* C'est indéfinissable, ça n'a pas de sens, ça ne dure pas trois minutes, mais c'est inouï. Des rêves chargés d'un humour intime, et dit sur un ton de confidence. Ça éclate comme une bulle. Les petites histoires de Kamel, ancien responsable des programmes à la chaîne française de Radio-Alger, partisan du « minimum » en radio, font partie des trouvailles de Radio K.

Pour le reste, cela dépend. Du côté information, même si celle-ci est plus libre de ton qu'ailleurs, elle reste assez conventionnelle, trop sérieuse dans le ton justement, trop « professionnel-classique ». Radio K a souffert du manque d'argent et ne peut donc réaliser les reportages qu'on souhaiterait. Mail il faut noter les journaux à « géométrie variable » (celui de 18 h. 30 qui peut durer jusqu'à 19 heures ou 20 heures selon les besoins) et le fait qu'elle a su habilement profiter de sa situation particulière en Italie pour avoir des informations inédites : au moment de l'attentat contre le pape grâce à la presse italienne; lors de l'attentat contre Reagan, grâce au réseau A.B.C. News, le network américain diffusé pour les forces américaines en Méditerranée; sur l'affaire Auriol aussi, où elle a donné très vite la réaction des magistrats italiens; elle a été enfin parmi les premiers à parler de la loge P 2 et à enquêter chez les Templiers dans le Var.

Les grands projets avec Cohn Bendit, André Harris, Alain de Sédouy et beaucoup d'autres ont été abandonnés faute de moyens, et, faute de moyens toujours, il y a beaucoup de grandes plages « creuses » où l'on ne diffuse pratiquement que de la musique. Les débats surtout manquent. La politique musicale, en revanche, est de haute qualité et très ouverte grâce à des gens comme Eric Dietlin, ancien responsable des programmes à France-Mmusique; Frank Mallet, qui anime une émission de rock et qui sait être critique; Xavier Prevost, qui a réalisé au cours de ses émissions de jazz une série remarquée sur des concerts dans les prisons américaines en 1949; des improvisations de Barney Willem, en direct, sur Malher, sur Strauss et sur des musiques traditionnelles africaines; Archie Shepp jouant avec des Touareg en Algérie).

Radio K n'a peut-être pas révolutionné le langage radiophonique, mais c'était le début d'une riche expérience. A cause du brouillage, le gouvernement interdisant la publicité comme mode de financement, l'équipe s'est peu à peu réduite, les salaires ont diminué. Ceux qui restent essaient de tenir bon. Qu'espèrent-ils ? Pas la levée du brouillage, bien sûr, ils n'y croient plus. Un miracle ? Ils ne peuvent en tout cas pas accepter l'idée d'un tel gâchis. Ils tiennent. Deux jours, six jours encore ?

CATHERINE HUMBLOT.

## Lundi 11 janvier

### PREMIÈRE CHAINE : TF 1

**20 h 35 Magazine médical : Santé.**
d'I. Barrère et E. Lalou. Le mal en dos.
*Un reportage sur les opérations chirurgicales : une visite d'un centre d'essais automobiles en compagnie du professeur Roy-Camille.*

**21 h 35 : les Nouveaux Monstres.**
Film italien de M. Monicelli, D. Risi, E. Scola (1977). Avec V. Gassman, A. Sordi, U. Tognazzi, O. Muti, O. Berti.
*Le mari d'une chanteuse exploite sa femme dont il est l'impresario, un évêque brise une manifestation ouvrière, un voyageur de commerce prend une jeune fille en stop, un mari, dont la femme a été enlevée, étale son (faux) désespoir par les médias, etc. Dans l'esprit des* Monstres, *réalisé par le seul Risi, en 1963, douze sketches d'une drôlerie féroce et d'un pessimisme intégral sur les comportements de l'Italien moyen. Avec les trois monstres sacrés Gassman, Sordi et Tognazzi.*

**23 h 25 Journal.**

### DEUXIÈME CHAINE : A 2

**20 h 35 Théâtre : Spécial dernière**
de B. Hecht et C. Mac Arthur. Mise en scène de P. Mondy.
*Chicago, 1925. Un condamné s'est échappé... Récit à rebondissements. Portrait d'une Amérique mythique.*

**22 h 55 Magazine du théâtre.**
*En direct du T.E.P., avec Jacques Weber, Jérôme Savary et l'équipe du Magic Circus, et en différé du Théâtre Marigny avec Roman Polanski.*

**23 h 15 Journal.**

### TROISIÈME CHAINE : FR 3

**20 h 30 Cinéma : Barocco.**
Film français d'A. Téchiné (1976). Avec I. Adjani, G. Depardieu, M.-F. Pisier, C. Brasseur, J.-C. Brialy, J. Guiomar, H. Surgère. (Rediffusion.)
*A Amsterdam, un boxeur blond, compromis dans une combinaison douteuse, est assassiné par un homme brun, son sosie. Sa fiancée essaie de le « ressusciter » en donnant au meurtrier son identité. Un film fantasmagorique au charme envoûtant, par son romantisme noir, sa mise en scène lyrique, transformant la réalité, et une étonnante interprétation. Unique en son genre dans le cinéma français des années 70.*

**22 h 15 Journal.**

### FRANCE-CULTURE

19 h 30, Présence des arts : travaux sur papier, à Villeparisis.
20 h, Le cadeau d'Etienne ou « Raconte-moi une histoire, grand-père », de L. Matabon.
21 h, L'autre scène ou les vivants et les dieux : morale et économie.
22 h 30, Nuits magnétiques : San-Francisco.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h, Recherche musicale.
20 h 30, Concert : Festival estival de Paris (donné en l'église Saint-Germain-des-Prés, le 4 septembre 1981), « Fantaisies », de du Caurroy, « Fantaisie », de Kerckhoven, « Fantaisie et fugue en sol mineur », de J.-S. Bach, « Première et deuxième fantaisie, prélude et fugue », d'Alain, « Postludum », de Janacek, « Harmonics », de Ligeti, « Trois pièces pour un grand orgue », de Vidal, « Post-lude », d'Alain ; avec A. Isoir, orgue.
22 h 30, La nuit sur France-Musique : Musique de nuit ; 23 h 5, Solistes français d'aujourd'hui, œuvres de Manfredini, Lully, Boccherini ; 0 h 5, Guitare-nuit : œuvres de Ticao, Christian, Benson, Brouwer, Pearson et William.

## Mardi 12 janvier

### PREMIÈRE CHAINE : TF 1

**12 h 5 Jeu : Réponse à tout.**
**12 h 25 Une minute pour les femmes.**
**12 h 30 Les visiteurs du jour.**
**13 h Journal.**
**13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.**
La contraception ; 14 h 5, Emission pédagogique; 14 h. 25, La légende des chevaliers aux cent-huit étoiles; 15 h. 10, Rencontre en fête; 15 h 40, Dossier : Faire face ; 16 h 20, Découvertes TF 1 ; 16 h 35, Elles comme littérature ; 17 h 10, Les recettes de mon village ; 17 h 30, Tout feu tout femme.
**18 h C'est à vous.**
**18 h 25 L'île aux enfants.**
**18 h 50 Ces chers disparus.**
Joséphine Baker.
**19 h 20 Emissions régionales.**
**19 h 45 Les paris de TF 1.**
Patrick Sébastien.
**20 h Journal.**
**20 h 35 Variétés : Formule 1 + 1.**
Michel Berger.
**21 h 35 Série : La malle des Indes.**
Réalisation de Christian-Jaque.
*Les inspecteurs Fontanier et Vachenier soupçonnent Tom et Martial de vouloir saboter l'alliance franco-égyptienne.*
**22 h 25 Document INA : Regards entendus.**
Réalisation P. Kané.
De Chirico par Cocteau.
*Le portrait d'un des créateurs du surréalisme pictural par un poète.*
**23 h 15 Journal.**

### DEUXIÈME CHAINE : A 2

**10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.**
**12 h 5 Passez donc me voir.**
**12 h 30 Jeu : J'ai la mémoire qui flanche.**
**12 h 45 Journal.**
**13 h 35 Emissions régionales.**
**13 h 45 Série : Les amours des années grises.**
*Emile Furet, avant de rejoindre le maquis, découvre l'auteur des inscriptions injurieuses.*
**14 h Aujourd'hui madame.**
Maurice Baquet.
**15 h Téléfilm : Hélène.**
Réalisation H. Hart.
*Une jeune fille en fugue progressivement adoptée par une secte religieuse.*
**16 h 15 Série : Laurence, médecin de brousse.**
Réalisation A. Jaspard et le docteur Meng.
*Le docteur Laurence quitte le Sénégal pour soigner certaines maladies endémiques au Congo.*
**16 h 50 Itinéraires.**
Himalaya : les enfants de la sagesse ; Résonances : voyages sur des rythmes africains.
**17 h 50 Récré A 2.**
Pouffi-Fouki ; Les quatz'amis ; Le petit écho de la forêt ; C'est chouette ; 3-2-1 Contact.
**18 h 30 C'est la vie.**
**18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.**
**19 h 10 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).**
**19 h 20 Emissions régionales.**
**19 h 45 Les gens d'ici.**
**20 h Journal.**
**20 h 35 Mardi cinéma.**
**et à 22 h 15.**
**20 h 45 Cinéma : Trafic**
Film français de J. Tati (1971). Avec J. Tati, M. Kimberley, M. Fraval, H. Bostel, F. Maisongrosse, T. Kneppers.
*M. Hulot, inventeur d'un camping-car pour la société Alta, accompagne le démonstrateur et la « public relation » qui doivent présenter le modèle au salon automobile d'Amsterdam. Le voyage, par la route, est mouvementé.*
*Désopilante comédie sur les inconvénients de la civilisation de l'automobile. Des gags directement inspirés d'une réalité que Tati, fin observateur, fait voir de tout près.*
**23 h 15 Journal.**

### TROISIÈME CHAINE : FR3

**18 h Magazine du ministère des universités.**
**18 h 30 Pour les jeunes.**
Les couleurs du temps.
**18 h 55 Tribune libre.**
Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle.
**19 h 10 Journal.**
**19 h 20 Emissions régionales.**
**19 h 55 Dessin animé : Ulysse 31.**
**20 h Les jeux.**
**20 h 30 Cinéma : L'Horoscope.**
Film français de J. Girault (1978). Avec E. Bayle, F. Dougnac. H. Courseaux, C. Rollet, A. Saprichi, M. Galabru.
*Deux amis se partagent les faveurs d'une jeune femme passionnée d'astrologie. Elle les fait gagner au tiercé par un horoscope. Le trio tente alors des opérations selon le même système. D'un sujet relativement original par son point de départ, Jean Girault, qui n'en est pas à une médiocrité près, a tiré un vaudeville essoufflé. Il vaut mieux ignorer.*
**21 h 55 Journal.**

### FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : Le monde du notariat. Haïti, le tiers-monde...
8 h Les chemins de la connaissance : Les socialistes russes 1880-1920 (les sources de la morale révolutionnaire) ; à 8 h 32, l'homme et l'abeille : la crainte et l'utilisation du venin ; à 8 h 50, Pages obliques.
9 h 7, La matinée des autres : Singapour, un visage de la Chine.
10 h 45, Étranger mon ami : Journal, de R. Musil.
11 h 2, Trio à cordes de Paris Plus : Concert Mozart et Beethoven donné au Havre en mars 1981 (et à 17 h 32 : Dusapin, Denisov, Mozart).
12 h 5, Agora :
12 h 45, Panorama : la Province.
13 h 30, Libre parcours variétés (en direct de l'auditorium 106) : M.-J. Vilar, D. Mac Neil, les Trabunches et R. Favey.
14 h, Sons : A Manosque.
14 h 5, Un livre, des voix : « L'algarabie », de J. Semprun.
14 h 47, En direct de Madrid.
15 h 30, L'actualité selon José Vidal Beneyto.
16 h 15, Débat : Comment les écrivains latino-américains vivent-ils l'exil ?
17 h, Rose libre : Corps en quatre mouvements.
18 h 30, Feuilleton : Le hussard sur le toit, d'après J. Giono.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Sciences : la grande aventure de l'uranium (l'avenir).
20 h, Dialogues : la communication aujourd'hui et demain, avec F. Balle et C. Roussel.
21 h 15, Musiques de notre temps.
22 h 30, Nuits magnétiques. San Francisco.

### FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du matin : Œuvres de Allegri, Jolivet, Soler, anonyme, Chopin, Monteverdi, Adjadakis.
8 h 7, Quotidien-Musique.
9 h 2, D'une oreille à l'autre : Œuvres de Prokofiev, Janacek, Berio, Ravel et Stravinski.
12 h 2 Musiques populaires d'aujourd'hui : « Les musiques celtiques ».
12 h 35, Jazz, « Billie » (Holiday) et « Lester » (Young).
13 h, Opérette, « Hans, le joueur de flûte », de Ganne.
14 h, Prélude aux enfants d'Orphée : Œuvres de Stravinsky.
14 h 30, Les Enfants d'Orphée.
15 h, Vous avez dit baroque ! De l'architecture à l'art ornemental, Extrait des « Vêpres », de Monteverdi, « Madrigali », de Caccini, « Airs de cour », de Lambert, « Préludes de chorals », de Bach.
17 h 2, Le jeu des miroirs : Œuvres de Wu, Liszt, Puccini.
18 h 30, Studio-concert : (en direct du Studio 116) Œuvres de Grisey, Sciarrino, Scelsi, Tessier, par l'Ensemble instrumental de l'itinéraire, dir. : B. de Vinogradov.
19 h 35, Jazz : Œuvres de Monk.
20 h, Premières loges : magazine d'archives lyriques : œuvres de Massenet et Gounod.
20 h 30, Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées à Paris) : « Passacaille », de Webern, « Concerto pour piano et orchestre n° 2 », de Liszt, « Ainsi parlait Zarathoustra », de R. Strauss, par l'Orchestre national de France, avec K. Zimmermann, piano. Dir. G. Bertini.
23 h La nuit sur France-Musique : 23 h 30 : le Club du jazz.

● *L'Institut national de l'audiovisuel (INA)* organise, les 12, 13 et 14 janvier, avec le concours de plusieurs ministères, un colloque international portant sur le thème « Pour *une attitude critique du jeune télés*pectateur ». Il s'agit de faire le bilan de deux ans d'activité d'un programme expérimental qui, dans une dizaine de départements, a pour objectif de rendre le jeune téléspectateur plus actif en lui proposant, tant à l'école que dans les associations de loisirs socio-culturels, des activités pratiques à partir de la relecture collective des émissions vues en famille. Le colloque permettra, en outre, de confronter l'expérience française à d'autres expériences similaires menées à l'étranger. (Renseignements : INA, téléph. : 355.44.84, poste 239.)

● *M. Alain Le Garrec* quitte ses fonctions de chef du bureau régional d'information de Paris-Ile-de-France de FR 3, qu'il occupait depuis le mois de septembre dernier, a annoncé la présidence de FR 3. Il sera remplacé par M. Roger Telot, journaliste à France-Inter, qui prendra ses fonctions le 25 janvier. La présidence de FR 3 précise que M. Alain Le Garrec, qui devrait être nommé prochainement à « Thalassa », le magazine de la mer de FR 3, a été déchargé de ses fonctions *« à sa demande ».*

● *Deux émissions expérimentales en trois dimensions,* donnant l'effet du « relief » et durant quarante-cinq minutes, seront diffusées aux mois de février et de mars sur les troisièmes chaînes régionales de la télévision ouest-allemande. Ces images pourront, grâce à de nouveaux procédés techniques non précisés, être visibles par un téléspectateur muni d'un poste couleur et de lunettes à verres rouge et vert, a indiqué l'Institut Adolf-Grimme, institut des médias de la Fédération allemande des écoles populaires d'enseignement supérieur.

● *Antenne 2* consacre, du 11 au 17 janvier tous ses journaux de 12 h 45 et de 18 h 30 au problème de la faim dans le monde et aux mécanismes économiques qui en sont responsables. Cette campagne d'information, réalisée en collaboration avec Frères des hommes et Terre des hommes, initialement prévue du 14 au 20 décembre, avait été reportée en raison des événements polonais.

Les journaux d'Antenne 2-Midi, présentés en direct de diverses régions de France, comprendront des reportages sur l'aménagement du fleuve Sénégal, les problèmes agraires de l'Amérique du Sud et ceux des éleveurs du Bangladesh.

● *Rectificatif :* dans l'article consacré à l'émission de FR 3 sur le Cambodge (*le Monde* daté 10-11 janvier), le prénom du réalisateur Kanapa n'était pas Jean, mais Jérôme.

# régions

## Ile-de-France

### Les grands projets parisiens étudiés à l'Élysée

**Le président de la République prendra connaissance, mardi 12 janvier, des études menées pour les grands projets d'aménagement concernant la capitale : construction d'un nouvel opéra et d'une « cité de la musique » ; déménagement du ministère des finances pour libérer le Louvre ; aménagement du sommet du quartier de La Défense et du parc de La Villette.**

M. Mitterrand et son conseiller spécialement chargé de ces dossiers, M. Paul Guimard, recevront le ministre de l'urbanisme et du logement, M. Roger Quilliot, le ministre de la culture, M. Jack Lang, et M. Robert Lion, directeur du cabinet du premier ministre. Ces quatre personnalités avaient été chargées d'étudier *« l'implantation d'équipements publics à la Tête-Défense »* après que le programme de bureaux prévu eut été annulé (*le Monde* du 19 septembre). Si les autres dossiers sont examinés en même temps, c'est que tous les projets sont liés et que l'emplacement choisi pour l'un a des conséquences sur les autres.

Plusieurs hypothèses ont été envisagées (*le Monde* des 16 et 18 décembre). L'Institut d'aménagement de la région Ile-de-France et M. Jean-Pierre Angrémy, ancien directeur du théâtre, pour l'équipement musical. Il semble, dans l'état actuel des études, que le sommet du quartier de la Défense, où passe en souterrain une voie de chemin de fer et une autoroute, présente de nombreuses difficultés et que le volume d'un opéra (cinquante à quatre-vingt mètres de haut) soit incompatible avec la sauvegarde des vues sous l'arc de triomphe, contrainte qui semble avoir été maintenue malgré certaines hésitations.

Dans ces conditions, l'ensemble musical pourrait être réparti entre le parc de La Villette (*le Monde* du 22 décembre) où serait édifié, en bordure de l'avenue Jean-Jaurès, le conservatoire et un auditorium, et la place de la Bastille que les pouvoirs publics souhaitent « marquer » d'un grand équipement avant la célébration du bicentenaire de la Révolution française.

Pour la Défense, on reviendrait à des programmes de bureaux qui abriteraient des équipements publics (ministère de l'urbanisme et de l'environnement, par exemple) et une maison de la communication dont le contenu (télévision, cinéma, informatique) est en cours d'étude. Le projet d'inviter l'Unesco à s'installer dans ce quartier, sérieusement envisagé un moment, serait reporté à plus tard, étant donné les réticences des dirigeants de l'institution internationale.

Pour le déménagement du ministère des finances, plusieurs possibilités sont à l'étude et les ministres concernés, MM. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, et Laurent Fabius, ministre du budget, ont visité, le vendredi 8 janvier, six sites d'accueil dans la capitale (les terrains Citroën, quai de Javel, la caserne Ségur, dans le septième arrondissement, les entrepôts de Bercy, notamment). La reconstruction des bâtiments provisoires du quai Branly reste très sérieusement envisagée mais elle ne suffirait pas à abriter tous les services dont certains pouraient s'installer dans l'une ou l'autre des viles nouveles. — M. Ch.

## CORRESPONDANCE

### Sarcelles et la communauté juive

**L'article que nous avons consacré le 29 décembre 1981 aux difficultés de Sarcelles, et particulièrement la partie qui traitait des rapports entre la communauté juive et les autres habitants du grand ensemble, a entraîné la réaction de plusieurs de nos lecteurs.**

Ainsi, le docteur André Levy, de Sarcelles, nous écrit : « *Il est lassant d'avoir toujours à justifier notre existence et à rappeler l'enseignement des prophètes : l'idéal du juif pratiquant est celui d'une humanité réconciliée dans les temps messianiques. C'est pour cela qu'il œuvre toute sa vie. N'est-il pas raciste au contraire celui qui prône l'assimilation en guise de solution finale ? Le particularisme juif, s'il existe, n'est qu'un moyen d'accéder à l'universalisme. Ce dernier aspect a été volontairement occulté par un enseignement du mépris que l'on pensait révolu.* »

M. Ariel Goldmann, un Parisien, étudiant en droit, qui se présente comme un « militant juif », écrit pour sa part, après avoir annoncé qu'il a été « *profondément choqué et bouleversé* » à la lecture de cet article : « *Le peuple juif n'a-t-il pas assez souffert pour avoir enfin le droit de s'installer où il le souhaite et avec qui il le désire ? Certains quartiers de Paris sont envahis de couvents et d'églises, cela est normal et personne ne le fait remarquer.*

« *A-t-on seulement une fois parlé de « ghetto de Jésuites » ou d'un « ghetto de carmélites » ? Non, et cela aurait été inadmissible aux yeux de tous. Seulement, dès qu'il s'agit d'une autre confession, et surtout dès qu'il s'agit du peuple juif, les vieux préjugés racistes et antisémites resurgissent, et il semble intolérable qu'ils s'établissent où bon leur semble. Les personnes qui habitent en France, quelles que soient leur origine, leur race ou leur religion, n'ont-elles pas le droit de s'établir où bon leur semble et avec qui bon leur semble ? (...)*

« *A l'heure où l'on revendique le droit d'être Breton ou Occitan,* écrit pour sa part M. E. Perez, de Sarcelles, *refuserait-on au juif le droit à la différence ? N'imaginez pas qu'un mauvais juif fasse un meilleur Français. Alors que sa fidélité à sa culture enrichit la collectivité, l'infidélité est mauvais signe pour l'individu comme pour la nation.* » Il ajoute à propos du lycée de la ville : « *Certes, il existe un comité d'action sioniste, tout comme des groupes de lycéens gauchistes ou communistes. J'habite Sarcelles depuis 1968, enseigne dans cet établissement depuis plus de dix ans, sans constater le clivage que vous indiquez : les lycéens juifs côtoient les autres et se mêlent à eux.* »

M. Albert Sitbon, lui aussi de Sarcelles, estime que notre journal « *aurait très bien pu se passer* » d'un tel article. Il lui reproche d'être « *un appel à la haine* », de prétendre que « *les juifs font peur* », et de reprendre « *la sempiternelle ritournelle de la France jacobine version 1982 revue et corrigée par les instituts de sondage.* » Il ajoute : « *Pourtant, une autre opinion existe dans la cité. La synagogue, lieu de rencontre ; les organisations communautaires, vie associative, fournissent des exemples concrets de solution aux problèmes de la vie urbaine aujourd'hui. Les pouvoirs politiques l'ont compris et favorisent la vie associative sous toutes ses formes.* »

## DÉCEPTION DANS LE VAL-D'OISE

### « Les Plateaux du massif de l'Hautil » seront construits malgré les promesses

**Refusée le 10 septembre 1979 par les membres du syndicat communautaire d'aménagement présidé par M. Christian Gourmelem (P.R.) de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), mais imposée par décret ministériel le 3 avril 1980, la ZAC des Toupets de Vauréal se fera malgré la vive opposition qui avait animé avant le 10 mai les élus locaux de gauche.**

Le ministre de l'urbanisme et du logement, M. Roger Quilliot, l'a fait savoir au député socialiste M. Alain Richard et au maire socialiste de Vauréal, M. Jo Wattelier, qui s'étaient adressés à lui dès sa nomination pour que soit arrêtée cette opération de mille huit cents logements programmés le long de la boucle de l'Oise, dans un petit village de sept cent cinquante-sept habitants situé sur le massif de l'Hautil. Décision sans appel qui a fait s'évanouir la détermination dont avaient fait preuve, avant l'élection de M. François Mitterrand, les sections locales du parti socialiste pour sauvegarder l'environnement de Vauréal.

Pour expliquer sa décision, le ministre du logement évoque la nécessité de réaliser des logements sociaux et de procurer du travail par la relance du bâtiment. Il demande également aux élus locaux de « *réviser leur jugement* » mais souhaite leur collaboration « *afin d'améliorer sensiblement les projets en cours de réalisation* ». Cette proposition a été aussitôt saisie par les élus socialistes de la ville nouvelle, qui ont décidé de « *participer activement au projet avec le souci de le contrôler* », selon les termes de M. Wattelier. Mais non plus de le combattre. La municipalité de Vauréal a créé une commission extra-municipale chargée d'étudier et de modifier éventuellement le projet en accord avec l'Etablissement public d'aménagement. Ainsi M. Richard espère-t-il, grâce à ses interventions, aboutir à une réduction du programme. Il désire à ce propos renouer aujourd'hui le débat avec le comité de lutte contre l'urbanisation de l'Hautil. Débat qui s'annonce houleux avant même d'être organisé et qui n'aura d'égal en intensité que la joie qui, au soir du 10 mai, s'était emparée de la petite commune de Vauréal, croyant voir s'évanouir à tout jamais la menace de la ZAC des Toupets.

#### Le départ de M. Douvry

Comment à l'époque ne pas avoir confiance ? Alain Richard lui-même n'avait-il pas dit quelques jours auparavant, au cours d'une réunion électorale : « *Si François Mitterrand est président de la République, la ZAC des Toupets ne se fera pas ou je ne serai plus votre député* » ? Combien de fois les élus socialistes, tant à l'Assemblée nationale qu'au conseil régional et au conseil général avaient-ils, avant le 10 mai, qualifié le décret du 3 avril 1980 de « *procédure autoritaire et antidémocratique* », parlant même de s'opposer « *par tous les moyens légaux à la réalisation de la ZAC* » ? La municipalité de Vauréal n'a-t-elle pas démissionné, en mai 1980, avant d'être réélue triomphalement pour s'« *opposer à une urbanisation, aussi bien faite serait-elle, car elle ne se justifie pas aujourd'hui sur le plan humain* » ? Quant à M. Michel Rocard, maire de la ville voisine de Conflans-Saint-Honorine, que voulait-il dire dans sa lettre adressée le 31 novembre 1980 à la présidente du comité de lutte lorsqu'il dénonçait ces « *ZAC réalisées en dépit du bon sens, imposées pour des raisons de profit abusif et contre la volonté des habitants* » ?

« *Qu'y a-t-il de changé aujourd'hui*, demandent les membres du comité de lutte. « *Ce qui était inacceptable hier, ne l'est-il plus aujourd'hui parce que François Mitterrand est président de la République ?* » *La décision de continuer la ZAC est regrettable mais elle est irréversible*, précise Alain Richard. *Ce n'est qu'aujourd'hui qu'on a pu se rendre compte combien l'établissement public d'aménagement l'avait rendue irréversible* ».

Réparation est faite : le directeur de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise, M. Jean Claude Douvry, a été écarté de ce poste par le ministre et remplacé par M. Claude Robert, ancien adjoint au directeur de l'Architecture.

JACQUELINE MEILLON.

## Aquitaine

## SIX MINISTRES DANS LA BATAILLE DE L'EMPLOI

### Le mariage de l'économie et de la décentralisation

De notre envoyé spécial

Bordeaux. — On s'attendait à voir et à écouter l'Aquitaine. On a vu, on n'a guère parlé que de Bordeaux.

Sous la conduite de M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, six membres du gouvernement (1) s'étaient déplacés le 9 janvier dans la capitale d'Aquitaine pour expliquer aux élus, aux responsables professionnels et syndicaux, aux milieux agricoles, la politique gouvernementale et notamment deux de ses principales lignes de force : la décentralisation et la lutte pour l'emploi.

Les nombreuses délégations officielles ont accompli à un train d'enfer un ballet de déplacements à l'intérieur de Bordeaux, allant de la préfecture de région à la préfecture de la Gironde, puis à la communauté urbaine dans le futuriste quartier de Meriadeck, repartant au Lac et revenant à nouveau au conseil général de la Gironde.

Ainsi, la province comme Paris succombe souvent, elle aussi, à la tentation du centralisme sur la capitale régionale. Nombre d'élus de la Dordogne, des Landes, du Lot-et-Garonne, des Pyrénées-Atlantiques, ont dû le regretter à l'issue de la réunion présidée par M. Philippe Madrelle, sénateur P.S., président du conseil régional et aussi du conseil général de la Gironde, qui, dans son allocution, avait judicieusement essayé de s'exprimer au nom de l'ensemble des Aquitains, qui « *refusent d'être condamnés à la marginalité européenne et à l'assistance nationale* ».

Mais il fallait compter avec le poids de Bordeaux et de ses ténors. Mme Catherine Lalumière, ministre de la consommation, rendant compte d'une réunion tenue la veille à l'hôtel Matignon à propos d'une affaire à laquelle les Bordelais attachent beaucoup de prix (la suppression de l'Ecole de la santé navale, dépendant du ministère de la défense, et son regroupement avec l'école de Lyon), lut une lettre de M. Mauroy qui annonçait la création, à la place de cette école, d'un institut médical tourné vers le tiers-monde. Il n'en fallut pas davantage pour déclencher une longue mais belle passe d'armes entre celle qu'on dit vouloir briguer en 1983 la mairie de Bordeaux et l'ancien premier ministre, sous l'œil amusé de M. Defferre, qui voyait là les prémices d'une bataille électorale prometteuse. « *Dans cette affaire on est en face d'une situation abracadabrante*, a déclaré le maire de Bordeaux. *Si, cet été, le gouvernement n'avait pas décidé d'inverser le cours des choses, on commencerait aujourd'hui à construire la nouvelle école de santé de Bordeaux. M. Charles Hernu s'est en réalité fait coiffer par ses services de la rue Saint-Dominique. Je dits « non » aux solutions de rattrapage et aux pis-aller.* »

Avec philosophie et ironie, M. Defferre tira les conclusions de cette joute : « *Je ne voudrais pas que la querelle entre Lyonnais et Bordelais se retourne contre Marseille, où, là aussi, nous avons de bons instituts médicaux...* »

#### Anémie graisseuse

Mais les ministres étaient surtout venus parler de décentralisation et d'économie, les deux disciplines se révélant d'ailleurs intimement interdépendantes si l'on en croit du moins M. Jacques Delors : « *En tant que responsable de l'économie et des finances, je pense que la décentralisation est une bonne chose. L'Etat, jusqu'à présent, fait de l'anémie graisseuse.* » C'est cette maladie que le gouvernement veut traiter en même temps par la décentralisation et par la déconcentration, selon un double mouvement : l'Etat va transférer aux collectivités locales certains de ses pouvoirs ; les services ministériels transféreront aux commissaires de la République l'ensemble des responsabilités administratives de l'Etat.

Après avoir expliqué le nouveau régime des aides régionales, M. Defferre s'est dit convaincu que, dans les mois à venir, lorsqu'il fera voter la loi sur la répartition des compétences, entre l'Etat, les communes, les départements et les régions, « *il aura l'appui des élus locaux. Cette bataille ne sera pas facile, car il faudra arracher aux administrations des pouvoirs qui sont leur apanage depuis des décennies, voire des siècles* ». M. Delors ayant parlé de la décentralisation, M. Defferre se devait, lui, de parler d'économie et il s'y connaît, a-t-il souligné, puisqu'il a été chef d'entreprise à la tête du journal *le Provençal*. « *Pour une entreprise privée*, a indiqué le maire de Marseille, *les bénéfices sont comme l'oxygène pour un être humain. Elle en a besoin pour vivre.* » Et cet hommage appuyé à M. Delors, le ministre le plus populaire (2) : « *Je me félicite du succès personnel et du succès dans l'opinion de Jacques Delors.* »

Succès ? Le ministre de l'économie et des finances en obtint un très franc après avoir prononcé un vibrant plaidoyer en faveur du « *sursaut national* ». « *Mais ce sursaut*, a-t-il ajouté, *ne se conçoit pas sans la reprise de la croissance. C'était le premier devoir de la gauche. Aujourd'hui la reprise est là. C'était un préalable, car rien de grand ne peut se faire dans la langueur et le découragement.* » Et un avertissement : « *Il n'y aura pas de reprise durable si les Français se laissent aller à leur démon favori, l'inflation...* »

La synthèse entre l'économie, l'emploi et la décentralisation porte un nom : les contrats de solidarité, qui, bien évidemment, sont de natures différentes selon que le partenaire de l'Etat s'appelle la ville de Lille, la société Biga (chaussures et espadrilles), dans les Pyrénées-Atlantiques, où le bureau d'aide sociale de Saint-Vincent-de-Tyrosse (Landes). Plus de vingt contrats de solidarité ont été signés le 9 janvier dans un climat de grande camaraderie. Parmi ceux-ci, on notera, par exemple, les contrats qui intéressent la commune de Bègles (vingt-deux emplois créés), dirigée par un maire communiste, Mme Rossignol, et celle de Mérignac, dirigée par M. Michel Sainte-Marie, socialiste (trente emplois créés), toutes deux dans la banlieue bordelaise. Mais rien avec la ville de Bordeaux. La triple poignée de main entre MM. Defferre, Delors et Chaban-Delmas aurait été pourtant du meilleur effet dans cette atmosphère d'entente cordiale pour l'emploi.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(1) Outre M. Defferre, étaient présents, MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement, maire de Pau, Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, Mmes Edith Cresson, ministre de l'agriculture et Catherine Lalumière, ministre de la consommation, élue en juin à Bornuelli, secrétaire d'Etat chargé des deaux, et M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat chargé des DOM-TOM, élu en juin dans les Landes. M. Jean Saint-Geours, président de la mission de lutte pour l'emploi, accompagnait les ministres.

(2) Avec MM. Mauroy et Rocard, selon le sondage du *Matin Magazine* dans le numéro du 9 janvier.

## FAITS ET PROJETS

### LES P.T.T. EN CORSE

Profitant d'une visite en Corse à l'occasion de la mise en vente du nouveau timbre poste consacré à l'île, M. Louis Mexandeau, ministre des P.T.T., a évoqué le 9 janvier la manière dont son administration comptait s'inscrire dans le projet gouvernemental de décentralisation dont les deux départements insulaires seront les premiers bénéficiaires.

Devant une centaine d'élus et de personnalités réunies à Ajaccio, M. Mexandeau a d'abord rappelé la spécificité des P.T.T. dans laquelle il est nécessaire « *de programmer et de faire fonctionner de manière cohérente deux grands réseaux dans le cadre d'une mission de service public* ». La volonté de décentralisation et de régionalisation doit tenir compte de cette réalité.

Aussi une programmation correcte impose-t-elle tout un travail de planification « *qui risque d'apparaître comme une manifestation de centralisme alors qu'il ne s'agit que d'une recherche de cohérence* ». Comment, dans ces conditions, assurer aux régions le maximum de liberté ? C'est la question à laquelle le ministre déclare vouloir réfléchir.

M. Mexandeau a toutefois annoncé certaines mesures concrètes à commencer par la création prochaine de deux directions régionales — postes et télécommunications — qui seront à l'avenir les interlocuteurs des autorités élues de l'île. En outre, il s'est engagé à mener une politique de « *corsisation* » du personnel des P.T.T. de la région sans enfreindre toutefois les règles d'affectation et de mobilité en vigueur dans la fonction publique. — J. Sn.

● *Le projet de centrale à Civaux.* — A la préfecture de la Vienne, M. Raphaël Toux, ancien ambassadeur de France, a présidé la première réunion de travail de la commission locale d'information sur le projet de centrale nucléaire de Civaux « gelé » depuis juillet dernier.

Cette commission, composée de trente-deux membres, a été formée le 17 décembre dernier. Elle a pour mission de s'informer sur l'état du projet puis sur le suivi de l'impact des grands équipements. Ses travaux ne seront pas publiés. — *(Corresp.)*.

### DES CRÉDITS POUR LE PORT DE NANTES - SAINT-NAZAIRE

Le ministre de la mer, M. Louis Le Pensec, au cours d'une journée de travail, le 8 janvier, à Saint-Nazaire et à Nantes, a annoncé que l'Etat allait débloquer des crédits pour la construction d'un troisième quai à Montoire, spécialisé dans le trafic des produits agro-alimentaires.

Le ministre a aussi annoncé que le port autonome serait doté en 1983 d'une drague aspiratrice de grande puissance et que la subvention de l'Etat pour l'entretien du chenal de la Loire, en 1982, passerait de 34 à 51 millions de francs.

M. Le Pensec a assuré la région de Saint-Nazaire de « *sa déterminotin à mettre un coup d'arrêt à la perte de vitesse des Chantiers de l'Atlantique* ».

Quant à une éventuelle fusion entre Dubigeon-Normandie (à Nantes) et les Chantiers de l'Atlantique, il a précisé « *qu'aucune décision n'était prise, mais que si des négociations pouvaient utilement s'engager, elles devraient s'effectuer dans le respect de la vocation navale de chaque site et dans le maintien de la croissance de l'emploi* ». *(Corresp.)*

### LES COMMUNISTES ET LE LITTORAL DU NORD

Les élus communistes du Nord-Pas-de-Calais viennent d'élaborer, pour le littoral de cette région, un projet de contrat de développement qu'ils présenteront prochainement au premier ministre. C'est à Calais, ville dont le député, maire, est M. Jean-Jacques Barthe (P.C.) que ce projet a été rendu public. Le maire de Calais et M. Ivan Renar, vice-président du conseil régional, ont souligné la gravité de la situation économique de cette zone qui connaît des taux de chômage supérieurs à la moyenne régionale (16 % à Calais, 13,5 % à Boulogne-sur-Mer, 10,4 % à Dunkerque).

Le contrat en question pourrait être élaboré avec la Datar et devrait engager l'Etat, la région, les collectivités locales, les ports, les grandes entreprises comme la S.N.C.F et Usinor

Il comprendrait la création d'activités nouvelles, la réalisation d'infrastructures indispensables, le cadre de vie, etc.

Pour ce qui est du projet de tunnel sous la Manche, la position des élus communistes rejoint celle qu'a déjà exprimée M. Guy Lengagne (P.S.) député et maire de Boulogne : « *Oui, mais il est essentiel que nous ayons la garantie du gouvernement que si le tunnel se réalise, les conséquences locales seront prises en compte.* » *(Corresp.)*

### LES ILES LAVEZZI SERONT « RÉSERVÉES »

Les îles Lavezzi, archipel situé au large de Bonifacio (Corse-du-Sud) et les eaux qui les entourent, forment désormais une réserve naturelle, la cinquante-septième de France. Le décret de création a été publié par le *Journal officiel* du 8 janvier.

Sur une zone maritime d'environ mille hectares s'appuyant sur le littoral et englobant l'archipel, il est interdit de pratiquer la pêche sous-marine comme de rejeter des détritus et des eaux usées. La pêche professionnelle continuera cependant à s'y exercer.

Sur quatre îlots, ceux de Piana, Ratino, Porragia et Sperduti, le public ne pourra plus pénétrer. En revanche, il lui sera possible d'accéder à l'île Lavezzo, qui couvre environ soixante-dix hectares, mais il ne pourra ni chasser ni cueillir des végétaux, ni ramasser des minéraux, ni camper, ni circuler avec un véhicule à moteur. La construction, l'exploitation minière, les activités commerciales, industrielles et artisanales sont prohibées. Mais le pâturage des moutons et la construction d'ouvrages militaires restent possibles.

La réserve des Lavezzi est, avec le parc national de Port-Cros et la réserve de Scandola près de Calvi, en Haute-Corse, l'une des rares zones en France où la protection s'étend à la fois sur terre et sur mer.



### LA DÉCENTRALISATION ET LA FONCTION PUBLIQUE

M. Pierre Mauroy s'est félicité, le 8 janvier à Lille, du prochain vote de la loi sur la décentralisation, qui permettra, selon lui, l'avènement « *d'une fonction publique unique, qui, bien que diversifiée, sera régie par les mêmes principes généraux* ». Le premier ministre prenait la parole à l'hôtel de ville, à l'occasion de l'échange traditionnel des vœux avec le personnel municipal.

« *Il n'y aura plus de différence fondamentale entre ceux qui servent l'Etat et ceux qui servent les communautés territoriales*, a-t-il précisé. *Ceux qui serviront les communes, les départements, les régions, pourront devenir des fonctionnaires de l'Etat. Il y aura des passerelles entre ces fonctions. La nouvelle loi permettra d'assurer la promotion de la fonction publique des collectivités territoriales.* »

### UNE NOUVELLE LIGNE A HAUTE TENSION DANS LE SUD-OUEST

Le Sud-Ouest ne bénéficie pas encore d'un réseau de 400 000 volts garantissant son alimentation en énergie électrique. Dès que l'étude d'impact (commencée le 23 novembre 1981) sera achevée et que le ministre de l'industrie l'aura déclarée d'utilité publique, une ligne à très haute tension reliera Toulouse-Verfeil à Bordeaux-Cubnezais.

Les cinq groupements d'entreprises privées qui la construiront se chargeront de 50 kilomètres environ chacune et couvriront les 286 kilomètres en deux ans.

Mais auparavant le tracé devra être déterminé en tenant compte des contraintes de l'environnement et des projets départementaux et municipaux.

La ligne à très haute tension pourra aussi recevoir l'énergie produite par la centrale nucléaire de Golfech par l'intermédiaire d'un poste d'interconnexion.

Une deuxième ligne de 400 000 volts est même prévue, parallèle à la première, entre Golfech et Toulouse, pour évacuer l'électricité sans risque de panne, dans le cas où la centrale passerait de deux tranches de 1 300 mégawatts à quatre tranches dans les années futures. — *(Corresp.)*.

Le Monde

ECONOMIE

## LES NOUVELLES TENDANCES DU SYSTÈME DE DISTRIBUTION FRANÇAIS

# M. André Delelis, ministre du commerce et de l'artisanat : « *Nous ne cherchons pas à être dirigistes* »

**Le système de distribution s'est considérablement modifié en France, au cours de ces vingt dernières années (l'article qu'on lira page 20 précise l'ampleur de ce changement). L'apparition de grands groupes, phénomène récent, a également entraîné la création de grandes surfaces de vente, dont la première remonte à 1963. Le commerce traditionnel s'est senti menacé par ces géants qui, en voulant « écraser les prix », en viennent aussi parfois à écraser la petite boutique. La loi d'orientation du commerce et de l'artisanat de décembre 1973, dite loi Royer, a tenté de canaliser le développement de ces grandes surfaces en soumettant les implantations ou les extensions à une autorisation préalable. Dix ans après, le moment semble venu de faire le point de la situation. C'est ce que réclamaient les chambres de commerce et d'industrie avant même les élections de mai et de juin 1981. C'est ce qu'a décidé le ministre du commerce et de l'industrie du nouveau gouvernement en décrétant une pause des créations et en faisant faire, par les régions et par les départements, un recensement des principaux établissements commerciaux afin de déterminer les besoins pour les années à venir. M. André Delelis a bien voulu répondre à nos questions.**

*« Vous êtes installé à ce poste depuis six mois. Quels premiers enseignements tirez-vous ? Comment avez-vous trouvé la situation et qu'avez-vous pu faire déjà ?*

— La situation du commerce et de l'artisanat n'était pas bonne. Il y a la crise, ce sont des secteurs qui ont été particulièrement touchés par elle, et il nous est demandé fréquemment de prendre des mesures qui seraient de nature non seulement à favoriser la relance économique, mais aussi à aider le commerce et l'artisanat à repartir d'un bon pied. Donc une situation tout de même assez précaire, et aussi, il faut bien le dire, des professions avec lesquelles le dialogue permanent que nous devons entretenir en tant que représentants du gouvernement n'est pas facile. Ces professions, en effet, sont nombreuses, très diverses, et on n'arrive pas toujours à déceler quels sont les organismes vraiment représentatifs. Mais, pour revenir à la situation que j'ai pu constater depuis que je suis ici, je trouve que la concurrence n'est pas bonne, que le déséquilibre tendait à s'établir, de sorte que l'on souhaite, dans certains milieux, réformer la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat, dite « loi Royer », afin de revenir à un meilleur équilibre entre les différentes formes de distribution.

*— Parlons-en, car c'est un sujet qui est déjà largement abordé dans le public. Vous aviez annoncé que vous feriez un recensement, une sorte de carte des besoins en matière d'urbanisme commercial.*

— L'objet du recensement, c'est non seulement d'établir la carte, de faire l'inventaire précis de tous les établissements de plus de 400 mètres carrés — si on a pris 400, c'est simplement pour prendre en compte les établissements qui ont une certaine importance, — pour savoir si l'équipement commercial de chaque département est suffisant, s'il y a saturation, s'il y a des besoins, et donc de savoir s'il faut encore délivrer beaucoup d'autorisations...

*— Vous avez gelé les autorisations pour les ouvertures des grandes surfaces, c'est-à-dire que vous n'avez pas voulu, pendant un certain temps, que se créent de nouveaux hypermarchés ou de nouveaux supermarchés...*

— On a gelé ces autorisations pendant six mois pour répondre à l'engagement qu'avait pris le président de la République au cours de sa campagne électorale. Nous arrivons maintenant à échéance et nous attendons les résultats qui vont nous parvenir de chaque département pour juger sur pièces. Déjà nous savons qu'il y a des départements où l'unanimité s'établit pour reconnaître qu'il y a des secteurs qui sont suréquipés et que dans d'autres il y aurait lieu de maintenir l'équilibre, de manière à assurer la concurrence. Parce que pour nous, ce qui compte, ce n'est pas d'être dirigistes, ce n'est pas de réglementer à tout prix, mais d'avoir une variété d'équipements qui permette aux consommateurs d'avoir un choix.

*— Plus précisément, pensez-vous que les grandes surfaces contribuent à améliorer la situation, à défendre les prix ?*

— Cela dépend des situations. Il peut en être ainsi parfois, notamment lorsque deux grandes surfaces se font concurrence. Mais, quelquefois, les pratiques des grandes surfaces sont un peu équivoques, c'est-à-dire qu'elles donnent l'impression de baisser les prix, mais en réalité ce sont des rayons d'appel qui attirent le consommateur.

*— Etant donné que dans la période actuelle on cherche à obtenir du commerce des engagements de maintien de prix, n'est-il pas plus facile, en tout cas plus efficace, de traiter avec des grandes surfaces plutôt qu'avec des petits commerçants ?*

— Là, je vous ferais deux observations. La première, c'est que lorsque l'on traite avec les « grands », il faut traiter aussi avec les « petits » qui sont un élément de la concurrence. La deuxième, c'est que ce que vous dites est la preuve que le jour où le petit commerce aurait disparu les « grands » pourraient effectivement faire la loi en matière de prix, et on aboutirait à une situation contraire à celle que nous cherchons, car, alors, ils pourraient augmenter les prix par le jeu des ententes. On touche là au code de la concurrence qui fait aussi partie de la loi Royer, dont la réforme ne s'impose pas seulement pour l'urbanisme commercial, mais aussi pour toutes les dispositions intéressant la concurrence et qui sont dans la loi d'orientation. Comme par exemple le crédit fournisseur, c'est-à-dire les délais de paiement pour régler les fournisseurs. La loi a réglementé sur ce point pour les denrées périssables, payables en un mois, mais pas du tout en ce qui concerne les denrées non périssables. Or, actuellement, il y a des paiements qui se font à trois mois, six mois. Nous ne pensons pas que ce soit un facteur de baisse des prix.

Propos recueillis par
FRANÇOIS SIMON
et ALPHONSE THÉLIER.

*(Lire la suite page 20.)*

# M. Dekker, le nouveau président de Philips veut développer la coopération européenne

**Depuis le 1er janvier, Philips, un des géants de l'électronique mondiale, a un nouveau « patron ». Président depuis 1975, M. Rodenburg prend une retraite anticipée et cède son fauteuil à M. Dekker. Un changement qui s'opère dans la continuité et une relative discrétion. Pourtant, l'arrivée de M. Dekker à la tête de Philips pourrait être l'occasion de quelques inflexions dans la stratégie de la multinationale.**

LA personnalisaiton du pouvoir aidant, tout changement à la tête d'une entreprise est déjà en soi un petit événement. Pour la société concernée comme pour son environnement. Que ce changement d'homme concerne l'un des premier groupes mondiaux, l'une des rares multinationales européennes de l'électronique, qu'il intervienne au moment où, sur le Vieux Continent, on cherche à s'organiser face à l'offensive japonaise..., voilà qui donne à l'événement une tout autre dimension.

Vénérable institution nonagénaire, Philips n'a pas été épargnée par la crise économique. Certes, le groupe néerlandais figure toujours parmi les cinq géants mondiaux de l'électronique. Avec un chiffre d'affaires en 1981 d'environ 100 milliards de francs, il pèse plus, à lui seul, que Thomson et la C.G.E. réunis. Il occupe une position enviée sur le marché mondial des biens de consommation électronique : radio-T.V.-hi-fi, électroménager, éclairage, piles. C'est le seul Européen qui rivalise avec les fabricants américains et japonais de composants électroniques. Dans les biens d'équipement professionnels (audiovisuel, médical, télécommunication, câbles, systèmes d'armes, etc.), il tient fort honorablement son rang. Bref, l'empire Philips fait encore bien des jaloux.

Pourtant, depuis quelques années, la multinationale donne des signes de faiblesse. L'offensive des groupes japonais sur le marché de l'électronique grand public l'a quelque peu prise de court. Ces derniers se sont emparés des marchés de la hi-fi et du magnétoscope. Ils attaquent sur la T.V. et se préparent pour les prochains marchés de la micro-informatique. Philips a également mal supporté l'échec, en 1975, de la coopération européenne Unidata en informatique. Dans les télécommunications, malgré un beau succès en Arabie Saoudite, il piétine à la porte du « club » des géants du téléphone.

## D'abord restructurer

Contraint de se battre sur tous les fronts de cette vaste filière électronique, Philips doit investir massivement. Or, avec un appareil de production concentré pour l'essentiel sur l'Europe (qui occupe 70 % de ses trois cent quatre-vingt mille salariés), le groupe a des prix de revient élevés, et ses marges bénéficiaires sont laminées.

Comment redresser la barre, passer à la contre-offensive, redonner un second souffle à un groupe aux structures lourdes, rigides, complexes, et qui ressemble par certains côtés à une administration ? Rude tâche que celle qui attend M. Dekker, nouveau patron, à cinquante-sept ans, de la multinationale néerlandaise depuis le 1er janvier. Ce natif de Eindhoven — la cité brabançonne qui vit au rythme du groupe dont elle fut le berceau — a fait toute sa carrière chez Philips : trente-trois ans, dont vingt-quatre à s'occuper des activités du groupe en Asie du Sud-Est.

*« Philips a besoin d'un bon lifting. »* Un léger sourire ponctue le propos, qui tranche avec l'onction, la discrétion qui ont toujours été de mise dans les sphères dirigeantes de la firme. M. Dekker ne cherche pas à dissimuler, à ses interlocuteurs, les difficultés. *« La récession économique est plus grave que nous ne l'avions prévu. Certes, nous avons les produits, l'outil industriel, la recherche, les hommes. Mais nous avons un point faible : la modicité de nos résultats. Il nous faut donc restructurer nos usines et revoir, avec un esprit critique, notre organisation pour diminuer les frais. Nous devons également concentrer les productions dans les pays où Philips est le plus actif, plutôt que d'avoir des petites usines un peu partout. Ainsi nous disposons de six unités de tubes T.V. en Europe. C'est trop si nous voulons obtenir des économies d'échelle et être compétitifs face aux Japonais. »*

Cette restructuration, qui va durer trois années, ne *« servirait à rien »* si elle ne s'accompagnait pas d'investissements productifs, d'une rénovation des usines avec des méthodes *« modernes d'automatisation »*. Certes, M. Dekker sait que de tels procédés ne sont pas *« populaires »*, car, pendant un certain temps, cette restructuration va supprimer des emplois. Mais *« si nous ne faisons rien, nous courons a notre perte »*.

## Concurrence nippone : ne pas accepter le fait accompli

Ces mesures défensives, déjà amorcées en 1981, constituent le premier volet de l'action de M. Dekker. Celle-ci doit également comporter des mesures de nature plus offensive, qui passent par la définition d'un certain nombre de priorités pour le développement de nouveaux produits et par une coopération européenne plus poussée.

Vidéo, télécommunication, télématique et bureautique : tels sont les secteurs sur lesquels Philips va faire porter ses efforts. *« Domaine historique du groupe »*, le classique marché de la radio-télévision s'élargit vers ce qu'on appelle la péri-télévision (ordinateur domestique, magnétoscope, vidéodisque). M. Dekker reconnaît que le groupe s'est fait un peu prendre de vitesse ces dernières années. *« Avec les magnétophones, nous avions réussi à imposer un standard mondial* — celui de Philips — *en coopération avec les Japonais. Nous souhaitions faire de même avec la première génération de magnétoscopes et de vidéocassettes. Mais les Japonais ont refusé, et attaqué très vite avec leurs propres normes. Sans doute n'avons-nous pas suffisamment senti le marché, avons-nous été trop lents ! »* Du coup les groupes japonais, appuyés sur leur marché intérieur, puis sur les Etats-Unis, ont imposé leurs normes. Or le nouveau président de Philips n'accepte pas ce fait accompli. *« Nous voulons absolument prendre une bonne partie du marché de la péri-télévision, et reconquérir, grâce à un bon produit, le Vidéo 2000, développé avec la société allemande Grundig, une forte position dans les magnétoscopes »*. Pas question de laisser face à face les deux systèmes japonais (le V.H.S. de Matsuhita et le Betamax de Sony) sur le marché européen. *« Les choix technologiques que nous avons faits avec le Vidéo 2000* (notamment la largeur de la bande magnétique et sa durée) *nous placent en bonne position pour la prochaine génération de matériels »*.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

*(Lire la suite page 21.)*

## LA TRÊVE DES PRIX

# Occuper le devant de la scène

UN gouvernement — et un ministre dont on attend beaucoup — se *voit comme contraint* d'occuper en permanence le devant de la scène. Quand il s'agit de résoudre un problème aussi grave que l'inflation, cela peut le conduire, faute d'être inspiré par un programme de grande envolée propre à rétablir durablement la situation, à prendre des mesures destinées plus à frapper l'opinion que le mal qu'*on* se *propose* de faire reculer. Tel pourrait bien être le cas pour la trêve des prix à laquelle M. Jacques Delors invite les commerçants et, selon des modalités quelque peu différentes, les prestataires de services.

∴

Il est vrai que l'objectif du ministre de l'économie et des finances est à court terme. Ce qu'il veut, c'est créer des conditions favorables à la mise en place du dispositif nouveau dont il rêve pour les négociations de salaires — lui qui avait attaché son nom et son prestige à la politique contractuelle du gouvernement de M. Chaban-Delmas dont il était le conseiller. Pour avoir des chances d'intéresser les syndicats à sa formule, qui devrait conduire les partenaires sociaux à s'entendre sur un pourcentage de hausse des rémunérations sensiblement inférieur au taux *actuel* de l'inflation (mais proche de l'objectif visé par les pouvoirs publics), il lui faut absolument obtenir un ralentissement *significatif* du *renchérissement* du coût de la vie au cours des tout prochains mois. Une fois le processus enclenché, pense probablement le ministre, la voie sera ouverte pour une décélération progressive des coûts salariaux et, partant, des prix.

∴

Ce n'est pas la première fois qu'un gouvernement ou le responsable de la Rue de Rivoli fait un tel calcul, fondé sur l'idée que la première chose à faire pour lutter contre l'inflation est d'infléchir les comportements. Le point faible d'une telle politique, c'est qu'elle conduit infailliblement ses auteurs à prendre des *décisions qui* cherchent à produire un effet psychologique (convaincre l'opinion que les prix vont monter moins vite ou même dans certains cas baisser) mais qui, dans la réalité des choses, ont pour conséquence inéluctable de créer indirectement de nouvelles sources d'inflation.

En décembre 1972, M. Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre de l'économie et des *finances*, lance un plan dit de lutte contre l'inflation dont la principale disposition est un abaissement du taux de la T.V.A., alors qu'un relèvement des impôts aurait été à l'époque plus judicieux. L'objectif proclamé était de ramener, à la faveur de la réduction de certains prix de détail, la hausse des salaires à un pourcentage plus bas (on visait alors 7 %). L'analogie avec le plan Barre de septembre 1976 est encore plus frappante. M. Barre avait d'entrée de jeu décrété un blocage de trois mois des prix de détail (comme l'a fait M. Delors pour le prix des services) et au début de 1977 il avait lui aussi abaissé le taux de la T.V.A. au risque de réduire les recettes de l'Etat, pourtant sollicité par de nouvelles dépenses. Ces mesures, dans l'efficacité desquelles il *ne* croyait guère (la suite de son action l'a prouvé), devaient toutefois dans son esprit avoir la vertu de modérer les revendications salariales. Aujourd'hui, M. Delors n'hésite pas à annoncer que l'Etat « fera lui aussi un effort » en limitant à 10 % *pour* 1982 le relèvement moyen des tarifs publics.

L'expression est aussi ambiguë (ce faisant l'Etat pratique plutôt une politique de facilité) que la pensée qu'elle exprime illusoire. Le résultat sera d'aggraver le déficit déjà important des entreprises du secteur public traditionnel, d'où une cause *supplémentaire* d'alourdissement d'un déficit budgétaire considérable, dont on voit mal comment il pourrait être financé sans création monétaire.

∴

Cela dit, la méthode de M. Delors comporte aussi des aspects positifs. On pouvait craindre que *progressivement* l'économie française serait à nouveau placée *sous* le régime néfaste du contrôle des prix. Le ministre propose aux professionnels des services de *sortir* du blocage, qui devait en principe prendre fin au mois d'avril, plus vite que prévu, à condition de signer des accords dits de régulation. Mais sa prudence *et son libéralisme relatif ne* risquent-ils pas de devoir un jour céder aux pressions des partis au pouvoir au cas, hélas ! probable, où la nouvelle expérience de lutte psychologique contre l'inflation connaîtrait le sort des précédentes ?

PAUL FABRA.

## LES NOUVELLES TENDANCES DU SYSTÈME DE DISTRIBUTION

# Supermarchés et hypermarchés assurent plus du tiers de la vente au détail

LORSQU'EN juin 1963 s'ouvre à Sainte-Geneviève-des Bois (Essonne) le premier hypermarché, le monde de la distribution vient d'accomplir une nouvelle révolution, comparable à celle qui, dans les années 1850, suivit la naissance des grands magasins. Mais en juin 1963, rares sont ceux qui perçoivent ce bouleversement. Nul en tout cas ne se hasarde à emboîter le pas à ces aventuriers qui, à l'enseigne de Carrefour, en viendront à étaler leur marchandise sur 4 430 mètres carrés.

Qui sont-ils, au demeurant, ces aventuriers ? Leur réputation n'a guère dépassé les frontières du département de l'Ain où, en 1959, la petite société succursaliste alimentaire Badin-Defforey s'est alliée au groupe Fournier qui exploite deux magasins de nouveautés à Annecy et Annemasse. Ces deux familles ont en commun un enthousiasme pour les méthodes américaines en matière commerciale. En juin 1960, Carrefour teste sa méthode en ouvrant à Annecy un supermarché de 650 mètres carrés. Le système de distribution à rayons libres, les bas prix pratiqués, attirent le chaland. Les petits commerçants deviendront grands.

En 1982, Carrefour règne sur quarante-neuf hypermarchés ; couvrant une surface de 447 638 mètres carrés, devançant en surface l'enseigne collective des adhérents de Paris-Dock, Mammouth (337 438 mètres carrés) et Auchan (243 955 mètres carrés). Le leader de la distribution, qui réalisa avec son premier magasin un chiffre d'affaires de 5,6 millions de francs, faisait état en 1980 d'un chiffre d'affaires consolidé hors taxes de 20,4 milliards de francs. Au cours de ces quinze dernières années, Carrefour a triplé sa surface de vente non seulement en multipliant les implantations, mais aussi en procédant à des opérations de rachat ou d'absorption d'autres sociétés. Il s'est associé à des distributeurs locaux.

Coïncidence, c'est aussi en 1960 qu'André Metzenlopoulos prend en main la célèbre société succursaliste Félix Potin, fondée en 1844 et menacée de déconfiture. Mais il parie, lui, sur le magasin de proximité en libre service mais de surface moyenne. Non content de la remettre à flot, il prend successivement le contrôle de Primistère, de Genvrain (qui détient lui-même une participation de 40 % dans Cofradel), des Comptoirs français, soit un réseau de distribution de mille cinq cent vingt-trois magasins en région parisienne et mille cinquante-neuf en province, principalement dans la région Rhône-Alpes, alors que la société n'avait plus en 1960 qu'une quarantaine de boutiques.

Ce que l'on sait moins, c'est que Félix Potin possède à Paris directement ou au travers de sociétés civiles immobilières un patrimoine immobilier locatif qui a rapporté, au cours du dernier exercice, 69 millions de francs en loyers (hors charges et taxes). Enfin, pour ajouter un fleuron à sa couronne, André Mentzelopoulos, quatre ans avant sa mort, avait acheté le vignoble bordelais Château Margaux.

Ces deux exemples du commerce de grandes surfaces installées le plus souvent à la périphérie des villes et de la chaîne des magasins de proximité établis dans les centres urbains sont significatifs du développement de la grande distribution au cours des deux dernières décennies. Ce ne sont évidemment pas les seuls. En 1982, on compte 468 hypermarchés, 4 335 supermarchés, couvrant au total plus de 6 millions de mètres carrés, employant plus de 200 000 personnes, réalisant ensemble un chiffre d'affaires de 191 971 millions de francs et assurant plus du tiers des ventes d'alimentation au détail (1).

Ces résultats sont le fruit, pourrait-on dire, du mariage de deux principes : le libre-service introduit en France dès 1948 par les succursalistes, notamment Goulet-Turpin, et le « discount » (ristourne sur les prix) lancé par l'infatigable Édouard Leclerc dans son premier centre distributeur en 1949. Ce dernier, comme on le sait, fera son chemin. Aujourd'hui, 49 hypermarchés et 266 supermarchés sont à l'enseigne de l'« épicier de Landernau ».

On pourrait les multiplier à l'envi, ces exemples, parler notamment de Darty, qui ouvre en 1968 ses premières grandes surfaces spécialisées dans l'électroménager, ou d'Euromarché. Les études de l'Afresco (Association française de recherche et d'études statistiques commerciales), ainsi que celle que vient de publier la direction de la prévision du ministère de l'économie et des finances (2), donnent une idée de l'importance de ces « grandes manœuvres ». La création de nouveaux groupes, par absorptions et fusions, a complètement transformé le monde du commerce ces dernières années. Phénomène récent (« *Les groupes géants n'existaient pas il y a vingt ans* », souligne l'Afresco), phénomène qui va s'étendant sous des formes les plus diverses et qui aboutit « *à la création de ce que l'on peut appeler une féodalité commerciale qui tend à réduire de plus en plus l'effectif des entreprises échappant à un groupement, non seulement chez les maisons à succursales, mais dans le clan des entreprises à commerces multiples et dans le secteur des associés* ».

Ainsi assiste-t-on à la formation de « *suzerainetés géographiques* » et à la constitution de puissances financières capables de tenir la dragée haute aux producteurs, même si ces puissances s'épuisent parfois à vouloir régler leurs comptes entre eux. La liste des opérations de croissance des groupes français (voir encadré ci-dessous) donne une idée de l'importance de la lutte qui peut être menée.

D'une façon générale, cependant, c'est dans l'alimentation, plus que dans le non-alimentaire, que se sont faits les plus grands bouleversements. L'appareil de distribution des groupes commerciaux s'est constitué sur la base d'établissements de grande taille. Cette tendance pourrait se renverser au cours de cette décennie. Non seulement en raison du frein qu'y mettraient les pouvoirs publics, soucieux de protéger les petits commerçants, mais aussi parce que cela pourrait résulter de l'intérêt bien compris des grands de la distribution. Peut-être le mouvement est-il déjà amorcé, même s'il n'est pas quantifiable. Certains petits commerçants, dont les affaires marchent bien dans le non-alimentaire (vêtements, parfumerie, électroménager), mais aussi dans l'alimentaire (charcuterie, boucherie), ne cèdent-ils pas à la tentation d'ouvrir un second, puis un troisième, puis un quatrième point de vente ? Ainsi perçoit-on l'arrivée dans l'appareil commercial de petites chaînes de distribution. Le commerce de proximité pourrait, de la sorte, reprendre de la valeur, même aux yeux de ceux qui n'ont, jusqu'ici, trouvé leur avantage que dans les grandes surfaces.

Si le commerce de détail s'est sensiblement concentré en France depuis dix ans, il ne l'a pas fait dans des proportions comparables à celles de l'industrie française. « *Il semble même que, dans les autres principaux pays industrialisés, les grandes sociétés commerciales soient plus nombreuses ou de plus grande taille qu'en France* », note à ce propos la direction de la prévision.

On pourrait en conclure qu'il y a encore de beaux jours pour les tenants des hyper et des supermarchés. Encore faudrait-il prouver que c'est bien le genre de distribution qu'attendent les Français, dont le style de vie ne s'apparente pas nécessairement à celui des autres pays industrialisés. Depuis quelques années, les spécialistes s'interrogent sur le type d'établissement qui conviendrait le mieux. Il se pourrait que l'on s'oriente vers la multiplication des moyennes surfaces, qui seraient mieux à même de couvrir les besoins sur le plan géographique.

Toutefois, comme la tendance des groupes n'est pas à restreindre leur développement mais plutôt à l'étendre, y compris à l'étranger, comme on l'a vu dans le cas de Carrefour, on peut s'imaginer que, indépendamment du type de surface retenue, l'appareil commercial français pourrait se scinder en deux : d'un côté les indépendants très localisés ; de l'autre, un petit nombre de géants couvrant le territoire national, qu'ils se répartiraient par la force des choses. A moins, là encore, que les pouvoirs publics, qui se défendent pourtant de dirigisme, n'essayent d'y mettre bon ordre.

F. S.

(1) Source : *Libre-service actualités (L.S.A.)*, nos 825 et 826, 11 et 18 décembre 1981.

(2) *Economie et Prévisions*, n° 49, en vente (France, 20 francs) à l'Imprimerie nationale, 27-39, rue de la Convention, 75015 Paris, et à la Documentation française, 21, quai Voltaire, 75007 Paris.

## Le développement des principaux groupes français

**CARREFOUR**

1976 : absorption des filiales Soracma et Venette Super Store ;
1977 : prise de participation dans la chaîne Californie ;
1978 : prise de contrôle de Castorama (articles de bricolage), cession de la participation dans le capital de la société Distrimas, participation dans le capital de la société Erteco ;
1980 : signature d'un accord avec la société Standa S.P.A., filiale du groupe italien Montedison, fusion par voie d'absorption avec trois de ses filiales : la Société du Bel-Air, la société Givors Investissements S.A. et la société Champagne Bazar.

**CASINO**

1978 : création de la société des restaurants Stefany, constitution des Magasins de bricolage ;
1979 : constitution, avec la société G.B. Inno B.M., premier groupe belge de distribution, de la société France Quick S.A., prise de participation dans Frère Jacques Restaurant Company Inc.

**COMPTOIRS MODERNES**

1977 : participation majoritaire dans le capital de la Société économique de Rennes ;
1978 : réussite de l'O.P.A. sur l'Union commerciale de Meaux ;
1979 : prise de contrôle des établissements Badin-Defforey, dans l'Ain ;
1981 : les Comptoirs modernes quittent le groupement de sociétés à succursales Paridoc ; désormais, les hypermarchés sont exploités par des filiales communes avec Carrefour, Supermarché, Sogramo et Superette, à l'enseigne Carrefour.

**DARTY**

1975 : absorption de Real et d'Odiovox, dix-sept magasins en région parisienne, plus Darty Rhône-Alpes ;
1977 : création Darty Nord-Pas-de-Calais ;
1978 : création Darty Alsace-Lorraine ;
1979 : prise de contrôle de M.D.R. ;
1980 : absorption de Bazla, qui exploite les magasins de Marseille, ouverture de Darty Provence-Méditerranée ;
1981 : ouverture du premier point de vente sport « Sparty » à Bondy.

**DOCKS DE FRANCE**

1975 : prise de contrôle de SOCORENA (groupe Decré), cédé en 1980 ;
1977 : prise de contrôle de Landürbc, Scom, Novex, les Grands Bazars d'Ermont ;
1979 : prise de contrôle de COFRADEL ;
1980 : prise de contrôle de la Ruche picarde.

**ÉCONOMATS DU CENTRE**

1975 : rachat de cent treize succursales aux Docks de Nevers, de cinq supérettes et de trois supermarchés à la société Gros-Rhône ;
1979 : absorption-fusion de Chic Service et de SILA (Société immobilière languedocienne et arlésienne).

**NOUVELLES GALERIES RÉUNIES**

1975 : Uniprix absorbe les Galeries modernes ;
1978 : prise de contrôle de la SEGO ;
1979 : prise de contrôle de la Société d'études Decré, holding du groupe Decré ;
1980 : prise de contrôle de la société des Grands Magasins Lejoncours (Brest), cession des Crèmeries nantaises « Frigécrème » au groupe B.S.N.-Gervais Danone.

**PRIMISTÈRES (FÉLIX POTIN)**

1975 : prise de contrôle des Comptoirs français et de la Société marnaise d'exploitation de magasins à grande surface ;
1976 : prise de participation dans Genvrain-La Parisienne ;
1977 : absorption (avec effet au 1er août 1976) par voie de fusion des filiales Bardou, Agora, les supermarchés Montréal et de la Société marnaise d'exploitation des magasins à grande surface ;
1978 : prise de contrôle de Genvrain-La Parisienne et de Paris-Médoc, réseau parisien de la SODIM ; prise de participation dans Nicolas et Goulet-Turpin ;
1979 : prise de participation dans COFRADEL ;
1981 : absorption de la Société des comptoirs français.

**PRINTEMPS-PRISUNIC**

1972 : fusion avec la Société alsacienne de magasins (SAMAG), que détient le groupe suisse Maus ;
1976 : prise de participation dans Euromarché ;
1979 : prise de contrôle des Grandes Galeries de Strasbourg ; rachat au groupe SCOA de leur participation dans FISUMA ;
1980 : absorption-fusion de la société immobilière Courbet-Salamandre ; prise de participation dans Viniprix; prise de contrôle de la société Sonato, qui exploite les magasins Armand Thiery et Sigrand.

**RADAR S.A.**

1976 : prise de contrôle du groupe Lemaire ;
1977 : reprise du capital de la Société des hypermarchés limousins et de la société Supermarché Janiprix ;
1978 : participation majoritaire dans la société Socorepa ; participation dans Erteco (magasins E.D.) ;
1979 : prise de contrôle de la Compagnie européenne des vins ; participation majoritaire dans Damoy S.A. ;
1980 : prise de contrôle de Paris-France (chaîne de magasins populaires) ;
1981 : contrôle majoritaire de la Société commerciale Centre Blois II et de la société Cafeteria Bowling Station-Service Blois II, regroupement de filiales par fusion.

**REDOUTE (LA)**

1977 : reprise de l'ensemble des Editions Rombaldi ;
1979 : prise de contrôle de Prénatal ;
1981 : filialisation des activités commerciales de La Redoute apportées à trois sociétés : Redoute Catalogue, Maison de La Redoute et Photo-Ciné-Son Redoute.

**VINIPRIX-EUROMARCHÉ**

1977 : fusion de Viniprix, Beaujolaise Vegaprix et Berthier-Saveco, déjà partenaires dans la société Euromarché ;
1979 : achat de cinq Super-Amidis (groupe Promodès) ;
1980 : prises de participation du Printemps dans le capital de Viniprix ; Viniprix (52,68 %) et le Printemps (25,01 %) sont également les actionnaires principaux d'Euromarché.

★ Cette monographie ne tient pas compte des opérations réalisées hors du territoire national.

# Un entretien avec M. André Delelis

(Suite de la page 19.)

— *Ralentir le développement des grandes surfaces, n'est-ce pas en même temps ralentir les créations d'emplois ?*

— C'est en effet ce que font valoir les représentants des grandes surfaces. En est-on si sûr ?

» Il me semble plutôt qu'il y a de moins en moins de personnel dans ces grandes surfaces. C'est le fournisseur lui-même qui vient remplir les rayons directement. La mise en place des caisses-enregistreuses robots ne va pas non plus dans le sens de l'augmentation des effectifs. Même la caissière bientôt ne sera plus là. On ira un jour dans un grand magasin et on en ressortira sans avoir rencontré un membre du personnel ! Aujourd'hui, la plupart des salariés sont embauchés avec des contrats à durée limitée. Je crois que l'emploi reste précaire dans ce secteur.

» A cela s'ajoutent les éléments négatifs dans la mesure où la création d'une grande surface fait disparaître des emplois alentour, dans le petit commerce et dans l'artisanat. Les statistiques prouvent que, en moyenne, un emploi disparaît chaque fois que sont créés 10 mètres carrés nouveaux de surface commerciale.

### Une fiscalité créatrice d'emplois

— *Alors, quelle peut être l'action de votre ministère en matière d'emploi ?*

— D'abord, nous n'avons pas dit que nous n'allions plus délivrer d'autorisations d'ouverture de grandes surfaces. Au reste, même le « gel » pendant six mois n'a pas tellement ralenti le rythme des créations. Les commissions départementales ont continué à accorder des autorisations et mon prédécesseur a délivré en une seule journée, au mois de mai, pour cent mille mètres carrés d'autorisations, ce qui fait que, tout bien considéré, nous n'aurons pas été déficitaires par rapport aux autres années.

— *Et du côté de l'artisanat, quel effort pensez-vous pouvoir faire en faveur de l'emploi ?*

— L'artisanat a jusqu'à maintenant été assez brimé sur le plan de la création d'emplois parce que tout concourait à ce qu'il n'en crée pas. L'artisan qui n'a pas de personnel ne paie pas de taxe professionnelle. Dès l'instant où il prend un salarié, il paie cette taxe. Voilà donc une disposition qui est anti-emploi. C'est pourquoi, je pense qu'en 1982 la réforme fiscale devrait prendre en compte cet aspect des choses. C'est-à-dire faire en sorte que la fiscalité soit créatrice d'emplois, au lieu d'être un frein.

» Mais c'est l'ensemble du système français qui va être remis en cause. Il faudra donc du temps et de nombreuses concertations. Une réforme de la taxe professionnelle supposerait trois conditions pour que cet impôt soit juste : ne pas pénaliser l'emploi des entreprises de main-d'œuvre, ne pas pénaliser l'investissement (car aujourd'hui si vous améliorez vos locaux vous payez plus de taxe professionnelle) ; enfin, tenir compte du fait que chaque commune a sa fiscalité propre, que le cordonnier de Suresnes ne paye pas les mêmes taxes que celui de Puteaux.

### Le temps d'un chantier

— *Vous seriez partisan d'une péréquation entre les communes ?*

— Pourquoi pas ? Vous savez, les maires des communes — j'en suis un — veulent avoir des ressources, mais ils n'ont jamais demandé que la taxe professionnelle représente plus de la moitié des ressources. En fait, ils ont accepté parce que c'est une situation qui leur a été imposée, mais les élus locaux n'ont jamais été maîtres de l'impôt.

— *Pour l'artisan, la taxe professionnelle est certainement un problème, mais c'en est un parmi d'autres. Vous rencontrez beaucoup de ces artisans, comment trouvez-vous leur état d'esprit ?*

— L'artisan, aujourd'hui, est quelqu'un qui n'ose pas entreprendre parce qu'il sait que le système l'attend au tournant et que, s'il accepte des travaux et qu'il a besoin de personnel, il va se heurter à deux obstacles essentiels pour lui : un, une fiscalité qui va le matraquer ; deux, l'impossibilité de continuer à occuper son personnel.

» Par exemple, l'artisan du bâtiment, s'il prend un chantier important, ne sait pas ce qu'il fera des salariés qu'il aura embauchés une fois le chantier terminé. Il sera obligé de les licencier, et, à partir de là, il deviendra un patron suspect.

» C'est pourquoi il faudrait des systèmes plus souples, tels ceux que le texte sur les droits des travailleurs va s'efforcer de mettre en place, pour faire en sorte que l'on puisse recruter du personnel de manière saisonnière, c'est-à-dire le temps d'un chantier. Aujourd'hui, l'artisan est un homme qui a intérêt à rester ce qu'il est.

— *Vous envisagez de créer des délégations départementales dépendant de votre ministère. Est-ce pour concurrencer les organisations consulaires ou les unions de commerçants et d'artisans ?*

— C'est une question de liaison entre le ministère et les chambres — il y en a deux cent cinquante — dont je ne peux hélas ! recevoir individuellement les représentants. Donc il faut une liaison. Il faut aussi quelqu'un qui puisse traduire sur le terrain la politique de ce ministère.

» Nous sommes le seul ministère à vocation économique qui n'a pas de services régionaux ou départementaux. Enfin, il y a la décentralisation, la régionalisation, ce qui veut dire qu'une nouvelle forme de dialogue s'établit entre les Français, que de nouveaux pouvoirs de décisions s'installent ; il est bon que nous ayons des agents qui assurent la liaison sur le plan régional.

Déjà nous demandons aux chambres de métiers de se regrouper en chambres régionales. Elles en sentent au reste la nécessité.

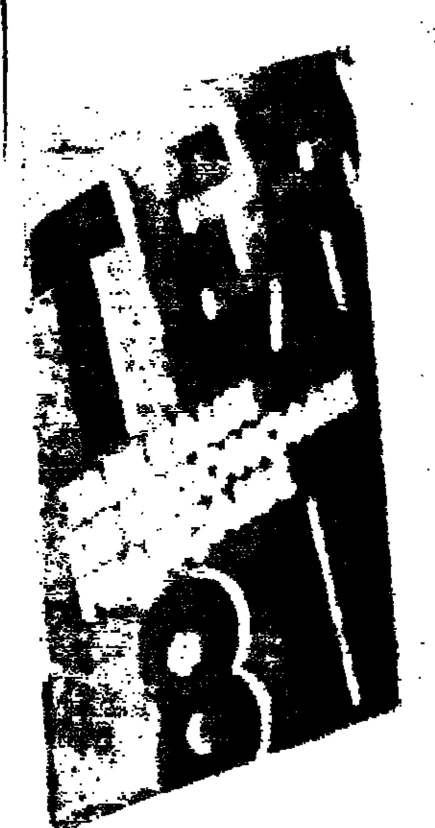
### L'année du paroxysme

— *Tout le développement du commerce est lié à la bonne marche de l'économie elle-même. Jugez-vous que l'économie française soit sur la bonne pente, que les objectifs de croissance économique et de réduction de l'inflation pourront être atteints ?*

— Je pense personnellement que la relance viendra. Car 1980 a été, à mon avis, l'année du paroxysme de la crise : il est difficile de monter plus haut dans le domaine de l'inflation en particulier. Il y a eu beaucoup d'augmentations des prix qui ont été des augmentations de précaution, pour plusieurs raisons, parmi lesquelles la peur que la gauche prenne des mesures contraignantes. Par conséquent, nous devrions avoir une diminution de l'inflation conjuguée avec des éléments de reprise. Je sens des chefs d'entreprise qui sont prêts à investir. Je les crois capables de le faire dans la mesure où ils auront à nouveau l'esprit de conquête et le souci de défendre le marché intérieur. Rien ne s'oppose désormais à entreprendre de nouveau. »

Propos recueillis par FRANÇOIS SIMON et ALPHONSE THÉLIER.





...UTION

...ntretien
...ndré Delelis

L'année du paroxysme

## ENTRE VENTS ET MARÉES

# La nouvelle France en Amérique

AU numéro 40, à l'ouest de la 57e Rue, se trouve au moins un fonctionnaire français heureux, bien qu'il soit habituellement d'un tempérament plutôt sceptique, car réaliste. C'est M. Pierre Massin, le conseiller commercial de l'ambassade de France à New-York. Son bureau a reçu en 1981 près de trois mille visiteurs français désireux de travailler aux Etats-Unis. Tous ceux qui sont dans ce cas ne passent pas par là, mais ce chiffre est un indice : il a doublé en trois ans. Efficacité de cette délégation par rapport à d'autres ? Fuite devant les difficultés européennes ? *« Les chars russes sont plus loin de New-York que de Zurich »*, commente un banquier français de Wall Street, pour expliquer l'augmentation des capitaux français dans les affaires américaines ; mais il ajoute : *« L'Amérique n'est pas la Suisse... »* Pas de secret bancaire — ou moins — et une fiscalité lourde..., sauf pour ceux qui réinvestissent leur argent en le faisant travailler. Un pays qui n'est guère fait pour se réfugier, mais pour s'implanter...

Le changement de gouvernement français en 1981 *n'a entraîné ici* aucune panique, ni du côté des hommes d'affaires américains ni du côté des Français. Tout au plus une prudente expectative d'un côté et un dynamisme accru de l'autre. Fondamentalement, la France reste aux yeux des financiers internationaux l'un des rares pays qui n'ait jamais fait défaut à sa signature, et son crédit demeure excellent, jusqu'à nouvel ordre. Elle n'exerce plus, il est vrai, le même attrait sur les firmes multinationales américaines. Mais la vague de froid qui passe sur les investissements américains en Europe ne la touche pas seule. En 1981, ils ont carrément stagné. Montée des pressions syndicales, d'abord : Ford a fait une large publicité aux efforts déployés par les syndicats néerlandais pour l'empêcher de fermer son usine de montage de camions au bord de la faillite, à Amsterdam. Peur de nouvelles législations « nationalistes » restrictives ensuite, surtout dans les secteurs de haute technologie. Crainte d'un renforcement du contrôle des changes enfin, particulièrement en Grande-Bretagne et en France. Des firmes comme Union Carbide, Monsanto, General Telephone and Electronics ou Gulf, ont déjà décidé d'abandonner leurs opérations les moins rentables et à faible croissance en Europe. D'autres sont en train de le faire, bien que les plus dynamiques, comme Hewlett Packard, continuent en sens inverse d'aller de l'avant dans le Vieux Monde. Dans l'ensemble, tout de même, le sentiment prévaut que « l'Europe est en crise ».

### Un pied de nez

Raison de plus peut-être pour saluer le nouveau dynamisme français outre-Atlantique. Le courageux bataillon français des couturiers, viticulteurs, parfumeurs et autres cuisiniers qui contribue au maintien hautement rentable de notre folklore international de luxe est désormais relayé par un deuxième échelon plus « technologique ». L'image française change. Le groupe américain I.T.T., pas rancunier si l'on considère que ses activités apparaissent aujourd'hui *menacées de nationalisation à Paris*, fait sa propre publicité de prestige sur les écrans de télévision des Etats-Unis, à partir d'images du T.G.V., dont il se vante d'avoir fourni certaines composantes. Le premier poste de ventes américaines en France est l'aéronautique ; mais le premier poste de ventes françaises aux Etats-Unis... aussi. L'administration des gardes-côtes américains est presque entièrement équipée d'hélicoptères français. Les sociétés de services des plates-formes pétrolières en mer ne jurent souvent que par le matériel français. En décollant, la fusée Ariane semble faire un pied de nez ironique à la puissante mais lourde navette spatiale de la NASA, dont elle recueille une partie des clients potentiels. L'industrie française des télécommunications dispose d'une délégation permanente réputée, avenue of the Americas.

*« Non seulement ils sont plus nombreux, mais ils sont plus sérieux »*, reconnaît M. Massin, de ses visiteurs. Fini le temps des petits industriels parcourant l'immensité américaine le nez en l'air ; fini aussi celui des directeurs de filiale empêtrés dans les ordres et les contre-ordres de la société mère. Aujourd'hui chacun s'efforce de définir des objectifs réalistes « en commençant par le commencement » et les directeurs des filiales les plus importantes des multinationales françaises prennent eux-mêmes leurs responsabilités en mobilisant d'importants moyens financiers sur place, « *en espérant*, dit l'un d'eux, *que tout ira bien à Paris où l'on joue surtout à deviner quel sera le nouveau président du groupe* ». Onze sociétés françaises sont classées parmi les cent vingt-cinq investisseurs étrangers aux Etats-Unis. En somme, les Français, arrivés en retard et avec des complexes qu'ils n'ont pas perdus mais qui se justifient moins, mettent aujourd'hui les bouchées doubles.

Pourtant, le cocorico national est encore loin d'être autorisé. Tout est relatif... Les investissements directs français aux Etats-Unis ont triplé entre 1973 et 1980, passant de 827 millions de dollars à 2,7 milliards. Mais les investissements américains cumulés en France ont représenté trois fois les investissements français outre-Atlantique, cette même année 1980. Il est vrai qu'ils étaient cinq fois plus importants que les nôtres en 1973 et dix fois plus en 1972. Le chiffre global pour 1981 sera vraisemblablement de l'ordre de 4 milliards de francs. Mais, plus que les chiffres, ce qui compte est la qualité des investissements et la stratégie à long terme des investisseurs. A titre de comparaison, signalons que les firmes nippones sont parties encore plus tard et rattrapent encore plus vite le temps perdu. Elles concentrent leurs efforts aux Etats-Unis sur le rachat de réseaux de distribution et l'exploitation des ressources naturelles ; les investissements français, eux, sont dirigés, pour plus de la moitié, vers l'industrie manufacturière. Quel est le choix le plus judicieux, compte tenu du fait que les besoins des deux pays sont différents (l'archipel japonais cherche à s'assurer en Amérique du Nord des sources stables de produit de base) ? L'avenir le dira.

JACQUELINE GRAPIN.

# M. Dekker, le nouveau président de Philips veut développer la coopération européenne

*(Suite de la page 19.)*

Celle-ci, qui verra le jour vers 1983-1984, fera du magnétoscope le concurrent direct du cinéma amateur en 8 mm. Une caméra très légère utilisera des mini-cassettes d'une durée de deux heures à quatre heures, de la taille des actuelles cassettes audio. Philips a engagé des négociations avec les groupes japonais pour parvenir à une normalisation de ces mini-cassettes vidéo. Les discussions sont bien avancées, et à Eindhoven, on espère que l'adoption d'un standard unique pour cette seconde génération de caméras-magnétoscopes permettra au groupe de reconquérir le terrain perdu ces dernières années.

Cette volonté de ne pas abandonner le magnétoscope aux Japonais a sans doute été renforcée, ces deux derniers mois, par la relative déception causée par le vidéodisque. Philips a beaucoup misé sur ce nouveau matériel. Or, constate M. Decker, *« le marché américain n'a pas connu en 1981 la croissance que l'on aurait pu espérer »*. Il n'y a pas assez de programmes proposés au public, et le pressage des vidéo-disques pose toujours des problèmes industriels. Philips n'abandonne pas pour autant. Toutefois, l'idée d'attaquer massivement le marché de grande consommation paraît être — l'échec de l'Américain R.C.A. aidant — abandonnée. Philips, comme d'autres, pense maintenant qu'il faut une approche plus prudente, en visant d'abord les utilisations éducatives, socio-professionnelles et les consommateurs à fort pouvoir d'achat.

Seconde priorité pour M. Dekker : les télécommunications. Forte du succès obtenu, en association avec le Suédois Ericsson, en Arabie Saoudite, Philips entend devenir un des grands du téléphone. *« Notre marché intérieur étant limité, nous sommes contraints d'exporter. »* Le groupe a obtenu des commandes en Indonésie, au Pérou, en Colombie, en Allemagne fédérale. Cette volonté d'être présent dans la téléphonie s'explique également par les *« développements futurs de la télématique »*. S'il n'est pas question pour le groupe de revenir dans la grande informatique — *« c'est trop tard »* — des *« investissements considérables »* sont consentis pour les terminaux, le traitement de texte, la petite informatique. Philips n'entend pas pour autant négliger ses autres secteurs : les transmissions, l'éclairage — un de ses points forts — le médical, l'électroménager. A ce sujet, M. Dekker, tout en nourrissant une *« grande admiration pour Moulinex »*, n'est pas *« très intéressé à racheter des sociétés qui ont des difficultés »*.

### L'adoption de normes communes

A son action sur les structures et les finances, à sa volonté de placer le groupe sur des secteurs d'avenir, M. Dekker ajoute la dimension politique. Toutes ces dernières années, Philips a pu donner l'impression de vivre avec quelques difficultés, double qualité de multinationale et de multinationale européenne. Ses dirigeants hésitaient à choisir. Devaient-ils prendre en compte les seuls intérêts du groupe, chercher un compromis avec les Japonais, multiplier les coopérations avec eux, participer au dépeçage de ce qui reste de l'industrie européenne ? La nomination comme patron du groupe d'un familier de l'Asie du Sud-Est ne marque-telle pas un infléchissement dans ce sens ?

Tel n'est pas, apparemment, l'objectif de M. Dekker. Bien au contraire. Il entend privilégier, *« chaque fois que cela sera possible »*, la recherche de solutions européennes. *« Nos industries doivent développer une coopération plus intense qu'elle ne l'est aujourd'hui. Il est vital, pour l'Europe, de bâtir une politique industrielle commune. Si nos partenaires le souhaitent, nous sommes prêts à parler. »*

N'y a-t-il pas, derrière cette ouverture, un impérialisme caché, le désir secret de réduire, par exemple, ce qui reste de l'industrie européenne de l'électronique grand public ? *« C'est vrai que nous faisons peur, car nous sommes les plus puissants en Europe. Mais si nous continuons à disperser nos forces, ce sont nos concurrents européens qui disparaîtront les premiers. Dans certains domaines, les investissements sont si considérables qu'un groupe — aussi puissant soit-il — ne peut y faire face seul. Chez Thomson, à la C.G.E. ou Siemens, il y a un potentiel technologique très important. »* Et M. Dekker trouve qu'il est bien dommage que tous ces groupes et le sien *« dépensent des milliards et des milliards sur les mêmes sujets »*.

Pragmatique, M. Dekker pense qu'une coopération européenne pourrait déjà s'ébaucher pour les recherches des futurs produits, l'adoption de normes communes. Le champ est large. D'autres accords pourraient être également trouvés : en matière de programmes vidéo, domaine où Philips est démuni et où la France en revanche dispose d'un gisement intellectuel important, voire dans les télécommunications, la télématique, etc.

Cette politique industrielle européenne que M. Dekker appelle de ses vœux ne doit pas *« s'accompagner d'un protectionnisme qui n'est que l'arme des faibles »*. Tout au plus, M. Dekker souhaite-t-il que les gouvernements se montrent *« sélectifs à l'égard des investissements japonais, qu'ils ne les autorisent pas dans les secteurs où les capacités de production européenne sont déjà excédentaires »*...

Elle n'exclut pas non plus la coopération avec les Etats-Unis et le Japon. *« Nous pouvons échanger avec eux des technologies, coopérer sur des techniques de production, monter des sociétés communes... mais, à chaque fois, il faut examiner attentivement le bénéfice que l'Europe peut tirer de tels accords, et, surtout, s'il n'existe pas déjà quelque chose de similaire sur le Vieux Continent... »*

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

## LES CLÉS DE LA CONJONCTURE

# Le temps des prévisions

AU seuil de cette nouvelle année 1982, on ne peut manquer d'être frappé par la grande diversité des prévisions de croissance faites pour chacun des grands pays occidentaux. Ainsi pour l'Allemagne, suivant le conjoncturiste, on passe de — 1,75 % à + 2 %, pour le Japon de 3,5 à 5,2 %. Pour la France, Jacques Delors a avancé une fourchette de 2,5 à 4 %. Aux Etats-Unis, les prévisions sont tellement différentes — entre le chiffre gouvernemental initial de + 3,4 % et celui de — 0,5 % de l'O.C.D.E. — que les entreprises, pour déterminer celui qui servira à tracer leurs propres perspectives, utilisent une nouvelle méthode dite du « consensus de prévision » : elle consiste tout simplement à faire la moyenne d'une quarantaine d'estimations d'économistes et d'instituts divers.

Ces écarts, s'agissant du P.N.B., sont considérables et témoignent des incertitudes qui pèsent sur 1982. Ils concernent des pays dont les situations de départ à fin 1981 sont très variées, comme le montrent les notes portées dans la colonne croissance de notre tableau. France, Japon et même Grande-Bretagne (avec cependant quelques réserves, malgré les déclarations officielles optimistes), voient déjà leur activité repartir, et leurs perspectives pour 1982 devraient donc normalement être plus assurées. En revanche, en Allemagne, c'est encore la stagnation et l'hésitation, alors qu'en Italie et aux Etats-Unis l'activité continue à chuter : pour ces derniers, on estime même une décroissance brutale de plus de 5 % au quatrième trimestre, après une légère remontée de près de 1 % au troisième.

| RÉSULTAT DE GESTION COMPARÉS | Taux de croissance | Prix | Emploi | Échanges | Capacité de production |
|---|---|---|---|---|---|
| ALLEMAGNE | — (—) | — (—) | — (—) | ++ (++) | — — (— —) |
| FRANCE | ++ (+) | — — (— —) | — — (— —) | — (—) | — — (— —) |
| ITALIE | — — (— —) | — — — (— — —) | — — (— —) | — (— —) | — — (— —) |
| GRANDE-BRETAGNE | + (+) | — — (— —) | — — — (— — —) | + (+) | — (—) |
| ÉTATS-UNIS | — — (— —) | — (— —) | — — (— —) | — — (—) | — — (—) |
| JAPON | + (+) | + (++) | + (+) | + (++) | + • (+) |

+++ excellent ++ bon + assez bien — médiocre — — mauvais — — — très mauvais + tendance précédente

Le panorama des résultats de gestion comparés des six principaux pays industriels de l'O.C.D.E. est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens, avec la participation de Gégos-Economie.

Ont été sélectionnés cinq indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, goulets de production et investissement).

Ceci amène à s'interroger sur le fonctionnement des moteurs de la croissance. Deux sont à l'œuvre dans les deux pays où la production progresse franchement : la consommation des ménages en France et les exportations au Japon. Tous les deux sont pourtant menacés de ratés. En effet, les dépenses des particuliers doivent une bonne partie de leur progrès aux mesures sociales, dont les conséquences risquent de s'épuiser dans le courant de 1982, ou à un tirage sur l'épargne, alors que cette dernière, avec le chômage et l'incertitude des temps, peut augmenter à nouveau. De même, les exportations japonaises, dans le climat actuel de protectionnisme — en France, le gouvernement, et en Grande-Bretagne, le patronat, parlent de reconquête du marché intérieur, — ne pourront pas continuer à la même allure.

Un troisième facteur doit être pris en considération : le restockage, qui dépend à la fois du niveau des stocks (plus ils sont excessifs, plus long est le délai entre la reprise de la consommation et celle de la production), des anticipations des chefs d'entreprise et des taux d'intérêt. Ainsi le C.B.I. (le patronat anglais), se basant sur les résultats de sa dernière enquête, note que le récent redémarrage serait plutôt dû à un arrêt — fragile — du déstockage, les dirigeants prévoyant une amélioration dans les quatre mois à venir. De même le curieux va-et-vient de l'activité constaté aux Etats-Unis entre le troisième et le quatrième trimestre 1981 est, d'après le secrétaire d'Etat Malcolm Bridge et l'enquête des directeurs des achats, la conséquence d'une accumulation excessive de stocks par des chefs d'entreprise trop optimistes, et qu'ils sont maintenant contraints de corriger brutalement. Le restockage suivant la date où il doit intervenir et son ampleur expliquent aussi une bonne part des écarts de prévision. Par exemple en France le gouvernement attend sur les 3,3 % de croissance prévus dans le budget près de 1 % de la reconstitution des stocks, alors que les économistes privés sont en général moins optimistes.

### Des conditions plus favorables

Un quatrième moteur qui devrait prendre le relais des trois autres et dont les autorités attendent un renfort décisif est l'investissement. Pas de remise sur orbite durable de la croissance occidentale sans que les dépenses d'équipement reprennent. C'est là le test décisif. C'est aussi le plus difficile. Sans même parler d'investissements de capacité et en se limitant à ceux de productivité on en est loin. Un coup d'œil sur la colonne correspondante de notre tableau montre qu'à l'exception du Japon la situation de départ n'est pas brillante. Ainsi en France, d'après l'INSEE, les investissements privés ont diminué en volume de 12 % en 1981. De même en Allemagne M. Otto Wolf von Amerongen, président de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie, constate avec morosité que les dépenses d'équipement allemandes ont diminué de 2,5 % en 1981, alors même que les exportations ont augmenté de 5 % ; malheureusement, constate-t-il, ces dernières ne constituent pas un moteur décisif pour l'économie. Même au Japon, les deux derniers trimestres de l'exercice 19880-1981 ont vu se contracter deux fois de suite les investissements des entreprises (cependant le score annuel reste positif). Les causes sont partout les mêmes : la dégradation des résultats. En France la marge d'exploitation aurait atteint au milieu de 1981 son niveau historique le plus bas. En Allemagne la Bundesbank signale que les bénéfices des entreprises ont diminué de 25 % au cours des deux dernières années.

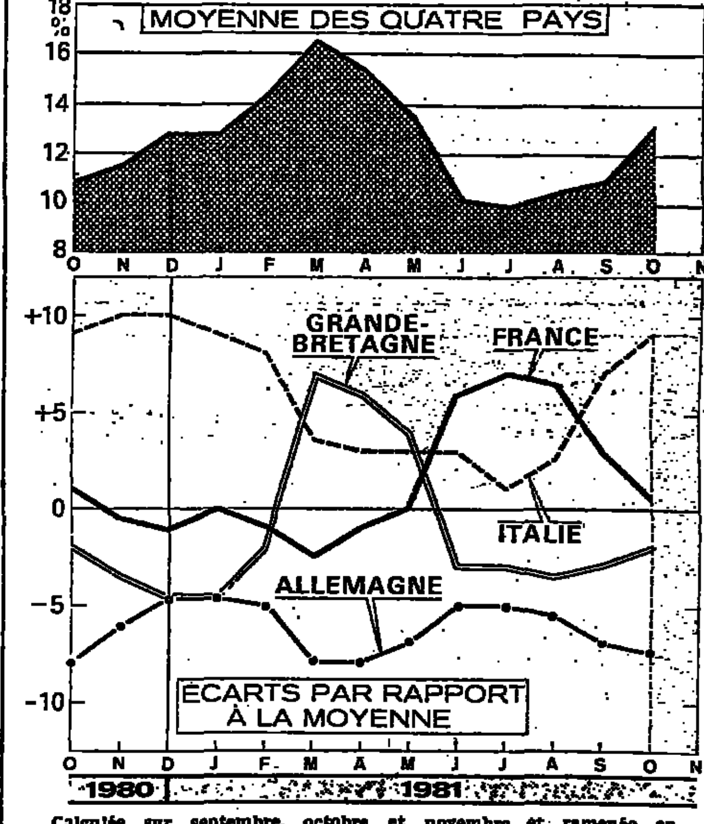
Cependant les conditions commencent quand même à s'améliorer. Toutes les prévisions faites pour 1982 envisagent une nette baisse de pression sur les coûts des entreprises, unanimité qui contraste avec la cacophonie des taux de croissance. Le prix du pétrole, « gelé » par la décision du l'OPEP d'octobre, subit, tout comme ceux des matières premières, les conséquences du marasme mondial et de la concurrence entre pays producteurs. Par ailleurs, à peu près partout, les autorités s'attendent à des demandes salariales modérées. C'est ce que pronostique le Conference Board aux Etats-Unis. En Allemagne, malgré les premières revendications élevées — par rapport à l'inflation allemande, s'entend, — de 7,5 % présentées par l'IG Metall, qui donne en général le ton, le pouvoir d'achat ne sera même pas préservé. En France, la modération salariale, qui a constitué un trait marquant en 1981 (alors que l'on s'attendait à un dérapage), continuera probablement en 1982.

Profitant de ces conditions et d'une certaine reprise d'activité, les entreprises pourront donc réaliser quelques gains de productivité et améliorer leur compétitivité : ainsi, la London Business School, après la purge des dernières années, attend un bond de 5 % à 6 % de la productivité anglaise. Pourtant, il faudra un délai beaucoup plus long pour que les sociétés se mettent à augmenter à nouveau nettement leurs dépenses d'équipement. Les deux seuls pays où elles envisagent de les développer en 1982 sont le Japon, bien qu'à un rythme moindre qu'en 1981, et la Grande-Bretagne, où la Fédération des industries mécaniques s'attend à une progression de 2 % à 3 % de sa production. En revanche, en France, d'après l'INSEE, les dirigeants envisagent un nouveau recul. Aux Etats-Unis, où les investissements devaient précisément constituer le fer de lance du programme de « renouveau économique » du président Reagan par l'enchaînement des réductions fiscales et du gonflement de l'épargne, c'est plutôt à une stagnation qu'il faut s'attendre en 1982 d'après la décevante enquête de Mac Graw Hill. La grande hypothèque qui pèse sur eux est l'évolution des taux d'intérêt et des marchés financiers américains. Paradoxalement, elle est d'autant plus menaçante que la reprise sera plus vive, la demande de crédit des entreprises venant s'ajouter à celle, très considérable, attendue du Trésor.

Finalement, ce qui comptera en 1982, ce sont moins les performances de croissance, surtout mesurées année sur année, que le niveau et la qualité des progressions atteints en fin d'année. Réaliser alors 3 % à 4 % avec une inflation en recul et même des investissements en redémarrage, garantissant donc une bonne année 1983, comme le prévoit l'O.C.D.E. pour les grands pays occidentaux, sera déjà un beau résultat.

MAURICE BOMMENSATH.

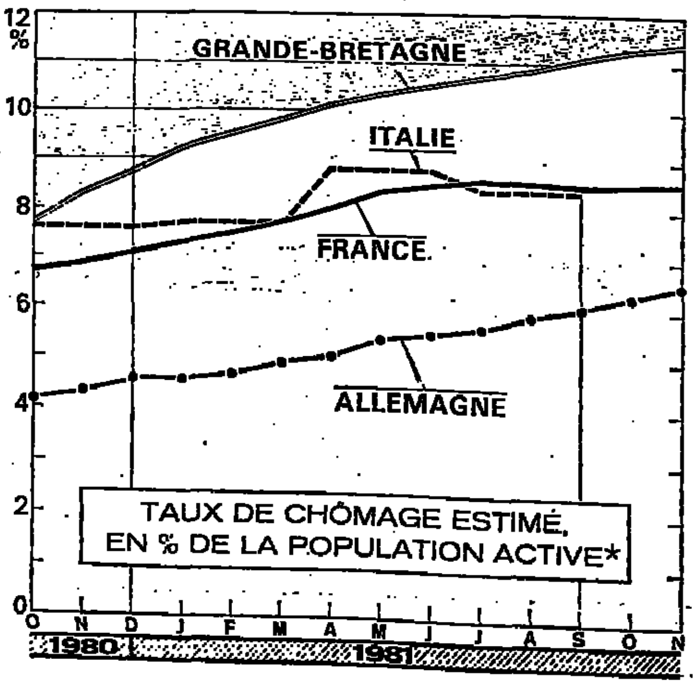
### PRIX : Modération relative de l'inflation en France




Calculée sur septembre, octobre et novembre et ramenée en rythme annuel, l'inflation moyenne des quatre grands pays européens a continué à s'accélérer, passant à 13 %. C'est surtout en Italie que le rythme de hausse des prix a explosé, dépassant 22 %, alors qu'en France il a continué à décélérer légèrement, s'établissant à 13,6 %. En Allemagne il est resté pratiquement stable à 5,3 %, et en Grande-Bretagne il s'est accéléré, pour atteindre 10,9 %. Evaluée sur les douze derniers mois, l'inflation a été de 18,7 % en Italie, de 14,3 % en France, de 13 % en Grande-Bretagne, et de 6,6 % en Allemagne.

### PRODUCTION INDUSTRIELLE : Progrès en France

Calculée sur les trois derniers mois et ramenée en rythme annuel, la production industrielle s'est accélérée en France (+ 6 %) et même en Grande-Bretagne (+ 5 %). Son recul se stabilise en Allemagne (0 %), mais continue en Italie (— 9 %).

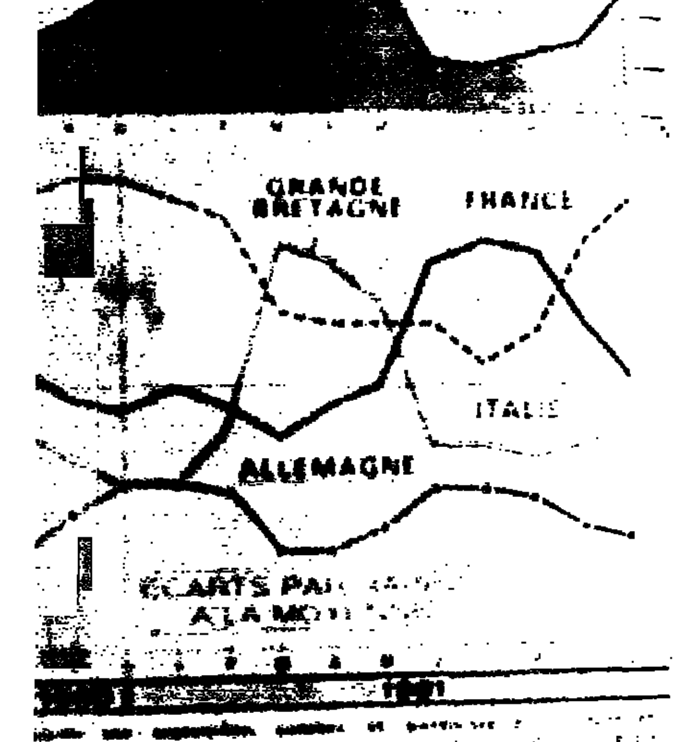



### CHOMAGE : Explosion en Allemagne

Entre octobre et novembre, le taux de chômage par rapport à la population active (après correction des variations saisonnières) a augmenté partout. C'est surtout en Allemagne qu'il a fait un bond, passant d'un seul coup de 6,25 % à 6,50 %. En France, il est monté de 8,59 % à 8,60 %, et en Grande-Bretagne, de 11,30 % à 11,40 % (et à 11,50 % en décembre).








# LES NOTES DE LECTURE d'Alfred SAUVY

## ● LES SORCIÈRES DE L'ÉCONOMIE : LES MULTINATIONALES
### RENÉ GENDARME

Dans la déjà si importante et multiforme bibliothèque en toutes langues sur ces organismes sans frontières, l'ouvrage du professeur de Nancy vient, sans doute, au premier rang. Non seulement est soigneusement évité le réquisitoire complaisant ou le plaidoyer équivoque qui laissent tous deux l'esprit en repos au détriment de la connaissance, mais, laissés maîtres de notre jugement, nous sommes saisis par cette réaction biologique aux doubles contraintes des frontières et des lois, réaction dont la fatalité nous paraît, du coup, évidente. La contrepartie des fameuses rigidités nationales qui envahissent les théories après les économies donne à ce mouvement un caractère à la fois réactionnaire et avancé, décrit ici de façon... émouvante. C'est le *drama*.

La pensée économique n'est pas la seule à être dérangée, mais, lorsque les économistes sont en question, l'humour n'est jamais bien loin.

Tout est mis à profit par ces ensembles : décalages horaires, « trous fictifs », et, bien entendu, différences de fiscalité et de législation financière ou sociale. Schlumberger ne gère-t-il pas des contrats soumis à soixante-dix fiscalités et relatifs à autant de monnaies ? Comme en physique, toute différence de niveau ou de potentiel est source d'énergie.

Sorcières ? Sortilèges ? Cela pourrait s'entendre de tant de façons que l'auteur se divertit un moment à parler du pouvoir magique de ces êtres combien plus libres, donc plus puissants, que les gouvernements nationaux auto-enchaînés et que les syndicats quelque peu déconcertés à l'échelle mondiale.

La conquête s'étend non seulement aux pays en développement mais aux pays socialistes où l'accueil est chaud et l'exemple suivi. Et, déjà, il est question d'activités et de pratiques trans-idéologiques.

Ni diable ni bon dieu, est-il énoncé en conclusion ; il n'est donc *pas question de brûler les sorcières*, mais, selon la formule de Raymond Vernon, de « leur opposer des politiques appropriées », politiques dont la définition reste elle-même en suspens et fera peut-être l'objet d'un nouveau volume démystifiant.

Importante bibliographie « sélective » portant sur plus de deux cent cinquante ouvrages et trois cent cinquante articles.

★ Editions Oujas. Paris 1981. 24 cm. 527 pages. 210 F.

## ● QUEL AVENIR POUR LA CRISE ? LES LIMITES DU CAPITAL
### MAURICE DECAILLOT et JEAN-LOUIS GOMBEAUD

A la lecture de ce recueil, un revenant d'un autre temps, ou un parachuté d'une autre planète, conclurait que les Français doivent, à l'exception d'une infime minorité, se trouver dans un état d'extrême misère, incapables de réaction. Si saisissante est l'accumulation des méfaits et des malheurs, qu'elle évoque la fameuse apostrophe adressée, naguère aux Nations unies, à un délégué sévère, porteur d'un veston gris : « *Je pourrais montrer à l'honorable délégué que son veston est noir, en ne tirant que sur les fils de cette couleur, mais, du même coup, ce vêtement paraîtrait blanc, du fait de ce qui lui reste.* »

Appuyés sur une remarquable documentation, prise le plus souvent à bonne source, mais plus ponctuelle que générale et fort sélectionnée (quelques données de comptabilité nationale dans le temps auraient été les bienvenues), les auteurs risquent d'aller à l'encontre de leur objectif, en ne convainquant que les convertis.

Déjà, avant la dépression de 1980-1982, les difficultés du capitalisme *n'étaient pas contestées*. C'est donc avec impatience que sont attendus la nature et l'aboutissement des changements à opérer. Les auteurs ne se sont pas dérobés, mais ne semblent pas admettre que, comme en mécanique, la complexité d'une machine, même si elle donne une forte puissance, va à l'opposé de son « rendement ». Dans la description du système final souhaité, nous retrouvons là, si commune, la discrétion de l'idéalisme. Il existe cependant une expérience et des exemples pratiques.

Que l'autogestion soit un objectif noble n'est pas en question, mais le mot *ne* peut *suffire, de sorte qu'en* conclusion ce sont les proportions des deux parties de l'ouvrage (critique et construction) qu'il conviendrait d'inverser.

★ Editions Sociales. « Notre Temps. Société », Paris 1981. 20,5 cm. 206 pages. 70 F.

## ● LA STÉRILISATION VOLONTAIRE EN FRANCE ET A TRAVERS LE MONDE
### R. PALMER, A.-M. DOURLEN-ROLLIER, A. AUDIBERT et R. GERAUD

Un livre depuis longtemps attendu, sur un sujet d'intérêt croissant, encore peu connu en France, aux confins de la médecine, du droit et de la démographie. Trois médecins et une avocate présentent cette question en pleine évolution.

L'historique initial de la prévention des naissances (refusons, une fois de plus, le mot « contrôle ») est accompagné d'un premier aperçu du problème de la population dans le monde (quelques inexactitudes à relever ici).

En dépit de ses progrès et des nombreux efforts dans cette direction, la stérilisation, chirurgicale ou mécanique, masculine ou féminine n'est pas encore parvenue à la certitude de réversibilité (reperméabilisation), qui permettrait une forte extension.

Le docteur Géraud présente, de façon claire, la redoutable question *de la population et des ressources* dans le monde, ainsi que les problèmes, à peu près opposés, de la France et de l'Europe. Les pratiques antinatales sont reprises, de façon plus étendue, par Mme A.-M. Dourlen-Rollier, qui décrit la situation, dans chaque pays, notamment du *point de vue démographique* et juridique. Dans les statistiques citées, l'accent n'est pas mis suffisamment sur l'âge des *stérilisés*, facteur essentiel, du point de vue de l'évaluation du nombre des naissances évitées. Parmi les organisations internationales publiques s'occupant de *stérilisation*, notons aussi l'oubli du Comité international de coopération dans les recherches nationales en démographie (Cicred).

Dans une remarquable analyse, sans doute la partie la plus originale de l'ouvrage, le docteur Géraud étudie l'aspect socio-culturel. Les pays latins, parmi lesquels la France (Ordre national des médecins, Académie de médecine, sont peu enclins à accepter une telle intervention, en dehors de motivations médicales. Le mot *machisme* n'est pas prononcé, mais, en revanche, nous retrouvons les noms de Sartre et de Camus.

L'examen des problèmes juridiques et professionnels (Mme A. D. R.) complète ce remarquable recueil, qui comble une lacune souvent dénoncée.

★ Masson. Paris 1981. 24 cm. 277 pages. 165 F.

## ● GÉOGRAPHIE DES INÉGALITÉS
### PIERRE GEORGE

C'est une grande randonnée dans le monde, plus accidenté encore au sens social et politique qu'au sens *physique du mot. Alors qu'il s'agis*sait, jadis, surtout de personnes et de groupes, les déséquilibres sont aujourd'hui plus étendus. Du fait de la presque disparition, chez les Occidentaux, du prolétariat, au sens du dix-neuvième siècle, les différences se trouvent transportées entre les mondes. Signe, ou effet quasi mécanique, de ces écarts : les migrations, mais la dimension de l'ouvrage n'a pas permis de pousser loin dans cette voie.

Et nous passons tout en revue : pays, régions, régimes, quartiers d'une ville, classes sociales, âges, sexes, professions, etc., dans un ordre qui pourrait être plus rationnel, mais avec une étonnante assurance, au milieu des multiples pièges, toujours évités.

Dans les pays socialistes, les inégalités sont moins fortes, mais parfois plus choquantes (dans le cas, par *exemple*, de la *nomenklatura*).

Cette vue générale, qui touche, en fait, tous les problèmes économiques, sociaux et politiques contemporains, comme aussi toutes les doctrines, souligne, est-il précisé, le rôle croissant de la géographie ou, plus exactement, du géographe.

Un ouvrage qui honore l'école géographique française.

★ PUF. « Que sais-je ? », Paris 1981. 17,5 cm. 124 pages. 17 F.

## ● LES ENFANTS CONSOMMATEURS
### JEAN BONIFACE et ALAIN GAUSSEL

Il fut un temps où ils ne comptaient pas, les enfants, et même où ils n'étaient pas comptés, fût-ce dans les statistiques de population. Leur rôle économique n'est, aujourd'hui, pas négligeable, mais la documentation, sur ce point, présente encore des lacunes, de sorte que la bibliographie est assez modeste en France. Deux spécialistes de la coopération, de longue expérience, comblent, ici, utilement cette lacune.

Anecdotes, observations de fond, réponses aux enquêtes, statistiques, etc., alternent opportunément, pour l'information et l'agrément du lecteur.

Parmi les passages les plus dignes d'intérêt, dans un lot fort riche, signalons l'importance du commerce de jouets. Le rôle économique du Père Noël se mesure aujourd'hui plus sûrement que la longueur de sa barbe. D'où l'attention portée à ce secteur, depuis déjà longtemps par le monde publicitaire, non sans « bavures », ce qui a provoqué, en contrepartie, une vigilante réglementation protectrice (« *Ne pas inciter les enfants*, est-il écrit, *à exercer des pressions exagérées sur leurs parents* »). Préoccupante, d'autre part, la très faible attention, déjà signalée par Mme Sullerot et d'autres, que portent aux enfants les architectes et les urbanistes contemporains : « Gazon interdit » entraîne parfois une « interdiction d'enfants », car ils sont proscrits de diverses façons, dans une ville qui n'est pas faite pour eux.

A deux reprises, les enfants du monde pauvre ne sont pas oubliés ici. A leur endroit, l'expression « société de consommation » prend trop souvent un sens de dramatique ironie, même lorsqu'il est question de « consommateurs en puissance ».

Bonbons, livres, layettes, argent de poche, sports et exercices, jouets, accidents, à portée de main, club de jeunes consommateurs, enseignement et culture, rien n'est oublié dans ce remarquable recueil, encore que bien des cases blanches subsistent dans la comptabilité nationale des *moins* de quinze ans ou des moins de vingt ans.

★ Casterman. Tournai 1981. 20 cm. 156 pages. 30 F.

## ● CHOMAGE, DÉFICIT EXTÉRIEUR, INFLATION... COMMENT EN SORTIR ?
### GILBERT BLARDONE

Le sous-titre : « Reconquérir l'économie » annonce déjà une critique serrée du gouvernement précédent, et, plus généralement, du monétarisme, au profit d'une politique de mouvement, plus accentuée encore que l'actuelle.

Responsable de l'*inflation* : la mauvaise organisation des entreprises et de l'économie (à concurrence de 5 ou 6 % par an) et non les salaires. Les « cols blancs » sont d'ailleurs avantagés au détriment des ouvriers ; les enquêtes du CERC auraient pu être citées à l'appui.

De façon générale, les propositions formulées ne tiennent pas suffisamment compte des sévères rigidités, auxquelles s'est assez vite heurté le gouvernement Mauroy. Les observations justes et positives devraient donc être introduites, dans un modèle complet, en tenant compte des élasticités. De ce fait, les mesures proposées sont plus des objectifs que des décisions de base.

Diverses observations utiles attirent cependant l'attention :

— *l'automatisation* ne donnera pas, comme il est dit opportunément, une société post-industrielle, mais permettra d'entrer dans une véritable société industrielle ;

— *le nombre des emplois possibles* n'est pas limité, comme le voudrait un arithmétisme simpliste ;

— à la base de la politique devrait figurer *une mesure des besoins à couvrir* conduisant à une matrice de l'emploi.

Nous sommes étonnés, par ailleurs, de voir annoncer, pour l'an 2000, 100 millions de Français et 5 milliards de « mondiaux » alors que 58 millions et 6 milliards sont plus vraisemblables.

★ Editions du Cerf. Paris 1981. 23 cm. 191 pages. 60 F.

## ● CINQUANTE ANS D'AUTOMOBILE. 2. LA VOITURE ÉLECTRIQUE
### J.-A. GRÉGOIRE

Le célèbre inventeur qui apporta des solutions originales dans la construction automobile, notamment pour la traction avant, nous offre ici deux tableaux bien différents : une description du passé, plus technique, en général, qu'économique, mais toujours pittoresque (une condamnation intelligente de la grande vitesse, par exemple), non exempte d'humour, est suivie d'une présentation du futur : les efforts actuels, en particulier au Japon et aux Etats-Unis, sont orientés vers la voiture électrique de demain, ou plutôt d'après-demain, car il s'agit, semble-t-il, du siècle suivant. L'économie générale peut être bouleversée par cette novation si attendue : l'économie européenne, en particulier, combien menacée, ne peut connaître un nouvel essor que par la voiture électrique. Des données souriantes sur le coût de ce char, triomphant et triomphal, viennent à l'appui de l'acte de foi, dans cette heureuse réconciliation entre l'écologie et l'économie.

★ Flammarion, 1981. 24 cm. 330 pages, plus un supplément. 140 F.

# INFORMATIONS « SERVICES »

## LOISIRS

### La météo pour les skieurs

**Le ministère de l'intérieur publie la liste suivante des adresses où les skieurs peuvent se renseigner sur les prévisions météorologiques avant de se lancer sur les pistes de ski ou de partir en randonnée. A Paris, sur un répondeur téléphonique (551-82-30) du 15 décembre à Pâques et du jeudi au samedi sont donnés des renseignements sur toutes les stations des massifs alpins et pyrénéens.**

ALPES DU NORD. — A Lyon-Bron, Centre météorologique. Répondeur : (78) 26-73-74.

HAUTE-SAVOIE. — A Chamonix, station-météo, Maison de la Montagne (50) 53-21-41. Répondeur : (50) 53-03-40. Répondeur nivo-météo : (50) 53-17-11.

SAVOIE. — A Bourg-Saint-Maurice, station météo (79) 07-04-36. Répondeur : (79) 07-06-26. Répondeur nivo-météo : (79) 07-08-24.

ISÈRE. — A Grenoble, Saint-Martin-d'Hères, station météo Domaine universitaire (76) 54-29-63. Répondeur : (76) 42-38-81. Répondeur nivo-météo : (76) 42-19-29.

HAUTES-ALPES. — A Briançon, station météo, place du Général-Éberlé (92) 21-07-91. Répondeur : (92) 21-01-32.

ALPES DE HAUTE-PROVENCE. — A Saint-Auban-sur-Durance, station météo (92) 64-17-33. Répondeur : (92) 64-17-47.

ALPES-MARITIMES. — A Nice, station (aéroport (93) 83-17-24. Répondeur : (93) 83-21-21.

HAUTE-GARONNE. — A Toulouse, station météo (aéroport de Blagnac (61) 71-11-32 et 71-02-92. Répondeur : (61) 71-02-76.

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES. — A Pau, station météo (aéroport de Pont-Long (59) 27-33-87). Répondeur : (59) 27-50-50 ; A Biarritz, station météo (aérodrome d'Anglet (59) 24.20.73). Répondeur : (59) 24-58-80.

PYRÉNÉES-ORIENTALES. — A Perpignan, station météo (aéroport de Perpignan-Rivesaltes (68) 61-03-38). Répondeur : (68) 61-30-52.

ARIÈGE. — A Saint-Girons, (aérodrome de Saint-Girons Antichan (61) 66-16-11). Répondeur : (61) 66-28-22.

HAUTES-PYRÉNÉES. — A Tarbes-Ossu, station météorologique d'Ossun, (62) 34-44-18. Répondeur : (62) 34-77-77.

LANDES. — A Mont-de-Marsan, station météo (58) 75-30-93. Répondeur : (58) 75-28-44.

BAS-RHIN. — A Strasbourg, station météo (aéroport d'Entzheim (88) 78-23-23. Répondeur : (88) 78-46-11.

DOUBS. — A Besançon, station météo (36, avenue de l'Observatoire). Répondeur : (81) 50-47-10.

HAUT-RHIN. — A Colmar, station météo (89) 81-14-22. Répondeur : (89) 81-04-47.

PUY-DE-DOME. — A Clermont-Ferrand, station météo (aéroport d'Aulnat (73) 92-28-49). Répondeur : (73) 92-00-81.

HAUTE-CORSE. — A Bastia, station météo (95) 31-08-80. Répondeur : (95) 36-04-96.

CORSE-DU-SUD. — A Ajaccio, station météo (95) 21-05-81. Répondeur : (95) 21-32-71.

## PARIS EN VISITES

**MERCREDI 13 JANVIER**

« L'Orient des croisades », 15 h, 13, avenue du Président-Wilson (Approche de l'art).

« Hôtel de Lauzun », 14 h 45, métro Pont-Marie (Art et histoire).

« Le Marais », 15 h, métro Saint-Paul (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Exposition Gérard de Nerval », 15 h, 47, rue Raynouard (Mme Hagér).

« Les chefs-d'œuvre du musée », 10 h, Musée du Louvre (P.-Y. Jaslet).

« Bourg Saint-Sulpice », 14 h 30, métro Saint-Sulpice (Paris pittoresque et insolite).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« La Conciergerie », 14 h 45, 1, quai de l'Horloge (Tourisme culturel).

« Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue Mabillon (Le Vieux Paris).

## CONFÉRENCES

**MERCREDI 13 JANVIER**

18 h 30 : Musée des arts décoratifs, 109, rue de Rivoli, Mme F. Autrand : « Costumes et cortèges en France XIVe-XVe siècle ».

18 h 30 : Centre Rachi-Cuej, 30, boulevard de Port-Royal, M. H. Meschonic : « Le langage dans la Bible ».

18 h 30 : 117, rue du Bac, R.-P. Leger Comeau : « L'Acadie d'aujourd'hui » (Amitiés acadiennes).

19 h : 3, rue de l'Abbaye, M. M. Arkoun : « Réflexions sur les difficiles relations des musulmans et des chrétiens aujourd'hui ».

19 h 30 : 26, rue Bergère, Père H. Biondi : « Les contenus scientifiques des « messages médiumniques » (L'Homme et la Connaissance).

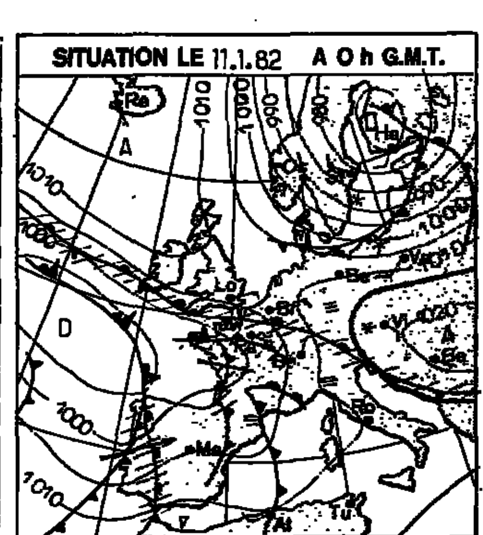
19 h 30 : Amphithéâtre Bachelard, 1, rue Victor-Cousin, Sorbonne, M. F. Lionel : « La civilisation magique des pharaons » (Université populaire de Paris).

20 h 15 : 11, impasse Vavin, M. J.-P. Bayard : « Reims cathédrale du sacre » (Nouvelle acropole).

20 h 30 : Domus Medica, 60, boulevard de Latour-Maubourg, M. Y. Diénal : « Extraversion — Introversion » (Psycho-Santé).

20 h 45 : Centre Huit, 8, rue Porte-de-Buc à Versailles : « Collectif immigrés ».

**SITUATION LE 11.1.82 A 0 h G.M.T.**



**PRÉVISIONS POUR LE 12-I-82 DÉBUT DE MATINÉE**

Brouillard — Verglas dans la région

**Evolution probable du temps en France entre le lundi 11 janvier à 0 heure et le mardi 12 janvier à 24 heures :**

La zone dépressionnaire du proche-Atlantique gagnera le Bassin méditerranéen ; la perturbation qui lui est associée se décalera sur nos régions méridionales, tandis que les masses d'air froid qui stagnent sur le nord et l'est s'étendront au centre et à l'ouest de notre pays.

Mardi, la zone de pluies verglaçantes ou de neige, qui se situera le matin au nord de la Loire, sur le Jura et les Vosges, gagnera dans la journée le nord du Massif Central et des Alpes, tandis que le temps froid et sec s'établira progressivement sur la moitié nord de notre pays, avec des gelées matinales de — 5 à — 10 degrés ; les vents seront assez forts de secteur nord-est.

Sur la moitié sud de notre pays, le temps sera encore doux, mais les pluies seront plus fréquentes, avec des chutes de neige sur les massifs montagneux, à des altitudes de plus en plus basses ; les vents modérés s'orienteront à sud-est et les températures maximales seront en baisse.

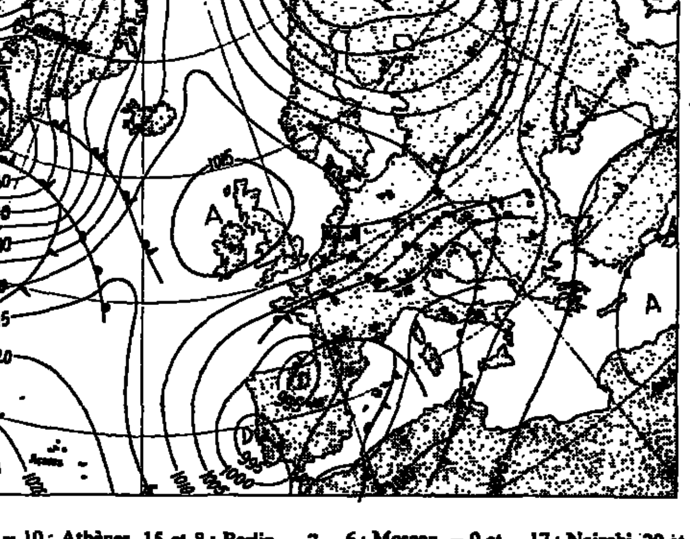
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 11 janvier 1982 à 7 heures, de 997,4 millibars, soit 748,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 10 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 10 au 11 janvier) : Ajaccio, 14 et 7 degrés ; Biarritz, 17 et 8 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Bourges, 13 et 9 ; Brest, 7 et 5 ; Caen, 0 et 0 ; Cherbourg, — 1 et — 1 ; Clermont-Ferrand, 12 et 8 ; Dijon, 9 et 1 ; Grenoble, 12 et 3 ; Lille, — 6 et — 7 ; Lyon, 14 et 7 ; Marseille-Marignane, 9 et 6 ; Nancy, — 6 et — 6 ; Nantes, 12 et 8 ; Nice-Côte d'Azur, 13 et 8 ; Paris-Le Bourget, — 2 et — 2 ; Pau, 18 et 6 ; Perpignan, 15 et 7 ; Rennes, 6 et 5 ; Strasbourg, — 5 et — 6 ; Tours, 6 et 6 ; Toulouse, 15 et 7 ; Pointe-à-Pitre, 22 et 27.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 23 et 9 degrés ; Amsterdam, — 4 et — 10 ; Athènes, 15 et 8 ; Berlin, — 7 et — 13 ; Bonn, — 5 et — 12 ; Bruxelles, — 8 et — 9 ; Le Caire, 18 et 11 ; îles Canaries, 22 et 15 ; Copenhague, 1 et — 1 ; Dakar, 27 et 22 ; Genève, 10 et 3 ; Jérusalem, — 10 et 3 ; Lisbonne, 15 et 10 ; Londres, — 1 et — 4 ; Madrid, 11 et 6 ; Moscou, — 9 et — 17 ; Nairobi, 29 et 16 ; New-York, — 17 et — 15 ; Palma-de-Majorque, 16 et 7 ; Rome, 15 et 11 ; Stockholm, — 5 et — 7.

*(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)*

**PRÉVISIONS POUR LE 12 JANVIER, A 0 HEURE (G.M.T.)**



## ANCIENS COMBATTANTS

LA MÉDAILLE DES ÉVADÉS. — L'attribution de la médaille des évadés au titre de la guerre 1939-1945 fait l'objet d'un nouveau décret, levant la forclusion. En effet, toute personne qui n'avait pas présenté la demande dans les délais antérieurement impartis est admise à faire acte de candidature à compter de la date de publication du présent décret (n° 81-1156 du 28 décembre 1981).

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 10 janvier 1982 :

UN DÉCRET

● Modifiant le décret du 26 août 1975 relatif à la sécurité des personnes, de animaux et des biens lors de l'emploi des matériels électriques destinés à être employés dans certaines limites de tensions ;

UN ARRÊTÉ

● Fixant le taux d'intérêt alloué à la créance sur l'État dont bénéficient les sociétés industrielles et commerciales, qui procèdent à la création d'actions en faveur de leurs salariés, en application de la loi du 24 octobre 1980 ;

UNE CIRCULAIRE

● Relative aux incidences de la loi du 4 août 1981 portant amnistie sur les procédures prud'homales ;

UNE LISTE

● Complémentaire des candidats admis à subir les épreuves d'accès au cycle préparatoire au second concours d'entrée à l'École nationale de la magistrature.

## CIRCULATION

CORRESPONDANCE

### Toujours les codes en ville

*M. Robert Pagès, de Meudon, nous écrit :*

« Le criminel oukase instituant l'obligation des codes en ville vient enfin d'être annulé. Le ministre qui a pris l'initiative de cette annulation se doit d'aller au bout de la logique qui l'a inspiré, et, soit faire sanctionner sévèrement les codes mal réglés qui nous aveuglent à longueur de soirées, soit purement et simplement interdire les codes en ville hors des zones de croisement.

Cela s'impose d'autant plus que nombreux sont les conducteurs, incommodés par l'éblouissement des codes, qui utilisent leurs phares plus aveuglants encore par mesure de rétorsion ! »

## BREF

DOCUMENTATION

UN GUIDE ANNUAIRE DES ASSOCIATIONS. — Les éditions SA-2 ont publié récemment un *Guide annuaire des associations* établi à partir d'un questionnaire envoyé aux associations et avec le concours de spécialistes de la vie associative. La partie « guide » comprend des renseignements d'ordre administratif et juridique, la partie « annuaire » répertorie environ 500 associations, unions et fédérations, classées en cinq catégories (sur un total d'environ 350 000 associations en France), plus de 10 000 adresses et les noms de nombreux responsables.

**★ Éditions SA-2, Services aux associations, 37, boulevard Malesherbes, 75008 Paris, Téléphone : 266-19-94, 325 F franco.**

LA MAISON

ARTISANAT DE LA RÉUNION. — L'île de la Réunion et son artisanat viennent de s'installer à Paris, près de la Madeleine. Cette Maison de l'île de la Réunion, qui abrite un restaurant typique et une agence de voyages, présente un artisanat de grande qualité. En particulier les célèbres broderies de la région de Cilaos (nappes, napperons), la vannerie — paniers de toutes formes, vide-poche mural — et les traditionnels « tapis-mendiant », couvre-lits en patchwork de couleurs vives.

**★ Maison de l'île de la Réunion, 1, rue Vignon, 75008 Paris.**

TABLEAU-HORLOGE. — Combinant le charme d'un décor mural et l'utilité d'une pendule, des petits tableaux sont encadrés de bois teinté ou laqué. Femmes au charme romantique photographiées par Hamilton, campagne l'été ou sous la neige, Pierrot et Arlequin composent cette galerie d'illustrations sous le verre : elles insèrent le cadran d'une horloge à mouvement à quartz qui fonctionne à pile. Ces « horloges paysagères » sont vendues entre 170 et 460 F selon les formats, qui vont de 136 x 186 mm à 265 x 350 mm.

**★ En vente au Drugstore Opéra. Pour les autres points de vente de Paris et province : Sté Care, 14, avenue des Jockeys, 92380 Garches. Tél. 741-95-59.**

TOUT PAPIER. — Installée depuis plus de cent ans à Paris, la papeterie Dupré, spécialiste des fournitures de bureau et des arts graphiques, vient de créer un « espace papier » à la pointe de la mode. Ce papier de charme et de fantaisie entre dans la maison pour écrire ou faire de jolis paquets, en blocs-notes, répertoires, calendriers, étiquettes ou adhésifs pour décorer les fenêtres. Des exclusivités, venues des Etats-Unis et d'Europe, mêlent des inspirations romantiques ou botaniques à une explosion de coloris vifs.

**★ Dupré, 141, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.**

TEMPS LIBRE

PEINTURE SUR SOIE. — La direction départementale Temps libre, jeunesse et sports de Paris et la M.J.C. les Hauts de Belleville organisent un stage de peinture sur soie. Quatre week-ends d'initiation, quatre week-ends de perfectionnement de janvier à mars 1982. Exclusivement réservé aux animateurs, enseignants ou responsables d'association.

**★ Direction départementale Temps libre, jeunesse et sports de Paris, 25 rue de Ponthieu, 75008 Paris. Tél. : 359-01-69, postes 210 et 203.**



## MOTS CROISÉS

**PROBLÈME N° 3101**

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I | | | | | | | | | |
| II | | | | | | ■ | | | |
| III | | | | | | | | ■ | |
| IV | | | | ■ | | | | | ■ |
| V | | ■ | | | | | | ■ | |
| VI | | | ■ | | ■ | | | | |
| VII | | ■ | | | | | | | |
| VIII | | | | ■ | | | | | |
| IX | | | ■ | | | | | | ■ |
| X | ■ | | | | | | ■ | | |
| XI | | | | | | | | ■ | |

HORIZONTALEMENT

I. Un habitué des cercles. — II. Faculté olfactive faisant défaut à certaines espèces. Répand le grain sur la terre. — III. Une salle que personne ne tient à fréquenter. — IV. Sigle d'une association éphémère. A gonflé la fortune de plus d'un conquistador. — V. Aire de manœuvres pour la troupe. — VI. Copulative. Eau courante au sous-sol. — VII. Incapable d'attirer les alouettes. — VIII. Ordre d'un pasteur à son berger. Agent des travaux publics d'une bonne capacité. — IX. Personnel. Porte la pensée quand elle accompagne un bouquet de roses. — X. Profession de foi. Grand bâtisseur, mais piètre constructeur. — XI. De cette maladie du siècle, tous n'en meurent pas, mais tous en sont frappés.

VERTICALEMENT

1. Abandonne sa compagne d'un moment après lui avoir tourné la tête. — 2. L'Oder pour Lech Walesa. Elément de comparaison. — 3. Vieux barbu ayant commandé tous les ras. Duplicateur. Note. — 4. Naturelle et sans aucune combinaison. Bleu, il navigue ; vert, il barbote. Pièce du trousseau permettant l'accès à la chambre nuptiale. — 5. Un seul cours ou plusieurs rues dans la Mayenne. Issues. — 6. Arbres nombreux au Canada. — 7. Tel un particulier ne cherchant pas à sauver sa mise. — 8. Séduit, mais pas pour autant ravi. Accessoires de distraction dominicale. — 9. Doit bien tourner pour jouer utilement son rôle. Ainsi parlait Zarathoustra. Essence.

**Solution du problème n° 3100**

*Horizontalement*

I. Boule de neige. Pi. — II. Orme. Olographes. — III. Une. Sue. Ornière. — IV. Le Su. V.S. (volte subito). Etendu. — V. Imperméable. Net. — VI. Merci. Loi. Pin. — VII. Ino. Négligeants. — VIII. Etui. Crétins. — IX. Arrosée. Oui. — X. M.S. Mous. Mulâtre. — XI. Etables. Examen. — XII. Gênée. Inn. Térée. — XIII. Os. Trottin. — XIV. De. Ondes. — XV. Accordéon. Etau.

*Verticalement*

1. Boulimie. Mégot. — 2. Ornementistes. — 3. Urne. Prou. An. Oc. — 4. Le. Sec. Iambes. — 5. Surin. Rôle. Do. — 6. Dou. Ecrue. Ter ! — 7. Elève. Grossir. — 8. Nô (no). Salles. Note. — 9. Ego. Boitement. — 10. Irreligieux. Ton. — 11. Gante. En. Latin. — 12. Epie. Pas. Amende. — 13. Hennin. Oter. Et. — 14. Perdent. Urne. Sa. — 15. — Iseut. Scie. Et.

GUY BROUTY.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

| | 3 mois | 6 mois | 9 mois | 12 mois |
|---|---|---|---|---|
| FRANCE-D.O.M.-T.O.M. | 273 F | 442 F | 611 F | 780 F |
| TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE | 483 F | 862 F | 1 241 F | 1 620 F |
| ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS | 313 F | 522 F | 731 F | 940 F |
| II. — SUISSE, TUNISIE | 386 F | 667 F | 949 F | 1 230 F |

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.









# ANNONCES CLASSEES

| | La ligne* | La ligne T.T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 71,00 | 83,50 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 21,00 | 24,70 |
| IMMOBILIER | 48,00 | 56,45 |
| AUTOMOBILES | 48,00 | 56,45 |
| AGENDA | 48,00 | 56,45 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 140,00 | 164,64 |

| ANNONCES ENCADRÉES | Le mm/col. * | Le mm/col. T.T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 40,00 | 47,04 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 12,00 | 14,10 |
| IMMOBILIER | 31,00 | 36,45 |
| AUTOMOBILES | 31,00 | 36,45 |
| AGENDA | 31,00 | 36,45 |

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



## emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

## emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

## emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

### AUX 4 COINS DU MONDE...
### ... DE JEUNES MANAGERS

Nourrir, héberger les milliers de travailleurs présents sur les grands chantiers internationaux ou les barges pétrolières, leur créer un cadre de *vie agréable et réconfortant*, telle est notre mission. Notre Chiffre d'Affaires en croissance : près de 2 milliards de Francs.

**Nos managers aiment la vie active. Ils sont réellement autonomes et savent anticiper. Ils ont l'esprit pionnier et veulent travailler hors d'Europe.**

Nous offrons une expérience enrichissante et de réelles opportunités de *carrière au sein d'un groupe déjà présent dans* 30 pays.

Vous êtes diplômés de l'Enseignement Supérieur (Grande Ecole ou Université), avez au moins deux ans d'expérience *professionnelle* dans un poste opérationnel, êtes bilingue anglais et/ou espagnol et bien sûr d'une mobilité géographique totale.

*Merci d'adresser votre dossier de candidature qui sera traité avec la discrétion de rigueur au Service Recrutement International sous réf. 81125.*

**3, avenue Newton**
**78390 Bois d'Arcy**
**France**



SODEXHO

### YOUNG ACADEMICALLY QUALIFIED TAX SPECIALIST

Monsanto, a major multi-national chemical corporation has an immediate need, at its Brussels Headquarters for Europe-Africa, for a **young academically qualified tax specialist.**

Proficiency in English is a must, knowledge of German would be an asset.

The position which involves some travel within Europe commands a competitive salary and fringe benefits and offers good career opportunities.

Please send your application with details, preferably in English, to K.H. Peemoeller, Manager Personnel,
N.V. Monsanto Europe S.A.,
avenue de Tervuren/laan 270-272, Box 1,
1150 Brussels, Belgium.

All applications will be handled in strict confidence.

**Monsanto**

### Des ingénieurs pour des chantiers Bâtiment exceptionnels

Les chantiers Bâtiment que nous avons ouverts à l'Etranger sont de première importance. Ceux que nous allons attaquer dans les mois qui viennent sont exceptionnels. Pour conduire les travaux sur *les plus grands chantiers du monde, nous avons besoin d'hommes de valeur, qui se verront confier* des responsabilités motivantes en BATIMENT ou GENIE CIVIL

au NIGERIA et en IRAK

Vous êtes Ingénieur diplômé Grande Ecole. Vous avez l'expérience de la conduite de chantiers GO, TCE, SO. Vous parlez Anglais et ne dédaignez des conditions d'expatriation particulièrement motivantes. Vous êtes ambitieux et pensez qu'un grand Groupe peut vous offrir une intéressante évolution de carrière. Vous êtes donc un des hommes que nous recherchons.





Merci d'adresser votre candidature sous référence 7167 à :
J. Surugue - BOUYGUES - Direction du Personnel
B.P. 204 - 92142 CLAMART CEDEX

**Un homme de valeur a sa place chez Bouygues.**

### JEUNES INGENIEURS, DEBUTEZ CHEZ





**(X - Centrale - Ponts - Mines - A et M - E.S.T.P - E.N.S.M - E.N.S.A.I.S...)**

Notre position au premier rang du B.T.P et la large décentralisation de notre structure d'exploitation, nous permettent de vous offrir un avenir d'entrepreneur au sein de notre Groupe.

*Après une solide formation sur le terrain, nous vous proposons de prendre l'entière responsabilité (commerciale, technique, humaine,* administrative) de la gestion d'une unité d'exploitation en France ou à l'étranger selon votre choix (nous avons 100 Centres ou Agences de Travaux en métropole et sommes implantés dans 42 pays).

– 80 % des ingénieurs que nous recrutons sont débutants et choisissent pour la plupart de faire carrière chez nous. C'est pourquoi, l'intégration, la formation, nous savons ce que cela veut dire.

– La décentralisation de notre Groupe en fait une fédération d'entreprises à taille humaine où les hommes se connaissent. Votre place chez nous, vous la trouverez au sein d'une équipe de travail constituée et solide.

– Chaque Centre ou Agence s'intègre à son environnement physique, économique et humain : participer à la vie d'une région, être en prise directe avec ses habitants, c'est une autre satisfaction qu'apporte notre métier.

*Ces principes qui font notre spécificité valent pour la France comme pour l'étranger, où vous pouvez partir en famille* avec une couverture sociale complète et bien-sûr tous les avantages classiques.

Faisons le point : si vous vous reconnaissez comme un homme de terrain, d'action, de contact, et si vous êtes mobile géographiquement, alors vous avez de bonnes raisons de penser que vous réaliserez votre projet d'entrepreneur chez nous.

Nous saurons vous offrir les perspectives de carrière d'un Groupe international et la qualité d'un travail à dimension humaine.

Notre recrutement est permanent, vous pouvez nous contacter quelle que soit votre date de disponibilité. Transmettez votre dossier de candidature (lettre, C.V. et photo) au Service du Recrutement – 39 Rue du Colisee – 75008 PARIS.

Le Centre d'Action culturelle de la Guadeloupe recrute

### UN DIRECTEUR

*possédant :*
- une parfaite connaissance du milieu antillais ;
- une expérience pratique de 5 ans minimum ;
- une bonne culture artistique.

Le candidat devra exposer par écrit ses motivations, et montrer ses connaissances en matière de décentralisation culturelle.

– Joindre un curriculum vitae détaillé et des copies des diplômes et attestations professionnelles.

Les dossiers devront être adressés à M. Julien ROTIN, Chambre des métiers de la Guadeloupe, B.P. 88 97106 BASSE-TERRE.

### BATIMENT
### Construction d'une ville de 50.000 habitants
### RIYAD Arabie Saoudite

### UN INGENIEUR DIPLOME

ayant une solide expérience en VRD. Il sera chargé de la conduite des travaux de terrassement, assainissement, pose de gaines diverses, de travaux routiers et d'aménagement du paysage sur un chantier de plus de 5000 villas.

*Une expérience comparable acquise à l'étranger serait appréciée*

Bonne maitrise de la langue anglaise indispensable.

**Réf. 009**

### UN INGENIEUR DIPLOME

ayant quelques années d'expérience en Bureau d'Etudes Techniques et Méthodes.

Pratique de la langue anglaise indispensable.

Connaissance en préfabrication appréciée.

**Réf. 094**

### DEUX INGENIEURS DIPLOMES

ayant quelques années d'expérience en Direction de Travaux de second-œuvre Bâtiment

Pratique de la langue anglaise indispensable.

**Réf. 024**

### UN DESSINATEUR PROJETEUR

Méthodes

ayant l'habitude de travailler sur des plans en Anglais.

**Réf. 235**

Tous ces postes sont basés à RIYAD - Séjours en famille.

Merci d'adresser, sous référence correspondante, lettre de candidature avec C.V., photo et prét.

dumez

Service des Relations Humaines
345, avenue Georges Clemenceau 92022 NANTERRE Cedex

# European Regional Sales Manager

J. D. Marshall International, a member of the Inchcape Group of Companies is a progressive trading organisation headquartered in Chicago, Illinois, USA, and well established in the export of American manufactured goods.

We are looking for a sales oriented energetic individual with a minimum of 5 years' experience in direct selling to distributors and mass merchandisers *of the following products: lawn and garden equipment*; hardware; consumer durables; hand and power tools; small appliances; welding equipment/consumables; food service equipment.

*This is a unique opportunity to further develop* existing sales and introduce new products from the USA to Europe.

The ideal candidate will be multilingual, capable of operating independently and willing to travel extensively throughout Europe.

The successful man or woman can be based anywhere in Western Europe and an attractive remuneration package is negotiable.

Please write in strictest confidence with a résumé of qualifications, experience, salary history and a photograph to the Personnel Director, Inchcape Overseas Ltd., 40 St. Mary Axe, London EC3A 8EU.

**Inchcape**

### GRECE

Pour assister la DIRECTION TECHNIQUE d'une NOUVELLE UNITE de PRODUCTION (implantée près de CORFOU) : FILATURE-TISSAGE (COTON) entrant dans sa Phase d'Exploitation.

UNE SOCIETE INDUSTRIELLE FRANCAISE
A VOCATION EUROPEENNE

souhaite s'assurer la COLLABORATION d'un :

### INGENIEUR TEXTILE

Répondant au profil suivant :
— Formation : Ecole Textile d'Ingénieurs ou I.M. + Exp. Textile
— Age 32/35 ans
— Expérience concrète de la Direction d'un Important TISSAGE/COTON
— Connaissance (très souhaitée) des Métiers SULZER P.U. 4 couleurs
— Anglais ou Allemand parlé couramment

La Rémunération et les Avantages Matériels prévus pour le Collaborateur et sa Famille (logement, voyages) constituent un Elément certain d'Attractivité qui s'ajoute à la perspective d'une Evolution de Carrière dans un des Secteurs d'Activité de la Société en France, en Fonction des Résultats obtenus dans cette Assistance (dont la durée ne devrait pas dépasser 24/30 mois).

Adresser CV, niveau situation actuelle à No 18.554 CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 (en indiquant, le cas échéant, les sociétés auxquelles votre CV ne devrait pas être remis).

### CAMBISTE CONFIRME

Nous sommes l'une des plus grandes banques européennes, nous recherchons pour faire face à l'expansion de notre filiale internationale établie à Luxembourg, un cambiste confirmé possédant un *minimum* de 2 à 3 années d'expérience bancaire notamment dans le domaine des opérations de change au comptant et à terme. Il sera nécessairement opérationnel en anglais.

Les possibilités de carrière et les rémunérations sont particulièrement attractives pour un cadre désireux *de s'épanouir dans un contexte international.*

Si ce poste vous intéresse, veuillez téléphoner ou écrire sous la référence MM/320 à Mr. MERVELLE, Staff Selection & Services S.A., avenue Brugmann 32, bte 7, B-1060 Bruxelles.

Staff Selection & Services S.A.
Avenue Brugmann 32 boîte 7 1060 Bruxelles Tél 344 1804

### SOCIÉTÉ DE PARFUMERIE AFRIQUE FRANCOPHONE

Production et distribution marques propres et marques sous-licences

recherche

### DIRECTEUR GÉNÉRAL

Formation ingénieur ou école de gestion.
Expérience direction, centre de profit autonome.
Bon gestionnaire, sens marketing.
Expérience outre-mer appréciée.
Langue anglaise souhaitable.
Possibilités de carrière dans groupe international.
Avantages statut cadre expatrié.

Ecrire s/n° 030.581 M, à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS 2e.



## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux




LE GROUPE DE L'ENTREPRISE INDUSTRIELLE
recherche :

POUR SES ACTIVITES ELECTRICITE ET GENIE CIVIL :

### jeunes ingénieurs — CENTRALE - TP - A ET M - INPG - INSA - SUP. ELEC OU ÉQUIVALENT

Postes à pourvoir sur l'ensemble du territoire Français. (Réf. 130-146)

### ingénieur — ESTP ou EQUIVALENT

ayant 2 à 3 ans d'expérience de chantiers, et souhaitant voir évoluer ses responsabilités vers la conduite d'affaires, ayant trait au Bâtiment et au Génie Civil (gestion technique, humaine et financière). Poste basé à NANTES. (Réf. 951)

### ingénieur responsable centre de travaux

Ce poste s'adresse à un ingénieur, formation Electricité et ayant acquis une expérience de 3 à 5 ans en tant que responsable d'affaires. Le candidat retenu aura à diriger une équipe de 15 personnes, il assurera une responsabilité totale, tant des points de vue technique que financier ou commercial ; en coordination avec la Direction Régionale de Lyon. Poste basé à SAINT-ETIENNE. (Réf: 147)

### ingénieur spécialiste station épuration

Il élaborera les projets relatifs à cette activité et les défendra auprès de ses clients. Selon le degré d'expérience acquise, il sera chargé de leur réalisation. Poste basé à TOULOUSE. (Réf. 1001)

Merci d'adresser C.V. détaillé, photo et prétentions, en précisant bien la référence choisie sur l'enveloppe au :

*Cabinet Jean-Claude MAURICE - Conseil en Gestion du Personnel*
*Pour les références 130-146 et 147 : 63, rue Baraban - 69003 LYON*
*Pour les références 951 et 1001 : 397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS*

---

**cinna**
filiale de la Société
**roset**

leader français du mobilier contemporain de haut de gamme, recherche

## L'ADJOINT DE SON DIRECTEUR COMMERCIAL

Diplômé d'une ÉCOLE SUPÉRIEURE de COMMERCE, intéressé par les problèmes de décoration contemporaine, il aura 2 ou 3 ans d'expérience acquise dans la distribution de biens de consommation. Après une année d'animation du réseau de vente, destinée à le familiariser au produit et à son mode de commercialisation, il secondera le Directeur dans toutes ses activités avec le recul suffisant pour mener une action à long terme au sein d'une société performante. Résidence près du Siège de la Société à BRIORD dans la campagne de l'AIN, à 60 km EST de LYON.

Écrire au CABINET GATIER, sous référence 191
32, rue Barrème 69006 LYON.

média-system

**Cabinet Gatier**

---

MILIEU INDUSTRIEL

## JEUNE ACHETEUR

Est de la France

Cette entreprise Industrielle, filiale d'un groupe important a mis en place récemment une nouvelle politique de fabrication et de commercialisation de ses produits destinés au grand Public, avec pour objectif le doublement du C.A. pour 83.

Sous l'autorité du responsable «matières», il dirige une équipe de 3 personnes chargée des achats de matières premières et des pièces détachées.
Il travaille en relation étroite avec les différents services du département gestion de la production (appro, ordonnancement, stocks).
Ses fournisseurs sont situés à l'intérieur et hors C.E.E.

Nous souhaitons rencontrer un acheteur de 32 ans environ, de formation supérieure. Il possède une expérience minimum de 4 ans acquise dans un service achats en milieu industriel (type petite mécanique ou électronique). La pratique de la langue anglaise est indispensable. Ambiance de travail agréable au sein d'une équipe très motivée.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 17 502 B.

**EGOR S.A.**
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

**egor**
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

---

## INGENIEUR D'ETUDES
LYON

Cette société, filiale d'un important groupe national, est spécialisée dans la conception d'aménagements, les missions d'ingénierie dans les domaines de l'urbanisme, de l'environnement et de l'énergie.
Son développement l'amène à rechercher un ingénieur d'étude. Il sera chargé de seconder un des chefs de département dans toutes les missions qui lui seront confiées.
Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé (X, Centrale, Mines, Ponts, ETP...) justifiant si possible d'une première expérience de l'urbanisme et de ses incidences spatiales, économiques et fonctionnelles. Une bonne connaissance des problèmes de transports urbains serait un atout supplémentaire. Le poste est basé à Lyon.
La rémunération sera fonction de la formation et de l'expérience du candidat retenu et de nature à intéresser un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. complet et salaire actuel, sous réf. 16481 A à :

**EGOR RHONE-ALPES**
129 rue Servient
69431 Lyon Cédex 3.

média-system

**egor**
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

---

**GESTION DE PERSONNEL**
**Région Centre**

## JEUNE ASSISTANT
### Service du Personnel
### (gestion administrative, recrutement)

**Nous :** une importante banque de dépôts française.
**Vous :** 25 ans minimum, une formation supérieure ou DUT gestion du personnel, complétée par une expérience de 2 à 3 ans dans la fonction.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 7593 à PLAIN CHAMPS, 5 rue du Helder, 75009 Paris qui transmettra.

---



## emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

**dumez**

recherche pour son USINE DE PREFABRICATION
située en IRAK

## UN INGENIEUR A.M.

Il possédera une première expérience de 2 ans environ acquise de préférence dans le secteur B.T.P.
Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

## UN INGENIEUR BATIMENT
DE FORMATION CENTRALE OU T.P.

Il aura acquis une expérience de 2 à 4 ans dont une partie en Bureau d'Etudes.

Envoyer C.V. et prétentions à DUMEZ
Service des Relations Humaines - 345, Avenue Georges Clemenceau
92022 NANTERRE CEDEX.

---

**CCI EUROTRAG**
**groupement européen**
**de sociétés de Travaux Publics,**
**chargé de la construction du chemin de fer transgabonais**
**recherche son**

## Responsable Gestion des stocks

**6 milliards CFA de chiffre d'affaires - 85 000 articles**

Diplômé ESC ou ingénieur, âgé de 30 ans au moins, il maîtrise les problèmes de gestion informatisée des stocks.

Sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier, **il dirige une équipe de 18 européens et 85 africains.**

**Rémunération intéressante** selon compétence. **Statut expatrié :** logement en famille à N'DJOLE, hôpital sur place, club de loisirs, scolarité d'un bon niveau jusqu'à la troisième.

**Avenir assuré pour candidat capable de réussir.**

Adresser curriculum vitae, photo et dernier salaire sous référence 81.55 EX à

**CABINET H-A BOTH S-C-P**
**Département Sélection Recrutement**
3 bis, rue des Ecoles - 78400 CHATOU
qui est chargé de ce recrutement.

MEDIA PA

---

## adjoints au directeur technique

**Située dans le Haut Rhin, notre usine est spécialisée dans la fabrication de non-tissés.**
**Elle appartient à un groupe d'envergure internationale.**

**Nous recherchons**

### INGENIEUR PLASTURGISTE

**maîtrisant parfaitement les techniques d'extrusion des polymères, pour lui confier la Direction et l'animation des services Production.**
**Par ailleurs, il participera activement à la mise en place d'une cellule Recherche et Développement dont il aura la charge du projet.**
**Agé d'une trentaine d'années, votre maîtrisez l'allemand et l'anglais si possible. Réf. 8020-B**

### INGENIEUR MECANICIEN

**possédant une expérience confirmée en mécanique générale et maîtrisant bien les problèmes électriques et céraulique pour lui confier la Direction des Services Maintenance.**
**Il veillera tout particulièrement à créer un entretien préventif efficace.**
**Agé d'une trentaine d'années vous parlez impérativement l'allemand. Réf. 8020-C**

**Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence du poste à MGP, 85 avenue des Vosges, 67000 Strasbourg.**

**MGP** *management gestion du personnel*

---

**CONSTRUCTION MAN FOR EGYPT**

A construction man is required in Cairo for a period of 2 to 3 years by a foundation contracting company that is being developed by a large egyptian construction company, by C.I.T.E.B. of Belgium and by Franki of Belgium, jointly.

**REQUIREMENTS :**

- Sound knowledge of cast in-situ piling systems with a preference for « Franki ».
- Awareness of foundation equipment performance and maintenance.
- Willingness and ability to train people.
- Preferably single.
- Ability to communicate in english (knowledge of arabic would be welcomed).
- An understanding of estimating, measuring and processing claims would be an advantage.

The successful candidate would work closely with the general manager designate, to develop a permanent works manager.
Overseas allowance, free accomodation and car would be provided and a suitable salary would be negotiated.
Initial enquiries in confidence should be directed in writing to :

I.H. BRAATVEDT
S.A. FRANKI N.V.
196, RUE GRETRY,
B - 4000 LIÈGE, BELGIUM.

---

Sté Export Textile
cherche
**JEUNE COLLABORATEUR CÉLIBATAIRE**
pour voyager OUTRE-MER, anglais courant.
Tél.: 280-09-94.

---

**Sté NORBERT BEYRARD FRANCE**
Etudes économiques financières et de génie industriel
Spécialisée dans l'assistance technique aux pays en voie de développement
recherche
**un EXPERT AGRONOME**
spécialiste des SEMENCES, ayant une grande expérience en matière de production et de conditionnement, connaissant la législation internationale dans ce domaine.
Cet expert devra pouvoir accepter une mission de longue durée en Afrique francophone.
Ecrire avec C.V. et photo à la Sté Norbert Beyrard France, 68, rue Pierre-Charron 75008 PARIS

---

Important Groupe Français commercialisant dans ses filiales françaises et africaines des biens d'équipement et de consommation durables à caractère technique (matériels industriels, outillage, pompes, groupes électrogènes...)
recherche pour sa filiale du NIGERIA

## commercial assistant

auprès du DIRECTEUR GENERAL

Sa mission consistera à organiser et contrôler la fonction commerciale sur l'ensemble du Nigéria (Lagos + 8 Agences).

Il aura, entre autres, sous sa responsabilité, en liaison directe avec la Direction Générale, l'administration des ventes, l'animation de l'équipe commerciale à travers les diverses branches d'activité ainsi que les relations commerciales et administratives au plus haut niveau.

Connaissance produits quincaillerie et matériels industriels très appréciée.

Expérience Afrique Noire indispensable et souhaitée dans pays anglophones.

Bilingue anglais.

Résidence LAGOS.

Cabinet Leconte — Envoyer lettre manuscrite avec C.V. sous réf. 22039 4, rue Amiral Courbet, 75116 PARIS.

---

**IMPORTANTE BANQUE REGIONALE**
Ville moyenne de BOURGOGNE
recherche

## SON CONTROLEUR DE GESTION

Ce cadre dépendra de la Direction Administrative et Financière.
Agé de 30 minimum, il est diplômé de l'Enseignement Supérieur (D.E.C.S., Sciences Eco...) et justifie d'une expérience réussie de la fonction.

Il doit posséder de bonnes aptitudes à la négociation et à la communication et le prouver dans sa candidature. La mise en place du système d'information demande qu'il ait de sérieuses connaissances en matière d'informatique.

Lettre manuscrite + CV + photo + prétentions seront traitées avec l'encadrement par
Marie-Ange HELIE Conseil en recrutement
7 route de la Villotte - ORGY près Auxerre
89240 POURRAIN
*Discrétion totale assurée.*

---

## emplois internationaux

*Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.*

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

# CADRES, sur le front des techniques et au bord de la mer...

**Nous employons 10 000 personnes. Nos équipements et notre technologie avancée nous placent aux premiers rangs de la sidérurgie européenne.**

**Notre usine est située à Dunkerque, carrefour de l'Europe du Nord à la croisée des chemins de la Grande-Bretagne, de la Belgique, des Pays-Bas et de la Scandinavie. Votre famille y trouvera un environnement accueillant, d'intéressantes possibilités de scolarisation et une vie culturelle riche.**

## ADJOINT « QUAIS-PARCS » 42 M 004

250 personnes.

Le bassin maritime de Dunkerque reçoit des navires de 30.000 t. à 110.000 t. en provenance de toutes les parties du monde. Notre service QUAIS-PARCS assure quotidiennement le déchargement et le stockage de 30.000 t. de minerais et 8.500 t. de charbons.

Vos missions :
- optimiser l'utilisation des équipements électromécaniques de déchargement, de transfert et de stockage
- seconder le chef de service dans la gestion et l'animation d'un ensemble de 250 personnes
- assurer de façon permanente les relations avec les autorités du Port, de l'administration maritime et de la Capitainerie.

Qui êtes-vous pour réussir dans ce poste ?
- un ingénieur électromécanicien expérimenté, pour résoudre les problèmes de maintenance et d'exploitation
- mais aussi et surtout un homme de terrain qui aime dialoguer et prendre des décisions.

## INGENIEUR THERMICIEN Réf. 42 M 006

Notre Service «ENERGIE» distribue et gère tous les fluides utilisés dans l'Usine : électricité, gaz de haut fourneau et de cokerie, gaz naturel, fuel, oxygène, air comprimé, vapeur, eau, etc...

Votre mission :
Avec l'aide d'une équipe de techniciens de haut niveau vous devrez résoudre des problèmes complexes dans les domaines de la thermique, l'énergétique, la physique des fluides...

Vous aimez le calcul et vous avez d'excellentes connaissances en thermique acquises soit au cours de votre formation initiale soit pendant une première expérience professionnelle.

## 2 INGENIEURS GRANDE ECOLE

FORT POTENTIEL Réf. 42 M 008

**DEPARTEMENTS FONTE / ACIER**
- une cokerie produisant 6000 t/jour
- trois chaînes d'agglomération
- quatre hauts-fourneaux, dont l'un des plus puissants du monde, produisant 20.000 t de fonte par jour
- deux aciéries à oxygène équipées de coulées continues produisant 20.000 t d'acier par jour.

Nous renforçons chacun de ces deux départements en créant une section technique qui a pour mission essentielle de promouvoir la recherche et le développement afin de maintenir notre avance technologique.

Ces postes qui impliquent de multiples contacts avec les autres services de l'Usine sont une remarquable plate-forme d'observation, un temps de formation privilégié et un tremplin vers de plus larges responsabilités opérationnelles pour ces 2 jeunes ingénieurs (X, Mines, Centrales...) ambitieux.

## ADJOINT AU RESPONSABLE « APPROVISIONNEMENT » Réf. 42 M 005

Les différents services de notre usine émettent chaque année pour environ 2.5 milliards de commandes directes. Notre service assure de plus la gestion de 2.2 milliards environ de réception de matières premières en liaison avec la Direction des Approvisionnements du Siège. Notre service doit répondre à toutes ces demandes (120.000 références dont 40.000 gérées déjà par ordinateur).

Votre mission :
En tant qu'adjoint au responsable du Service, vous contribuerez à la supervision et à l'animation des 90 personnes qui gèrent ces achats.

Nous confierons cette responsabilité à un négociateur confirmé, ayant de préférence une formation d'ingénieur et surtout une solide expérience dans le domaine des achats.

## INGENIEUR ELECTRICIEN DE HAUT NIVEAU Réf. 42 M 007

Au sein du Service Train à Bandes vous assurerez sur le plan électrique et électronique la couverture de tous les équipements, soit 140 000 KW installés. Vous participerez aux Etudes T.N. et proposerez, après les avoir justifiées économiquement, des améliorations à court ou moyen terme.

Ce poste inclut la responsabilité de 130 personnes et la gestion d'un budget d'exploitation.

Si vous êtes un électricien de haut niveau (ESE, ...), passionné par les automatismes et ayant une solide expérience acquise sur le terrain, cette nouvelle responsabilité est alors pour vous une opportunité de carrière.

## ... ET NOTRE RESPONSABLE RELATIONS-PUBLIQUES Réf. 42 M 009

- Pour promouvoir au sein de l'entreprise ainsi qu'auprès de son environnement socio-économique la politique d'information et de communication.
- Pour concevoir et réaliser des moyens originaux de recueil, de traitement et de diffusion de l'information.

Vous êtes un homme de contact qui assurera la communication entre les Services de l'entreprise, avec la presse en général et les différents organismes extérieurs.

Une solide expérience dans le domaine des Relations Publiques et de la Communication est indispensable pour atteindre ces objectifs.

Pour tous ces postes l'anglais est indispensable.

**Adresser dossier de candidature en précisant la référence du poste à CPA 69 rue de Monceau 75008 Paris.**

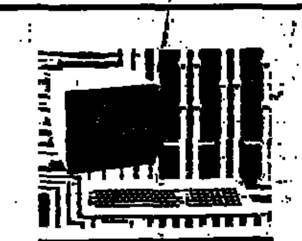
usinor DUNKERQUE




MEMBRE DE SYNTEC

média-system

---



NIXDORF COMPUTER

NIXDORF UNITRONIC SA à LYON regroupe un des deux réseaux de distribution en France du groupe allemand NIXDORF COMPUTER AG. Depuis sa création, ce réseau recouvre tout le sud de la France, ainsi qu'une partie des régions du Nord et de l'Est.

En vue de développer nos ventes d'ordinateurs de gestion de petite et moyenne configuration, et promouvoir nos nouveaux produits: logiciels de branche, traitement de textes, etc., nous offrons à de jeunes

## AMATEURS DOUÉS
### INFORMATIQUE DE GESTION

l'opportunité de devenir des

## PROFESSIONNELS NIXDORF

**à NICE, MARSEILLE, VALENCE, AVIGNON, LYON, ROANNE, TOULOUSE, DIJON, ANNECY, GRENOBLE...**

**Ingénieurs commerciaux**: qui après une formation aux produits et méthodes NIXDORF, prendront en charge la responsabilité complète d'un secteur: prospection, négociations, démonstrations, contrôle de la mise en place, et suivi de la clientèle.

**Responsables clients clefs:** de par leur formation et leur expérience, ces négociateurs de bon niveau prendront en charge la promotion de nos matériels ordinateurs et terminaux de réseaux auprès des grandes entreprises et administrations.
Ces postes sont basés à Lyon.

**Les conditions de travail**: nos produits sont sérieux, notre équipe est jeune et compétente, et nous pensons proposer un système équilibré intégrant l'assurance d'une rémunération de base correcte, et d'un intéressement au résultat stimulant. Enfin, nous pratiquons une politique conséquente de formation et promotion interne.

**Les candidats**: que nous recherchons ont une culture générale économique de niveau ESC, Ingénieur ou équivalent, validée par une première expérience en entreprise de quelques années dans le domaine commercial-gestion. Les responsables clients clefs doivent, de plus, avoir une solide expérience des grands systèmes.

Ils voudront bien envoyer court CV, photo et rémunération actuelle, en indiquant bien la ou les régions considérées, sous la réf. 42.132LM, à

Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne,




Hollande, Norvège, R.F.A., Suède, U.S.A.

HAVAS CONTACT

---

Importante banque française recherche

## un exploitant confirmé

classe VI, VII
spécialiste clientèle entreprises

## pour être le numéro 2 de sa succursale d'Orléans

Le candidat diplômé de l'enseignement supérieur, bénéficie d'une expérience réussie de 3 à 5 ans dans la fonction.
Si vous êtes intéressé, adressez lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous réf. 7543 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS, qui transmettra.

---

CENTRE DE RECHERCHES PRODUITS PHARMACEUTIQUES LYON

recrute

## CADRE DÉBUTANT

en pharmacologie
Pharmacien ou Médecin

Envoyer C.V. et lettre manuscrite s/nº 114.852 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

GAMA

---

## JEUNES DIPLOMES GRANDES ECOLES

### sortez des sentiers battus !

A vous qui êtes diplômé d'une grande école commerciale (ESC, EDHEC,...), nous proposons une autre façon de réussir votre carrière et d'exploiter au mieux vos talents de meneur d'hommes et de gestionnaire.
Le domaine : la promotion de maisons individuelles.
La société : leader dans cette activité et classée parmi les 50 premières entreprises françaises par l'Expansion.
Les moyens : à la mesure de vos ambitions.

Si vous êtes prêt, sur votre région, à prendre en mains une équipe pluridisciplinaire (commerciaux, techniciens, administratifs, financiers), nous avons prévu de mettre tout en oeuvre pour accompagner votre dynamisme.

Pour un premier contact, adressez votre candidature manuscrite, avec c.v., photo et prétentions (en précisant la région qui vous intéresse), s/réf.8626, au Groupe Maison Familiale Direction des Relations Humaines BP 18 - 59403 Cambrai Cédex.

**GROUPE MAISON FAMILIALE**

---

SEITHA, LYON-VILLEURBANNE, recherche

## ingénieurs directeurs de travaux

pour son service
CONSTRUCTION DE BATIMENTS CLE EN MAINS.
Il leur sera confié la responsabilité de l'exécution d'importants chantiers de bâtiments industriels, en AFRIQUE DU NORD et au MOYEN-ORIENT.
L'expérience de l'export et l'anglais sont exigés.
Réf. 220

## ingénieur agronome ou agriculture

pour développer son secteur
VALORISATION ENERGETIQUE DE LA BIOMASSE.
Réf. 230

## ingénieur frigoriste confirmé

pour études et réalisations dans le domaine des installations FRIGORIFIQUES INDUSTRIELLES.
Réf. 240

## ingénieur électricien expérimenté

Il aura la responsabilité du service ELECTRICITE BATIMENT.
Réf. 250

Adresser C.V. sous référence correspondante à SEITHA - 274 Cours Emile Zola 69100 VILLEURBANNE.

média-system

---

## Message à un CHEF DE PERSONNEL USINE

Vous désirez entrer dans un groupe français, leader dans sa spécialité : équipement de la maison, et dont la principale usine (900 personnes) est située dans le

## Val de Loire

*Le chef du personnel de cette usine doit prendre sa retraite dans quelques mois, nous cherchons donc son successeur.*

C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous avez 35 ans minimum et une formation supérieure en droit social. Il est INDISPENSABLE d'avoir occupé un poste comportant tous les aspects de la fonction, comme chef du personnel d'une usine d'au moins 300 personnes ou comme adjoint dans une usine de plus de 1000.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération actuelle *sous référence M/122/A à notre conseil qui vous enverra plus d'informations* sur le poste avant de vous recevoir.




CABINET Henri PHILIPPE
106, boulevard Haussmann - 75008 Paris

---

## JEUNE INGENIEUR MECANICIEN

### faites évoluer nos procédés de fabrication

ROLLIN (à CERNAY 68) filiale du groupe multinational GRACE, nous sommes spécialisés dans les applications industrielles des élastomères : des produits sur mesure, une fabrication de précision, beaucoup de savoir-faire.
Nos objectifs : être encore plus compétitif sur les marchés internationaux qui sont les nôtres, en améliorant notre outil industriel.
Votre mission : faire évoluer nos procédés actuels - améliorer les méthodes de production - proposer des solutions nouvelles pour réduire les coûts et développer la qualité, autrement dit analyser, remettre en cause, innover au niveau des méthodes, du process et des équipements : un rôle charnière entre RED/Fabrication/Engineering.
Rigueur, méthode, mais aussi imagination et ingéniosité technique, telles sont les qualités dont nous avons besoin. Nous attendons beaucoup de ce poste. Il aura l'envergure que vous lui donnerez.
Ingénieur Mécanicien (Centrale, AM ou équivalent), 30 ans environ, parlant anglais, vous avez une première expérience industrielle de type Méthodes, Industrialisation, Engineering, Travaux Neufs acquise de préférence dans une industrie de process.
Un poste évolutif, dans l'usine ou dans le groupe, pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre candidature, en indiquant rémunération actuelle, sous réf. 664 M, à notre conseil à l'attention de Carole de CHILLY.

**ALGOE** 9 bis route de Champagne 69130 ECULLY.

Membre de Syntec

média-system



# emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



THOMSON-BRANDT
GGP

## Ingénieurs électroniciens ou mécaniciens des hommes de management.

Ingénieurs Grandes Ecoles, option Electronique ou Mécanique, votre expérience de quelques années vous a préparé à poursuivre avec nous, 1er constructeur français en électronique grand public, un succès qui sera le vôtre.
Une large politique de décentralisation nécessite aujourd'hui, pour l'une de nos unités de production (700 Personnes) du CENTRE DE LA FRANCE,

**UN RESPONSABLE DE PRODUCTION** - Réf. 82186
Responsable de plusieurs lignes de fabrication de grandes séries en ce qui concerne la productivité, la qualité et les relations humaines, il participe à l'élaboration du planning de production et au plan d'investissement.

**UN RESPONSABLE ACHATS** - Réf. 82187
Il aura la responsabilité du choix des fournisseurs en France, en Europe, en Asie et de la négociation des prix. Cela implique une expérience de la fonction en milieu industriel et la pratique courante de l'anglais.

**DES RESPONSABLES PROJET** - Réf. 82188
pour le département Engineering. Ils managent des projets importants orientés vers l'amélioration de la productivité et la mise en place d'activités nouvelles.

**UN INGENIEUR - QUALITE** - Réf. 82189
Responsable de l'homologation des nouveaux produits et du suivi de la fiabilité, il travaille en étroite collaboration avec les services production, études et engineering.

**UN ASSISTANT TECHNIQUE** - Réf. 82190
qui se charge du suivi des problèmes techniques de fabrication et travaille en liaison avec les responsables des lignes de production et les services études et qualité.

**Des candidats postulant pour d'autres régions seront les bienvenus, des possibilités étant offertes sur toute la France. REF. 82191.**

Si vous êtes l'un de ces hommes et si votre ambition est à l'échelle de la nôtre, merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV manuscrit et photo, sous référence correspondante, en indiquant vos souhaits de rémunération à :

Selecom 225 rue du Fbg St Honoré 75008 PARIS.

---

FILIALE GROUPE MATRA
REGION EST
recherche

## CHEF DEPARTEMENT ELECTRONIQUE

Il aura en charge l'industrialisation, la fabrication, les méthodes, la gestion de production, les achats.

Le candidat retenu sera diplômé de SUP'ELEC Grenoble, Nancy, Toulouse, etc... et devra avoir une expérience de quelques années dans l'électronique, si possible la micro-informatique.



Adresser C.V. et prétentions sous no 19678 à CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

---

LE CARBONE-LORRAINE
Groupe industriel français à vocation internationale
recherche pour son usine d'Amiens

## Chef des Services Techniques
(CENTRALE, MINES, ENSAM)

Rattaché à la Direction de l'usine, cet ingénieur sera chargé de :
- l'assistance technique des ateliers de production de pièces en graphite pour l'électricité, en FRANCE et à l'ETRANGER,
- la planification industrielle,
- recherches et essais technologiques pour l'amélioration des procédés de fabrication.

Le candidat devra avoir le goût et la pratique des relations sociales à tous niveaux et une expérience de 3 à 5 ANS dans une fonction de production ou méthodes.
Une formation complémentaire de gestion (IAE, ICG ou équivalent) serait appréciée.
ANGLAIS courant indispensable — Déplacements à l'Etranger.
Adresser C.V., photo et prétentions, sous référence 445 M à
LE CARBONE-LORRAINE, Tour Manhattan Cedex 21
92095 PARIS LA DEFENSE 2.

---

## Chef des ventes régional Sud

160000 +

La COMPAGNIE ANGIBAUD est une P.M.E. dynamique, leader en France et en Europe dans sa branche les engrais organiques et organo-minéraux.
Le poste qu'elle offre comporte l'animation de 9 représentants, de très nombreux déplacements et des contacts sur le terrain, avec une clientèle composée essentiellement de distributeurs et de gros utilisateurs. Il comporte aussi des liaisons avec l'une des usines située à Sète. Il couvre un secteur Sud—Sud-Est—Rhône Alpes. Une résidence dans la région de Montpellier, Nimes ou Avignon conviendrait parfaitement. Cette situation, très autonome, concerne un excellent commercial, âgé de 35 ans environ, ayant déjà fait la preuve de ses qualités d'animateur. Une expérience dans le monde agricole, sans être exigée, serait un avantage. La connaissance de l'espagnol serait un atout supplémentaire.
Poste stable dans une affaire de solide réputation. Plusieurs perspectives d'évolution peuvent être envisagées à moyen terme, pour un candidat d'excellent potentiel.

sélé CEGOS — Merci d'adresser lettre man. et CV détaillé précisant votre niveau actuel de rémunération, sous réf. 11628/M à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion. TOUR CHENONCEAUX, 204, rond-point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE Cédex

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo, Tunis

Membre de SYNTEC

---

**SAFT-RSI** Troyes 120000F+/an

## un responsable informatique usine
### Des automatismes à la gestion de production.

Filiale du Groupe SAFT, nous produisons en série à Troyes, à la commande à Tours, des équipements électroniques. Notre usine de Troyes dispose d'un HP 3000 sur lequel nous implantons un système de gestion de production et d'un NOVA pilotant nos bancs de tests.

Sous l'autorité du directeur d'usine et avec l'aide du conseiller informatique du groupe, vous assurez le fonctionnement cohérent de l'ensemble et réalisez ses extensions.

INGÉNIEUR DE FORMATION, vous avez goûté au process pendant 2 à 3 ans et souhaitez élargir votre compétence à la gestion de production.

Notre consultante, Mme S. HOFFMANN, vous remercie de lui écrire (réf. 4096 LM) à «Carrières de l'Informatique».

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

---

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
FRANCAIS MULTINATIONAL
recherche
(PROVINCE proche ILE DE FRANCE)

## DIRECTEUR DIVISION MEDICALE

Il s'agit de créer et de développer une division médicale destinée essentiellement à la valorisation de la recherche. Cette structure interviendra en appui fonctionnel auprès de R et D. et de la promotion médicale France et étranger. L'homme recherché est médecin, 35 ans au moins, bon niveau scientifique, expérience confirmée études cliniques, capacités vérifiables d'animation d'une équipe. Anglais et allemand ou espagnol. Préférence sera donnée à candidat ayant exercé des activités à un niveau international.

Adresser CV + photo + rémunération actuelle à



SODECI 140, rue de la Croix Nivert 75015 PARIS.

---

## Direction générale

- Si vous pensez qu'à 35 ans vous êtes apte (avec preuves à l'appui) à diriger (gérer, contrôler, animer) une entreprise particulièrement performante du midi de la France (150 millions de C.A.),
- Précisez vos références, expérience, formation et prétentions, sous toutes garanties de discrétion à notre conseil qui vous assurera que notre proposition peut être pour vous la chance de votre vie (si vous êtes précis, travailleur, loyal, capable de vous impliquer totalement dans la tâche harassante, multiple mais passionnante d'une direction d'entreprise,
- envoyez lettre manuscrite (+ photo) à

L. justet psychologue
18, rue des Grottes 84000 AVIGNON

MEDIA PA

---

JCD

## JC Decaux
publicité abribus

recherche
à TOURS et à RENNES

### DIRECTEUR COMMERCIAL REGIONAL H/F

Responsable de la commercialisation de nos supports (abribus et autres mobiliers publicitaires).

Il devra développer la clientèle de son secteur en recherchant des marchés constitués tant de campagnes d'affichage locales que nationales.

Le candidat devra nous apporter :
- Une solide expérience professionnelle de vendeur.
- De l'ambition.
- Une grande disponibilité.

Nous lui offrons :
- Un réseau déjà existant.
- Une rémunération comprenant un salaire fixe, des primes importantes liées aux résultats.

Si vous pensez être un excellent vendeur, écrivez à
JC DECAUX Direction du Personnel
B.P. 11 78370 PLAISIR
en précisant vos prétentions.



JCD

---

## ingénieur d'affaires ingénieur innovation

Notre société est spécialisée (nous sommes un des leaders européens dans notre domaine) dans l'industrie des plastiques renforcés.

Nous recherchons :

- POUR NOTRE DÉPARTEMENT "MATÉRIAUX COMPOSITES"
un homme capable, sur le marché français, non seulement de suivre nos applications existantes qui résultent de notre savoir-faire reconnu, mais aussi de rechercher des applications nouvelles, de les traduire en données marketing, (espérances de vente) et de les négocier.
Pour ce poste, il existe un bureau parisien et les déplacements sont importants réf. 301 L

- POUR UN AUTRE DE NOS DÉPARTEMENTS
un homme dont la mission essentielle sera de saisir ou de concevoir de nouvelles applications de nos matériaux composites et de les quantifier en termes d'espérances de vente.
Poste basé à LYON réf. 501 L

Nous souhaitons rencontrer des Ingénieurs ayant une bonne connaissance en résistance des matériaux, disposant si possible d'une formation complémentaire commerciale, ayant une première expérience, soucieux de raisonner en termes d'innovation, faisabilité, rentabilité.

Au-delà de leurs connaissances techniques, leurs aptitudes au contact et à la négociation seront des critères de sélection.
Pratique courante de l'anglais - formation initiale très complète - rémunération de départ non inférieure à 120.000 F par an.

*Documentation sur poste aux candidats présélectionnés*
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, salaire actuel, photo (retournée) sous réf. choisie
11, PLACE ARISTIDE BRIAND 69003 LYON

FRANCE MARKETING

---



LA CAISSE REGIONALE DU CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA DORDOGNE

recherche pour son service Organisation Informatique

## UN ORGANISATEUR RESPONSABLE DE PROJET

SON PROFIL
— diplômé de l'enseignement supérieur (option informatique appréciée),
— connaissances des problèmes d'organisation et d'automatisation,
— goût pour les contacts humains, le travail en équipe,
— expérience appréciée mais indispensable dans le seul cas d'une formation de base insuffisante.

LE POSTE
— sous l'autorité du responsable du service Organisation et en liaison avec les utilisateurs, sera chargé :
- d'assister les utilisateurs dans l'expression de leurs besoins,
- de concevoir des solutions nouvelles,
- d'assurer la maîtrise de leur réalisation à travers la coordination des équipes techniques et bancaires et la rédaction des dossiers d'analyse fonctionnelle et d'organisation.

Les candidatures (homme ou femme) seront adressées avec CV, photo et prétentions à :
C.R.C.A.M. de la DORDOGNE
Service Personnel - BP 208
24101 BERGERAC CEDEX

---

GROUPE BANCAIRE embauche :

## INFORMATICIEN « PROJETS »

Postes à pourvoir :
- **INGÉNIEURS INFORMATICIENS** confirmés
- **ANALYSTES PROGRAMMEURS** avec expérience
- **INFORMATICIENS DÉBUTANTS** (Formation supérieure d'ingénieurs ou Fac).

Envoyer C.V. et prétentions sous le nº 7633, *le Monde*, Service Annonces classées, 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9e.



# emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux






Groupe C.G.E.

**LEADER NATIONAL EN TELEPHONIE PRIVEE**

Nous développons à partir de technologie de pointe des systèmes évolués de bureautique et de télématique.

Nous sommes en forte expansion au plan international

C.A. 850 M.F. – 2.400 personnes

Nous recherchons

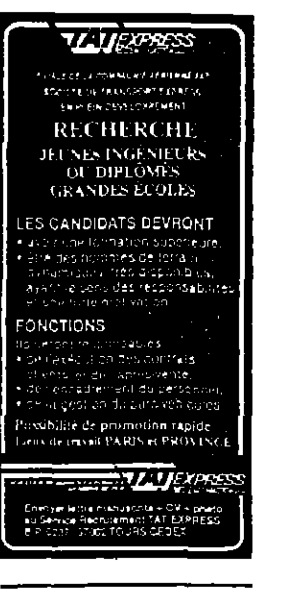
## un adjoint au contrôleur de gestion

LE CANDIDAT RETENU AURA POUR MISSION :
- de contribuer à développer l'esprit de performance économique dans l'entreprise et de faire participer l'ensemble de l'encadrement à la gestion prévisionnelle de celle-ci
- de réaliser des études économiques de tous ordres et de participer à l'élaboration de plans industriels à long terme
- d'animer l'élaboration et le contrôle des budgets prévisionnels de la Direction industrielle.

Cette fonction, qui nécessite de bonnes connaissances en comptabilité analytique, établissement des prix de revient et organisation industrielle, s'adresse à un candidat de formation économique (ISA, I.C.G., ESCAE ou équivalent) ayant acquis un vécu professionnel de quelques années dans une fonction similaire.
Une culture technique, électronique notamment, constituerait un atout supplémentaire.

Ce poste est à pourvoir à STRASBOURG.

*Envoyer C.V. et prétentions à*
*LA TELEPHONIE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE - TELIC ALCATEL*
*Direction du Personnel - 206, Route de Colmar - B.P. 57 - 67023 STRASBOURG CEDEX.*




Grand quotidien régional cherche journaliste confirmé pour poste
**SECRÉTAIRE DE RÉDACTION**
Envoyer C.V., photo et press book s/nº 114957M, RÉGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

# EN LORRAINE

Entreprise moyenne à la pointe des techniques dans une industrie en développement, nous recherchons, dans le cadre des réorganisations en cours le

# DIRECTEUR D'USINE

de notre Etablissement des Vosges qui saura diriger, animer, structurer l'équipe en place.
Si, Ingénieur de formation, avec 10 ans de pratique, vous savez conduire un ensemble de 200 personnes dans la fabrication de produits industriels de série.
Si, vous avez le sens des coûts, la capacité de gérer de manière autonome avec des structures légères.
Si vous avez le goût du développement des techniques et des produits dans une optique marketing...
... Alors écrivez au Cabinet

***jacques r.e. poirier***

38, rue de Lisbonne 75008 PARIS, que nous avons chargé de préparer ce recrutement sous réf. 28201 M.

## MÉCANISATION COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

Vous avez déjà une expérience en mécanique, automatisme, électricité, qui vous permet d'envisager l'animation d'un groupe d'étude et de réalisation d'équipements pour la fabrication de nos composants. Vous savez concevoir, organiser, convaincre, réaliser.

Leader mondial du condensateur au Tantale, nous vous offrons au sein d'une usine de 500 personnes, à TOURS, un poste important et passionnant.
Salaire 110.000 F/AN.

Ecrire avec curriculum vitae à :
**SPRAGUE FRANCE**
Service du Personnel - B.P. 0143,
37001 TOURS CEDEX.

## INGENIEUR, CHEF de DEPARTEMENT

Liés à un Groupe important, nous recherchons, pour le département de l'une de nos usines, un patron.
Responsable de ses prix et délais, il doit savoir s'engager, et tenir.
Responsable des procédés, gammes, outillages, c'est un spécialiste méthodes.
Responsable des hommes (150), il doit être juste, ferme, de parole.
Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur AM, ou similaire, de 30 ans minimum, ayant une expérience de l'industrie de transformation des métaux, plastiques, ou élastomères, en grandes et/ou moyennes séries.
Merci d'adresser, sous identification DK838, un dossier d'emblée très complet




(C.V., références, photo, indication de salaire), au
CEIP CONSEIL D'ENTREPRISE, 56270 PLOEMEUR

# MERLIN GERIN

14.000 personnes - 4 Milliards de C.A. en 1981 dont 43 % à l'Exportation.

*Le plus important constructeur français d'appareillages et d'équipements haute et basse tension pour le transport et la distribution d'énergie électrique.*

Pour l'une de ses filiales implantée à proximité **de GRENOBLE,**

recherche le

## CHEF DES SERVICES TECHNIQUES

réf. GDL 159

Cet ingénieur **ETUDES ET INDUSTRIALISATION** est responsable, sous l'autorité du directeur de la filiale, de l'ensemble des problèmes techniques concernant la mise au point des produits et leur industrialisation : méthodes, outillages, investissements, en relation avec les services de recherche et de production.

Ce poste s'adresse à un ingénieur mécanicien + électricien, ayant de solides bases en physique et chimie. Une expérience similaire de quelques années, si possible dans la mise en œuvre de matières plastiques est indispensable.

Bonnes perspectives d'évolution dans le groupe pour un candidat de valeur.

Pour faire face à l'accroissement important de ses activités a besoin d'hommes et de femmes de valeur. Pour nous aider à les engager nous recherchons, un

## JEUNE SPECIALISTE DU RECRUTEMENT DES INGENIEURS ET CADRES

réf. GDL 160

Vous avez une formation supérieure : sciences humaines, gestion, technique, une expérience réussie de 3 à 4 ans du recrutement des ingénieurs et cadres, acquise en entreprise ou en cabinet.

Vous participerez à l'ensemble des actions propres à satisfaire quantitativement et qualitativement les besoins exprimés par les différentes divisions : études des postes, actions promotionnelles, sélection des candidats, conseil auprès des services de personnel des divisions.

Possibilités d'évolution dans la fonction personnel dans le groupe.

Ecrire avec CV et prétentions à MERLIN GERIN - SCE GCE 38050 GRENOBLE CEDEX *en précisant la référence du poste.*



**S.D.M.O.**

Nous sommes un important fabricant de groupes électrogènes et nous souhaitons renforcer notre pénétration des marchés étrangers.

Nous recherchons le

## CHEF DU SERVICE EXPORT

Il aura la responsabilité commerciale des Pays du Moyen Orient.
Sa formation électromécanicien (Ingénieur ou équivalent) doublée d'une expérience commerciale réussie, de préférence à l'exportation, doivent lui permettre d'avoir une bonne évolution dans notre groupe.

Il parle naturellement parfaitement anglais.

Adressez votre candidature, C.V., lettre manuscrite et prétentions à :

**S.D.M.O.**
Service du Personnel
12 bis rue de la Villeneuve
29272 BREST Cédex

*annonce parlée**

**anred** AGENCE NATIONALE POUR LA RÉCUPÉRATION ET L'ÉLIMINATION DES DÉCHETS

## jeune ingénieur thermicien

**Des missions d'étude, de conseil et d'intervention**

*sur de nouveaux procédés de valorisation énergétique. A partir d'études technico-économiques de faisabilité, il développera activement les actions de l'Agence auprès des Collectivités Locales, des Industriels et des Administrations. De solides connaissances en thermique et thermodynamique industrielles sont indispensables, confortées par une première expérience dans l'industrie.*
*Poste basé à Angers. Fréquents déplacements à prévoir.*
*Maîtrise de l'Anglais souhaitée.*

* Avant de faire acte de candidature, prenez connaissance par téléphone du descriptif détaillé de cette offre conçu pour vous par SVP Information Carrière. Vous serez informé immédiatement en toute discrétion et notre rencontre s'en trouvera accélérée. Appelez le 763.11.15, Réf. 1175

**SVP Information Carrière**
7 rue de Logelbach 75017 Paris.



## DIRECTEUR D'AGENCE

**150 000 F.**

LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA HAUTE VIENNE (52% du marché bancaire de la région) recherche un jeune Directeur pour lui confier l'animation et la gestion d'un ensemble de 3 bureaux à Limoges représentant un effectif total de 19 personnes.

Responsable du développement commercial, il doit en outre être à même de suivre et de contrôler les opérations bancaires et administratives réalisées dans son unité.

Le cadre que nous retiendrons devra justifier d'une première expérience d'encadrement d'agence située de préférence en milieu urbain.

Merci d'adresser votre C.V. + photo + rémunération actuelle sous la référence 863 M à :

**HORACE conseil**
*97 rue de Richelieu 75002 PARIS*

# responsable des ventes export

## Jean Le Bourget

Notre entreprise est un des leaders Français du sportswear Enfant ; nous réalisons 50 % de notre C.A. à l'export, aussi accordons-nous la plus grande importance au recrutement du collaborateur auquel nous allons confier le développement de nos ventes sur ces marchés. Rattaché au Directeur Commercial Général, ce cadre participe à la définition de la politique export, anime et *contrôle 40 agents, étudie les marchés nouveaux et met en place les structures* adaptées, négocie avec les clients les plus importants et participe aux salons. Nous souhaiterions un homme jeune, ayant une expérience de 5 ans au moins de vente et/ou d'animation de réseau sur les marchés européens, et connaissant les problèmes liés à la distribution sélective de produits de marque : habillement bien sûr, mais aussi parfumerie, cosmétique, etc... Le poste est basé à NANTES et nécessite 50 % du temps de travail sur le terrain ; la pratique de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand ou de l'italien souhaitée.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous réf. 13181 M à notre conseil - 61, bd. Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

*MEMBRE DE SYNTEC*

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON

Recherche

## CHARGÉ D'AFFAIRES

Le candidat retenu aura la responsabilité d'un secteur géographique comprenant plusieurs opérations de résidences secondaires.
A ce titre, il participera à la mise en place de ces opérations, et sera en outre entièrement responsable de leur vente ainsi que de leur suivi sur les plans, administratif, financier et fiscal.
Le profil du candidat sera le suivant :
- 28 ans minimum.
- Une expérience de 3 ans dans le secteur immobilier.
- Formation supérieure.

Rémunération motivante comportant fixe + prime ; fonction des résultats.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + prétentions à : URBAT
14, avenue Frédéric-Mistral,
34000 MONTPELLIER.

ORGANISME RÉGIONAL D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
recherche
**INGÉNIEUR-ÉCONOMISTE**
de formation supérieure, possédant quelques années d'expérience professionnelle, pour l'intégrer dans une équipe participant à des études et actions économiques régionales. Envoyer C.V. et prétentions à l'A.N.P.E., Mlle DECONINCK, Section spécialisée cadres, 12, place de la Croix-de-Bourgogne, 54000 NANCY.

Société d'expertise comptable TOULON (Var) recherche
**RESPONSABLE DE DOSSIERS H.F.**
pour assurer le suivi des dossiers clients (missions diverses, tenues, surveillance...).
Bonne expérience cabinet indispensable. Salaire 100.000 F.
Adresser C.V. + photo + prétentions sous 1.610/16.094 à MÉDIA-P.A., 9 bd des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra.



## CONTROLEUR DE GESTION

**NORMANDIE**

Très importante Société spécialisée dans le Transport Routier, (C.A. 1 milliard - 2200 personnes, 1400 véhicules). recherche pour l'une de ses Directions Régionales située en Normandie, son Contrôleur de Gestion.

Directement rattaché au Directeur Régional, et en relations avec les différents services de la société, il aura à mettre en place les procédures d'analyses des prix de revient des différentes activités, les tableaux de bord, il participera à l'élaboration des budgets, et analysera les écarts.

Il s'agit d'une création de poste, et nous recherchons un homme jeune, ayant le sens du «terrain».
De formation Ecole de Gestion option «Finances-Comptabilité», il a 4 à 5 ans d'expérience professionnelle.

Veuillez adresser votre dossier de candidature sous référence 2656 M à

**Daphné Samson**
Conseil en recrutement
32 rue de Sablonville 92200 Neuilly
à qui nous avons confié cette recherche
Réponse et discrétion assurées.

*Importante société fabrication mécanique*
recherche
**son futur RESPONSABLE**
du service informatique
*Formation : I.U.T. informatique, spécialité gestion.*
Expérience : Minimum 5 ans en entreprise industrielle.
Rattaché au contrôleur de gestion, il sera responsable de l'ensemble du service informatique et en particulier de l'évolution des matériels et chaînes de traitement couvrant l'ensemble des domaines de gestion industrielle et administrative.
Ecrire avec C.V. et prétentions,
HT SAF INF 1
B.P. 19
65001 TARBES

Laboratoire public recrute Ingénieur diplômé État ou licence enseignement (biologie, microbiologie, biochimie), connaissance informatique appréciée, anglais lu nécessaire.
Ecrire avec C.V. à INRA, Laboratoire de stockage conservation denrées alimentaires, chemin de la Géraudière, 44072 NANTES CEDEX

**Jeunes Diplômés Sup de Co, INSA, ENSI...**

Leader sur son marché, importante société *située en* **VENDÉE**, *dans le* cadre du développement de son service

## informatique

*recrute*

## Jeunes diplômés

- **Sup de Co ou équivalent, option comptable ou informatique,**
- **Ingénieur INSA-ENSI ou équivalent.**

Après formation et adaptation, ils participeront à la mise en place d'une gestion informatique temps réel évoluée.
Merci d'adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions, à

**sfdt** Direction du Personnel
87X 85002 LA ROCHE SUR YON CEDEX.

---

emplois régionaux

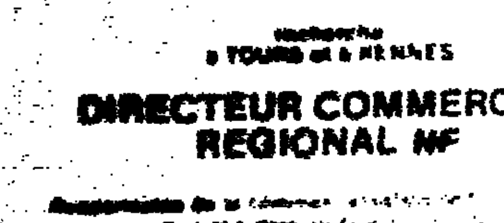
FILIALE GROUPE MATRA
REGION EST
recherche
CHEF DEPARTEMENT ELECTRONIQUE

LE CARBONE-LORRAINE
Chef des Services Techniques
(CENTRALE, MINES, ENSAM)

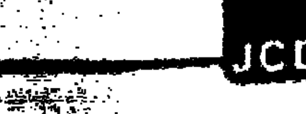
Troyes 120 000 F +/an
...sable informatique usine
... à la gestion de production.

MEMBRE DE SYNTEC

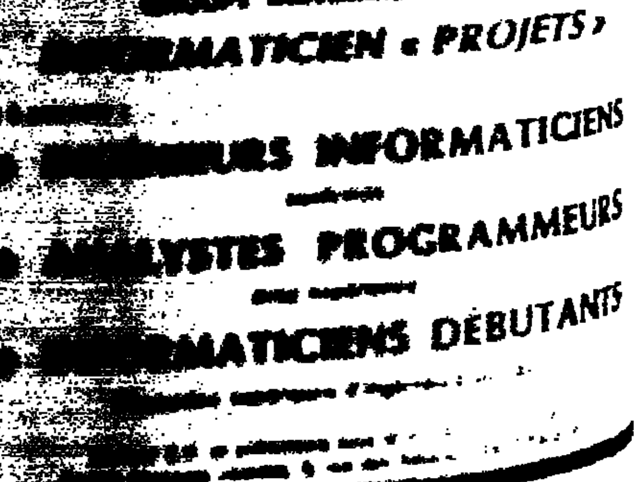




JC Decaux
DIRECTEUR COMMERCIAL REGIONAL



...MATICIEN « PROJETS »
... INFORMATICIENS
... PROGRAMMEURS
... DÉBUTANTS



SOCIETE DE FABRICATION DE SYSTEME DE MESURE POUR L'INDUSTRIE

recherche

# UN INGENIEUR CIRCUITS ANALOGIQUES

(A.M.-E.S.M.E.-E.N.S.E.T.)

Salaire proposé

110.000 +

Ayant de solides connaissances et expérience dans le domaine suivant :
- Amplificateur de puissance linéaire et à découpage jusqu'à plusieurs dizaines de KW.
- Amplificateur de mesure très faibles niveaux, sommateur, multiplieur

Directement sous l'autorité du Directeur Technique, il partagera avec l'ingénieur circuit numérique la responsabilité des études et du développement des systèmes.



Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions sous référence 19643 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 q.t.r.

## emplois régionaux

Important cabinet juridique et fiscal à LYON, recherche

### COLLABORATEUR DE HAUT NIVEAU

capable de s'intégrer rapidement pour participer à l'animation d'une équipe et intéressé par une possibilité d'association
Le candidat sera un conseil juridique inscrit, de 35 ans minimum, possédant plusieurs années d'expérience juridique et fiscale, acquise dans un cabinet
Des compétences approfondies en droit fiscal et en droit des sociétés sont indispensables
Les candidatures seront traitées très confidentiellement par ALGOE.
Merci d'adresser votre dossier de candidature complet, sous réf. 665 M, à notre conseil à l'attention de Carole de CHILLY.



ALGOE 9 bis route de Champagne 69130 ECULLY

MEMBRE DE SYNTEC

média-system

GROUPE INDUSTRIEL DE PRODUCTION DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION EN BÉTON PRÉCONTRAINT recherche pour RÉGION RHONE-ALPES

### INGÉN. TECHNIQUE COMMERCIAL

Formation INSA. E.T.P., A.M., MINES
Expér. : 2 à 3 ans.
B.E. en entreprise.
Fonction : appui technique des commerciaux, bureau dessin, visite B.E., entreprise, suivi des chantiers.
Résidence : Rhône-Alpes.
Qualités requises : goût contact, sens négociations, dynamisme.
Adr. lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à IRB - B.P. 24 + 38430 Moirans

Entreprise Française très connue
Domaine : Parapharmacie/pharmacie
recrute pour son Laboratoire HAUTS POLYMERES

### ingénieur chimiste

(E.N.S.C.P. - E.S.C.I.L. - E.A.H.P. - etc...)
qui, par thèse, travail (2 ans maximum) ou stages industriels a déjà fait ses preuves dans la synthèse des polymères.

Anglais nécessaire.
Lieu de travail 300 Km SUD PARIS

Les candidats intéressés sont invités à envoyer leur C.V., photo et prétentions s/réf. 15690 M, à :
JEAN REGNIER PUBLICITE
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra

J r p

### ingénieur électricien

à évolution rapide...

Cette Société -appartenant à un Groupe International -fabrique des Biens d'Equipements Spécifiques. Elle [illegible] profession et emploie en France 5000 personnes. Elle recherche un jeune Ingénieur ESE, ENSI, INSA... Dans un premier temps, il interviendra dans une filiale située à POITIERS et s'occupera principalement des Etudes et Nouveautés techniques. Un passage dans le Groupe, complétera sa formation et devra lui permettre de prendre à terme de réelles responsabilités dans cette Société. Anglais souhaité.
Rémunération intéressante selon expérience.

Ecrire s/réf. 123
11, rue La Boétie
75008 PARIS

réponse assurée

Soderhu

Jeunes diplômés AM, INSA, ENSI...

Leader sur son marché, Importante Société mécanique située en VENDEE, recrute des

### Jeunes Ingénieurs débutants ou presque

Après formation et adaptation, ces jeunes diplômés A.M., INSA, ENSI ou équivalent, se verront confier des responsabilités dans le **domaine de la production.**

Merci d'adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à



sfdt Direction du Personnel - 87X 85002 LA ROCHE SUR YON CEDEX.

MEDIA PA

LE BUREAU DE RECHERCHES GEOLOGIQUES ET MINIERES
recherche pour son département GEOTHERMIE à ORLEANS.

### UN INGENIEUR ETUDES DE PROJETS

qui sera chargé de la réalisation :
- d'études de faisabilité de projets géothermiques, montages juridiques, financiers et administratifs (assistance à des Maîtres-d'Ouvrages, essentiellement collectivités locales),
- d'études générales portant notamment sur l'évolution des possibilités de développement dans une zone ou un secteur d'activités, la comparaison avec les autres formes d'énergie, etc.

Les candidats, de formation école d'ingénieurs, avec connaissances complémentaires en économie (IAE, Sciences Eco...) devront présenter quelques années d'expérience dans des activités semblables.
Notions de thermique et de génie climatique appréciées, sens des relations indispensable pour nombreux contacts extérieurs.
Le poste est basé ORLEANS LA SOURCE, avec missions de courte durée fréquentes.

Adresser lettre manuscrite, CV, références et prétentions au BRGM/DPEL, boîte postale 6009 45060 ORLEANS CEDEX

Emplois et Entreprises

BITUMES SPÉCIAUX
FILIALE GRANDS GROUPES INDUSTRIELS
FABRICANT DE PEINTURES ET REVÊTEMENTS
principalement destinés à l'ANTICORROSION
recherche pour son
SERVICE TECHNIQUE - RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

### INGÉNIEUR CHIMISTE

ayant acquis, si possible, une première expérience dans l'industrie de la peinture ou chez un fabricant de matières premières.

Nous offrons un poste comportant une large autonomie d'action et une réelle possibilité de faire ses preuves à candidat dynamique intéressé par le développement et la mise au point de formulée.

Lieu de travail : EURE.
Anglais lu, écrit, parlé.

Envoyer C.V., photo et prétentions à M. J. CORBASSON, 1, rue Denis-Poisson, 75017 PARIS.

Société de biologie médicale
leader dans sa branche, cherche pour secteurs
CLERMONT-FERRAND — RENNES
STRASBOURG
dans le domaine de l'analyse médicale,

### Technico Commerciaux

- niveau BTS-IUT biologie,
- responsables de la promotion de nos produits
- une expérience de technicien en laboratoire d'analyse s'avère nécessaire.

Envoyer C.V. et photo sous référence 2902 à :
PIERRE LICHAU S.A. — BP 220
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE,
sous-préfecture Est de la France,

recherche

couple pour assurer les fonctions de

### MAITRE D'HOTEL et de CUISINIÈRE

dans sa maison de réception.

Adr. lettres de candidature et référ. sous nº 114.990 M à :
RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

POLYSIUS

## SPECIALISTE MONDIAL DE L'ENGINEERING CIMENTIER

*recherche pour sa FILIALE FRANÇAISE à Rueil Malmaison (500 M. de F. de CA - 300 personnes dont 1/3 cadres) dans le cadre du renforcement de ses structures et pour faire face à un important carnet de commandes à l'étranger.*

### chef du service mise en route

*Ingénieur diplômé grandes écoles (Mines, chimie, etc...) ayant obligatoirement 5 à 10 ans d'expérience en Exploitation et Laboratoire de CIMENTERIE et connaissant parfaitement le process. Il s'agit d'une création de poste.* (Réf. 777-76-M)

### ingénieur génie civil spécialiste du béton armé

*et ayant obligatoirement une expérience de direction de chantier important. Ce candidat sera diplômé d'une grande école d'ingénieur, il aura un rôle de contrôle, d'organisation, d'interface et de planification d'un important chantier en Egypte.* (Réf. 778-76-M)

### chargés d'affaires pour le service approvisionnement

*Ingénieurs diplômés (ENSAM, ICAM, INSA, ...) ayant expérience de fabrication en chaudronnerie, fonderie, acier moulé, ainsi qu'une expérience de la négociation et du suivi de contrats de fournitures (de l'appel d'offre à la mise en place) de l'ordre de 5 à 60 Millions de Francs ; une expérience de l'exportation est vivement souhaitée.* (Réf. 779-76-M)

### responsable de l'administration du commercial

*Diplômé d'une Grande Ecole de Gestion (Sciences Po, HEC...) avec des connaissances juridiques opérationnelles, le Candidat aura la responsabilité du suivi commercial de projets importants, de l'étude des financements (relation avec administrations, COFACE, ...) préparation des contrats, statistiques commerciales, actions de relations publiques et de publicité, etc...* (Réf. 780-76-M)

### ingénieurs de projet - ingénieurs d'affaires

*Ingénieur Grande Ecole (X, Centrale, Mines, Ponts) il a l'expérience de la négociation et/ou de la conduite de contrats importants (400 à 800 Millions de Frs) à la grande exportation avec les implications financières, juridiques, techniques et logistiques qui en résultent. Une connaissance du process de cimenterie sera très appréciée.* (Réf. 781-76-M)

### jeunes ingénieurs grande école

*Destinés à prendre des responsabilités suivant leurs aptitudes et les opportunités qui se dégageront, ces ingénieurs recevront une formation approfondie en France et à l'étranger pendant environ 2 ans. Durant cette période, ils se verront confier des responsabilités leur permettant d'assimiler parfaitement le process cimentier, les techniques propres à la Société ainsi que les techniques de financement et de négociation des marchés.* (Réf. 782-76-M)

### jeune fiscaliste

*Intégré au sein de la Direction Financière, il interviendra en relation avec les Services Comptables pour la gestion des dossiers fiscaux de grands contrats à l'export. Une expérience de gestion administrative acquise sur de grands chantiers de constructions à l'étranger est souhaitable. Sa formation de base est une formation supérieure en gestion ou finance (ESC, DUT, Maîtrise) avec de bonnes bases comptables et fiscales.* (Réf. 783-76-M)

*L'ENSEMBLE DE CES POSTES NECESSITE OBLIGATOIREMENT LA PRATIQUE COURANTE DE LA LANGUE ANGLAISE. Pour les postes techniques la connaissance de l'Allemand est souhaitable.*

*Nous prions les candidats d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo avec indication de leur rémunération actuelle sous référence du poste concerné à notre Conseil :*

**CABINET Alain H. PRENANT**
*50, avenue du Général de Gaulle 92130 Issy les Moulineaux*

** sur demande une Etude de Poste détaillée sera adressée à chaque candidat potentiel.*

## THOMSON-CSF COOPERATION

recherche pour la FORMATION DES CLIENTS ETRANGERS du GROUPE THOMSON

### INGENIEURS ELECTRONICIENS

débutants ou confirmés

**2 ingénieurs électroniciens arabophones**
intéressés par :
- Radar,
Traitement de l'information

**des ingénieurs téléphonistes**

**des ingénieurs électroniciens**

**2 ingénieurs télécommunications**

**1 ingénieur électronicien** ENI ou MAITRISE
Connaissance en gestion pour :
- élaboration devis et proposition

### SPECIALISTES

**des spécialistes fabrication électronique ingénieurs ou techniciens supérieurs**
EXPERIMENTES DANS DOMAINES :
- Production
- Méthodes
- Qualité

**2 techniciens** CONFIRMES dans
- fabrication mécanique
- traitement de surface et fonderie.

**1 ingénieur électronicien** CONFIRME pour :
- préparation travaux pratiques
- préparation laboratoire.

Aptitudes pédagogiques - Anglais indispensable
Formation technique assurée - Evolution de carrière intéressante.
Lieu de travail : VERSAILLES/Mobilité ETRANGER

Adresser C.V., photo et prétentions au Service du Personnel
147, rue Yves le Coz - 78000 VERSAILLES.

Société de services Saint-Lazare
recherche

### responsable comptabilité générale

chargé d'établir les déclarations fiscales, les bilans... Il devra animer une petite équipe. Le candidat, 30 ans minimum, aura un D.E.C.S. ou équivalent et une première expérience dans un poste similaire. La rémunération annuelle sera d'environ 120.000 F.

Merci d'adresser une candidature détaillée s/réf 320 à INTER P.A. - BP 508 - 75066 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Sté Internationale d'Expertise Comptable
PARIS 9ème
offre
une situation de niveau international à

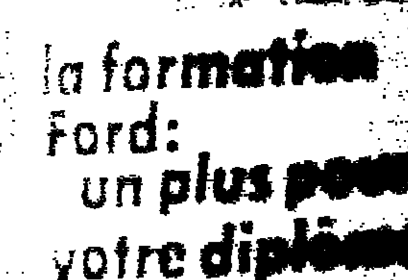
### CHEF COMPTABLE HF

Parfaitement BILINGUE ANGLAIS
30 ans environ
- Formation supérieure + DECS
- 3 ans minimum d'expérience
- Pratique de la comptabilité informatisée
- Connaissance comptabilité anglo-saxone
- Poste et salaire évolutifs. Nombreux avantages.

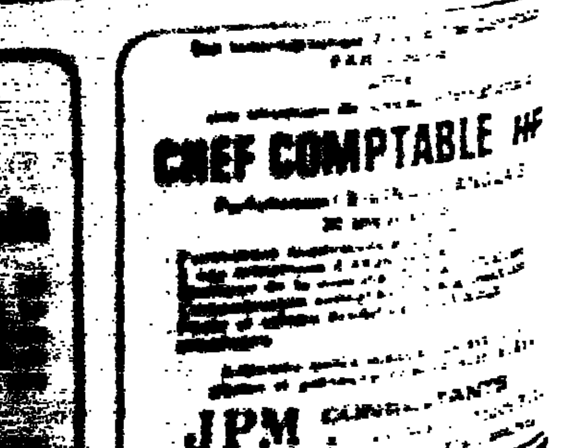
Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous référ. 4149 à

JPM CONSULTANTS
5, r. du Helder - 75009 PARIS
Réponse et discrétion assurées.

Publicités Réunies



OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS



## DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Cette société commerciale est la filiale française d'un des leaders mondiaux sur le vaste marché du jouet et des jeux. Connaissant une très forte croissance sur le marché national mais également à l'export, elle recherche aujourd'hui l'adjoint de son directeur financier européen.

Sous l'autorité directe de ce dernier, il est responsable de plusieurs missions. Il anime et dirige un service de huit personnes qui traitent la comptabilité client et la comptabilité générale. Il assure personnellement le reporting (situations mensuelles) et le recouvrement des créances. Il contrôle l'exploitation de l'I.B.M. 34. Il est responsable de la gestion administrative des commandes ce qui implique une collaboration étroite avec la direction commerciale et le sous-traitant responsable du dépôt.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif un professionnel de la comptabilité ou de la gestion (niveau D.E.C.S) ayant acquis au moins 5 ans d'expérience dans une société commerciale. Il doit connaître les procédures informatiques - de l'I.B.M. 34 si possible - et il serait souhaitable qu'il ait de bonnes notions de la langue anglaise. Lieu de travail : Nord-Ouest de Paris.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 7 568 A à

**EGOR S.A.**
8, rue de Berri 75008 Paris.

egor — PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

## SYSTEMES D'INFORMATION

**Une filiale (C.A. 1,5 milliards de francs) de l'un des premiers groupes industriels français propose un poste de responsable de projets nouveaux en matière de systèmes d'information.**

Intégré à une petite équipe informatique autonome, il est chargé, en liaison étroite avec les services opérationnels, de mener les projets majeurs dans leur phase de conception, de superviser leur mise en oeuvre informatique, et d'animer l'évolution de systèmes existants.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (scientifique et/ou économique) intéressé par le développement des systèmes d'information dans un environnement technique avancé.

Ce poste offre des opportunités importantes d'évolution à moyen terme (3/5 ans) vers des responsabilités élargies qui, selon les goûts du titulaire du poste, se ferait aussi bien dans les domaines industriel, commercial, ou de gestion.

Nous remercions les personnes intéressées d'adresser sous référence M 4212 Y un dossier complet de candidature + une lettre manuscrite de motivation précisant la rémunération souhaitée à

**EGOR** S.A. 8 rue de Berri 75008 Paris.

egor — PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

## SEP — RESPONSABLE SECURITE MOYENS GENERAUX

La SEP, une des premières entreprises françaises du secteur aérospatial se développe très rapidement.
L'industrialisation d'Ariane entre autres projets, amène la Société à attacher une importance croissante à la fonction sécurité.
C'est ainsi qu'est créé le poste de responsable de la Sécurité et des moyens généraux de l'établissement de VERNON (27).
Dans le domaine de la Sécurité, il définit la politique, en contrôle l'application en étant en contact permanent avec les départements techniques (Etudes, essais, fabrication). Il dirige le service sécurité et gardiennage (25 personnes), le service entretien et travaux neufs (25 personnes) et le service transports et expéditions (25 personnes et une cinquantaine de véhicules).
*Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé qui a de préférence de bonnes bases en mécanique.*
Il a déjà exercé des responsabilités dans le domaine de la sécurité et bénéficie d'une solide expérience d'encadrement.
Des perspectives d'évolution particulièrement intéressantes sont envisageables.

Nous remercions les personnes intéressées d'adresser sous référence M 10152 T un dossier de candidature en précisant leur rémunération actuelle à

**EGOR S.A.**
8 rue de Berri 75008 Paris.

egor — PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

## CERABATI — CHEF DE ZONE EXPORT (MOYEN-ORIENT)

CERABATI S.A. est l'un des leaders européens dans son domaine : les revêtements céramiques de qualité pour les sols et les murs, et les sanitaires.
L'exportation représente actuellement 20 % du C.A. et la Société souhaite accentuer sa présence sur les marchés étrangers.
La zone «Moyen-Orient», sur laquelle CERABATI a créé un premier courant d'affaires, semble particulièrement prometteuse. Rattaché au Directeur Exportation, le Chef de cette zone aura pour mission de proposer, après analyse de la situation existante, une stratégie commerciale et de la mettre en oeuvre personnellement.
Nous souhaitons rencontrer un homme de 30 ans minimum, ayant impérativement acquis une première expérience (3/5 ans) sur la zone considérée qu'il connaît parfaitement. Entièrement bilingue, français/anglais, il peut voyager 50 % de son temps.

Nous remercions les exportateurs intéressés de bien vouloir adresser, sous réf. M 4121 H, leur C.V. + lettre manuscrite de motivation précisant la rémunération souhaitée.

**EGOR S.A.**
8 rue de Berri 75008 Paris.

egor — PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

## WATERMAN — CHEF DE ZONE EXPORT
« Extrême-Orient »

Le développement de Waterman SA, société française leader sur le marché des instruments à écrire de qualité, passe principalement par l'augmentation de sa pénétration à l'étranger. Déjà plus du tiers du CA est réalisé hors de France.
Pour améliorer encore ses performances, Waterman SA propose un poste de Chef de Zone (Extrême-Orient + quelques pays européens).
Rattaché au Directeur Exportation, ce chef de zone a pour mission de développer le volume des ventes existant dans les pays où Waterman SA est déjà implantée et de préparer, de mettre en place, d'animer les réseaux commerciaux dans les autres pays potentiellement intéressants.
Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement commercial supérieur. Il justifie d'une première expérience (3 ans minimum) dans la vente, à l'exportation, de produits de grande consommation (de préférence haut de gamme). Il a notamment « ouvert » des marchés.
Parfaitement trilingue (anglais, allemand, français) il peut voyager 50 % de son temps sur sa zone.

Merci d'adresser lettre manuscrite de motivation, CV complet, photo et salaire actuel sous référence M 4023 CJ à

**EGOR PROMOTION**
63, rue de Ponthieu 75008 Paris



egor — PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

## ARJOMARI

L'un des plus importants Groupes de l'industrie papetière française (2 milliards de C.A. + de 4000 personnes) offre plusieurs opportunités de carrière au sein du service informatique des papeteries CANSON et MONTGOLFIER (postes basés en Ardèche) et au sein du service Etudes Informatiques ARJOMARI (poste basé à PARIS).

CANSON ET MONTGOLFIER (ARDECHE)

### CHEF DE PROJET INFORMATIQUE
Réf. M 6453 B

Il participera à la conception et au développement d'un nouveau système (H P 3 000 Série 33 avec à terme 12 terminaux).
Véritable maître d'oeuvre, il aura pour mission de bâtir et de mettre en place une nouvelle informatique transactionnelle. Ceci implique la responsabilité de l'ensemble des projets correspondant aux besoins présents et futurs de l'entreprise.
Nous souhaitons confier cette responsabilité à un homme (minimum 30 ans) possédant une formation et une expérience adaptées.
La connaissance du matériel H P 3 000 nous paraît indispensable.

### JEUNE ANALYSTE PROGRAMMEUR
Réf. M 6453 C

Au sein du même service, il participera à l'adaptation et au développement des programmes et des applications.
Nous souhaitons confier cette responsabilité à un débutant (ou un an d'expérience) possédant un bagage informatique de type IUT ou AFPA et formé au langage Cobol.
La connaissance de l'informatique transactionnelle et/ou base de données serait appréciée.

ARJOMARI (PARIS)

### ANALYSTE CONFIRME (futur Chef de projet)
Réf. M 6453 D

*Au sein du service* Etudes Informatiques ARJOMARI, il *sera chargé de réaliser et* de développer, sur matériel de la gamme DEC 20, des applications destinées en particulier aux services commerciaux. Son potentiel doit lui permettre à court terme d'évoluer vers un poste de Chef de projet au sens large du terme.
Nous souhaitons confier cette responsabilité à un homme possédant une formation maîtrise ou IUT informatique et une expérience de 3 à 5 ans (selon niveau d'études). Il pratique le langage Cobol (basic souhaité) et il a déjà développé des applications en système temps réel, utilisant des bases de données. La formation au matériel utilisé sera assurée.
Les perspectives de l'entreprise, le contenu des postes et leur possibilité d'évolution sont de nature à intéresser des personnalités de valeur et d'avenir.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et salaire souhaité, sous la référence choisie soit à :

**EGOR RHONE-ALPES**
Tour Crédit Lyonnais 129 rue Servient 69431 Lyon Cédex 3

soit à :

***EGOR PROMOTION***
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor — PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

## Paris — JEUNE CADRE FINANCIER
***HF***

Cette société immobilière d'importance nationale souhaite intégrer dans son département «Promotion Privée» un nouveau collaborateur financier.

En tant que chargé d'études financières, il participe à la mise en place des financements et assure la gestion de trésorerie des sociétés immobilières. Il est également amené à faire des études ponctuelles telles que prévisions et suivis budgétaires...

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (IEP, Sciences Eco...) débutant ou possédant une première expérience acquise de préférence dans le domaine immobilier.

Merci d'adresser une lettre manuscrite de motivation, C.V., photo et salaire actuel, sous réf. M 11515 C à

**EGOR PROMOTION**
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor — PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL

média-system

## 2 JEUNES INGENIEURS DE PRODUCTION

Les industries à feu continu sont parmi les plus exigeantes. Les Responsables de Production doivent être particulièrement performants sur les plans technique, économique et humain.
La Division (7500 personnes - 8 usines en France) de l'un des premiers Groupes industriels français renforce le potentiel humain de sa filière «production» en créant 2 postes qu'elle souhaite offrir à de jeunes ingénieurs qui désirent poursuivre une carrière industrielle.

Basé chacun dans une des usines de la Société, ils exerceront des responsabilités opérationnelles en fabrication tout en suivant une formation leur permettant d'acquérir la meilleure technicité spécifique. Ils évolueront ensuite, à court terme, dans d'autres unités industrielles en France ou à l'étranger.

Nous souhaitons rencontrer de jeunes ingénieurs ayant impérativement acquis une première expérience (2/3 ans) en fabrication (de préférence feu continu).

Pour recevoir informations complémentaires écrire sous réf. M 4212 AA à

**EGOR INDUSTRIE**
8 rue de Berri 75008 Paris.

egor — PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system



## CONSEILLERS DE GESTION (MBA, HEC, ESSEC, ESCP)

**la formation Ford: un plus pour votre diplôme.**

Vous êtes exigeants, comme nous le sommes. La disponibilité et la volonté d'acquérir une réelle expérience seront vos principaux atouts.
Votre mission : Conseiller et aider notre réseau de concessionnaires indépendants à mettre en place les systèmes comptables et de gestion préconisés par Ford.
Vous participerez aussi à des études financières en liaison avec les différents services commerciaux.
Vous êtes débutants ou vous avez une première expérience similaire.
Vous maîtrisez bien l'anglais. Salaire jusqu'à 120000 F, voiture de fonction.
La réussite à ce poste vous ouvre la voie d'une carrière européenne.
Merci d'adresser votre dossier de candidature à Ford France :
Réf. B. Aubry, Service du Développement et Organisation du Personnel,
344 avenue Napoléon 92506 Rueil Malmaison Cedex.

Ford

média-system

## Chubb sécurité

Société internationale d'installations de systèmes de sécurité
PARIS

### 160.000 + Directeur administratif et financier

Rattaché au Directeur Général de la Filiale française pour

Animer et gérer un service comptabilité finance.

Participer à l'élaboration du plan Marketing.

Rentabiliser l'outil informatique.

Expérience similaire de 3 ans minimum exigée.

Bonne connaissance de la comptabilité anglo-saxonne appréciée.

Formation supérieure.

Parfaite maîtrise de l'anglais.

Poste évolutif dans la fonction.

Envoyer C.V. très détaillé, photo et prétentions sous référence 20.817 à

**MRI conseil**
Danièle Chapuis
13, rue Madeleine Michelis - 92522 Neuilly.

## MATERIALS RESEARCH CORPORATION

Filiale Française du groupe américain MRC lié au secteur des composants électroniques, nous avons développé une nouvelle gamme d'équipements. Pour promouvoir la vente de ces matériels nous recherchons un

### INGÉNIEUR D'AFFAIRES

**Ses qualités :**
- Esprit d'analyse pour études et négociations de contrats haute technologie en clientèle.
- Volonté de valider une formation d'ingénieur ou équivalent (université, grande école) dans le domaine commercial.
- Sens de l'organisation et du contact humain tirés de 5 années d'expérience *professionnelle dans le monde de l'industrie microélectronique* (technologie du vide).
- Bonne connaissance de l'anglais.

**Nous lui assurons :**
- Une gamme de produits de haute réputation.
- Une ambiance de travail jeune liant l'autonomie à l'esprit d'équipe.
- Une rémunération très motivante.
- La possibilité d'atteindre des objectifs de carrière ambitieux par sa valeur personnelle.

Prière d'adresser CV, photo et rémunération actuelle, sous réf. 46.005 LM, à



Belgique Danemark, Espagne Finlande, Grande-Bretagne. — Mercuri Urval — 21, rue Eugène-Flachat - 75017 PARIS — Hollande, Norvège, RFA. Suède USA

HAVAS CONTACT

## BOSSARD CONSULTANTS FORMATION

se développe et recherche

### FORMATEURS

- Nous intervenons essentiellement dans la grande distribution dans les domaines de la gestion, de l'organisation et des relations humaines auprès des employés, de la maîtrise et des cadres.
- Notre métier de conseil et de communication nécessite une grande maturité,de fortes capacités d'adaptation ainsi qu'une grande disponibilité pour des déplacements courts mais fréquents.
- Si vous êtes âgé (e) de 26 ans minimum, de formation supérieure, économique ou gestion, si vous avez une première expérience en entreprise ou en formation, venez participer à notre développement.

Adresser C.V. + photo + lettre manuscrite à Mme Jacqueline Leloup,
BOSSARD CONSULTANTS FORMATION,
12 bis, rue Jean-Jaurès, 92807 PUTEAUX CEDEX.

## 8 COMMERCIAUX

- **Secteur bancaire ou assurances**
- **Produits financ. ou immobil.**

**Nous sommes un groupe financier de premier plan.**
Pour donner les moyens de notre croissance à notre DIVISION INVESTISSEMENTS, nous renforçons notre équipe sur PARIS, région PARISIENNE.
**Nous offrons :**
- Une rémunération très motivante ; fixe et commiss. ;
- Un soutien technique et commercial permanent ;
- Statut cadre, poss. imp. d'évolution de carrière.

Adresser lettre, C.V., photo, ss réf. 211 à Trenances
41, avenue Friedland, 75008 Paris, qui transmettra.

## INGÉNIEURS MÉCANICIENS

Importante société d'ingénierie spécialisée dans le domaine de l'énergie - La Défense - recherche

**ENSAM, INSA, etc**

Vous avez au minimum 3 ans d'expérience dans les matériels chaudronnés, échangeurs thermiques, accumulateurs, chaudières...

Nous vous offrons de vous intégrer à notre équipe chargée du développement de ces matériels.

Dans le cadre de notre effort de recherche, vous participerez à la *conception de matériels, aux plans mécaniques et thermo-hydrauliques*, à l'aide de moyens évolués (ordinateurs, CAO..., formation assurée).

Merci d'adresser votre candidature sous référence 73257 à
HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 Paris,
qui transmettra

HAVAS CONTACT

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

## SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

**BASSE NORMANDIE**
**180/240.000 F. AN**

Nous sommes une jeune société créée en 1975 et qui agit dans le secteur de l'Alimentation et de la prestation de services. Notre développement nécessite un renforcement des structures, pour cela nous créons cette **fonction.**

Rattaché au PDG, vous prendrez en charge l'ensemble du **"Fonctionnel"** de la société. Vous aurez également à intervenir progressivement sur la gestion d'exploitation, et l'appui commercial.

De formation supérieure, vous aurez déjà bénéficié d'une première expérience d'entreprise qui se prêtera bien à cette situation. Vos personnalité et compétence doivent vous permettre de vous intégrer et de faire évoluer votre fonction.

Réf. EXR/01/82

## CHEFS DE PRODUITS *HF*

**JUNIOR et SENIOR**
**PARIS 140/180.000 F. AN**

Vous avez au moins 26 ans et une formation ESC, HEC, Sciences Eco ou équivalent. Vous avez une expérience de 2 à 5 ans en tant que chef de produits dans une société bien structurée sur le plan marketing. Vous connaissez le circuit de distribution **"FOOD"**, et vous parlez couramment l'anglais.

*Nous sommes un groupe international leader sur son marché.* Nous fabriquons et distribuons des produits de grande consommation. Notre équipe marketing est jeune et dynamique, très impliquée sur la gestion de ses produits : études, prévisions, suivi et analyse des résultats etc... = **Un marketing très opérationel**

poste à pourvoir 1er trimestre 82 — Réf. EXP/01/82

## INGÉNIEUR D'AFFAIRES EUROPE

**DIVISION BOIS**
**PARIS 180.000 F. AN**

Une société Holding Française crée cette nouvelle division. Basé au siège Paris, l'action se situe sur le marché Européen.

Ce collaborateur devra bénéficier d'une formation supérieure (École du Bois, Agro, ESC, etc...), être âgé de 32 ans minimum, posséder une expérience dans le secteur bois. De tempérament et de motivation commerciale, vous devrez développer cette activité avec un esprit **"Marché"**. Une rigueur de budget et l'enthousiasme seront nécessaires pour la réussite de ce lancement. Cette fonction demande une grande disponibilité de déplacement, ainsi que la maîtrise de l'anglais. Réf. EXG/01/82

## DIRECTEUR D'EXPLOITATION

**"LOGISTIQUE"**
**MARSEILLE**

Notre Directeur actuel doit prendre prochainement sa retraite, nous recherchons son successeur.

Nous sommes une société de distribution de produits alimentaires, qui rayonne sur l'ensemble du Sud-Est. Avec un effectif de 90 personnes et une flotte de 45 camions, **"Ce Patron"** sera responsable de l'ensemble logistique, à savoir : réception, manutention, stockage, préparation des commandes, expédition, etc... De même la gestion des camions, l'entretien préventif des moyens (locaux, matériel...), la gestion et animation de l'effectif, font partie intégrante de cette fonction. Rattaché au DG, cette responsabilité nécessite une collaboration étroite avec les directions achats et commerciale. Quel que soit le secteur économique, une première expérience de 3 à 5 ans est demandée.

Merci de mentionner votre niveau de rémunération — Réf. EXC/01/82

*Merci de nous adresser votre candidature en mentionnant la référence.*
*Aucun dossier ne sera transmis à l'entreprise sans votre accord, et ceci après un premier entretien*

**NORAY CONSULTANTS**

28, rue de l'Echiquier
75010 Paris -T. 246.12.28

réponse et discrétion garanties
*Membre de la CSNCR*

bleu

## ARTHUR YOUNG
**CONSEIL EN ORGANISATION**

Dans le cadre de notre développement,
nous recherchons
**PLUSIEURS INGENIEURS**

### CONSEIL EN ORGANISATION

Appelés à participer à des missions d'organisation, de diagnostic d'entreprise, de conception et de mise en place de systèmes de gestion.

Les candidats, diplômés d'une Grande Ecole, auront acquis une expérience de 2 à 5 ans soit dans un cabinet de conseil ou d'audit, soit au sein d'une entreprise.

### CONSEIL EN INFORMATIQUE ET EN BUREAUTIQUE

Appelés à participer à des missions de conseil de haut niveau en informatique et bureautique et à apporter leur expertise dans des missions d'organisation et de réalisation de systèmes de gestion.

Les candidats, diplômés d'une Grande Ecole, auront acquis une expérience minimum de 5 ans, de préférence dans un cabinet de conseil ou une SSCI.

**Nous offrons :**
— De réelles possibilités de carrière au sein d'une équipe jeune.
— Une formation régulière et pluridisciplinaire.

**Nous demandons :**
— La volonté et la capacité de progresser.
— Le sens du contact et le goût du travail en équipe.
— La disponibilité pour des déplacements en province et à l'étranger.

Veuillez nous écrire sous référence MS à :
ARTHUR YOUNG
CONSEIL EN ORGANISATION
4 Avenue Marceau - 75008 Paris.

## Cii Honeywell Bull

Les Tournay Pub

**recherche pour son Service Clientèle d'Assistance Technique des**

### INGENIEURS TELE INFORMATIQUE
**DEBUTANTS OU CONFIRMES**

A vocation système, ils travailleront sur ordinateurs centraux, mini-calcuteurs, télécommunications, bases de données.
Ingénieurs Grandes Ecoles (option informatique) ou universitaires, ils seront intégrés à des équipes de réalisation basées à Paris.
Formation complémentaire assurée sur méthodologie, matériel (mini 6 - DPS7 - DPS8) et architecture de réseaux DSA.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 200 M à Cii Honeywell Bull - PC0G021C - 94, avenue Gambetta - 75960 PARIS CEDEX 20

## Composants mécaniques de précision pour toutes industries

**LE LEADER FRANÇAIS
ET L'UN DES PREMIERS MONDIAUX
DANS SA SPECIALITÉ
FILIALE D'UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL
rech. pour son Siège à PARIS-Ouest**

### DIRECTEUR DU CENTRE TECHNIQUE & QUALITE

**ANIMANT ET DIRIGEANT UN ENSEMBLE DE 25/30 PERSONNES • GESTION DE LA QUALITÉ avec Labo. Métallurgie et Métrologie • ESSAIS, Ateliers de proto., bancs et machines d'essais • BUREAU D'ETUDES • FONCTIONS DIVERSES : propriété industrielle, homologation nouv. produits, assistance technique auprès Publicité, Sces Ventes, ...**

**INDISPENSABLE**
- **INGÉNIEUR DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE** 35 ans minimum
- **EXPÉRIENCE B.E. important et/ou CONTROLE QUALITÉ + si poss. METHODES** Usine ou Fabrication
- **Connaissances souhaitées en Métallurgie, traitements thermiques et chimie des plastiques**

**DISCRETION ABSOLUE.** *Lettre manuscrite.*
**C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 4783 à**

**SC sélection conseil**
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

**Nous sommes une importante Société Industrielle, filiale d'un puissant groupe français à vocation internationale. Diversifiée, étendue, la gamme de nos produits (biens d'équipement) s'adresse à une clientèle variée. Notre expansion et nos projets de développement nous conduisent à renforcer nos structures Marketing et nous recherchons un**

## Chef de Produits

**-Ingénieur diplômé AM ou équivalent-**
**-première expérience du Marketing Industriel-**

En prise directe avec la force de vente, la clientèle et la fabrication, il élabore les plans d'action commerciale et les stratégies de prix, prépare le lancement de produits nouveaux en participant étroitement à leur conception, enfin, il gère le développement de la gamme qui lui est confiée. **(réf. 201150 M)**

et un.

## Assistant Marketing Industriel

**-Jeune Ingénieur ou DUT électro-mécanique-**
dont la motivation pour le Marketing s'est affermie au cours de stages ou lors d'une toute première expérience professionnelle. **(réf. 201151 M)**

Nous donnerons la priorité à des personnalités entreprenantes, autonomes, spontanément ouvertes à la communication. Nous leur assurerons une formation technique spécifique et d'intéressantes perspectives d'évolution au sein de la Société ou du Groupe.

Le lieu de travail est à PARIS, mais des déplacements de courte durée, en France ou à l'étranger, sont à prévoir.

Si ces postes vous motivent, adressez un dossier complet de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), en précisant la référence, à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

## legrand®

**JEUNES DIPLOMES, GRANDES ECOLES, ESC, UNIVERSITAIRES**
**IUT - BTS...**
**Venez rejoindre nos équipes commerciales.**

**Qui sommes-nous ?**
Le principal fabricant européen d'appareillage électrique d'installations. En expansion régulière, notre créneau est porteur. Nous employons 11 000 personnes et réalisons un C.A. de 2,3 milliards de francs, dont 30 % à l'étranger.

**Que ferez-vous ? Que deviendrez-vous ?**
Nos postes sont à pourvoir dans des villes universitaires où vous serez domiciliés. Intégrés dans une direction régionale, vous mènerez des actions de vente et de promotion de vente auprès des installateurs prescripteurs et distributeurs de nos lignes de produits, bâtiment, industrie, grand public. Vous serez formés à ces produits et à nos méthodes modernes de vente. Vous aurez une évolution de carrière intéressante, comportant des responsabilités d'animation et de gestion d'un C.A.

**Qui êtes-vous ?**
Jeune diplômé, vous êtes motivé par une vie active et la vente, vous êtes disponible pour vous déplacer et vous acceptez d'être mobile au cours de votre vie professionnelle.
Vous êtes débutant ou vous avez déjà 2 à 3 ans d'expérience.

**Vous êtes intéressé ?**
Merci d'adresser votre C.V. sous réf. 22 M 001 CPA.
69 rue de Monceau 75008 Paris.
Les candidats retenus seront reçus à Paris le 20, 21 ou 22 janvier 1982.

média-system

CPA — MEMBRE DE SYNTEC

**Très importante société française**
**PARIS**

**200.000 +**

## Juriste

Agit en qualité de conseil auprès des différentes directions de la Société sur un plan national.
Expérience de plusieurs années acquise dans le service juridique structuré d'une firme ou d'un cabinet international à justifier.
Docteur en Droit - spécialisation droit des affaires, droit de la concurrence - formation américaine souhaitée.
Parfaite maîtrise de la langue anglaise.
Excellent sens des affaires et de la négociation.

Envoyer C.V. très détaillé, photo et prétentions sous référence 20804 à

**MRI conseil**
Danièle Chapuis
13 rue Madeleine Michelis 92522 Neuilly.

## TROUVAY & CAUVIN

Notre dynamisme et notre apport technologique nous ont valu un Oscar à l'Exportation. Société Française, nous regroupons 1400 personnes pour un C.A. de 1.000 MF.

Pour faire face à notre développement régulier, nous recherchons pour LE HAVRE et ASNIÈRES :

### 2 jeunes ingénieurs

que nous formerons aux postes de :

### Chef de produit industriel

Gamme de biens d'équipement : robinetterie et accessoires de tuyauterie, aux marques réputées et implantées.

Les hommes que nous recherchons sont des battants capables de dynamiser un réseau existant. Maîtres d'une ligne de produit, ils gèrent et développent leur secteur.

La France est leur rayon d'action et ils effectuent de courts déplacements.

La rémunération est attractive et le plan de carrière est évolutif.

Merci d'adresser vos dossiers de candidature sous Réf. 900 à B. SECHET
40, rue de la Réunion — 94100 ST MAUR.

OFFRES D'EMPLOIS

ARTHUR YOUNG
CONSEIL EN ORGANISATION

ONSEIL EN ORGANISATION

INSEIL EN INFORMATIQUE ET EN BUREAUTIQUE

ARTHUR YOUNG

Chef de Produits

Assistant
larketing Industriel

TROUVAY & CAUVIN





OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

## Jeune exportateur en 1981 senior responsable en 1982

Dès la fin de vos études supérieures commerciales, vous avez fait vos premières armes à l'export. Maintenant, vous travaillez sans difficulté en Allemand et en Anglais. Il vous faut «éclater» et devenir responsable d'une zone. A des concessionnaires autrichiens, suisses, irlandais, vous apporterez le «plus» qui fait le succès. Depuis 20 ans, ils vendent fort bien les biens durables de consommation que nous produisons. Mais quand même...

Notre mode de distribution ressemble assez bien à ce qui se pratique dans l'outillage à main, le loisir technique, le *petit électro ménager. Dans notre équipe, nous attendrons de vous la réussite d'une mission globale* : aides à la vente des équipes sur le terrain, promo, pub, budgets, tarifs, etc... Vous partagerez votre temps entre votre «territoire» et votre bureau parisien. Si vous «passez» bien, nous vous confierons très vite des missions d'étude aux USA et au Canada et vous prendrez en charge de délicieux petits pays d'Europe auxquels on ne pense pas toujours : Chypre, Malte, Gibraltar, Andorre. Quelques mois après votre arrivée, vous «pèserez» un CA rentable de plus de 15 M et nous entendons bien que vous n'en resterez pas là...

Vous avez compris que ce premier poste dans notre société demande un battant à la fois très commerçant, très honnête intellectuellement. *Une qualité essentielle sera la rapidité de réaction pour régler très vite les* multiples petits problèmes quotidiens de l'export. Vous écrivez aux Conseils de Sirca ? Référence 824 652M. Merci et peut-être à bientôt.



**Sirca**
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC

## Ingénieur pour Direction Commerciale Europe

Ingénieur converti au commercial, vous travaillez depuis quelques années en anglais et en allemand dans l'*Europe de la construction automobile et mécanique. Vous savez faire vendre* à vos technico-commerciaux des petites pièces à faible valeur unitaire, aux utilisateurs et aux revendeurs. Votre créativité s'exerce à répondre aux nouveaux besoins d'une clientèle exigeante. Vous aimez bien l'interface avec vos collègues de la recherche et des ateliers... sans négliger les considérations financières.

Nous créons un poste de directeur de développement, nouveaux produits, nouveaux marchés, qui doit permettre en trois ou quatre ans de devenir le responsable commercial de notre affaire (CA : 120 millions). Tous produits, France, export. L'arrivée de ce nouveau doit permettre à l'un de bien préparer sa succession, à l'autre de découvrir de nouveaux créneaux et... au CA de progresser ! L'affaire est profitable. Il dépendra de vos qualités de créatif et de relationnel qu'elle le reste et qu'elle le soit davantage encore.

Nous serons exigeants sur vos qualités personnelles d'entrepreneur et d'animateur d'hommes. Personne n'est matricule dans notre société familiale. Vous y ferez votre place en faisant progresser vos équipes. Ecrivez aux conseils de Sirca sous la référence 824 651M.



**Sirca**
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC

## Pour vendre des engins de 1 000 000 FF

Et surtout pour poursuivre notre expansion et porter notre part de marché de 40 à 50% il nous faut un chef de ventes France puisque l'actuel passe à l'export! Un chef de ventes comme vous : HEC, ESSEC, passionné de biens d'équipements, capable d'animer une équipe de 8 responsables de région. Un chef de ventes qui a connu, depuis une petite dizaine d'années, de francs succès en vendant du matériel minier, des gros dumpers, du matériel portuaire, de forage ou de sidérurgie, voire de la machine outil.

Comme dans ces métiers notre concurrence est essentiellement américaine, anglaise et allemande, nous nous battons sur une clientèle bien connue de tous, soucieuse de rentabilité, souvent infidèle à une marque, exigeante sur la performance, la fiabilité et le service. En technique nous ne craignons guère nos collègues, aussi nous avons décidé d'assurer définitivement notre suprématie sur le marché intérieur en 1982. Qu'il s'agisse de matériel de série ou d'adaptations particulières.

Vous serez donc plus souvent en province avec vos collaborateurs que dans votre bureau parisien mais vous traiterez aussi avec la clientèle réservée. Vous vous enrichirez des contacts avec vos collègues, responsables de l'Europe ou ceux de la grande exportation qui portent nos couleurs au bout du monde. Après vos succès vous les rejoindrez peut-être. D'où notre exigence d'un anglais opérationnel dès votre prise de fonction... *que nous souhaitons la plus rapprochée possible.* Ecrivez donc aux conseils de Sirca sous réf. 824 649M. Merci, et comptez sur notre discrétion.



**Sirca**
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC

## Pour staff filiale française directeur marketing opérationnel

Bientôt la quarantaine. Le moment est venu d'accéder au Comité de Direction d'une filiale américaine, avec ses trois usines en France, ses produits, son réseau adaptés au marché et surtout pour vous la totalité de la fonction marketing : les études de marché, de la concurrence, la *rentabilité des différentes clientèles*, les *produits*, leur *conditionnement*, les *promotions*, la gestion de la pub, la direction des ventes, les relations publiques, les budgets... et le reporting, le tout avec des collaborateurs compétents... Et ce dans le créneau qui vous intéresse : les biens durables pour l'équipement de la maison. Une marque prestigieuse à travers le monde, une position de 3ème ou 4ème sur le marché français avec la possibilité de regagner une ou deux places et d'augmenter un CA déjà important.

Membre du staff de direction de la société française, vous avez des relations avec la Maison Mère aux U.S.A. Vous travaillerez le merchandising comme la gestion et vous vendrez au niveau élevé en animant des équipes régionales performantes sur une clientèle de discounters, grands magasins, groupements et traditionnels. Vous bénéficierez d'un salaire substantiel, d'un véritable intéressement à vos résultats, d'une voiture de fonction et vous réussirez le «challenge» de la prise en charge complète de la fonction «marketing» pour des produits moyens et hauts de gamme. La structure du management est telle que votre succès dépendra de vos méthodes et de la rentabilité de vos initiatives.

Une opportunité, comme les annonces en offrent peu, pour qui a appris dans une multinationale dynamique à opérer sur des marchés comme l'électro-ménager, le meuble, la literie, l'audio-visuel des particuliers, etc... Adressez aux conseils de Sirca un curriculum vitae, sous référence 824 648M, qui donne l'envie de vous rencontrer. *Confidentialité absolue.*



**Sirca**
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC

## CAO, FAO appliquées à l'électronique de pointe, des ingénieurs, des vrais...

Des équipes d'ingénieurs qui mettent au point des applications scientifiques de l'informatique au service des technologies électroniques les plus sophistiquées, nous en avons déjà. Nous devons aujourd'hui les renforcer pour rester à la hauteur de notre mission : concevoir et *développer les logiciels les plus pointus pour les différents domaines d'activité de notre groupe* (composants, traitement de l'information, espace...), assurer en son sein la cohérence de la CAO et de la FAO.

C'est dans ce groupe, un des grands de l'électronique mondiale, où les moyens informatiques les plus avancés et parmi les plus puissants existant en France seront à votre disposition, que nous vous offrons de débuter ou de poursuivre votre carrière. Car nous voulons compléter nos *compétences à différents niveaux. Mais attention, nous cherchons de vrais ingénieurs, qui ont* un réel appétit de technique et qui savent aussi être des hommes concrets et réalistes.

Electronicien ou informaticien confirmé avec quelques années d'expérience de conception de logiciels scientifiques ou bien fraichement diplômé (Centrale, Supélec, Télécom...), vous avez votre place chez nous, à Paris, dans cet environnement technique très porteur et très enrichissant. Faites part aux consultants de Sirca, sous référence 822 654M de l'intérêt que vous *nous portez, en leur confirmant par ailleurs que votre anglais est à un niveau opérationnel.*



**Sirca**
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC

Compagnie d'Assurance en expansion, filiale d'un groupe étranger important, propose carrières intéressantes et évolutives. Elle recherche dans cet esprit :

## Un Inspecteur comptable

(réf. 1992/M)

Le candidat sera chargé par la Cie de missions ponctuelles sur toute la France, impliquant des déplacements fréquents auprès des intermédiaires dont il sera l'interlocuteur privilégié et le Conseil en matière de gestion comptable.

Il lui sera demandé un BTS comptable et un BP assurances ou un DUT de gestion avec option finances/comptabilité, ou une formation d'auditeur, ceci doublé d'une année d'expérience minimum de l'inspection comptable avec une très bonne connaissance du droit des assurances, des crédits sinistres et un sens juridique certain.

## Un Comptable A.M.

**3ème échelon (Homme ou Femme)** (réf. 1993/M)

Le candidat s'intégrera dans un premier temps à une équipe du service Contentieux/primes pour à très court terme se voir attribuer des fonctions de cadre et des responsabilités motivantes.

Il devra justifier d'un BTS comptable ou DUT avec une connaissance de l'outil informatique, des connaissances juridiques et du droit commercial et d'une expérience de 3 ans dans les assurances dont un an dans un service Contentieux/primes.

L'évolution de chacun des postes et leur rémunération seront motivantes pour candidats ambitieux et musclés, tant au niveau technique que de la personnalité.

*Lieu de travail : Paris 9 ème (proche RER, Opéra, Gare Saint-Lazare)*

ID

Adresser lettre manuscrite, CV, photo en indiquant la référence du poste à **IMPACT DEVELOPPEMENT**, Monceau Commercial Building, 38, rue de Lisbonne 75008 PARIS, qui vous assure discrétion et réponse.

publival

## Responsable des ventes France et du marketing

190 000 F +

Filiale d'un important groupe industriel français, nous fabriquons des systèmes de revêtements spécifiques à l'industrie et au bâtiment, nous recherchons un Responsable Ventes France et Marketing.

Il aura pour missions de :
- définir et mettre en place les stratégies et les moyens,
- organiser, animer et dynamiser une équipe de représentants,
- maîtriser et développer une part importante du C.A. par une action personnelle auprès de clients importants,
- promouvoir les produits nouveaux en liaison avec les chefs de produits.

L'homme (32 ans mini) qui réussira dans ce poste, sera obligatoirement un «gagneur», un battant, un imaginatif toujours à l'affût des opportunités ; grand travailleur, très disponible, négociateur subtil, il sera également manager et bon gestionnaire. Il devra apporter la preuve d'expériences réussies, dans l'animation et la dynamisation d'équipes de vente en milieu industriel. Formation supérieure ingénieur ou équivalent. Très bonne pratique de l'anglais, connaissances marketing et gestion indispensables. Lieu de travail : Paris. Déplacements fréquents.

sélé CEGOS

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo sous réf. 73572/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux
*204, rond-point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE Cédex.*

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Membre de SYNTEC

## les PTT recrutent par concours des informaticiens

20 ANALYSTES

20 PROGRAMMEURS SYSTÈME

| | |
|---|---|
| Hommes et femmes de moins de 30 ans. | prenez contact avec nous : |
| diplômes d'études supérieures | **Paris :** Direction des postes de Paris 140, boulevard du Montparnasse 75675 Paris Cedex 14 |
| inscriptions : jusqu'au 29 janvier 1982 | **Province :** Direction départementale des postes, chef-lieu du département. |

MINISTÈRE DES PTT
DIRECTION DU PERSONNEL ET DES AFFAIRES SOCIALES




Filiale parisienne GROUPE INTERNATIONAL en plein développement

recherche pour son Département «ARTICLES CADEAUX»

## CHEF DE SERVICE COMMERCIAL

Le candidat sera responsable de
- la bonne gestion administrative du Département
- l'animation du réseau de représentants
- la réalisation des objectifs de vente.

Agé de 30 minimum, issu de préférence d'une Ecole Commerciale, il aura déjà une solide expérience de la vente et de la direction d'une équipe, complétée par des notions administratives, comptables et informatiques.

Allemand indispensable.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions sous référence 518 à
S.F.F.E.C.
B.P. 361. 08 75365 PARIS CEDEX 08
qui transmettra

LEVI TOURNAY PUB



## INGENIEUR
### Responsable du bureau des méthodes

180.000 F.

Herckelbout Dawson BARNES GROUP

leader Européen du RESSORT à FROID crée le poste de *RESPONSABLE* du BUREAU des METHODES.

Directement rattaché au Président du Directoire, le jeune INGENIEUR que nous recherchons doit travailler en relation étroite avec les Directeurs de Production, des Investissements et des Ventes, à la recherche de nouveaux produits, à l'amélioration, au développement, à l'industrialisation de grandes séries par des moyens de plus en plus robotisés.

Egalement responsable de la qualité et du contrôle, il dirige et anime une équipe de 20 personnes.

Nous voyons à ce poste un Diplômé d'une Grande Ecole de Mécanique, ayant déjà acquis en Méthodes ou en Bureau d'Etudes une bonne connaissance de matériels de production. Il participe personnellement à la conception des équipements industriels.

Le poste nécessite d'être doté d'un bon ascendant, d'une grande curiosité d'esprit, d'un goût réel pour l'analyse et la remise en question des données existantes.

Une bonne pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre C.V. + photo + rémunération actuelle sous la référence 867 M à

HORACE conseil
97, rue de Richelieu 75002 PARIS

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

# ENGINEERING INTERNATIONAL

exportant des usines et installations dans le monde entier et appartenant à l'un des plus grands groupes industriels français

recherche pour PARIS et SAINT CHAMOND (LOIRE)

## INGENIEURS UTILITES et THERMIQUE INDUSTRIELLE

- Ils participeront - dans leur spécialité - aux négociations techniques de grands projets industriels.
- Ingénieurs CONFIRMES, ils s'appuieront sur des connaissances approfondies et une solide expérience industrielle en matière d'ENGINEERING DANS LE DOMAINE PETROCHIMIE.
- Anglais parlé indispensable.

## INGENIEURS en INSTALLATION ELECTRIQUE

- Diplômés SUP-ELEC. ou équivalent.
- Débutants ou 2 - 3 ans d'expérience dans une Entreprise d'installation électrique.
- Une formation leur sera assurée en vue de prendre à court terme la responsabilité d'un projet complet en installation électrique.
- Anglais parlé indispensable.

Ecrire avec CV et photo sous référence 20.030 à
CONTESSE PUBLICITE 20, ave de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transm. Discrétion totale assurée.

---

TRES IMPORTANT GROUPE DU SECTEUR TERTIAIRE RECHERCHE, DANS LE CADRE DE SON DEVELOPPEMENT DES :

— La conduite de projets variés,
— Un matériel de haut de gamme, avec mise en oeuvre de techniques de pointe,
— Un travail d'équipe passionnant,

Voici ce qui vous attend si vous êtes



## ANALYSTE CONCEPTEUR

réf. E1

Diplômé d'une Grande Ecole, et possédant 2 ou 3 ans d'expérience.

Plusieurs postes sont à pourvoir.

Rémunération : 150.000 F.+ suivant expérience.

## ANALYSTES ORGANIQUES

réf. E2

— Les candidats retenus seront capables de participer à la conception, au développement et à la mise en place d'applications diverses,

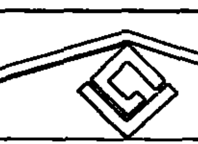
— Quelques déplacements de courte durée en Province sont à prévoir,

— Un diplôme d'Enseignement Supérieur constituera un atout supplémentaire.

Rémunération : 130.000 F.+ suivant expérience.

Adresser C.V., photo (retournée) et rémunération souhaitée en précisant la référence du poste choisi à CONTESSE PUBLICITE sous No 19612, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

---



Le GROUPE VICTOIRE

*première Société d'Assurances du Secteur Privé*

*recherche pour la Région Parisienne*

## Futurs Cadres commerciaux

Vous - Bac + *2 ou*
- *2 ans d'expérience de vente de produits financiers, d'assurance ou d'immobilier.*

Disponibilité : 1 Février 1982

Nous offrons :
- Une formation
- Une rémunération motivante
- Un plan de carrière

*Merci d'adresser : Curriculum vitae, photo, lettre manuscrite à réf. 30109 M* BLEU Publicité - 41, Avenue du Château 94300 VINCENNES - *Qui transmettra le dossier.*
*Réponse assurée*

bleu

---

Notre société filiale d'un groupe international, leader dans sa branche des services au commerce international, recrute pour son siège à PARIS - CHATELET

## UN ATTACHE DE DIRECTION FINANCES

Il sera chargé pendant un à deux ans de la réalisation d'études financières et de missions d'organisation administrative et informatique. Ensuite, il pourra évoluer soit vers des responsabilités de contrôle de gestion en France soit vers un poste de Directeur Comptable ou Financier d'une filiale à l'étranger.
Le candidat idéal est diplômé de l'enseignement supérieur commercial et/ou du DECS et a une expérience professionnelle préalable d'au moins 2 ans. Il est intéressé par une éventuelle carrière internationale et parle donc bien anglais.

Ecrire avec CV, prétentions sous Nº 8114 à
PARFRANCE Annonces
4, rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

---



*1er Assureur Français du Bâtiment et des TP*

La Société Mutuelle d'Assurance du Bâtiment et des Travaux Publics
114, avenue Émile Zola PARIS XVe

recherche

## RESPONSABLE DE PROJET EN ORGANISATION

Diplômé d'une Grande École ou de Formation Universitaire (Doctorat de Gestion souhaité) et justifiant d'une expérience Professionnelle de plusieurs années avec participation à des responsabilités d'encadrement, le candidat retenu conduira et participera à des actions dans tous les secteurs d'activité d'un Groupe d'Assurances de 1700 Personnes.
Ce poste pourra intéresser des hommes ou des femmes de terrain, aptes à prendre pleinement en charge des projets et rompus au travail en équipe. La télématique, la bureautique feront partie de leur environnement.
Une réelle expérience du travail en relation avec l'Informatique est indispensable.

Veuillez adresser votre dossier de candidature, rémunération actuelle et photo à Madame VIARD SMABTP 114, avenue Émile Zola 75739 PARIS CEDEX 15

---



MINISTERE DE LA DEFENSE
GROUPEMENT INDUSTRIEL DES ARMEMENTS TERRESTRES

## INGENIEURS ELECTRONICIENS

Ingénieurs d'études au sein du Département Automatique de la Division Tourelle Equipements, il aura, avec son équipe, la responsabilité technique de l'étude et du développement de systèmes d'arme d'intégrés sur hélicoptère.

Sa formation en électronique lui permettra de traiter des problèmes de motorisation et d'asservissements. Une connaissance de l'électronique numérique serait appréciée.

Une large initiative dans les contacts professionnels est offerte aux candidats pour mener à bien cette activité.

Envoyer lettre, CV, photo et prétentions sous référence TA/H
Etablissement AMX-APX
Service du Personnel
Route de la Minière SATORY - RP 1342
78013 — VERSAILLES CEDEX

---

Filiale européenne d'un groupe américain, notre PDG cherche pour son siège à Lyon

**un jeune ingénieur, X, Mines, Centrale...**

pour être notre

## directeur industriel.

Nos trois usines européennes fabriquent des pièces destinées aux engins de T.P., d'exploitation minière ou forestière. Notre marché: l'Europe et l'Afrique.

Vous devez pouvoir assister, à court terme, notre PDG en prenant en charge l'ensemble des services techniques: ateliers, méthodes, ordonnancement, achats, gestion des stocks.

Bon organisateur, vous avez deux à cinq ans d'expérience dans une affaire anglo-saxonne, de préférence, et pratiquez couramment l'anglais.

Notre consultant, Mme P. SAURAIS, vous remercie de lui écrire à Lyon (réf. 733 LM).

## Analyste aguerri, devenez notre chef de projet SAV

Vous avez du métier et avez fait vos preuves comme analyste organique dans l'industrie, de préférence, sur des applications de gestion de stocks, par exemple. Vous savez mettre en oeuvre un SGBD sur CII-HB mais pourquoi pas sur IBM; enfin, vous vous êtes lancé, depuis peu dans le fonctionnel.

Venez prendre la responsabilité de nos applications commerciales développées sur haut de gamme HB et Minis 6 et concevoir leurs extensions avec les utilisateurs.

Sachez que nous sommes une affaire industrielle de bonne taille (3000 p., CA 1000 MF) dont le siège est installé à Paris-Est.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 3890 LM) à «Carrières de l'Informatique».



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE -75008 PARIS
7, RUE SERVIENT -69003 LYON

*MEMBRE DE SYNTEC*

---



DEPARTEMENT TRANSMISSION

recherche

pour ses activités télé-informatique ou télécopie

## INGENIEURS INFORMATICIENS

(Référence STE/BE)

Ils seront chargés des études basées sur l'utilisation de microprocesseurs et du développement des logiciels correspondants dans le domaine téléinformatique ou dans le domaine télécopie.

De formation supérieure en électronique ils auront des connaissances et si possible une expérience d'environ 2 ans dans les domaines cités.

Lieu de travail :
- Activité téléinformatique : Région de MONTHLERY (91)
- Activité télécopie : Région de TRAPPES (77).

pour ses activités technologie composants

## INGENIEUR ELECTRONICIEN

DE FORMATION GRANDES ECOLES OU UNIVERSITAIRE

(Référence TE/FA)

Il sera chargé des comparaisons technologiques et fonctionnelles en vue de la caractérisation et de la qualification des circuits intégrés.

## ELECTRONICIEN

(Référence TE/CH)

Il sera chargé des études et essais techniques de caractérisation et de qualification d'éléments (petits moteurs connectiques enfichables etc...) entrant dans des équipements électroniques de très haute fiabilité.

De formation supérieure, il aura si possible des connaissances en mécanique et en physique.

Lieu de travail : Région de MONTHLERY (91).

Adresser C.V. et prétentions au Service Recrutement Cadres à l'attention de Mademoiselle ROC, en précisant la référence du poste choisi, 10 bis, rue Louis Lormand - B.P. 22 - 78320 LE MESNIL SAINT-DENIS.

---

Société de biologie médicale leader dans son domaine, recherche

## INGENIEUR responsable de maintenance

Appareillage de biologie médicale

Chargé de :
- contrôler appareillage avant livraison,
- mise en service clientèle,
- service après-vente,
- développement des contrats de maintenance clientèle,
- gestion stocks, pièces et appareils de maintenance,
- formation des utilisateurs à la maintenance préventive.

Une expérience du milieu de biologie médicale serait appréciée. Allemand et anglais souhaités.

Le candidat retenu sera intégré au sein d'une équipe jeune et dynamique, chargée du développement en France d'une gamme de pointe.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 2901 à :
PIERRE LICHAU S.A. - BP 220
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

## DIRECTEUR D'ETABLISSEMENT

**180.000 F**

Groupe de Transports et Services (450 MF - 1200 Personnes), le développement de nos activités nécessite le renforcement de l'encadrement de 2 unités régionales. Les unités, centres de «production,» sont chargées de la réalisation des contrats négociés par la Direction Commerciale du Groupe.
Avec un double objectif de qualité de service et de rentabilité optimale, le Directeur, assisté d'un Chef d'Atelier, d'un Responsable d'Exploitation et d'un Chef du Parc, gère et anime l'activité d'un établissement regroupant 150 personnes et un parc de 100 ensembles roulants.
Véritables patrons de leur unité, les 2 Directeurs recherchés justifient d'une expérience comparable notamment au plan de l'animation d'un important groupe humain. Les modalités d'affectations régionales seront précisées lors des entretiens.
Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, et coordonnées téléphoniques sous *réf. 7075*, (à préciser sur l'enveloppe.)

CONSEIL EN RECRUTEMENT
CNPG 105 avenue Victor Hugo 75116 Paris

Cofran

## ADJOINT CHEF DE PRODUITS
### LUBRIFIANTS INDUSTRIELS 115.000 +

Nous transformons et commercialisons des produits chimiques et pétroliers appliqués à la lubrification pour l'automobile et l'Industrie. Nous recherchons le futur chef de produits lubrifiants industriels. Directement placé sous l'autorité de la Direction du Marketing, avec l'aide d'un laboratoire de recherche de 6 personnes et des opérationnels de la vente et dans le cadre d'un budget, il devra développer de façon profitable la ligne des produits industriels, en adaptant en permanence ceux - ci à l'évolution du marché.
Ce poste *basé à Paris* mais *justifiant des déplacements sur toute la France*, s'adresse à un jeune ingénieur mécanicien ayant une première expérience en milieu industriel (secteur IMTM) en production ou en maintenance.
Adressez lettre manuscrite, CV détaillé et coordonnées téléphoniques sous réf 11198 (à préciser sur l'enveloppe)

CONSEIL EN RECRUTEMENT
CNPG 105 av. Victor Hugo 75116 Paris

## GESTION FINANCIÈRE :
### CHARGÉ (E) S DE MISSIONS 150.000 F

pour l'Organisme de Contrôle et d'Assistance d'un groupe de 200 entreprises dont les activités sont liées au Logement.
Ces collaborateurs (trices), seront chargé (e) s de contrôler la régularité d'opérations financières et d'assister dans leur gestion et leur organisation les entreprises fédérées : ils (elles) doivent pouvoir évoluer rapidement vers des *responsabilités de Chef de Missions.*
De double formation, juridique et comptable–obligatoirement DECS–, les candidat(e)s justifient d'une première expérience dans des fonctions de contrôle.
Adressez lettre manuscrite, CV détaillé et coordonnées téléphoniques sous réf. CDM (à préciser sur l'enveloppe)

CONSEIL EN RECRUTEMENT
CNPG 105 avenue Victor Hugo 75116 Paris

## Responsable Service Comptable
### Paris

Notre Société est la **filiale** française d'un très **important groupe américain** fabriquant et commercialisant des produits de technologie avancée (notamment pour les secteurs pétrolier et nucléaire), un des leaders dans sa branche.

Elle emploie **700 personnes** dans 2 établissements et réalise un C.A. de *250 MF*, *sur un marché porteur.* ***Ses résultats sont performants.***

Nous recherchons le **Responsable de notre Service Comptable** (7 personnes) qui sous l'autorité du Directeur Financier aura la responsabilité de la comptabilité générale, du reporting mensuel avec la maison mère et du bilan fiscal.

Le candidat recherché a acquis une **expérience d'au moins 7 ans** et est aujourd'hui Responsable d'un Service Comptable. Il sera capable d'animer avec autonomie son service et sera attiré par le caractère élaboré et très performant du système comptable en place. La connaissance de l'anglais sera un atout supplémentaire.

La rémunération sera fonction de l'expérience du candidat. Il est prévu une évolution du poste.

Nous vous prions d'adresser votre candidature sous référence 242 F 21 à notre Conseil qui garantit toute discrétion.

MEDIA PA

38, rue de Lisbonne, 75008 PARIS **Hansen**

L'UN DES PREMIERS GROUPES FRANCAIS DE DISTRIBUTION DE PRODUITS FRAIS
en constant développement (40 établissements, 3.600 personnes, 3,5 milliards de C.A.)
recherche son

## DIRECTEUR DE L'AUDIT INTERNE

Responsable devant le Directeur Financier de la sécurité administrative, financière et comptable du Groupe, il :
— étudie et définit les procédures de contrôle interne
— organise les services administratifs des différentes exploitations de façon à en améliorer la productivité.
— anime et supervise les responsables administratifs des exploitations
— réalise avec le corps des contrôleurs internes qu'il dirige un audit trimestriel des exploitations et des filiales dont il approuve les bilans
— participe au développement du plan informatique et à son application
— collabore avec le Directeur de la comptabilité à l'établissement des bilans des différentes sociétés du Groupe
— assiste et conseille en permanence les Directeurs d'exploitations ou de filiales ainsi que les différentes directions opérationnelles du groupe.

Ce poste basé à PARIS - avec de fréquents déplacements de courte durée en province - représente une opportunité exceptionnelle de carrière et de rémunération pour un cadre financier diplômé de l'enseignement supérieur, maîtrisant parfaitement toutes les techniques comptables, sachant allier rigueur, clairvoyance, aptitude au dialogue et à l'animation des hommes.

Une expérience de plusieurs années en cabinet d'audit, d'expertise comptable et/ou dans les services internes d'une grande entreprise est indispensable.

Adresser votre C.V. accompagné d'une lettre manuscrite, d'une photo et de la rémunération souhaitée sous no 19312
CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.
Discrétion absolue et réponse assurée.

## Des informaticiens de valeur . . .

Une forte expansion, des effectifs en nette croissance, de très grands chantiers à l'Etranger engendrent de nombreux projets informatiques nécessitant le recours aux techniques les plus avancées : réseaux, bases de données, conception assistée, bureautique. A la mesure de nos projets, les besoins en hommes compétents et dynamiques de notre Direction Informatique nous conduisent à rechercher

• POUR NOTRE SIEGE

des informaticiens de tous niveaux et de toutes qualifications, et notamment :

### Plusieurs responsables d'applications

En liaison étroite avec les Directions opérationnelles, ils étudient et réalisent des logiciels correspondant parfaitement aux besoins. Hommes d'étude, ils animent une équipe composée d'analystes et de programmeurs de l'entreprise et de nos prestataires de services. Ces postes nécessitent de brefs déplacements à l'Etranger. L'Anglais est souhaité. (Réf. 7184 R.A.)

### Ingénieurs système

De formation Grande Ecole ou universitaire, ils ont acquis une expérience de trois ans au moins en DOS/VS/VSE et télétraitement. Ils rejoindront notre équipe qui dispose de 2 IBM 43/41 sous DOS/VSE et VM/CMS et de 150 terminaux. (Réf. 7185/I.S.)

### Responsable produits nouveaux

Ingénieur ou universitaire, il a une expérience déjà solide, un esprit novateur et particulièrement attiré par l'aspect "prospective" en informatique. Il sera chargé de suivre l'évolution des techniques nouvelles, de sélectionner les matériels et logiciels qui peuvent répondre le mieux à nos besoins. (Réf. 7185 P.N.)

• POUR LE NIGERIA

### Responsable informatique

Chargé de la création et du développement de la fonction informatique de notre filiale de LAGOS, sa solide compétence et son expérience confirmée dans une fonction similaire lui permettent d'exercer en toute autonomie des responsabilités importantes. La pratique de l'Anglais lui est indispensable. (Réf. 7185/I.N.)




Merci d'adresser votre candidature en rappelant la référence du poste à :
Danièle Petit - Direction du Personnel
BOUYGUES - B.P. 204 - 92142 CLAMART CEDEX

## Bourdon

leader français de la manométrie accélère son développement et recherche

### ingénieurs commerciaux export

**Formation ingénieur mécanicien électronicien ou équivalent, expérience de la vente d'instruments de mesure, aptitude à voyager à mi-temps, langues étrangères parlées couramment.**
- **Référence 100 :** pour suivi filiales
  - langues : anglais, espagnol ou portugais.
- **Référence 101 :** pour suivi pays langue allemande
  - connaissance si possible du marché allemand
  - langues . allemand, notions anglais.
- **Référence 102 :** pour suivi Moyen Orient
  - langues : arabe et anglais.

### ingénieur commercial France

**Formation ingénieur électronicien ou équivalent, expér. vente matériel électronique de mesure. Pour lancement produits nouveaux et assistance réseau commercial. Déplacements fréquents.**
- **Référence 200**

### technico-commerciaux sédentaires

**Formation BTS - DUT électromécanicien. Pour contacts téléphoniques clientèle industrielle, devis, enregistrement de commandes, tenue stock.**
- **Référence 300**

Pour tous ces postes adresser C.V. + photo + prét.
**à BOURDON - Service du Personnel**
**29, rue du Progrès - 93100 MONTREUIL**

Publicités Réunies

## Mécalectro

Entreprise spécialisée dans les systèmes électromagnétiques de commande, nous créons deux postes :

### INGENIEUR PRODUIT

Vous coordonnerez la définition de nouveaux produits et l'évolution des produits existants en tenant compte des besoins du marché.

*Diplômé d'une grande école*, vous avez entre *28 et 35* ans et vous justifiez d'une expérience en B.E. mécanique.

Si l'engagement personnel, l'imagination et l'esprit de méthode sont nécessaires pour réussir à ce poste, vous devrez être aussi bon animateur.

Votre expérience déterminera votre rémunération à laquelle s'ajouteront de nombreux avantages sociaux (13e mois, mutuelle, participation...) : Réf. M1

### INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Vos capacités de conseiller technique vous permettront de définir avec nos clients les produits les mieux adaptés à leurs besoins. Vous serez chargé également de développer l'activité commerciale sur un marché porteur grâce à un soutien logistique et marketing important.

28 à 35 ans environ, vous avez su enrichir votre diplôme de grande école par une expérience réussie de la vente de composants électro-mécaniques standard et spéciaux.

*Un engagement personnel, le sens des relations humaines et votre curiosité* intellectuelle vous permettront de mettre à profit votre esprit d'équipe et de gagneur.

A la rémunération motivante s'ajoutent les frais de déplacements et divers avantages sociaux. Réf. M2

Merci d'envoyer votre lettre manuscrite, CV, photo en précisant la référence à :
Jean-Pierre BERTIN — BP 40 91302 MASSY

Mécalectro

Notre Société, filiale d'un puissant Groupe financier, est à l'échelon national une Entreprise pilote dans le domaine de la **CONSTRUCTION** de **LOGEMENTS** et de leur gestion.
Nous recherchons pour ***PARIS*** et la ***BANLIEUE SUD,*** des

## CADRES FINANCIERS
HOMMES ou FEMMES

**FORMATION :** HEC - SUP. de CO. - SCIENCES PO ou équivalent ; *chargés de la gestion financière* de plusieurs sociétés de construction et de la tenue de leur trésorerie. Ils devront assister les conducteurs d'opérations sur le plan financier (mise en place des financements, détermination des prix de vente ou des loyers, suivi des opérations).
Nous sommes en mesure d'offrir une évolution de carrière intéressante à un candidat de valeur, disposant si possible d'une première expérience, acquise de préférence *dans l'immobilier.*

Nous vous invitons à adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence 7240 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

**ETBS**
recherche
pour son administration centrale

## Jeune Ingénieur Mécanicien ou Electronicien

**ENI, ENSI, ENSAM** (nationalité française). Domaine missiles et roquettes.
Lieu de travail : **Saint Cloud (94)** après un an de formation à Bourges.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence **81/26** à
**Monsieur le Directeur de l'Etablissement Technique de Bourges**
Carrefour de Zéro-Nord - Route de Guerry
BP 712 - 18015 BOURGES CEDEX

LA SOCIETE NOUVELLE LOGABAX
*recherche pour sa*
DIRECTION TECHNIQUE (EVRY)

## Un Responsable de bureau d'études d'industrialisations

Le candidat retenu, de formation Ingénieur Arts et Métiers, justifiera d'une expérience réussie dans les domaines suivants :
— réalisation de matériels électroniques,
— conception de maquettes et prototypes,
— constitution de dossiers.

Apte à encadrer une équipe d'une vingtaine de personnes, le candidat retenu aura, si possible, une expérience des méthodes.

Adressez C.V. et prétentions à
Société Nouvelle LOGABAX, Direction du Personnel,
79, avenue Aristide Briand - 94110 ARCUEIL.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

La très haute technicité de nos produits et la compétence de nos équipes permettent à notre Division Avionique d'obtenir de nombreux succès dans un secteur de pointe.

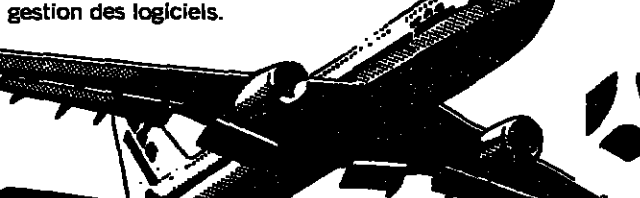
Notre développement nous conduit à recruter des

# chefs de projet logiciel équipement aéronautique

De formation Grande École, ils auront acquis une spécialisation ou une première expérience en Logiciel Temps Réel (langage de haut niveau et/ou assembleur).

Ils ont la responsabilité de:
- élaboration des propositions (techniques et financières);
- définition de la méthodologie de réalisation et réalisation;
- contrôle des coûts;
- intégration au matériel;
- relation client;
- gestion des logiciels.





Ces postes concernent des matériels de technologie de pointe et permettent l'utilisation des techniques les plus élaborées du logiciel.

Ils induisent des évolutions de carrière intéressantes au sein du premier groupe électronique français.

Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Les postes sont à pourvoir en région parisienne.

Les candidats sont priés d'adresser leur dossier accompagné d'une photo à Madame CHARRIER, THOMSON CSF - 52, rue Guynemer - 92132 ISSY-LES-MOULINEAUX, sous référence PL.

**THOMSON-CSF**
**DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES**

---

# constructeur informatique

leader dans son domaine, recrute

## des ingénieurs informaticiens supelec, centrale, 3ème cycle

Les candidats auront quelques années d'expérience en développement logiciel. Des connaissances dans le domaine du traitement de textes, du graphique seront un atout supplémentaire mais non indispensable. Ils participeront à l'élaboration d'un grand projet bureautique. Réf. ISCC

## des ingénieurs informaticiens grandes écoles

pour participer à un développement logiciel sur microprocesseurs 16 BITS. Les candidats seront débutants ou auront une première expérience. Réf.IGE

Ces postes offrent à des candidats ambitieux et de valeur de réelles perspectives d'évolution.

Envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) en rappelant la référence du poste à ***projets publicité*** 12 rue des Pyramides 75001 Paris qui le transmettra.

---

# 1982

## CAP SOGETI CREUSE L'ECART TECHNOLOGIQUE

*Nous sommes la première société europeenne de services et conseils en informatique. Notre expansion est due pour une large part au rôle actif que nous jouons dans les progres de la technique.*

*Afin de poursuivre notre développement et d'accroitre notre avance technologique, nous recrutons des* ***ingénieurs informaticiens ayant une expérience minimum de 2 ans*** *acquise chez un constructeur un utilisateur ou dans une société de service. En fonction de leur niveau, ils participeront à des projets utilisant des techniques de pointe, ou en auront l'entière responsabilite.*

*Pour de plus amples détails, prenez contact avec Mme MULLER, CAP SOGETI SYSTEMES 92 Boulevard Montparnasse 75682 Paris Cedex 14 - Tel 320 13 81*

média-system




---




**COMPAGNIE GENERALE DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES**

associée à un groupe mondial, leader dans les techniques de pointe en télécommunications et consacrant 7 % de son C.A. en Europe pour ses recherches et développement avancés

recrute pour son activité télécommunications

# INGENIEURS et INFORMATICIENS

**Pour s'intégrer dans une équipe technique de développement de très haut niveau et participer à la conception et à la programmation de systèmes en temps réel.**

**A des candidats confirmés ou même débutants, nous offrons des opportunités exceptionnelles de carrière, dans des domaines en constante évolution : commutation électronique avec intégration de services nouveaux, Télématique, traitement de la parole, etc.**

Ecrire avec CV et rémunération souhaitée
au Service du Personnel
251, rue de Vaugirard
75740 PARIS CEDEX 15.

---

TELESYSTEMES, systèmes de télécommunications et d'informatique
DIRECTION DE L'INGENIERIE
recherche plusieurs

# INFORMATICIENS EXPERIMENTES CICS ET IMS

pour renforcer son département de produits et d'applications vidéotex sur grands systèmes

Postes proposés :
**INGENIEUR SYSTEME**
**CHEF DE PROJET**
**ANALYSTE-PROGRAMMEUR**

Lieu de travail : Paris et sa banlieue

Adresser lettre de candidature et curriculum vitae à TELESYSTEMES - Melle Dias - 36, rue de Picpus 75012 Paris.

La tradition d'avant-garde **telesystemes**

Dessein

---

Société Prêt à Porter Féminin
leader sur son marché, recherche

# SA RESPONSABLE DE COLLECTION

A partir d'un plan de collection élaboré en commun, elle prend en charge la coordination et la réalisation des collections : robes, manteaux, tailleurs et chemisiers. Responsable du bureau de création, elle oriente des stylistes de renom attachés à l'entreprise, elle assure la liaison avec le bureau des méthodes industrielles. La personne que nous recherchons doit être une excellente organisatrice, dynamique et volontaire dans son action, sensible à l'évolution de la mode dans un créneau très particulier, apte à voyager et avoir des références professionnelles dans le prêt à porter féminin haut de gamme.

Le poste est à pourvoir à Paris dans un délai très court.

Ecrire avec CV et prét. s/réf. 19599 à



Contesse Publicité - 20, av. Opéra
75040 Paris cedex 01 qui tr.

---

# PHILIPS

recherche pour sa
DIVISION ECLAIRAGE

# ECLAIRAGISTES

**Le poste :**
- activité **TECHNICO-COMMERCIALE**
- stage de formation rémunéré et perfectionnement continu assurés
- dans le cadre d'une équipe de vente, chaque candidat retenu aura la responsabilité et l'animation d'un secteur géographique
- il devra assurer les contacts commerciaux et les études techniques nécessaires à la promotion, à la prescription et à la vente d'appareils

**L'homme :**
- âge : 25 ans minimum
- expérience professionnelle antérieure appréciée
- disponibilité géographique nécessaire (Résidence PARIS, NANCY, MARSEILLE etc.)
- qualités de dynamisme et du sens des affaires indispensables.

PHILIPS

Adressez lettre manuscrite, CV et photo à Mme ROUX 50, Avenue Montaigne 75008 Paris en précisant le lieu de travail souhaité et prétentions.

Tout candidat retenu sera convié à un entretien individuel pour lui permettre d'être largement informé des diverses possibilités de carrière.

**Il sera répondu à toutes les candidatures avec la discrétion de rigueur.**

---

# TITN

Société d'engineering en informatique
Filiale **THOMSON CSF INFORMATIQUE**

recherche pour postes à pourvoir en banlieue ouest (40 km de Paris) par autoroute de l'Ouest :

# 2 Ingénieurs informaticiens

**1er poste :** Grande Ecole - 4 à 5 ans d'expérience, pour vérification et validation de programmes (Réf. 1 FT/M)

**2e poste :** Grande Ecole - 5 ans d' expérience minimum pour mise en œuvre méthodologie et applications plan qualité (Réf. FT 2/M).

Pour les deux postes, une expérience temps réel sur MITRA et du langage LTR est souhaitée.

Envoyez C.V., photo et prétentions en précisant la référence choisie à **T.I.T.N** - 1 a 5, rue Gustave-Eiffel - 91420 MORANGIS.

MEDIAPA

---

**IMPORTANTE ENTREPRISE PARAPHARMACEUTIQUE IMPLANTÉE EN BOURGOGNE**
**propose un poste de :**

# chef de produit hôpital

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'une Grande Ecole de Commerce :
- un à deux ans d'expérience professionnelle et anglais souhaités,
- désireux d'améliorer ses qualités d'animateur.

Possibilités importantes d'évolution pour un candidat de valeur.

Adresser Curriculum-Vitae, photo et prétentions sous référence 15696 M, à :
JEAN REGNIER PUBLICITE
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra

JRP

---

## H.E.C. - ESSEC - SUP. de CO - SCIENCES PO...

Rejoignez l'une des plus importantes SSCI françaises qui recrute pour son departement INFORMATIQUE FINANCIERE

# UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

pour commercialiser le système de gestion de trésorerie sur micro-ordinateur CERG 3220 (leader sur son marché).

Vous devez avoir une expérience financière pratique de 2 à 3 années (Banque ou entreprise).

Une compétence en trésorerie d'entreprise serait très appréciée.

Possibilités d'évolution au sein de notre groupe.

Adressez votre dossier de candidature sous référence 108 M à
CERG - Informatique Financière - Tour d'Asnières
4, Avenue Laurent-Cély - 92606 ASNIÈRES CEDEX

**CERG**

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS




*Nos atouts : les finances, la technologie, le management du N° 1 mondial des services informatiques, (CA $ 650 millions, 14000 personnes) présent depuis 2 ans sur le marché français.*

*Notre compétence : le développement et la mise en œuvre de systèmes interactifs d'information pour le management des grandes entreprises, dans les secteurs de la gestion de projets, de la gestion financière, de la planification stratégique.*

*Notre succès et nos perspectives de croissance, nous amènent à faire appel à des hommes capables de relever le défi:*

## JEUNES INGENIEURS
**(ESE, Mines, ECP, Ponts, HEC...)**

*Vous avez une première expérience et si possible une formation complémentaire de gestion.*
*Vous avez l'esprit ouvert et vous voulez être responsable de la conception, de la réalisation et de l'évolution de systèmes d'information dans les domaines les plus pointus du management des grandes entreprises. Vous savez vous adapter, vous recherchez la nouveauté, la diversité, les contacts à haut niveau et l'opportunité de réelles responsabilités.*
*La pratique de l'anglais est indispensable. Réf. JI 821.*

## ANALYSTES PROGRAMMEURS
**COBOL confirmés**

*Vous participerez à l'ensemble de la réalisation des applications : analyse, programmation, tests, documentation, formation, mise en place pour la clientèle. Votre expérience, vos aptitudes et la nature de notre activité vous permettront de traiter une grande diversité d'applications.*
*Vous serez formé pour utiliser rapidement des logiciels interactifs très puissants à la pointe de la technologie : macro langages spécialisés en gestion et SGBD. Votre sens des contacts humains sera précieux au sein de l'équipe comme auprès des clients. Réf. AN 821.*

*Pour un premier contact, merci d'écrire à ADP Network Services 14 rue de l'Abreuvoir 92400 Courbevoie - Tél. 788.50.88.*

---

Télécommunications — *Ministère des Postes, des Télécommunications et de la Télédiffusion*

*recherche un*

## *ingénieur-chercheur*

*Grande Ecole ou diplôme Universitaire (Maîtrise ou DEA de Mathématiques ou d'Informatique).*

*ayant une expérience en méthodes de conception de logiciel et des connaissances des techniques avancées de construction et de validation de programmes.*
*Il participera, au sein de l'équipe chargée de l'étude d'un langage de spécification : • à la définition des concepts du langage • au développement et à l'expérimentation d'outils de génie logiciel • à la formalisation du cahier des charges des systèmes de commutation.*

*Adresser C.V. et prétentions à :*
*Division CENTRES et LOGICIELS de COMMUTATION*
*Centre Paris A*

**cnet** *Centre National d'Études des Télécommunications (CNET) - 38/40, rue du Général Leclerc 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX*

---

## CHEF DE SERVICE COMPTABLE — PARIS
**200.000 F.** — **Laboratoire Pharmaceutique**

Un laboratoire pharmaceutique qui a acquis une grande notoriété en développant une gamme de produits spécifiques recherche un CHEF DE SERVICE COMPTABLE. Sous l'autorité du Secrétaire Général, il dirigera les services comptables du siège et des usines en collaboration avec les services contrôle de gestion et informatique. Il sera particulièrement chargé d'améliorer et d'harmoniser l'organisation comptable de la société avec définition, mise en application et suivi du respect des nouvelles procédures comptables tant au siège que dans les unités de production, de même qu'il veillera à l'amélioration et à la cohérence des circuits d'informations. Il mettra en place une comptabilité industrielle informatique avec suivi des coûts et produits directs, et il procèdera à l'informatisation de la gestion des stocks. Il définira, animera et contrôlera les activités d'une quinzaine de personnes. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation type DECS, possèdera impérativement plusieurs années d'une expérience acquise en tant que Chef comptable dans une PME/PMI, mettant en oeuvre une comptabilité industrielle informatisée. Ecrire sous référence 469/M à :

**GRH conseils**
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

---

## Anti-routine pour chef de produit confirmé (e)

La filiale d'un groupe américain, présente dans un secteur de grande consommation non-alimentaire, recherche un CHEF DE PRODUIT pour étoffer sa structure. Jusque-là rien d'original. La suite l'est davantage :
— Après trois ans d'existence la marque est leader dans un marché pourtant vaste, ancien, traditionnel. La gestion des produits, c'est donc continuer à bousculer ce marché par l'innovation dans les études, par la pertinence dans l'application des techniques marketing publicitaire et promotionnelle.
— Le taux de renouvellement rapide exige des opérations de lancement très fréquentes.
— La force de vente propre à la société est récente, elle a besoin d'un soutien puissant de la part du marketing (analyses de la distribution/argumentaires/merchandising/PLV...).

L'homme ou la femme de ce poste a donc déjà à son actif trois ans d'intégration dans une structure marketing d'un ou deux secteurs de la grande consommation, après une formation supérieure commerciale : il ou elle est capable de prendre en charge des produits majeurs dans le cadre d'une large délégation et d'une faible structure de soutien (en France). Son anglais est sinon courant, du moins vite améliorable (l'international peut être une voie d'évolution).
PS : il ou elle travaille beaucoup... et à Paris.
SEFOP vous remercie d'envoyer votre dossier sous référence PR139M.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

*MEMBRE DE SYNTEC*

---

Dans le cadre de son évolution et de son effort de décentralisation,
**Société agro-alimentaire**
*produits de grande consommation*
à forte notoriété
recherche

## chefs de produits confirmés

- 28 ans minimum. Formation supérieure marketing/commerciale ou de gestion. Expérience des biens de grande consommation, si possible alimentaires, et de la fonction Chef de Produit dans l'ensemble de ses composantes acquis au moins 2 ans. Anglais souhaité.
- Rattachés à la Direction, leur rôle sera de prendre en charge une gamme de produits tant au plan de la gestion qu'au plan du développement.
- Ils géreront un budget publi-promotionnel, entretiendront des relations suivies et étroites avec les responsables opérationnels et fonctionnels concernés ainsi qu'avec les interlocuteurs extérieurs habituels.
- Ces postes exigent une forte implication personnelle, une recherche permanente d'efficacité pratique et une résidence proche du lieu de production (Est et Sud-Ouest France).

Ecrire avec C.V. détaillé, prétentions et lieu d'implantation souhaité sous référence 398-M à GUILLON Sélection (Réponse et discrétion assurées)

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

**guillon sélection**
95, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

---

# La nouvelle fonction personnel

Très important groupe multinational français recherche

## 2 Chefs de personnel

pour 2 de ses unités de production (700 personnes chacune), qui choisiront la CAMPAGNE ou le SKI, l'un près d'AUXERRE dans l'Yonne (Réf. 82180)
*l'autre dans la région LYONNAISE (Réf. 82181).*
De formation supérieure (de préférence sciences Po, Psycho ou encore Droit), fort d'une première expérience industrielle de 3 à 4 ans dans la fonction, vous êtes maintenant prêt à assumer en toute autonomie une responsabilité aussi variée que riche : recrutement (cadres, maîtrise, ouvriers), formation, gestion des carrières, relations avec les partenaires sociaux, hygiène, sécurité.
A l'écoute de tous les problèmes tant du côté personnel que direction, votre action sera dynamisante et axée sur la compétitivité, car l'organisation humaine sera votre fait. Vos qualités de diplomatie, de contact, d'ouverture mais aussi de fermeté vous y destinent. Rémunération : 180.000 F+

## Homme de personnel international (Réf. 82182)

De formation supérieure de généraliste (Sciences Po, Droit ou Psycho), vous avez acquis une expérience d'au moins 2 ans au sein d'un département personnel en milieu industriel.
Vous étant familiarisé avec certaines des finesses du métier, vous avez renforcé votre personnalité et vous souhaitez à présent élargir vos contacts avec l'étranger.
Votre mission, fonctionnelle, le nécessite car vous serez *le lien actif entre la Direction des Affaires Sociales au siège à PARIS, et les chefs de personnel de 2 usines en Allemagne*
Par conséquent, déplacements fréquents et pratique totalement courante de l'allemand seront indispensables, celle de l'anglais, un atout supplémentaire.
Rémunération : 140.000 F+.
Pour l'un de ces 3 postes, si vous vous reconnaissez dans la nouvelle fonction personnel, merci d'adresser votre dossier de candidature avec lettre manuscrite et photo, en indiquant la référence choisie, à :

**Selecom** 225, rue du fbg Saint Honoré 75008 PARIS.

---

## profit planning manager

*The French subsidiary of an American group, world leader in its field seeks its PROFIT PLANNING MANAGER.*

This position suits a man (aged 28 minimum), graduated MBA, ESSEC, HEC *or equivalent*, with 3 years financial experience in an American company.

English fluent.

A dynamic applicant able to work in team and to communicate at all levels will have the possibility to put his abilities to the best use and to expect rapid promotion.

Send all correspondence under ref. 5390-M to I.C.A.

**I.C.A.** International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

---

## Adjoint du directeur de département
**«DISTRIBUTION INDUSTRIELLE»**

Nous sommes une multinationale dont le renom n'est plus à faire dans le domaine des composants électroniques passifs et actifs.

Nous recherchons l'Ingénieur Electronicien ou le diplômé d'une grande école de commerce que nous perfectionnerons ou formerons afin de lui confier la gestion et le développement de notre réseau de distributeurs spécialisés en province.

Ses qualités de contact et de négociation lui permettront d'animer, de gérer et de stimuler ce réseau.

*Ses connaissances commerciales et techniques constitueront un avantage dans la formation et l'information qu'il lui transmettra.*

A ce partenaire (débutant ou confirmé) nous offrons une rémunération importante, un statut cadre et de réelles possibilités d'évolution sur un marché en forte progression.

*Documentation sur poste aux candidats présélectionnés*

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, salaire actuel et photo (retournée) S. Réf. 901 P
39, rue Etienne Marcel 75001 PARIS




---

## ingénieur de vente

**Cette importante Société - 5 000 personnes.**

Biens d'Equipement - [illegible]der de sa profession est implantée sur toute [illegible]rance. Pour renforcer la vente de produits [illegible]iques destinés à assurer la sécurité des [illegible] dans les immeubles et bâtiments, elle [illegible] Jeune Diplômé de l'Enseignement [illegible]nt ou ayant une courte expéri[illegible] vente. [illegible]asé à PARIS, il sera respo[illegible]égion [illegible]ienne de la prospection [illegible] et d[illegible]éveloppement de sa clien[illegible]
Ré[illegible] 000 F.+(+prime d'objectif)
[illegible] Groupe permet d'intéressantes [illegible]ectiv[illegible]olution.

Ecri[illegible]. 128 — réponse assurée
11, [illegible]tie
750[illegible]

*Soderhu*

---

IMPORTANTE BANQUE FRANCAISE
Recherche, pour sa DIVISION INTERNATIONALE,

## SERVICE SYNDICATION/ MONTAGE DES PRETS INTERNATIONAUX

## 2 CADRES:

— Etudes supérieures appréciées : H.E.C., I.E.P., *SUP DE CO, ESSEC*
— Anglais *courant* parlé *et* écrit indispensable - Espagnol vivement apprécié

**L'un:**
3 à 5 années d'expérience dans une banque, service similaire

**L'autre:**
1 à 2 années d'expérience bancaire, si possible dans ce domaine

Rémunération en fonction de la valeur et de l'expérience
Possibilité de carrière en France et à l'Etranger

Envoyer CV, photo en précisant le poste choisi à No 20.259 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra — Discrétion absolue assurée —

---

**AGENT DE CHANGE**

recherche

## SPÉCIALISTE DU MARCHÉ OBLIGATAIRE

pour s'intégrer à équipe dynamique

diplômé d'études supérieures, plusieurs années d'expérience, connaissances informatiques appréciées.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + prétentions s/n° 7588 *le Monde* Pub., service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

## CAMBISTE JUNIOR

BANQUE INTERNATIONALE

Recherche

*Un (e) jeune cambiste possédant des connaissances* de base dans le domaine des changes, afin de renforcer son équipe « clientèle ».

Connaissance de l'Anglais exigée.

Libéré des obligations militaires.

Adresser votre candidature détaillée avec C.V., photo, prétentions et date de disponibilité sous n° T 030506 M, à :
RÉGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

---




**LABORATOIRES D'ELECTRONIQUE ET DE PHYSIQUE APPLIQUEE**
**3, av. Descartes (B.P. 15) - 94450 LIMEIL-BREVANNES**

recrute

## AGENT TECHNIQUE
## D.U.T. ou B.T.S. mesures physiques

Débutant ou un à trois ans d'expérience.

Connaissances en technologie générale pour étude et réalisation de circuits intégrés rapides.
(Réf. 12)

Ecrire Service du Personnel avec C.V. + photo

---

OFFRES D'EMPLOIS




COMPAGNIE GENERALE DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES

INGENIEURS INFORMATICIENS

PHILIPS

ECLAIRAGISTES

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

Textile — Epicerie - Liquides — Bazar lourd - Bazar léger

# Professionnels de la distribution

**Véritable professionnel du textile, du bazar lourd, du bazar léger ou de l'épicerie liquides,** vous cherchez aujourd'hui à dépasser un rôle devenu trop étroit pour vous en élargissant le champ de vos actions et de vos responsabilités.

Nous pouvons nous entendre.

Notre chaîne d'hypermarchés connaît un développement rapide et figure aujourd'hui parmi les leaders.

Pour renforcer nos structures commerciales, nous recherchons des spécialistes de la grande distribution, comme vous, à qui nous confierons le poste de **CHEF DE DÉPARTEMENT.**

Vous serez responsable du respect des objectifs définis avec la direction, de la gestion des linéaires, des promotions, de la formation et de l'animation de votre personnel. Les chefs de groupe que vous encadrerez vous assisteront dans cette tâche.

Vous pourrez ainsi **mettre en valeur votre goût des responsabilités,** votre **personnalité** et votre **sens des contacts.** Nous saurons reconnaître vos efforts et votre dynamisme par une rémunération très motivante (elle est directement liée aux résultats) et par de **réelles perspectives de carrière** au sein de notre groupe.

Des postes sont à pourvoir en **Région Parisienne** et en **Province.**

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant sous double enveloppe la référence 1598 M et le nom des sociétés avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact, à

CBC DÉVELOPPEMENT

**CBC Développement,**
28, rue Cambacérès,
75008 PARIS.
qui transmettra. (Réponse et discrétion assurées).

---

RTC

## La Radiotechnique Compelec

recherche pour son
LABORATOIRE DE DEVELOPPEMENT EN MICROELECTRONIQUE HYPERFREQUENCES

## INGENIEUR OU UNIVERSITAIRE DE HAUT NIVEAU

FORMATION ELECTRONIQUE

Dans le cadre d'un groupe de développement de circuits intégrés GaAs, sa mission impliquera la conception de nouveaux produits et la mise en place des systèmes de mesures.

Lieu de travail : LIMEIL BREVANNES (Val de Marne).

Adresser lettre manuscrite et C.V.
R.T.C. LA RADIOTECHNIQUE-COMPELEC - Service du Personnel
B.P. 301 - 92156 SURESNES CEDEX.

---

IMPORTANTE COMPAGNIE D'ASSURANCES
recherche

## LE RESPONSABLE DU SERVICE R.C.

Animant une équipe de 8 collaborateurs, il assure sous la responsabilité du Chef de Département DES RISQUES ENTREPRISE la souscription et la gestion des risques responsabilités civiles.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste aux larges perspectives d'évolution un **JURISTE** de haut niveau ayant une première expérience d'environ 5 ans de ce type d'activité.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle à No 19.974 à CONTESSE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01
qui transmettra.

---



## Informaticien et "ambassadeur" délégué permanent de Syntec Informatique

Les sections Informatique de la Chambre Syndicale des Sociétés d'Etudes et de Conseil regroupent soixante adhérents, dont les plus importantes SSCI françaises. SYNTEC Informatique représente 2/3 du chiffre d'affaires des sociétés de services françaises, en «ingénierie» ou en «traitement».

Son délégué permanent est le représentant du Bureau auprès des pouvoirs publics, de la presse et du public. Il a donc pour mission essentielle de promouvoir et de développer l'image de la profession auprès d'interlocuteurs de niveaux et de fonctions assez variés, des ministères concernés aux entreprises de la branche. Il agit en liaison étroite avec les membres du Bureau et sur leurs recommandations. Il est en relation permanente avec l'ensemble des adhérents, tous dirigeants de sociétés de services importantes. Responsable de la diffusion de l'information, il conçoit et fait réaliser des brochures et plaquettes promotionnelles et se tient informé de l'activité de la profession, sur le plan national et régional. De plus, il gère les activités administratives des deux sections (Ingénierie et Traitement) et organise les différentes réunions du Bureau.

Vous avez environ 35 ans, une formation supérieure (grande école commerciale ou d'ingénieur) et vous connaissez très bien l'univers informatique. Vos qualités dominantes : esprit de synthèse, autonomie, disponibilité et organisation. Vous êtes diplomate, vous savez écouter et vous aimez convaincre.

Nicole Marichez vous remercie de lui écrire sous référence 4416M, 1 rue de Berri - 75008 Paris. Les candidatures seront traitées avec la plus grande confidentialité.





**Bernard Julhiet Psycom**

Membre de Syntec

SOURCES

---

# Cadre Commercial
## pour notre direction export...

**Nous sommes un important groupe industriel français (4000 personnes - 2 milliards de francs) dont les activités à l'export sont en constante progression.**

Aujourd'hui nous souhaitons intégrer un jeune **Cadre Commercial** (28 ans minimum) auquel nous confierons la responsabilité des marchés anglais et allemands. A ce titre, il participera étroitement à la réalisation des objectifs commerciaux de sa zone en animant les deux filiales et en assurant la liaison avec les usines de production. Par ailleurs, il devra acquérir rapidement une parfaite connaissance de ces marchés pour être en mesure de proposer de nouvelles approches commerciales.

Aidé de deux collaboratrices, il devra veiller au suivi des commandes, des livraisons et des paiements.

De formation supérieure, l'homme recherché a un profil commercial marqué et une expérience d'au moins trois ans soit à l'export, soit dans le domaine de la vente.

Son dynamisme, ses qualités d'organisateur, sa disponibilité, ajoutés à la maîtrise des langues **allemande** et anglaise seront ses principaux atouts pour réussir dans la fonction. Poste à pourvoir en proche banlieue parisienne.

Notre Conseil étudiera confidentiellement votre dossier (letttre + C.V. + prétentions) que vous lui ferez parvenir sous référence LM 112.

MEDIA PA



**Yves KERNEVEZ**
CONSEIL EN RECRUTEMENT
28, rue Cambacérès 75008 PARIS

---

PME INDUSTRIELLE
fabricant de produits techniques de haute fiabilité,
recherche

## directeur du développement commercial adjoint

- 35 ans minimum. Ingénieur AM ou similaire + formation complémentaire en gestion. Anglais indispensable. Connaissances fluidiques et électroniques appréciées.
- Rattaché au Directeur Commercial, travaillant en collaboration avec ce dernier et le Président, il étudiera le plan de développement marketing en fonction des priorités dans les domaines Commercial et Industriel : produits, techniques, procédés, implantations, marchés (France et Etranger).
- Pour répondre au souci permanent d'évolution et de progression de la société, il doit apporter une réelle expérience opérationnelle concrète dans les domaines industriels et commerciaux, lui permettant de participer activement à la marche en avant de l'entreprise par son esprit commercial dynamique et agressif.
- Résidence Paris. Déplacements fréquents province et étranger.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. 728-M à GUILLON Sélection (réponse et discrétion assurées)

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

**guillon sélection**
93, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

---

# Chef Comptable
## 130 000 +

La filiale pharmaceutique d'un important groupe américain recherche son **Chef Comptable.**

Agé au minimum de 28 ans et **titulaire du DECS,** il possèdera une **expérience sérieuse en comptabilité américaine.**

Ce professionnel aura pour principale mission la **responsabilité et l'animation** opérationnelle d'un service de 7 personnes.

Pour ce poste à pourvoir en proche banlieue Sud, la connaissance de l'Anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence LM 1607 à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

---

TRES IMPORTANT GROUPE DU SECTEUR TERTIAIRE
recherche dans le cadre de son développement des :

## ANALYSTES PROGRAMMEURS

Vous êtes titulaires d'un D.U.T. ou pouvez justifier d'une expérience de plusieurs années.
Vous avez le sens des responsabilités et du service à rendre.
Vous programmez en COBOL, en PL1 ou en ASSEMBLEUR sous C.I.C.S. et votre technicité vous permet d'encadrer quelques collègues moins expérimentés.
Vous aimez le contact avec l'utilisateur et comptez bien participer à l'analyse de nos développements.
Alors votre candidature nous intéresse.
Rémunération suivant expérience (120.000 F. +) et possibilité de formation dans le cadre de la Division Informatique d'un des plus importants groupes du secteur tertiaire.

Adresser CV, photo (retournée) et rémunération souhaitée ss no 19617 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01. qui transmettra.

---

Importante Société Industrielle, spécialisée dans les biens d'équipement pour le chauffage et la climatisation, recherche un :

# Ingénieur Commercial

- pour assurer, sous la responsabilité du Directeur Commercial, les relations techniques et commerciales entre l'unité de production et la clientèle industrielle, composée de constructeurs incorporant nos produits dans leurs fabrications.
- pour développer les ventes auprès d'un important marché potentiel de PMI.

Ce poste sera confié à un ingénieur ayant, si possible, acquis de bonnes compétences dans les domaines de la climatisation et/ou du chauffage.

**Un élargissement de la fonction vers une activité identique à l'exportation est envisageable pour un candidat motivé par cette orientation.**

Le poste est situé à PARIS, mais les relations avec les constructeurs impliquent des déplacements de courte durée.

Si cette fonction vous intéresse, adressez un dossier complet de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 201153 M à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra

---

TRANSAC Alcatel

recrute
pour assurer son expansion et renforcer
**la Direction des Applications**

## des ingénieurs logiciels

- **Débutants** diplômés de l'enseignement supérieur
- **Confirmés** ayant quelques années d'expérience des systèmes temps réel sur microprocesseurs.

Nous leur confierons le développement et le support de produits logiciels de gestion transactionnelle.
Nous offrons à des candidats de valeur de réelles perspectives d'évolution et une rémunération motivante.

Lieu de travail : MASSY (5' R.E.R.)

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite avec CV et prétentions) à la Direction des Relations du Travail

**TRANSAC ALCATEL**
91680 BRUYERES-LE-CHATEL

---

Grande entreprise industrielle à vocation internationale recherche, pour renforcer son département

**"estimation - devis"**

## 2 ingénieurs coordonnateurs

Les candidats recherchés possèdent une formation supérieure, une expérience professionnelle d'environ 10 ans acquise dans des **ingénerings** ou **entreprises fournissant des usines clé en main.**

Ils seront chargés d'**estimer des coûts d'achat de matériel** ou d'importants marchés de travaux : chaudronnerie, tuyauterie, pompes, robinetterie, électricité, contrôle commandes... pour des projets France ou export.

Ces postes impliquent de nombreux contacts avec divers secteurs de l'entreprise (commercial, projets, études...) et avec ses fournisseurs. La pratique de l'anglais est indispensable.

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 73224 à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann, 75008 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

---

## CHEF DES VENTES — Télécommunications

UNE SOCIETE FRANCAISE D'INSTALLATION DE MATERIELS DE TELECOMMUNICATIONS
(Chiffre d'affaires : 50 millions de francs, effectif : 200 personnes)

**recherche pour son siège basé à Paris, UN CHEF DES VENTES**

Rattaché à la Direction Générale, il aura à mettre en œuvre sur le terrain une politique commerciale adaptée aux nouvelles orientations du marché.

- A cet effet, il sera responsable de l'animation d'une équipe de vente orientée essentiellement vers la clientèle «Portefeuille». Des objectifs personnels et de groupe lui seront fixés par la Direction.
- Ce poste sera confié à un excellent vendeur pouvant justifier d'une expérience réussie au sein d'une société du secteur «télécommunications, informatique ou bureautique».
- La rémunération sera fonction du niveau d'expérience acquis.

En cas de réussite, un candidat de valeur peut se voir confier à terme des responsabilités plus importantes.

Écrire avec CV détaillé et photo sous référence 5034 à TELEX PA 34, bd Haussmann, 75009 PARIS qui transmettra.

---

SOCIÉTÉ CONSEIL EN GESTION
P.M.E. AGRO-ALIMENTAIRE
recherche

## RESPONSABLE

de SON SERVICE FORMATION des Cadres I.A.A., minimum 5 ans expérience, 140.000 F.

## AUDITEUR JUNIOR

3 ans minimum d'expérience en Cabinet ou Entreprise, (H.E.C., SUP de Co, AGRO, DECS apprécié), 110.000 F.

Env. curriculum vitae et prétentions à : SIGMA, 35, boulevard NICOLAS-SAMSON, 91120 PALAISEAU.

**LCT Laboratoire Central de Télécommunications**

recherche pour participer au développement de centres de commutation téléphonique numérique

## ingénieurs électroniciens grandes écoles

*Une expérience de quelques années en* circuits analogiques et logiques, en utilisation des technologies LSI et des microprocesseurs sera appréciée.
Pratique de l'anglais nécessaire pour *fréquents contacts internationaux.*
Nationalité française exigée. Avantages sociaux.

Les candidatures (CV et prétentions) sont à adresser à LCT, BP40 - 78141 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX.

---

Pour que vous puissiez mieux choisir

**SOPAD Nestlé**

vous fait connaître l'entreprise

Vous êtes jeune diplômé HEC, ESSEC, ESCP... ou jeune ingénieur INA, ENSIA, ENSAM...
et vous êtes attiré par

**le MARKETING**
**la GESTION**
**ou la PRODUCTION**

Nous vous offrons au début de votre carrière une large connaissance du fonctionnement de notre entreprise, de ses activités et de ses structures au sein de notre Service.

## INSPECTION DE GESTION

chargé de l'audit opérationnel de nos différents établissements.

Fort de cette connaissance et selon vos aptitudes et vos goûts, vous exercerez par la suite des responsabilités croissantes dans nos services Marketing ou Production, etc.

Ecrivez avec C.V. à SOPAD
Direction du Personnel
17, quai Paul-Doumer, 92411 Courbevoie Cedex.

---

**SOPAD Nestlé**

recherche un

## ASSISTANT

*pour la*

## FONCTION PERSONNEL

Vous êtes jeune diplômé HEC, ESSEC, ESCP, ESCL ou Droit, Psychologie...
et vous êtes déjà intéressé
à la fonction personnel
par vos options, vos stages...

Nous vous offrons dans une usine de province le rôle de

## RESPONSABLE DE LA FORMATION

Vous établirez le plan de formation en liaison avec les personnes et les organisations concernées et vous en assurerez la réalisation.

Vous serez aussi responsable de l'accueil et de missions ou d'études diverses.

Ce poste vous permettra d'évoluer ultérieurement vers d'autres activités dans la fonction personnel, mais peut aussi ouvrir à d'autres secteurs de l'entreprise.

Adresser C.V. détaillé à SOPAD
Direction du Personnel
17, quai Paul-Doumer, 92411 Courbevoie Cedex.

---

## INGENIEUR SERVICE ACHATS

RÉMUNÉRATION OUVERTE

La filiale d'un Groupe Français spécialiste en gestion de l'Energie recherche son Responsable des Achats. Il est chargé d'assurer l'approvisionnement en pièces, matériels et travaux *sous-traités pour les 30 Agences réparties sur le territoire* national. Le montant annuel des achats traités est de 25 millions de francs. Outre la négociation directe avec les fournisseurs importants, il s'informe sur l'évolution du matériel et optimise les demandes d'achats. Méthodique et rigoureux, il a *des qualités de gestionnaire et le respect des procédures administratives.* Ce poste conviendrait à un Ingénieur ayant une expérience réussie au sein d'un service Achats dans les secteurs du BATIMENT, T.P., SECOND-ŒUVRE, INGENIERIE ou SERVICES. La rémunération est ouverte et tiendra compte de l'expérience du candidat.

Adressez votre candidature sous référence 7232 à :

organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

---

Le secrétariat général d'une organisation internationale, situé en proche banlieue parisienne, recrute sur concours pour son service d'études *juridiques* et techniques :

## UN RÉDACTEUR (H. ou F.)

Il sera chargé :

- De rédiger des documents et des circulaires sur des questions juridiques, techniques et administratives et des comptes rendus *d'ouvrages destinés à être publiés* dans une revue professionnelle.
- D'élaborer des rapports, études et synthèses à partir de la documentation générale ou des réponses reçues de pays affiliés à l'organisation.
- De *participer éventuellement* à des *réunions,* conférences, colloques pouvant se tenir en dehors du siège de l'organisation et de rédiger les procès-verbaux des réunions.
- De faire des exposés oraux en français ou en anglais sur des questions liées à l'activité de l'organisation.

Les candidats doivent justifier d'une formation de droit anglo-saxon de préférence (diplôme universitaire sanctionnant 3 années d'études supérieures au minimum) ; d'une excellente connaissance de l'anglais et d'une bonne connaissance du français, la connaissance d'autres langues sera appréciée (allemand, espagnol notamment).

Le salaire brut annuel minimum est de 92.000 F (imposable en France et soumis aux retenues de la *Sécurité Sociale française*).

Le concours aura lieu au secrétariat général les jeudi 18 et vendredi 19 février 1982.

Lettre de candidature, C.V. détaillé, photo et prétentions devront parvenir avant le 5 février 1982 sous réf. 3.245 à : INTER PA, P.B. 508, 75066 PARIS Cédex 02 qui tran.

---

## LE CREDIT NATIONAL

**IMPORTANT ORGANISME SPECIALISE dans le financement des investissements des entreprises recherche pour son DEPARTEMENT DES PRETS**

## CADRES FINANCIERS

**(Grandes Ecoles de Commerce - I.E.P. - Université)**

possédant impérativement 3 à 8 ans d'expérience acquise dans une entreprise ou une banque.

Après une première affectation au siège social à *PARIS*, ces Cadres financiers seront chargés d'instruire les demandes de prêts et de crédits formulées par les entreprises dans une des dix délégations régionales du CREDIT NATIONAL.

Il leur est offert :
- *un travail intéressant et vivant*
- une rémunération et des perspectives de carrière attrayantes.

Prière d'envoyer lettre manuscrite et C.V. avec photo au CREDIT NATIONAL
Service du Personnel et des *Relations Sociales*
45, rue Saint-Dominique 75700 PARIS.

---

Dans le cadre de son expansion
*LE GROUPE I.E.*
recrute pour sa filiale CENTRAL INFORMATIQUE plusieurs

## Ingénieurs Débutants

n'ayant pas nécessairement une formation informatique. (prochaine date d'intégration: **15 mars 82**).

Après une formation de 6 mois à l'informatique de gestion, ils *seront intégrés à des équipes entraînées et ils travailleront en* relation directe avec nos clients. Si vous êtes ingénieurs ou diplômés en **Physique - Chimie - Maths - Sciences Économiques** - et attirés par un métier d'avenir aux activités diversifiées: si vous souhaitez une carrière motivante: intéressement aux résultats et évolution liée à vos efforts personnels, envoyez-nous, dès maintenant, une lettre manuscrite accompagnée d'un CV et d'une photo, sous référence 435 à:

GROUPE **CENTRAL INFORMATIQUE SA**
Conseil et services en informatique sur IBM, et TEXAS INSTRUMENTS
Membre de Syntec Informatique
9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

---

## JEUNE CADRE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Nous sommes une société française de dimension internationale (CA = 2 milliards de F). Nous souhaitons vous confier, en étroite collaboration avec le Responsable Administratif et Financier, la responsabilité de l'ensemble de la comptabilité de l'un de nos établissements (1500 p. - CA = 230 MF).
Vous serez à la tête d'une équipe de 5 personnes.

**Diplômé de l'enseignement supérieur** (ESC, IEP, Science Eco.) + DESC complet ; vous avez une expérience de 3 ans *dans un cabinet d'expertise comptable et souhaitez rejoindre* une grande entreprise en croissance basée en banlieue ouest de Paris.

*Écrivez-nous. Votre candidature que nous transmettra* TELEX PA *34, Bd Haussmann 75009 PARIS sous réf. 81126 sera traitée avec la discrétion de rigueur.*

---

Filiale française d'une société suédoise spécialisée dans l'appareillage scientifique destiné aux laboratoires de recherche des sciences de la vie, recrute pour faire face à son expansion :

## INGENIEURS TECHNICO COMMERCIAUX

pour région parisienne et province.

Ces postes sont destinés à des candidats susceptibles d'assurer la gestion commerciale d'un secteur (prospection, vente, formation et assistance clients).
De solides connaissances en chromatographie liquide, techniques électrophorétiques ou comptages nucléaires, bioluminescence sont nécessaires.

## TECHNICIEN Service Après-Vente

chargé d'assistance auprès de la clientèle (installations, dépannages, conseils techniques).
Le candidat devra posséder au moins un DUT Electronique.

Les candidats devront faire preuve de dynamisme, du sens des responsabilités, être disponibles pour de fréquents déplacements.
Anglais pratique souhaité.
Les postes à pourvoir sont basés à Orsay (91).

Envoyer C.V. et lettre manuscrite, photo et prétentions à :

LKB — *LBK Instrument S.A.*
69, rue de Paris — B.P. 29
91404 ORSAY cédex

---

**TITN** Filiale THOMSON CSF INFORMATIQUE

poursuit son expansion dans le domaine des systèmes temps réel à base de mini et micro-processeurs, et recherche

## Ingénieurs Technico-Commerciaux Systèmes

**Confirmés.** Formation ingénieur en informatique.
Plus de 3 ans d'expérience.
*Pratique en contrôle de process et systèmes temps réel.*
Sens du contact à haut niveau en clientèle.
Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la référence S.CIAL à **TITN** : 5, rue Gustave Eiffel - 91420 MORANGIS.

MEDIA BA

---

## CADRE RESSOURCES HUMAINES

Vous avez une expérience d'environ 5 ans dans la fonction Personnel et vous souhaitez élargir le domaine de vos compétences. Nous vous proposons d'être, pendant 2 à 3 ans,

## RESPONSABLE DE FORMATION

en vous intégrant dans une équipe chargée de la gestion des ressources humaines d'une entreprise industrielle de premier plan comprenant 5000 personnes.
Votre évolution au sein de la fonction Personnel pourra se poursuivre dans des postes opérationnels, soit à notre siège parisien, soit dans nos établissements de province.

*Un dossier de candidature est à adresser* sous référence 114 831/M à RÉGIE PRESSE
85 bis, rue Réaumur - 75002 Paris, qui transmettra.

---

## Analyste-organisateur

Nous sommes le centre informatique d'une importante société industrielle située à GARONOR. Nous disposons d'un **3031 MVS,** des logiciels **VSAM, CICS, DL1** et d'une centaine de terminaux.

Vous avez acquis après vos études une expérience d'une à deux années de l'informatique de gestion dans un environnement gros systèmes. Si vous avez le sens des relations humaines et de l'**organisation,** et êtes capable d'apporter une aide efficace à nos unités décentralisées pour la mise en place de systèmes de gestion sur **minis** et **micros,** vous êtes l'homme que nous cherchons.

Des déplacements en province sont à prévoir.

Merci d'écrire à Jacqueline NEGRIER sous référence 1215.

Pour avoir des renseignements complémentaires sur ce poste, nous vous invitons à écouter une information téléphonée en appelant 24 h sur 24 le 742.86.50.

Communiqué

7, rue Pasquier - 75008 PARIS
Tél. : (1) 742.14.40

**INFORAMA CARRIERES**

---

*Importante Banque de Crédit à moyen et long terme* recherche pour son Siège à PARIS :

## JEUNE DIPLOME

**HEC — ESSEC — ESCP — IEP ou DESS (ECONOMIE ET STATISTIQUES)**

Il sera :
**L'ADJOINT DIRECT DU RESPONSABLE DES PLANS, ANALYSES ET PREVISIONS FINANCIERES.**

Le *poste* nécessite essentiellement des connaissances financières et informatiques (programmation occasionnelle sur HEWLETT-PACKARD).

Une première expérience serait appréciée.

Possibilité d'évolution pour candidat de valeur.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions, sous réf. 3144 à PIERRE LICHAU S.A. B.P. 220 — 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

---

**WILD + LEITZ FRANCE**

Nous sommes la filiale d'une Société suisse mondialement connue dans le domaine de l'optique, de l'électronique et de la mécanique de précision.
*Nous recherchons :*

## UN INGENIEUR ELECTRONICIEN

POSSEDANT :
- des connaissances en informatique,
- une bonne pratique de la langue anglaise et, éventuellement, de la langue allemande
- des capacités d'encadrement de personnes.

*Il dirigera la branche électronique et informatique de notre service* Après-Vente.

Lieu de travail : **RUEIL-MALMAISON**

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :

***WILD + LEITZ FRANCE* - *Service du Personnel***
86, avenue du 18 Juin 1940 92500 RUEIL-MALMAISON

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Importante Société de TRAVAUX PUBLICS
travaillant en France et à l'Etranger, nous recrutons

## Assistant de gestion

• Formation DUT Finances-Comptabilité ou équivalent • Débutant ou première expérience • Il participera à la gestion d'un chantier étranger. (Réf. 7100 AG)

## Agent administratif personnel

• Formation DUT Gestion de Personnel ou niveau équivalent • Débutant ou première expérience • Il assistera le responsable du personnel de nos chantiers à l'étranger. (Réf. 7100 AP)

## Cadre administratif paie

• 5 à 10 ans d'expérience de la paie • Connaissant les régimes d'expatriation et de détachement. (Réf. 7100 CP)

## Cadre de gestion

• HEC, ESSEC, SUP. de CO. ou équivalent • Débutant ou première expérience • Parlant Anglais et Espagnol couramment • Courtes missions à l'étranger avec possibilité d'expatriation ultérieure • Il participera à la gestion d'un chantier important. (Réf. 7100 CG)

**Ces postes, basés au siège, en banlieue Sud-Ouest de Paris, sont à pourvoir rapidement.**

Si vous êtes intéressé, adressez-nous, sous référence, votre C.V., avec photo et prétentions à :

O/P organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

---

Notre Division Avionique réalise des équipements de pointe dans un domaine en plein développement.

Nous recherchons pour le SERVICE GESTION INDUSTRIELLE un

## D.U.T. gestion

Ce poste implique de nombreux contacts et le sens des responsabilités.

THOMSON-CSF
DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES

Merci d'adresser CV + photo à Monsieur COLLET, THOMSON CSF, 52, rue Guynemer 92132 ISSY-LES-MOULINEAUX

---

Importante société d'ingénierie, spécialisée dans
LA CONSTRUCTION ET L'AMÉNAGEMENT DE LOCAUX INFORMATIQUES
recrute deux jeunes

## RESPONSABLES D'INTERVENTIONS

Les candidats souhaités sont des ingénieurs diplômés ayant au moins 3 ans d'expérience en climatisation et/ou en électricité. Les postes proposés couvrent l'entière responsabilité d'affaires, depuis les études et la consultation de fournisseurs, jusqu'à la réalisation finale. Ils permettront à des ingénieurs de bon niveau d'évoluer à terme vers la direction d'un département.

Un dossier de candidature est à adresser, sous la référence 73220 LM, à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

---

CABINET D'AUDIT INTERNATIONAL

recherche

## • CHEF DE MISSION
## • ASSISTANTS D'AUDIT

Formation Ecole de Commerce.
Langue : anglais.

Envoyer C.V. à Société Française d'Audit et d'Expertise, 68, boulevard de Courcelles, 75017 PARIS.

---

SOCIÉTÉ BANLIEUE NORD-OUEST DE PARIS

recherche pour une de ses divisions comprenant 5 usines

## UN CONTROLEUR DE GESTION

Ayant quelques années d'expérience industrielle

Formation économique supérieure (HEC - ESSEC - etc...)

*Envoyer C.V. et photo sous référence 30478 M à :*
BLEU Publicité
17, rue du Docteur Lebel - 94300 VINCENNES

---



Une des toutes premières sociétés françaises d'ingénierie informatique, premier constructeur mondial de réseaux de transmissions de données, réalisateur de logiciels dans des domaines d'applications variées, recherche

## ingénieur logiciel confirmé

attiré par une vision industrielle de l'activité de développement de logiciel.

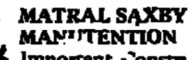
Il aura la responsabilité de l'évolution et du soutien d'une méthode de développement.

Il assurera des travaux de :
- Normalisation de l'ingénierie de projets
- Conception d'outillage visant à l'automatisation de la méthode
- Assistance aux équipes de projets
- Enseignement de la méthode.

Le développement actuel de l'entreprise offre de réelles opportunités de carrière.

Adresser C.V. sous référence 01 LM à SESA Direction du Personnel 30, quai de Dion-Bouton, 92806 PUTEAUX.

---



MATRAL SAXBY MANUTENTION
Important Constructeur de chariots élévateurs, recherche pour son B.E. situé à l'usine de MONTATAIRE (Oise), un :

## INGENIEUR ELECTRO-MECANICIEN

Grande Ecole
ECL - AM - ENBM - INSA

Intégré au B.E. (18 personnes), il sera plus particulièrement responsable des projets nouveaux. A partir du cahier des charges, il assurera le lancement et le suivi des matériels prototypes, établira les dossiers de fabrication pour leur réalisation en série.
Ce poste implique une excellente maîtrise dans les domaines mécaniques et hydrauliques, de bonnes notions d'électronique et un goût certain pour le B.E. et la fabrication.

Si cette proposition vous intéresse, veuillez adresser votre dossier de candidature s/réf. 75M à Solange MONTEIL.

plein emploi
10, rue du Mail
75002 - PARIS



---

Société recherche pour SES CADRES
**PROF. D'ANGLAIS**
niveau supérieur.
Tél. pour prendre R.V. avec Mme SHAMA, 246-03-01.

---

THOMSON-CSF

recherche

## TECHNICIENS-ÉLECTRONICIENS

• à MALAKOFF
Débutants ou courte expérience pour laboratoires et plates-formes d'essais
B.T.S. - D.U.T. ELECTRONIQUE.
Expérimentés dans la maintenance d'appareils de mesure.

• Pour chantiers FRANCE et ETRANGER
B.T.S. - D.U.T. ou niveau.

## TECHNICIENS - INFORMATICIENS

pour programmation scientifique
en laboratoire d'électronique (MALAKOFF)

• Un Bac F1, dégagé O.M., activités en service prototypes usinage (MALAKOFF).

*Envoyer C.V. + photo au SERVICE DU PERSONNEL 68, avenue Pierre-Brossolette, 92242 MALAKOFF Cedex*

---

ENTREPRISE DU SECTEUR TERTIAIRE PARIS

équipée IBM 3031 - MVS/SP - CICS - IMS/DB - SPF/TSO

recherche

en vue de renforcer son équipe :

## ANALYSTES

DUT + 4 ans ou MIAGE + 2 ans.
Connaissance approfondie DL 1.
PL 1 souhaité.

Envoyer lettre manuscrite, CV + prétentions à n° 1078
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney - 75002 PARIS.

---

COMPAGNIE D'ASSURANCE ÉTRANGÈRE

recherche

son

## CONTROLEUR GÉNÉRAL

**LE POSTE**

Animation, assistance et contrôle d'une équipe d'une vingtaine d'inspecteurs IARD polyvalents ayant compétence pour : production et règlement de sinistres toutes branches ; comptabilité ; animation commerciale ; créations et réorganisations d'agences...

**LE PROFIL**
- Formation supérieure.
- Expérience d'une dizaine d'années dans l'inspection du cadre IARD.
- Capacité de travailler en équipe.
- Age minimum 35 ans.

Le siège de la Compagnie est à PARIS. De courts déplacements sont à prévoir en PROVINCE.

Adresser lettre de candidature, C.V., photo et prétentions, sous no 031199M, à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

---

amdahl

Une fonction différente
dans un contexte passionnant

## INGÉNIEURS SYSTÈMES

La haute perfomance technologique de ses grands systèmes, l'innovation permanente dans le service personnalisé permettent à AMDAHL de répondre à l'évolution des besoins de sa clientèle.
Intégrés à la direction technique, mais autonomes, nos ingénieurs systèmes ne sont pas des hommes de laboratoire, mais la véritable interface constructeur/utilisateur. Ils sont responsables de l'assistance en clientèle, et par leurs actions, ils développent l'image de marque de la société.
Si vous pratiquez les systèmes d'exploitation compatibles Amdahl (MVS, VM, VSI, SVS), si vous êtes intéressés par une formation complémentaire, si vous avez notre tempérament et notre notion du service, vous pourrez progresser avec notre équipe.

Pour toute information complémentaire, écrivez ou téléphonez (1-574-98-62) à Chantal Garry pour prendre rendez-vous :

AMDAHL
*251, boulevard Pereire, 75017 PARIS.*

---

THOMSON-CSF

En forte expansion au sein de la division **AVIONIQUE**, notre département **RCM**, localisé en proche banlieue sud (très bonne desserte transports en commun) conçoit et réalise des **RADARS** et équipements de **CONTREMESURES** aéroportés.

Nous disposons de moyens techniques et technologiques de tout premier ordre, dans des secteurs variés en pleine évolution.

*Afin de renforcer le potentiel de nos équipes, nous recherchons :*

## INGENIEURS D'ETUDES

(ENSAE - ENST - ESE - ENSI - ISEP - ISEN...)

A - **PLUSIEURS** postes sont offerts dans des secteurs de technologies avancées.
- I - traitement du signal (algorithmes, numérique, analogique)
- II - **MICRO-ONDES** : antennes et circuits en micro-électronique performante
- III - Electronique de puissance.

B - **ENSEMBLES RADARS**
conception et essais de systèmes, coordination et suivi de projets radars, évolution vers des responsabilités de maîtrise d'œuvre impliquant le goût des contacts et le sens de l'organisation.

Merci d'envoyer C.V. et photo à
THOMSON CSF, Département RCM
Service du Personnel - 68, av. Pierre Brossolette
92242 MALAKOFF Cedex

---

GRAND CONSTRUCTEUR DE BIENS D'EQUIPEMENT
(800 MF. dont 50 % à l'export)
recherche

## Responsable Vente Export

pour renforcer sa Division Internationale (Paris) et intensifier son action.

Il sera chargé de développer certains marchés et de créer de nouvelles opportunités de ventes internationales.

Homme jeune (env. 28 ans), diplômé d'une grande école commerciale (HEC - ESSEC - ESCP), il devra avoir une première expérience réussie de vente à l'exportation (2 à 3 ans), parler parfaitement l'anglais (et si possible une 2ème langue), être capable de traiter des affaires complexes à haut niveau.

Le poste demandant initiative et autonomie peut offrir de larges possibilités d'évolution.

Merci d'adresser vos candidatures avec CV et photo sous référence 20026 à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.



---

Office National d'Etudes et de Recherches Aérospatiales
recrute

## INGENIEURS

Grandes Ecoles ou Doctorats

Intéressés par les :
— Etudes de pointe en énergétique et aérodynamique interne instationnaire
— Recherches de base en aérothermochimie dans le domaine aérospatial

## INGENIEUR INFORMATICIEN

possédant une bonne formation en analyse numérique et ayant l'expérience de la programmation.

Travaux sous SIRIS 8 et sous NØS.

Adresser C.V. et photo à
la Direction des Relations du Travail
29, avenue de la Division Leclerc
92320 CHATILLON.

---

CINA

recherche

## ANALYSTES

AYANT UN DIPLOME D'INGÉNIEUR

2 à 3 années d'expérience informatique de gestion.
Anglais exigé.

Salaire annuel compris entre
140.000 F et 170.000 F.

Ecrire à CINA, service du personnel, 104, bd Haussmann, 75008 PARIS. Tél. : 293-30-13.

---

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

recherche pour sa filiale spécialisée dans les SICAV et fonds communs de placement

## 2 Comptables

Niveau BAC G2 ou BTS.
Chargés de tenir la comptabilité de SICAV et fonds communs de placement.
La préférence sera donnée aux candidats justifiant d'une expérience dans ce domaine.

Adresser CV, photo, sal. et prét. sous réf. 5443 à
CNCA Recrutement Carrières 75710 Paris Brune

---

THOMSON-CSF

FILIALE SPECIALISEE EN FILS & CABLES POUR L'ELECTRONIQUE ET LES TELECOMMUNICATIONS
500 PERS. 200 MILLIONS DE F.
PROCHE BANLIEUE OUEST, rech.

## JEUNE CHEF DE PRODUITS
(marketing industriel)

RESPONSABLE d'une gamme de CABLES pour ELECTRONIQUE & TELECOMMUNICATIONS
avec mission de LA DEVELOPPER, de PROMOUVOIR LES PRODUITS NOUVEAUX ET D'ASSISTER LES COMMERCIAUX.

POSTE ÉVOLUTIF

INDISPENSABLE
- INGENIEUR diplômé électromécanicien/électronicien ou équivalent si expérience requise.
- EXPERIENCE MARKETING ou technico-commerciale de PRODUITS INDUSTRIELS, de préf. dans industries utilisatrices de fils et câbles (ELECTRONIQUE, TELEPHONIE...)

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite.
C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 4779 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

---



UNICREDIT Filiale Bancaire du CREDIT AGRICOLE
recherche

## 2 CADRES

pour son siège.

## un Exploitant Bancaire confirmé

réf. BV1

qui sera responsable de la gestion d'un portefeuille de grandes entreprises du secteur agro-alimentaire et dérivés.

## un Inspecteur

réf. BV2

qui sera chargé de missions de contrôle et d'audit à l'intérieur des services.

Pour ces deux postes, il est demandé :
- une solide expérience professionnelle acquise dans une banque inscrite
- une formation supérieure
- le sens des relations humaines et le goût des initiatives.

Adresser CV, salaire et prétentions en précisant la référence à C.N.C.A. Recrutement Carrières Cedex 26 - 75710 Paris Brune

Levi Tournay Pub

OFFRES D'EMPLOIS

# INGENIEUR METHODES INFORMATIQUES

Un important Organisme du secteur tertiaire doté d'un réseau
de TELETRAITEMENT DE 300 TERMINAUX

prépare son arrivée fin 1982
dans un nouveau siège social
à SAINT QUENTIN EN YVELINES (78)

recherche un Ingénieur désireux de participer à la mise en place des
PREMIERS MATERIELS BUREAUTIQUES
et à l'élaboration des standards et méthodes *nécessités par la diversité des applications à réaliser.*

De formation supérieure, le candidat aura une expérience de 3 à 4 ans d'organisation administrative et/ou d'analyste informatique.

Adresser candidature avec CV et photo à No19.864 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

---

UN DES PLUS IMPORTANTS CABINETS DE COURTAGE D'ASSURANCES
recherche

# COLLABORATEUR NIVEAU ÉLEVÉ

**Pour sa Division Responsabilité Civile**

- Formation juridique.
- Anglais écrit et parlé.
- Expérience courtage ou compagnie d'assurances souhaitée. A Défaut une expérience dans l'industrie est acceptée.

Poste comportant responsabilités au niveau commercial et technique.

Situation intéressante et d'avenir pour candidat de valeur.

*Adresser C.V. et lettre manuscrite sous réf. 30957 M à* **BLEU Publicité**
17, rue du Docteur Lebel
94300 VINCENNES

---

Importante entreprise française fabriquant un matériel de très haute technicité leader sur le marché européen, recherche pour son établissement région parisienne

# CHEF SERVICE ESSAIS DU MATERIEL HYDRAULIQUE

**Ingénieur diplômé grande école ou mécanicien marine,**
responsable, à la tête d'une équipe de collaborateurs hautement qualifiés, de la gestion : réception, essais, fabrication, homologation *de tout le matériel hydraulique destiné à* des constructions aéronautiques.
Les candidats devront donc avoir acquis de solides connaissances pratiques en composants hydrauliques et asservissements chez un constructeur, dans l'entretien en régulation ou levage manutention.
La réussite dans le poste débouche sur de sérieuses perspectives d'évolution.

Adresser lettre de candidature, CV et prétentions sous référence 113 à

**BAILLY CONSEIL**
40, avenue Hoche
75008 PARIS

Emplois et Entreprises

---

SOCIÉTÉ DE MATÉRIEL ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNEL
située en région parisienne recherche pour faire face à son expansion

# CHEF DE PRODUCTION

Formation niveau ingénieur électronicien
Une expérience dans les fonctions
- Etudes
- Méthodes

serait appréciée.
Sa connaissance des méthodes et outillages modernes de fabrication du matériel électronique professionnel doit lui permettre d'assurer la **RÉORGANISATION ET LA GESTION** d'une unité de production employant une centaine de personnes dont 75 % de M.O. féminine.
Il doit posséder un sens et un goût pour l'organisation de la production ainsi que des qualités d'animateur pour faire participer son personnel à l'évolution de l'entreprise.
La connaissance de l'anglais est souhaitée.
Les responsabilités du poste, son avenir et la nécessité de s'intégrer à une équipe existante conviendraient à une personne âgée de 35-40 ans minimum.
Adr. C.V. détaillé avec photo et prétentions à ERGOS 15, rue Baron, 75017 PARIS.

---

**B.C.C.M.**
Banque Centrale des Coopératives et des Mutuelles
Entreprise financière de moyenne dimension recrute pour son siège social PARIS

# ANALYSTES PROGRAMMEURS

Formation exigée : IUT/Informatique
(ou équivalent)
+ 3 ans d'expérience
*(DOS/VSE/COBOL)*

Si possible : pratique dans une entreprise financière ou bancaire
RPG II/TOTAL/CICS/PAC

Adresser références, C.V., photo et prétentions sous le nº 19136, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

---

OFFRES D'EMPLOIS

**Société d'éditions**
spécialisée secteur entreprises formation - emploi
cible jeunes
recherche

# son DIRECTEUR

**Expér. souhaitée : vente d'espaces**
rédaction, suivi production, contacts journalistes, organisation.

Salaire : 90.000 F.
+ intéressement.

Ecrire sous nº 7.640, *le Monde* Publicité, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

---

Importante Société membre d'un groupe internationale, recherche
pour sa DIVISION INGENIERIE
— 1 000 personnes — Paris Est

# Chef du service personnel

Diplômé de l'enseignement supérieur.
Age 38 à 45 ans.
pour diriger service de 15 personnes.

10 ans minimum d'expérience dans les domaines suivants : — Recrutement — Gestion administrative — Paye informatisée — Statistiques et bilan social — Suivi de la formation — Relation avec les partenaires sociaux — Rémunération 150/170.000 F.

Adresser CV, photo sous référence 20.211 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

---

# Ingénieur thermicien

- Etudes et réalisations d'installations thermique, génie climatique et économie d'énergie dans les Etablissements 3 M.
- Poste de spécialiste s'adressant à un Ingénieur diplômé de 30 ans minimum, ayant acquis 3 à 5 ans d'expérience dans un domaine similaire.
- L'Ingénieur devra faire preuve d'une large initiative, établir et maintenir des contacts permanents avec les Services Production, Maintenance et Administratif.
- *Il sera directement responsable des coûts et des* performances des équipements installés.
- Anglais nécessaire.
- Lieu de travail : **CERGY/PONTOISE.**

Adresser C.V., photo et prétentions à M. QUERE sous réf. QG/05.

MEDIA PA

**3M France**
Boulevard de l'Oise
95000 CERGY-PONTOISE




---

Société de Constructions Mécaniques pour matériels de biens d'équipement banlieue Nord de Paris

recherche

## 2 INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

A. et M. ou équivalent - l'un anglais l'autre allemand courant + pratique de l'anglais.

## 2 AGENTS TECHNIQUES - D.U.T.

Anglais courant.

30 ans environ. Expérience 5 ans si possible dans transformation caoutchouc et plastiques.

Envoyer C.V. et prétentions s/nº 7.591 *le Monde* Pub., Serv. Annonces Classées, 5, r. des Italiens, 75009 PARIS.

---

# ingénieur logiciel

**Grande Entreprise Electronique et de Télécommunications** recherche pour son Service Informatique interne un **INGENIEUR LOGICIEL** ayant quelques années d'expérience dans le développement et la maintenance de logiciels de gestion.

Il s'agit d'un poste à créer autorisant une autonomie d'action et des possibilités de développement.

Formation informatique souhaitée : école d'Ingénieur ou Université.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Lieu de travail : proche banlieue Ouest de Paris.

Veuillez envoyer votre dossier de candidature sous réf. 5230-M à I.C.A. qui transmettra.

**I.C.A.** International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

---

**IMPORTANTE USINE**
proche banlieue NORD
desservie par transports en commun
recherche pour son SERVICE MÉDICAL

# INFIRMIÈRE ou INFIRMIER

Diplômé d'état, ayant une première expérience.

- Poste fixe 14 h 30 à 23 h.
- Week-end libre.
- Restaurant d'entreprise. Avantages sociaux.

Adr. C.V. et prét. à : nº 19.636 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cédex 01.

---

OFFRES D'EMPLOIS

# BRED

***Vous*** venez de terminer des Études Supérieures votre formation et votre goût du concret vous portent à contribuer au développement des **Petites et Moyennes Entreprises.**

***Nous*** avons sur Paris Ile-de-France un marché dynamique de PME qui demande des interlocuteurs efficaces, de haut niveau

***Ensemble*** examinons nos possibilités de collaboration et de réussite.

**Envoyer votre lettre avec C.V. et photo à : Banque Régionale d'Escompte et de Dépôts Direction PME 8.800**

**BRED** 18, Quai de la Rapée 75012 PARIS

bleu

---

IMPTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE
PARIS 13e - recherche

1°) Pour son service
ADMINISTRATIF - EXPORT

# COLLABORATEURS ET CADRES

EXPÉRIMENTÉS
Connaissant problèmes DOUANIERS, TRANSPORTS, COFACE
Langues : anglais et allemand

2°) Pour service TRÉSORERIE

# CADRE

ayant une expérience bancaire internationale.

Adresser C.V. et prét. s/nº 19747 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

---

# IVECO

2ème Constructeur Européen de Véhicules Industriels
recherche pour accentuer sa progression

# ANIMATEURS DE FORMATION COMMERCIALE

Appuyant les Centres Régionaux IVECO de leur expérience réussie de la vente de biens d'équipement (véhicules industriels de préférence), ils auront pour mission de perfectionner les vendeurs, d'actualiser leurs connaissances sur l'évolution des produits, la préparation des campagnes promotionnelles, la mise en selle des jeunes vendeurs.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à la Direction du Personnel - IVECO B.P. 109 - 78196 TRAPPES CEDEX.

---

**LE GROUPE FORMATION NOUVELLE**
*recherche*

# SON RESPONSABLE (H. ou F.)

Des cycles de formation professionnelle en informatique.

*Le candidat, de préférence de formation scientifique* supérieure, après une première expérience réussie chez un constructeur ou dans une S.S.C.I., devra avoir :

- une compétence affirmée en informatique
- un souci permanent de l'adéquation entre **la formation et l'emploi**
- une aptitude à l'animation et à l'encadrement.

Le poste évoluera, à terme, vers la direction d'une unité autonome.

Adresser dossier de candidature à G.F.N.
Direction des Etudes — 14, av. de l'Opéra, Paris-1er.

---

**INTERTECHNIQUE**
AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE
recherche
Pour sa Direction des Etudes informatiques

Dans le cadre de l'expansion de ses activités mini-informatiques, dans le domaine des réseaux, des terminaux, de la bureautique, des bases de données,

# DES INGÉNIEURS DE HAUTE TECHNICITÉ

(Réf. DE-2)

qui seront chargés du développement des logiciels associés.

Une expérience réelle de deux à six ans acquise dans la réalisation de logiciels de base est indispensable.

Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, dont prime de fin d'année.

Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel

INTERTECHNIQUE • 78370 • PLAISIR

---

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE SOCIETE
cherche

# juriste d'affaires

- de très haut niveau,
- plusieurs années d'expérience dans services juridiques d'entreprises ou dans cabinets de conseils,
- études supérieures,
- sérieuses connaissances en droit des Sociétés, fiscalité, droit de la concurrence, propriété industrielle,
- très bonne connaissance de l'anglais.

*Discrétion assurée*

*Envoyer CV manuscrit et photo s/réf. 8524 à :*
PIERRE LICHAU S.A - BP 220
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra

---

# Bureau Veritas

recherche
pour son service contrôle des materiaux et materiels industriels

# UN INGENIEUR

**ESSA ou équivalent**
30 ans minimum, 5 a 10 ans d'expérience.
Connaissances indispensables soudage, metallurgie, essais non destructifs (certification COFREND appreciee).
Anglais lu, écrit, parle.
Emploi : LEVALLOIS-PERRET.
Missions à prevoir en France et à l'etranger (courte et moyenne duree).
Adresser CV, photo, prét. sous ref. nº 59 a BUREAU VERITAS Service du Contrôle des materiaux industriels CMI
35, rue Paul-Vaillant-Couturier
92300 LEVALLOIS-PERRET

Emplois et Entreprises

---

**Société 1.500 personnes 120 ingénieurs**
où gde stabilité de pers. fabriquant des instruments de précision et des systèmes très variés en technique de pointe, leader dans sa branche et présente sur le marché mondial, recherche à
PARIS-20e

pour ÉTUDES OPTIQUES

# INGÉNIEUR ou UNIVERSITAIRE

Au sein d'une éq. dynam. appuyée par de puissants moyens informatiques, il participera à la conception, à l'étude et à la définition de systèmes d'optique instrumentale.

— Il devra assimiler et mettre en œuvre nos méthodes de recherche.

Son esprit créatif aura pour objet des réalisations concrètes *et commercialisables.*

Adr. C.V. dét. à SOPELEM 125, bd Davoust, 75020 PARIS.

---

IMPORTANT GROUPE AMÉRICAIN
rech. pr sa filiale franç. spécial. ds l'import-export de biens d'équip. en Europe de l'Ouest (à Aulnay-ss-Bois).

## COLLABORATEUR (TRICE) COMPTABLE

TIULAIRE DU D.E.C.S.

- Age minimum 25 ans.
- Esprit d'organisation, dynamique.
- Expér. de 2/3 ans en sté américaine (ou filiale).
- Bilingue anglais.
- Bnes connaiss. report. américain et outil informat.
- Libre rapidement.

Adr. lettre manuscr., photo, C.V. et prétent. sous nº 2.116 *le Monde* Publicité, service ANNONCE CLASSÉE, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

---

Laboratoire DERMO-PHARMACEUTIQUE
recherche

## un pharmacien ou une pharmacienne

responsable commercial libre de suite, disponible pour déplacements très fréquents sur toute la France, ayant le goût de la vente et le sens des relations commerciales.

Ce pharmacien (pharmacienne) sera chargé d'animer un réseau de 24 représentants (établir les objectifs de vente, les suivre et les contrôler).

Assurer les actions ponctuelles de vente et des commandes. Coordonner les actions promotionnelles qui *seront établies en relation avec le Service de Publicité* et de la Direction Générale.

Assurer l'information professionnelle (pharmaceutique, médicale et journalistique). Ce poste après une période d'essai (sur le terrain de trois mois) débouchera sur la responsabilité France du Secteur promotion et vente.

L'aptitude du candidat devra lui permettre d'accéder à la Direction Commerciale du Laboratoire.

Ecrire avec curriculum vitae et photo sous nº 82.005 à : A.I.C. - 22, rue des Martyrs, 75009 PARIS.

---

*LA M.J.C. D'HERBLAY*
recherche

# DIRECTEUR (trice) ADJOINT (e)

*pour prise en charge animation pédagogique* et administrative secteur adolescents-jeunes.

Titulaire d'un DEFA, le (la) candidat (e) devra justifier d'une expérience de cinq années dans une fonction similaire. Une orientation plein-air (ski, camps d'adolescents) sera un atout.

Ce poste, susceptible d'évoluer rapidement vers la direction effective d'une maison de 800 adhérents, implique obligatoirement disponibilité en soirée et le week-end.

Faire parvenir curriculum vitae, références et prétentions à M. le Directeur de la M.J.C. d'Herblay, 5, chemin de Montigny, 95220 HERBLAY.

# OFFRES D'EMPLOIS

Société spécialisée dans la fourniture de MATÉRIAUX RÉFRACTAIRES recherche
COMMERCIAUX et TECHNICO-COMMERCIAUX
- Pour promotion produits réfractaires : non façonnés et matières premières.
- Expérience indispensable.
- Candidatures souhaitées pr emplois fixes ainsi que V.R.P.
- Postes à pourvoir à Paris et en Province.

Ecrire sous le nº T 030.593 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

---

**INSTITUT PASTEUR**

recherche pour son service des PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES

**SECRÉTAIRE DE RÉDACTION**

de langue maternelle anglaise ayant des connaissances en biologie, si possible en microbiologie et immunologie.

Env. C.V. à la Direction du Personnel, 28, rue du Docteur-Roux 75724 PARIS Cedex 15.

---

AIR EQUIPEMENT CONSTRUCTION de MATERIEL AERONAUTIQUE recherche

**INGÉNIEURS**

pour SA DIRECTION QUALITE

FORMATION :
Ingénieur mécanicien ou hydraulicien ayant quelques années de pratique.

MISSION :
- Responsable du suivi de la qualité d'une famille de produits (sous-ensemble de missiles).
- ACTION PREVENTIVE : Etablissement du plan qualité du produit (procédures de contrôle).
- ACTION CORRECTIVE en cours de fabrication.
- Relation avec les services officiels.

Adr. C.V. et prêt à la direction du personnel, 18, rue BASLY, 92 ASNIÈRES.

---

**INGÉNIEUR**

GÉNIE CHIMIQUE
Mise en œuvre procédés et études installations chimiques et nucléaires
4 ans expérience minimum.
INSET-ETT.
93, bd Sébastopol, Paris 2e, Mº Réaumur. Tél. : 233-38-25.

---

Impte Société proche Banlieue Nord-Ouest recherche

**AIDE-COMPTABLE**

pour service du personnel. Adresser candidature manuscrite et détaillée avec photo ou se présenter Général Services ETT, 6, bd du Temple, Paris-11e demander M. Pierre GUYET.

---

Impte Société proche Banlieue Nord-Ouest recherche

**AGENT DE MAITRISE**

pour service du personnel. Connaissances des problèmes de formation et du bilan social. Expérience exigée.

Adresser candidature manuscrite et détaillée avec photo ou se présenter Général Services ETT 6, bd du Temple, Paris-11e Demander M. Pierre GUYET.

---

IMP. GROUPE D'ÉTUDES recherche

**ANIMATEUR DE FORMATION**

chargé de former des services publics à l'utilisation d'un programme informatique de gestion.
- Débutant ou quelques années d'expérience.
- Maîtrise ou diplôme d'ingénieur.
- Connaissances juridiques et notions informatiques appréciées.
- Sens de l'initiative et des relations humaines.
- Goût du travail en équipe.
- Fréquents déplacements en province.

Adresser C.V. photo et prét. à SETEC ORGANISATION, TOUR GAMMA D 58, quai de la RAPÉE 75583 PARIS CEDEX 12.

---

IMPORTANTE SOCIETE Paris-8e - recherche pour son

**SERVICE AFFRÈTEMENT**

CANDIDAT
5 ans d'expér. min.
Formation D.E.S.S.

**TRANSPORTS MARITIMES**

ou Centre supérieur de transports Maritimes MARSEILLE
ayant également connaissance assurance maritime et transit.
- Excellente connaissance de l'Anglais.
- Age indifférent.
- Sérieuses références.

Envoyer C.V. et prétentions de salaire à Nº 20.054 Contesse Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

---

Centre de documentation, recherche TITULAIRE MAITRISE en biochimie, biologie moléculaire, génétique ou microbiologie, pour analyse et indexation d'articles scientifiques. Anglais indispensable (versions). Poste à plein temps. Adresser C.V. au C.N.R.S, bureau 107, 26, rue Boyer, 75971 Paris Cedex 20.

---

**CHARGÉ D'ÉTUDES**

**RESPONSABLE D'EXPOSITIONS ÉTRANGER**

- Etudes supérieures.
- 2 langues courantes.
- Expér. indispensable.

Adresser. C.V. et prét. à C.F.C.E., 10, avenue d'Iéna, 75016 PARIS.

---

INGÉNIEUR débutant, disp. immédiat., mécanique des fluides. Env. C.V. à M. MARTINON, Ecole des Mines de PARIS, 60, bd Saint-Michel, 75006 Paris.

---

**BANQUE INTERNATIONALE**

(Quartier Opéra)

RECHERCHE

**1) GRADÉE**

CLASSE 2
Expérience remise documentaire. Connaissances Anglais.

**2) STÉNODACTYLO**

EXPÉRIMENTÉE

Ecr. 00400 CHALMANDRIER 76, av. des Ch.-Elysées, Paris-8e

---

INSTITUT DE SONDAGES recherche pour remplacement d'une durée de 3 mois de son Chef de réseau

UN (E)

**SPECIALISTE TERRAIN**

Expérience des enquêtes de ttes natures et de l'encadrement des enquêteurs indispensable.
Lieu de travail : PARIS

Env. C.V. dét. et photo (retournée) nº 18.851, CONTESSE PUPLICITE 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui trans. (Réponse assurée).

---

STÉ D'ÉLECTRONIQUE recherche

**COMMERCIAUX EN MATÉRIEL TÉLÉPHONIQUE**

pour Paris
Hauts salaires suivant compétence.
Promotion assurée.
Tél. le matin 282-03-10.

---

VILLE D'ATHIS-MONS 91200 Athis-Mons

**URGENT**

La Mairie d'Athis-Mons recrute une infirmière pour la crèche municipale, à plein temps, expérience en pédiatrie de préférence.
Adresser candidature avec curriculum vitae à : Madame le Maire 91205 ATHIS-MONS.

---

Société d'études en télétraitement et télécommunications proche PONT de SÈVRES recherche

**INGÉNIEURS PROJET**

GRANDES ÉCOLES ou autodidactes (H. ou F.)

Profil : 1 à 2 ans d'expérience dans poste similaire, débutants acceptés. Anglais lu et parlé couramment. Créatifs et aimant les responsabilités. Excellentes bases en téléphonie appréciées, nationalité française, postes stables et évolutifs pour candidats de valeur. Pour R.V. :
Tél. 369-86-46/369-73-64.

---

STE D'ETUDES ET DE DOCUMENTATION recherche

**AT3 INGENIEURS-ELECTRONICIENS**

POSITION I ET II
(circuit logique pour rédaction de notices techniques et de maintenance).
Contacts humains indispensables.
Tél. pour R.V. au 546-27-22 ou envoie C.V. à S.E.D., 56, rue Benoît-Malon, 94250 GENTILLY.

---

SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES offre collaboration à COMMISSAIRE INSCRIT (Régime Cadres).
Ecr. s/nº 7.649 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

# capitaux propositions commerciales

**IMPORTATEUR COFFRES-FORTS**

L'une des principales entreprises spécialisées dans la fabrication des coffres-forts en Corée est en train de chercher un importateur en France.
L'importateur doit avoir d'excellents contacts sur le marché et être, par exemple, soit une organisation vendant à l'échelle nationale, soit un grossiste ayant des contacts avec de bons détaillants ou encore une société vendant par correspondance ou similaire. Les coffres-forts ont été testés et ignifugés en Europe.
Si vous pensez pouvoir vendre ces coffres-forts venus de Corée, coffres de haute qualité et de prix très compétitif, veuillez nous écrire en anglais à :

« SAFES FROM KOREA » t.b.f.
P.O. Box 1245
S-251 12 Helsingborg, Suède.

---

**Prets Hypothécaires**

Ts usages. Baucher. 267-54-10.

# secrétaires secrétaires

UNE IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE recherche pour proche banlieue Nord, une

**SECRETAIRE DE DIRECTION COMMERCIALE**

Bonne formation générale.
Disponibilité - Sens des responsabilités.
Expérience professionnelle minimale de 5 ans.

Adresser C.V., photo et prétentions à No 20.136, Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, q.tr.

---

Tour Opérateur spécialisé recherche pour relations partenaires et rédaction brochure

**J.F. DYNAMIQUE**

TRÈS DISPONIBLE
Formation Secrétaire de direction. Anglais parfait. Expérience professionnelle : 3 ans ; tourisme apprécié. Le poste offert implique responsabilités réelles.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions : s/nº T 030.520 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

---

Secrétaire trilingue, anglais, espagnol parlé et écrit perf., 21 ans, cherche emploi de suite, Paris ou région parisienne. Tél. (16-4) 472-19-55.

---

**M. I. D.**

SOCIÉTÉ INFORMATIQUE recherche

**SECRÉTAIRE DYNAMIQUE**

Envoyer C.V., photo, prétentions, 51 bis, avenue de la République. 75011 Paris.

---

SECRÉTAIRE DE DIRECTION parfaite connaissance du travail administratif au niveau PME ou PMI, suivi des dossiers du personnel, tenue planning, commandes, suivi des stocks, relations fournisseurs, assurances, déclarations sociales.
Sténo-dactylo indispensable.
Ecr., en précisant réf. vérifiables, à S.G.P., 13, avenue de l'Opéra, Paris-1er.

---

Urgent Jeune Femme Directeur de Société d'Ingénierie recherche

**SA SECRETAIRE DE DIRECTION**

environ 30 ans, ayant une bonne culture et disponible.
Rémunération mens. 6.300 F.

Env. C.V. + photo à G. ALAJOUANINE, CERRU 153 bis, av. Ch.-De-Gaulle, 92200 NEUILLY.

# formation professionnelle

**LE CENTRE DE FORMATION**
ASTER INFORMATIQUE
forme
**DE FUTURS ANALYSTES PROGRAMMEURS**

qui, à l'issue d'une formation privée très complète (COBOL, BASIC, TÉLÉTRAITEMENT) d'une durée de quatre mois, se verront confier un poste au sein de notre SOCIÉTÉ ou d'ENTREPRISES CLIENTES.

BAC + 2 minimum
Adr. C.V. lettre manuscr., photo et disponib. au respons.
CENTRE DE FORMATION ASTER INFORMATIQUE
6, impasse des Deux-Cousins, 75017 Paris.

---

**FORMATIONS INFORMATIQUES POUR INGÉNIEURS**

CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE

205-24-63 Ts langages
241-83-83 Solemif.
238-14-55 et gestion
118, rue de Crimée - 75019

---

**DECS HORIZON 1985**

Cours du jour et soir.
Prise en charge par 1 % formation tarif étudiant
DEBUT 18 JANVIER 1982
**IGE - 544-44-90**
11, r. A.-Bourdel, 75015 Paris.

# DEMANDES D'EMPLOIS

*Je demande un poste de DIRECTEUR COMMERCIAL*

J'OFFRE
- 12 ans d'expérience commerciale réussie ;
- des faits et des résultats prouvés par un C.A. personnel.

JE RECHERCHE
- une entreprise ayant comme moi envie de réussir par une progression régulière de ses ventes ;
- une rémunération en fonction de ma valeur.

JE PEUX
- être efficace rapidement.

Ecrire sous nº 114560, RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui tr.

---

**DIRECTEUR D'USINE**
46 ans

Ingénieur A.M. + Gestion I.C.G.
Expérience confirmée dans le domaine « Relations sociales » de la fonction.
Disponible rapidement.

recherche

DIRECTION d'USINE ou DIRECTION GÉNÉRALE P.M.I.

Ecrire sous nº 6.392 M, RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

---

Jeune femme 26 ans, maîtrise de lettres, cherche emploi rédaction dans presse ou édition. Ecrire HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS, sour référence 67901.

---

35 ans, célibataire, All., cherche travail Nigéria, tous domaine bâtiment. Téléph. : 484-16-17.

---

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

SPÉCIALISTE APL

recherche travaux d'études, analyse et programmation. Téléphone : 209-21-47.

---

Cadre architecture et construct., expér. internationale, ch. poste responsabilité.
Ecrire sous le nº 6.452 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

---

F. MAITRISE DROIT., dipl. droit des aff., CAPA, angl., 8 a. resp. serv. jurid. P.M.E., 8 a. collab. cab. jurid., ch. poste juriste entreprise, assistante direction ou collab. av. avoc. ou conseil jurid. Ecr. s/nº 7.845 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

**VRAI ADJOINT POUR GRAND P.-D. G.**

38 ans, apportant :
- Une formation supérieure complète (droit, Sc. Po).
- Une expérience de directeur P.M.E. + 50 personnes.
- Une connaissance pluridisciplinaire, gestion des affaires, commercial, publicité, marketing, client. française et internationale, marchés étrangers.
- Un esprit de synthèse, créateur et volontariste.
- Anglais, espagnol. Connaissance allemand + italien.

Cherche :
Situation d'adjoint à P.-D. G. ou D.G. ou poste de directeur dans P.M.I.-P.M.E. ou grande société française ou internationale.
Ecr. s/nº 6.233 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

J.F. excell. présent., référ. récept. client., vente, tenue mag., conn. anglais, cherche poste région Paris. Caillabet 345-46-33.

---

J. femme qualifiée russe économique et chantiers cherche emploi traductrice. 271-16-19.

---

H. 32 ans form. sup. anglais/esp. 6 ans exp. EXPORT. Exc. conn. Maghreb. Autonomie et resp. ch. emploi haut niveau. Ecrire sous le nº 6.495 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

---

Cadre Export H. 36 ans Trilingue, spécial. Amérique latine. Disponible. Ecrire sous le nº 6.482 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

---

J.H., 30 ans, licence de journalisme, niveau maîtrise communication, 2 ans d'expérience dans une agence de presse, cherche poste dans presse, documentation, relations publiques. Téléphone : 655-69-32.

---

EXPERT COMPTABLE COMMISSAIRE AUX COMPTES Grande expérience, très bonne connaissance de l'Audit et de l'anglais, cherche poste dans Fiduciaire, Cabinet ou Entreprise. Ecrire sous le nº T 030670 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

---

J.F. 26 ans, Bac G1, maîtrise géographie. Exp. secrétariat ch. emploi proximité Sceaux. Tél. 702-65-73.

---

Française, anglais/allemand/espagnol, exp. internationale cherche poste. Ecrire Mme PORCHER Mireille, 32, rue du Chemin-Vert, 92100 BOULOGNE.

---

Cadre expérimenté effectuant cycle intensif informatique recherche entreprise pour STAGE PRATIQUE non rémunéré de 6 sem. dans le cadre d'une analyse d'étude informatique. Ecr. s/nº 6.234 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

H.E.C. quarantaine, origine vietnamienne nationalité Française actuel. chef de service administratif des ventes rech. fonction administration commerciale ou adjoint direction auprès patron P.M.E.

Ecrire sous le nº T 030.590 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

---

PSYCHOSOCIOLOGUE, acteur chercheur, expér. form. adultes ch. poste formateur ou conseil pédag. B. MANGIN 255-89-73.

---

J.F. 29 ans, comptable, 4 ans d'exp. ch. place stable banlieue, St-Lazare. 410-12-57.

---

J.F., 6 ans exp., 3 sur CCMC respons. serv. comptable Paye, compte d'exploit., bilan, gestion ch. place stable PARIS. 8.800 F×13. Mme Meyer, 35, bd d'Aulnay, 93250 Villemomble.

---

Cadre architecture 43 ans en chômage, NEVERS, recherche ttes suggestions architecte ou entreprise industrie ou ociale en décentralisation ou expansion. Tél. (86) 61-57-19.

---

J.F., 24 a., bac Eco, 2 ans Droit DIPL. ECOLE IMMOBILIERE, STAGE BANQUE, cherche emploi Paris et pr. banlieue. Ecr. s/nº 2119 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

J.H., 22 ans, Malien, ouvrier, recherche travail divers. SIDY, 24, r. Roche-Brune, 93 Montreuil.

---

J.H., 27 ans, formation sup. 4 ans expérience. Organisation manifestations importantes. Connaissance parfaite relations publiques. Ouvert, créatif et volontaire rech. poste adjoint évolutif. Ecr. nº 20.197 Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er.

---

J.F., 32 ans, angl/alld 7 ans. négociation internationale produits agricoles recherche équivalent Paris-Province-Etranger. Ecr. s/nº 2117 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

Ing. adj. 2, 25 ans labo études transm. répéteurs anal. 60 MHZ cherche emploi stable. Ecr. s/nº 2118 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

JEUNE JURISTE DESS. Formation droit des affaires, expér. bancaire, trilingue Anglais-Arabe-Français, étudierait toutes proposit. Ecr. M. MOUNAGI, 9, r. Math.-Régnier, Paris-15e.

---

ING. + DES. 30 ans, chef de projet, exp. SSCI et contrôle de gestion, angl., all., néerl., rech. poste respons. dans Sté inter. Ecrire sous le nº 6.505 RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

---

CHEF SERVICE communication. Très important émetteur information domaine énergie, je cesse d'exercer ma fonction. Après 13 ans d'expérience domaine information dont 7 de direction, souhaite exercer responsabilités complètes dans un de mes domaines d'expérience : information, publicité, édition, action sociale, direction générale. Libre environ 15 mars. O. Erlande Brandenburg, 193, bd St-Germain, 75007 Paris.

---

J.F., 33 a., parfait bilingue anglais, not. espagn., allem., hébreu, maîtrise et D.E.A. sc. éducat. et psycho, nombrx voyages relat. publiq., expér. confirmée, rech. empl. correspond. Ecr. Beaulieu, 69 bd Richard-Lenoir, 75011 Paris ou tél. 357-88-71.

---

J. F. 23 a., réf., b. présent., ch. emploi réception., hôtesse. Ecr. s/nº 6.231 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

# représentation offres

Importante société de produits réfractaires recherche V.R.P. multicartes bien introduit toutes industries.
- Région parisienne.
- Dépts 28, 45, 89, 41, 37, 36, 18, 59.

Adresser candidature Monsieur KEMPENEERS B.P. nº 3, 78550 BAZAINVILLE.

# information divers

**TROUVER un EMPLOI**

LE CENTRE D'INFORMATIONS DE L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages) :
- Les 3 types de C.V.
- Bonnes réponses aux tests.
- Graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes détaillées, etc.

Pour informat., écrire CIDEM M, 5, sq. Mondovi, 78 Le Chesnay.

---

**MAILING**

Pour l'envoi de votre lettre de candidature, en multiples exemplaires. Faites réaliser des ORIGINAUX sur système de Traitement de texte.
Tél. : JANSSY - 015-22-86.

# représentation demandes

Monsieur, dans la vente depuis 20 ans, portefeuille V.R.P. multicartes sur LYON, ch. entreprise sér. pour diffuser leur produit.

Ecrire FRIZE, 36, rue du Docteur-Ollier, 69100 VILLEURBANNE.

---

Age 57 ans, représentant, 25 ans expérience de la vente d'alimentation et charcuterie au détail et supermarchés.

Disponible 1er février 1982.

Ecr. s/nº 6.235, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

# travail à domicile

Anc. Sec. cherche tous travaux dactyl à domicile. Thèse manuscrit. Tél. : 357-21-18.

---

Dame expérimentée cherche tous travaux dactylo à domicile. Tél. à partir de 18 heures : 16 (4) 450-19-84.

---

I.B.M. 82 C à domicile ch. Tous travaux copie rapide Tél. : 306-08-88.

---

DACTYLOGRAPHIE impeccable de vos thèses, mémoires sur I.B.M. Rapide. Tél. : 750.95.00.

# propositions diverses

Pour connaître les emplois offerts à l'étranger (Australie, Canada, Afrique, Amériques, Asie) dem. la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) 3, rue Montyon - 75429 Paris Cedex 09.

# automobiles

## ventes

**moins de 5 C.V.**

A vendre Citroën, 2 cv, parf. état, 1978, Prix 9.000 F. Tél. : 844-54-04.

**de 8 à 11 C.V.**

VENDS ALFETTA 2000 L gris métal., int. velours noir, vitres teintées électriques, équip. radio-stéréo av. antenne électrique, boîte 5 vit., oct. 1981, 4.500 km, 56.000 F, 331-38-81.

**plus de 16 C.V.**

A vendre FERRARI MONDIAL 8, 5.000 km, 82, non immatriculée, bleu métal. Tél. : bureau (35) 98-18-62, M. Rhein.

# L'immobilier

## appartements ventes

**3e arrdt**

R. CHAPON, 2 P., 45 m² immeuble caractère, tout conft, 4e, asc., soleil, 550-34-00.

**5e arrdt**

MAUBERT, grande classe, bel immeuble, 6 p., 2 bains. TRANSEIL, 325-10-56.

---

VIEILLE TEMPLE - Bretagne
**SÉJOUR + 3 CHBRES**
Duplex, asc., 354-95-10.

---

LUXEMBOURG, 82 m² 4 PIÈCES, CALME, SOLEIL. Impeccable, 320-73-37.

---

**163, RUE DE SÈVRES**
Neuf, gd standing, 1er ét. sur cour, soleil, calme, 95 m² + 13 m² balc., dble séj., 2 chbres, bains + dche, 2 w.-c., cuis. équipée, park., prix à débattre. MARDI de 13 h à 16 h.

**6e arrdt**

CŒUR ST-GERMAIN-PRÈS DUPLEX, 120 m², caractère. Atelier + 2 chbres. ORIGINAL. Urgent. MARNIER, 222-69-60.

---

**ODÉON, 4 pces, 80 m²**
Immeuble gd standing, ascens., rénovation luxueuse, poutres, 1.300.000 F. Pptaire, 563-86-09.

---

**VISCONTI STUDIO**
Caractère, 354-95-10, arbres.

---

CHERCHE-MIDI, 354-95-10
**SUR PARC PRIVE**
Triplex, 90 m², caractère.

**7e arrdt**

**AV. BOSQUET**
très grand standing 430 m² 4.200.000 F.
Visite sur rendez-vous MARABEL S.A. 331-81-62.

---

**INVALIDES 120 m²**
Beau 5 P. imm. Pierre de T., asc. 1.495.000 F urgent direct. PROMOTIC. 553-14-14.

**11e arrdt**

Mº MENILMONTANT
Vue imprenable. Soleil. Liv. + 2 chbres 70 m² environ. Imm. récent 633-29-17 matin.

---

BASTILLE
180 m² sur 2 étages, poutres, cheminées, possibilité division, parking. Tél. : 272-40-19.

**12e arrdt**

**Mº REUILLY-DIDEROT**
Imm. ravalé, plein soleil, Pptaire vd appt jamais habité, 2e étage. Entrée, séj., chbre, cuis. évier inox, 2 feux, réfrigérateur, dches, lavabos, w-c, placards, moquette, carrelage.
Tout absolum. IMPECCABLE IDEAL INVESTISSEUR 245.000 F visite mardi et mercredi 10 h/17 h. 35, rue Claude-Tillier. 326-53-03 +

**14e arrdt**

MONTPARNASSE DUPLEX
Living + 2 chbres, rénovation, caractère, gd cft, 550-34-00.

**15e arrdt**

BIR-HAKEIM 5 P.
110 m². Imm. récent stand. Parfait état, chbres s/jard. 633-29-17 matin.

---

Près Champs-de-Mars duplex 7e et 8e étage, 6 à 7 pièces, terrasse, 224 m², vue sur tout Paris. Prix élevé justifié. Tél. 783-89-86 ou 548-54-99.

---

R. FRÉMICOURT. Gd stand., imm. 1979, ét. élevé, 72 m², 3 p., balc., park., 550-34-00.

**16e arrdt**

MUETTE, 230 m² dans voie privée, immeuble pierre de taille, stand., 4 récept., 4 chambres, 2 bains, 2 chbres de service. IDÉAL PROFESSIONNEL GARBI, 567-22-88.

---

MUETTE. Vue sur bois, ravissant 4 pièces, bon étage et 2 parkings. 1.500.000 F. Tél. 783-89-86 ou 548-54-99.

---

PLACE MEXICO (proche)
Immeuble pierre de taille, 6e ét., asc., séj. + chbre + chbre enf., cuis., w.-c., bns moderne, ch. centr., parf. état, moquette. Px 620.000 F crédit. Voir pptaire : lundi, mardi de 14 h. 30 à 19 h., 23, rue des Belles-Feuilles.

---

**SUR LE BOIS**
9 pp. de la Porte-de-Passy, Propriétaire vend luxueux living + 3 chambres 160 m² en duplex + jardin. Visite lundi, mardi, 14-17 h., tél. : 553-00-21.

**18e arrdt**

Près THÉATRE ATELIER 3 pièces, 65 m², tout confort, soleil, refait neuf, 550-34-00.

**92 Hauts-de-Seine**

**BOULOGNE**
Résidentiel, neuf, 3 pces, 70 m² sur verdure, balcon, parking. Tél. : 604-53-94.

**Province**

**06 CENTRE ANTIBES**
F4 libre 410.000 F
SEFIC, 15, rue Alberti, NICE. Tél. : (93) 92-00-02.

## appartements achats

Pour clients sérieux, PAIE COMPTANT, APPTS ttes surf. et IMMEUB. à Paris 15e et 7e. JEAN FEUILLADE, 54, av. de la Motte-Picquet, 15e - 566-00-75.

---

PAIE COMPT CHEZ NOTAIRE Recherche, urgent, 2 à 3 P. Paris, avec ou sans travaux. Mme LEULIER - Tél. 261-39-78 ou le soir : 900-84-25.

---

RECHERCHE 1 à 3 Pces, Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. PAIEM. COMPT CHEZ NOTAIRE. Tél. : 873-23-55, même le soir.

## locations non meublées offres

**Paris**

A louer appartements neufs Gar. compris, sans commission.

14-16-18, rue REBEVAL, PARIS (19e)

| | | |
|---|---|---|
| F2 | 47 m² | 1.686,47 F |
| | 51 m² | 1.777,34 F |
| | 53 m² | 1.822,55 F |
| F3 | 63 m² | 2.049,27 F |
| | 65 m² | 2.088,27 F |
| F4 | 76 m² | 2.337,18 F |

+ charges, chauffage 35 % environ.
Visite sur place tous les jours de 9 h. 30 à 13 h. sauf les samedis et dimanches.

---

**PARIS-20e**
SANS COMMISSION
Immeuble récent tt cft.
**3 PIÈCES** 71 m² loyer 2.161 F
Charges 794 F. Parkg. 194 F.
S'adresser à la Gardienne 25, rue du Repos. 370-69-81. Métro PHILIPPE-AUGUSTE ou Métro PÈRE-LACHAISE.

---

**PARIS-12e**
Mº MICHEL-BIZOT
SANS COMMISSION
**5 PIÈCES** 111 m² loyer 3.311 F
Charges 1.054 F. Parkg. 167 F.
S'adresser 48, rue Fécamp de 14 h. à 18 h.
**Tél. 344-12-15.**

**Région parisienne**

Prop. loue gd studio avec jard. privat. 1.600 F. ch. comprises 94 Saint-Maur-des-Fossés Téléphone : 885-00-46

## locations non meublées demandes

**Région parisienne**

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 6 ans. 283-57-02.

## locations meublées demandes

**Paris**

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction beaux appts de standing. 4 pièces et plus. 281-10-20.

## bureaux

*Locations*

VOTRE SIÈGE SOCIAL
S.A.R.L. - R.C. - R.M.
Constitution de Sociétés
Démarches et tous Services
Permanence Téléphonique
**355-17-50.**

---

**BUREAUX MEUBLÉS**
Sièges de Stés av. secrétariat. Téléph. télex toutes démarches pour création d'entreprise.
**ACTE S.A. - 261-80-88 +**
BORDEAUX - (56) 81-96-80
TOULOUSE - (61) 42-14-40.

---

Domiciliation Champs-Élysées 100 F h.t./mois Téléphone : 603-27-77.

---

VOTRE SIÈGE SOCIAL 8e
TELEX - SECRETARIAT
CONSTITUTIONS SOCIÉTÉS
**AGECO - 294-95-28.**

---

**FRIEDLAND**
3 burx et 5 burx. Bail cial BERGI - 222-48-60.

---

**BUREAUX MEUBLES**
à Paris 8e, 9e ou 15e
**SIEGES SOCIAUX et DOMICILIATIONS**
Télex - Secret - ts services
**CONSTITUTION STES**
Prix compét - délais rapides
**ASPAC 293.60.50**

## locaux commerciaux

A vdre local cial 650 m², zone industr. à Bourges. S'adr. Cabinet Thiault, 6, av. J.-Chatelet, 18500 Mehun-sur-Yèvres.

## fonds de commerce

Près Tours. A vdre Civette, cadeaux, loto, murs et fonds, rte des châteaux. 700.000 F+stock. Tél. (47) 26-54-49 ap. 20 h.

---

28 km Ouest Paris Cède Cabinet Immobilier. Bon C.A., bonne rentabilité. 050-10-90.

## boutiques

Face Parc Montsouris, je vds les murs d'une boutique libre 30 m² + 15 m² s/sol. Px intér. Peut convenir pour burx ou prof. paramédicale. 791-33-94.

## immeubles

SAINT-MAURICE
A vendre en totalité IMM. ANCIEN à rénover 600 m² dont 300 m² LIBRES habitation, 3 commerces, 3 appts occupés. Loyer actuel 98.000 F par an. 1.460.000 F. 227-22-62.

---

ST-OUEN Proximité
Pte Montmartre, bel imm. très bon état sur 5 niveaux, loyer libre + 1 cial. Rapport annuel 155.000 F. 257-03-03.

## villas

SCEAUX côté PARC
1.000 m² solide maison de pierre, séj. 50 m², 7 chbres, s. de bains, 4 cab. toil., ss-sol complet, gar. Exceptionnel. 1.900.000 F - 663-42-45.

---

**BOULOGNE** SEMBAT
Cse départ Villa gd liv. chemin., cuis., 4 chbres, 2 s. de bains, 2 w-c, s. d'eau, ss-sol, cave, gde salle de jeux, jardin, park., interphone. Px 1.500.000 F. Le pptaire 605-57-42.

## terrains

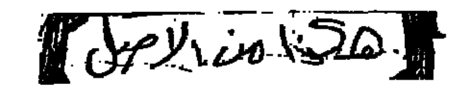
ANGLET 64 P. ATLANTIQUE 500 M. mer prox. golf tennis ter. bâtir contr. immeuble 4.100 m² COS 0/35 viabilisé Tél. 501-84-08.

## forêts

A VENDRE - YONNE
40 ha TAILLIS sous FUTAIE.
Prix 650.000 F
Sté ERMENOU MARCHAL
16, r. Carnot, 89200 AVALLON
Tél. : (86) 34-03-71.

## villégiature

A louer studio équip. 4 pers. à TIGNES, Val Claret du 27/2 au 6/3. Prix 1.800 F. Tél.: 069-83-81.







## Une nouvelle formule d'Assurance Accident

# Votre épouse recevra 7 000 F par mois pendant toute sa vie.

## Avec le contrat Rentavenir de la Compagnie New-Hampshire.

**Voici les principaux avantages de ce nouveau contrat d'assurance :**

■ Votre épouse recevra une rente de 7 000 F par mois (84 000 F par an) pendant toute sa vie si vous décédez à la suite d'un accident.
■ Vos enfants recevront cette rente pendant les vingt premières années de son versement si leur mère disparaît prématurément.
■ Vous êtes assuré 24 heures sur 24, dans le monde entier, pour votre vie privée, vos activités professionnelles ou sportives et tous vos déplacements. ■ Vous pourrez étudier votre contrat tranquillement chez vous et sans engagement de votre part.

**Votre épouse bénéficie d'une protection financière durant toute sa vie.**

Rentavenir prévoit le versement d'une rente mensuelle à l'épouse de l'assuré si ce dernier décède à la suite d'un accident. *Si par exemple, la veuve d'un* assuré vit 35 ans après le décès de son mari, elle recevra tous les mois et pendant 35 ans, une rente de 7 000 F. Mais, 35 ans n'étant qu'un exemple, elle touchera cette rente aussi longtemps qu'elle vivra.

**Vos enfants percevront cette rente s'ils devaient devenir orphelins de père et de mère.**

Quel que soit leur âge, Rentavenir continue de leur être versée en totalité, *jusqu'à la fin d'une période de* 20 ans qui commence le jour du premier versement de la rente à l'épouse.
Un exemple : si le conjoint survivant décède 3 ans après l'assuré, les enfants recevront à la place de leur mère, la rente mensuelle pendant 17 ans.
Si les parents décèdent simultanément, les enfants bénéficient automatiquement de la rente pendant 20 ans. *Ils sont par conséquent protégés dans* tous les cas jusqu'à ce qu'ils atteignent au moins leur majorité.

**Votre contrat peut bénéficier de certaines dispositions concernant la réévaluation des garanties.**

La Compagnie vous proposera tous les deux ans d'augmenter la rente prévue dans votre contrat pour tenir *compte de la hausse des prix. En cas* d'accord, votre cotisation sera, bien entendu, majorée dans la même proportion.
De plus, Rentavenir pourra bénéficier, le moment venu, des dispositions relatives aux majorations des rentes viagères si le bénéficiaire remplit les conditions légales et réglementaires qui seront en vigueur lorsqu'elle sera servie.

**Pour permettre à votre épouse de disposer de ressources certaines, il est préférable de choisir une rente plutôt qu'un capital.**

La solution traditionnelle est d'assurer un capital sur la tête du chef de famille.
Mais est-ce toujours satisfaisant ?
Qu'advient-il de ce capital ?
S'il est placé, les intérêts financiers sont-ils assez élevés pour aider efficacement la famille ?
S'il est entamé, combien de temps cela durera-t-il ?
Avec la solution Rentavenir, ces questions ne se posent plus. En déterminant aujourd'hui la rente mensuelle dont disposera votre épouse vous êtes certain que votre assurance remplira bien la mission que vous lui assignez.

**Vous bénéficiez d'une formule de souscription particulièrement économique.**

D'abord parce que Rentavenir peut être souscrite directement auprès de la Compagnie par un très grand nombre de personnes dans un court délai. Les frais de toute nature sont donc réduits au minimum et vous en profitez.

Ensuite parce que le tarif de Rentavenir est sans surprise. Il vous est communiqué dès maintenant et vous n'avez pas à craindre de majorations en raison de votre profession.

Enfin parce que Rentavenir vous assure pour le risque auquel vous êtes le plus exposé : l'accident. Vous n'avez pas à payer pour des à-côtés inutiles ou coûteux et votre contrat ne fait pas double emploi avec ceux que vous possédez déjà.



*... une nouvelle formule d'assurance qui garantit efficacement l'avenir de la famille...*

**La New-Hampshire**

Notre Compagnie, fondée aux États-Unis en 1869, gère à travers le monde plus de 900.000 polices. En 1980, elle a versé près d'un milliard de francs à ses assurés au titre de leurs contrats. Elle fait partie de l'American International Group implanté dans 135 pays et dont les fonds gérés s'élèvent à plus de 33 milliards de francs.
A ce même groupe appartient la Société EURAVIE, Compagnie Européenne d'Assurances sur la Vie, entreprise régie par le Code des Assurances au capital de 5.000.000 F entièrement versés. La rente prévue par Rentavenir sera constituée auprès de cette Société qui en assurera le versement.

Compagnie d'Assurances
New-Hampshire
24, avenue de la Grande-Armée
75017 Paris. Tél. : 773.56.52

**Rentavenir en 5 points.**

*1/ Une garantie accident, partout dans le monde, 24 heures sur 24, vie privée et professionnelle.*

*2/ Des rentes mensuelles payées à votre épouse pendant toute sa vie.*

*3/ Une rente versée pendant 20 ans minimum même en cas de décès prématuré de votre épouse.*

*4/ Une rente réversible au profit de vos enfants.*

*5/ Un contrat qui sera automatiquement renouvelé d'année en année jusqu'à 69 ans sauf résiliation de votre part. Si vous le souhaitez, il sera ensuite renouvelé annuellement avec l'accord de la Compagnie après examen d'un questionnaire de santé.*

**La New-Hampshire vous propose 3 rentes mensuelles**

| Votre cotisation mensuelle en fonction de votre âge *(taxe et frais de gestion compris)* | Option n° 1 Rente mensuelle 7 000,00 F | Option n° 2 Rente mensuelle 5 000,00 F | Option n° 3 Rente mensuelle 3 750,00 F |
|---|---|---|---|
| de 18 à 34 ans | 143,00 F | 122,50 F | 94,00 F |
| de 35 à 49 ans | 133,50 F | 114,50 F | 87,50 F |
| de 50 à 69 ans | 121,00 F | 103,50 F | 79,50 F |

**Enfin un contrat clair que vous pouvez étudier sans engagement pendant 30 jours.**

Les conditions générales de Rentavenir répondent clai*rement aux questions que* vous pouvez encore vous poser. Tout y est prévu : la définition précise des risques assurés, les modalités de règlement de la rente, la protection de vos enfants s'ils deviennent orphelins, etc.
Les exclusions habituelles ont été limitées au maximum et portent seulement sur : la guerre civile ou étrangère, l'explosion atomique, *certains actes de terrorisme* ou de sabotage et les accidents qui découlent du fait intentionnel de l'assuré (suicide, état d'ivresse, usage de stupéfiant, participation active à des rixes).

Vous ne recevrez la visite d'aucun démarcheur et si, après examen, votre contrat ne vous convenait pas, vous n'auriez aucune explication à nous fournir.

**Retournez-nous dès aujourd'hui votre demande de souscription sans engagement.**

Ne laissez pas échapper cette occasion d'étudier gratuitement et sans engagement un contrat d'assurance qui garantit à votre épouse une rente mensuelle jusqu'à la fin de sa vie.
Rentavenir est unique sur le marché français et après la date limite nous ne pourrons plus vous garantir dans les mêmes conditions. Aussi, agissez dès *aujourd'hui. Complétez la demande de* souscription ci-dessous et adressez-la sous enveloppe non affranchie à :

Compagnie New-Hampshire
Libre Réponse n° 4334 75N
75851 Paris Cedex 17

**Vous recevrez gratuitement votre police Rentavenir pour étude et vous aurez 30 jours pour donner suite ou non.**

* La date limite ci-dessous sera prorogée en cas de perturbation dans l'acheminement du courrier.

* DATE LIMITE 25/01/82

**RENTAVENIR** — 08191 XX 703

**DEMANDE DE SOUSCRIPTION SANS ENGAGEMENT**

**COMPAGNIE D'ASSURANCES NEW-HAMPSHIRE**

Entreprise régie par le Code des Assurances - Capital social : 5 640 640 $
R.C. PARIS B 775 758 618
**24, avenue de la Grande-Armée - 75017 PARIS - Tél. 773.56.52**

**Souscripteur** (âge limite pour souscrire : 69 ans).
NOM .................................... Prénom ....................................
N° ............... Rue ....................................................
Ville ............................................ Code postal ..................
Date de naissance ............................ Taille ............. Poids .............
Profession ..............................................................

**Bénéficiaire** * ..........................................................
*Nom de jeune fille* .................. *Prénom* .................. Age ..................
* Si le bénéficiaire n'est pas votre épouse prière de le préciser ici.

**Option choisie.** Je désire recevoir un contrat établi pour une rente mensuelle de :
7 000 F ☐ 5 000 F ☐ 3 750 F ☐ (cochez la case correspondant à votre choix).

QUESTIONNAIRE MEDICAL CONFIDENTIEL

1 - Souffrez-vous actuellement d'une infirmité, d'une gène fonctionnelle d'un membre ou d'une maladie infectieuse ou chronique ? ☐ OUI ☐ NON

2 - Une Compagnie d'Assurances vous a-t-elle refusé ou supprimé un contrat d'assurance "vie" ou "accident" au cours des cinq dernières années ? ☐ OUI ☐ NON

Je suis informé que selon le Code des Assurances toute fausse déclaration (ou omission) volontaire peut entraîner la nullité du contrat.

*Conformément à la loi Informatique et Liberté (78.17 du 06.01.78), je dispose d'un droit d'accès et de rectification pour toute information me concernant sur votre fichier clientèle en m'adressant au Service Commercial de la NEW-HAMPSHIRE.*

Date ................................ Signature ................................

**N'envoyez pas d'argent avec votre demande de souscription**

Le Monde

# économie

## ÉTRANGER

### DEUX PROJETS DE BUDGET

## JAPON : une exceptionnelle austérité

De notre correspondant

Tokyo. — Placé sous le signe de l'austérité, le budget présenté par le gouvernement japonais pour 1982 s'élève à 49 680 milliards de yens (1 280 milliards de francs). Sa progression, de 6,2 % en valeur, qu'il représente, est la plus faible depuis 26 ans (1). Pour atteindre — à terme — l'objectif d'un rééquilibre des finances publiques, le déficit (10.400 milliards de yens, soit 268 milliards de francs) a été à nouveau réduit. Il représente 20 % de l'ensemble des dépenses publiques contre 40 % en 1979 Ce déficit est financé par le marché obligataire. Le « service » de la dette publique constitue néanmoins le poste budgétaire enregistrant la plus forte croissance : 17,7 %.

Côté recettes, le gouvernement a adopté une attitude pragmatique Pour ne pas compromettre davantage la reprise de la consommation intérieure, il a fait porter son effort non pas sur les contribuables et les entreprises (qui rapportent ici à l'Etat les deux tiers de ses recettes) mais sur les impôts indirects.

A l'instar du budget américain celui du Japo nse caractérise par une augmentation substantielle des crédits de la défense (réclamée sur tous les tons par Washington) et par une forte compressio ndes dépenses sociales. Malgré l'opposition du ministère des finances, les dépenses affectées aux forces armées progressent de 7,75 % et atteignent quelque 2 600 milliards de yens (67 milliards de francs). Elles demeurent toutefois au-dessous du seuil psychologique des 1 % du produit national. Pour des raisons de politique étrangère également, les crédits de l'aide au développement des pays tiers augmentent de près de 11 % en valeur.

Un autre poste en progression est celui des fournitures d'énergie. Les dépenses de sécurité sociale, déjà faibles par rapport au niveau qu'elles atteignent dans les autres pays de l'O.C.D.E., ne progressent que de 2,8 % en valeur (elles diminueront donc en volume), de même que celles de l'éducation et des sciences. Les dépenses de travaux publics et celles de l'assistance aux P.M.E. n'enregistrent aucune progression.

Malgré les déclarations officielles, ce budget ne pas dans le sens d'une réduction des tensions comemrciales entre le Japon et ses principaux partenaires. En effet, un rééquilibrage des balances passe avant tout par une relance de la ccnsommation intérieure nippone, qui prendrait en partie le relais d'une croissance excessivement axée sur les exportations. Or, le budget d'austérité 1982 ne prévoit guère de mesures publiques propres à relancer la demande intérieure, ce qui sous-entend que la bonne santé économique du Japon devrait à nouveau dépendre l'an prochai ndu dynamisme de ses ventes sur les marchés extérieurs.

De surcroît, le revenu des ménages a tendance à stagner et l'on prévoit au printemps, comme ce fut le cas l'an dernier, des augmentations salariales à peine égale à la hausse des prix. La productivité demeure forte. La durée du travail augmente. La compétitivité japonaise ne peut donc qu'y gagner encore.

Cela dit, le gouvernement, qui a fixé pour 1982 une progression du P.N.B. de 5,2 %, a une vue différente des choses. Il espère que 4 % environ de cet accroissement proviendront d'une augmentation de la demande intérieure et un peu plus de 1 % des exportations. Ces prévisions, si elles se révélaient juste, inverseraient radicalement la tendance actuelle : en 1981, les exportations devraient constituer 2,6 % de la progression du P.N.B., contre 1,5 % à la demande intérieure. Les milieux d'affaires, à qui revient, pour l'essentiel, la charge de la relance, jugent ces estimations beaucoup trop optimistes.

R.-P. PARI.IGAUX.

(1) Si l'on retire les deux masses que constituent l'amortissement de la dette et les transferts aux collectivités locales (soit environ la moitié du total), les dépenses ne progressent que de 2,7 %, ce qui équivaut, compte tenu de la hausse des prix, à une diminution en valeur réelle.



## SUÈDE : un déficit qui reste important

*Le gouvernement suédois a soumis, ce lundi 11 janvier, au Parlement, son projet de budget pour l'exercice 1982-1983. Il fait apparaître un déficit de 82,6 milliards de couronnes (1), soit environ 13 % du produit national brut. Les recettes de l'Etat s'élèvent à 169 milliards et les dépenses à 251,6 milliards. L'augmentation constante et spectaculaire de l'impasse budgétaire est le souci numéro un de la coalition centriste au pouvoir, qui constate que les divers plans d'austérité appliqués ces deux dernières années n'ont seulement permis que de limiter la crise des finances publiques.*

*Pour 1982, le gouvernement est relativement optimiste ; il prévoit un excédent de la balance commerciale, un ralentissement de l'inflation et une régression, en fin d'année, du chômage qui frappe actuellement 3 % de la main-d'œuvre active.*

De notre correspondant

Stockholm. — La Suède est-elle en train de payer le prix des avantages sociaux que les sociaux-démocrates ont généreusement distribués dans les années de forte croissance avant le « choc pétrolier » ? Il serait sans doute injuste de rendre M. Palme et ses amis responsables des maux du pays ; mais il est clair que les réformes sociales mises en route à un rythme accéléré entre 1970 et 1976, et approuvées au demeurant par une large majorité parlementaire pèsent aujourd'hui lourdement sur le budget de l'Etat, qui n'arrive pas à joindre les deux bouts.

Le considérable déficit budgétaire est essentiellement structurel. Les dépenses sociales s'accroissent automatiquement, conformément aux engagements pris antérieurement. Les recettes s'amenuisent en raison de la stagnation économique, et l'Etat est obligé de s'endetter. Deux solutions sont envisageables pour rétablir l'équilibre : une augmentation des impôts directs ou une réduction des crédits de l'Etat et des communes.

Le gouvernement de M. Fälldin écarte catégoriquement la première parce que la pression fiscale a atteint en Suède le seuil de tolérance et que, l'expérience le prouve, elle encourage la tricherie si elle devient excessive. La deuxième voie est politiquement difficile pour un cabinet minoritaire qui doit, d'un côté, faire face à une opposition social-démocrate puissante qui l'accuse de vouloir tirer un trait sur la société de bien-être, et d'un autre côté, résister à des « amis » conservateurs qui lui reprochent de ne pas être suffisamment rigoureux.

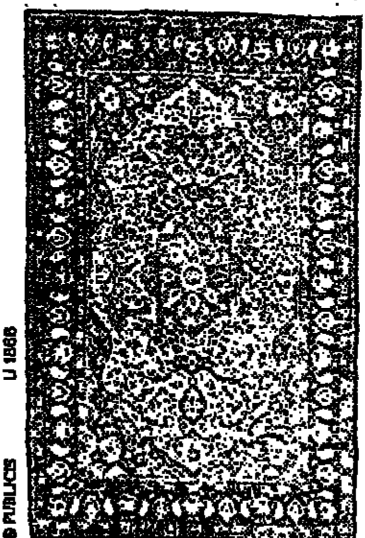
Les dépenses du secteur public (Etat, communes, investissements, assurances sociales) représentent aujourd'hui, en Suède, 67 % du produit national brut, contre 50 % en 1970, et c'est dans ce domaine que le gouvernement propose, pour 1982, des économies de l'ordre de 9 milliards de couronnes, qui touchent principalement l'éducation nationale, les congés maladie et les allocations chômage. Par ailleurs, les subventions accordées au secteur agricole et aux deux cent quatre-vingts communes du pays seront réduites de 3 milliards de couronnes. Les pouvoirs publics veulent limiter à 1 % par an, contre plus de 5 % entre 1970 et 1975, l'augmentation des dépenses des collectivités locales, qui absorbent actuellement 35 % des dépenses de l'Etat. Il n'est pas question, et pour longtemps encore, d'engager de nouvelles réformes coûteuses. L'heure est à l'austérité. On espère de cette façon réduire à partir de 1983 la part du déficit budgétaire, qui représente actuellement 13 % du produit national brut. Ce déficit permanent entraîne une augmentation des emprunts contractés dans le pays et à l'étranger pour équilibrer les comptes de la nation. La dette extérieure est supérieure à 50 milliards de couronnes, et la dette publique totale atteint 280 milliards de couronnes. Les frais de remboursement des intérêts de cette dette s'élèvent pour l'exercice 82-83 à plus de 39 milliards de couronnes, soit plus de 20 % des recettes totales de l'Etat et 47 % du déficit national. Ils représentent actuellement le deuxième poste du budget après celui des affaires sociales.

La dévaluation de 10 % de la couronne en septembre dernier et la modération des accords salariaux devraient renforcer la compétitivité des entreprises à l'étranger et se traduire par une reprise de la production industrielle, une augmentation de 7 % en volume des exportations et une balance commerciale excédentaire. Les pouvoirs publics espèrent limiter la hausse des prix à 8,5 % contre près de 10 % en 1981. En revanche, il faut s'attendre à une nouvelle chute de 5 % des investissements industriels et à un fléchissement de l'activité de 10 % dans le secteur du bâtiment. Le chômage demeurera au niveau de 3 % de la main-d'œuvre active, un taux très élevé pour la Suède. Le gouvernement prévoit enfin une baisse de 4 % des salaires réels en 1982 mais, selon le secrétaire d'Etat au ministère des finances, *« les Suédois ont relativement bien supporté jusqu'à présent la cure d'austérité nécessaire. Ils comprennent de mieux en mieux que le pays vit au-dessus de ses moyens »*.

ALAIN DEBOVE.

(1) 1 couronne = env. 1 franc français.















# Le projet de loi sur les rapports entre propriétaires et locataires

*(Suite de la première page.)*

Tout cela explique sans doute la passion qui anime les uns et les autres dans les salons, les dîners familiaux et au Café du commerce. Chacun ne connaît, ne veut connaître que son cas personnel. Le locataire dont le loyer, de renouvellement de bail en renouvellement de bail, atteint un montant excessif, bientôt insupportable, refuse de considérer que tous les propriétaires ne sont pas aussi gourmands que le sien. Quant au propriétaire, il ne parle que de locataires indélicats, déménageant à la cloche de bois, laissant trois mois de loyer impayés, un local profondément dégradé et le souvenir d'un mauvais coucheur qui fait participer tout un immeuble à ses démêlés conjugaux et *à ses fiestas répétées.* La contradiction est si humaine que tel, qui, locataire, se défend bec et ongles contre son propriétaire, se montre l'égal du M. Vautour de Daumier dès que, propriétaire d'un malheureux deux-pièces, il se retrouve de l'autre côté de la barrière. On retrouve là une attitude classique, pour irrationnelle qu'elle soit : le profit excessif, c'est celui d'autrui.

## Réprimer les abus

Si l'on en croit M. Quilliot, la loi sera faite justement pour réprimer les abus, qu'ils soient le fait de propriétaires trop avides ou de locataires indélicats, et permettra de rétablir un juste équilibre que n'a pas permis d'assurer le simple fonctionnement du droit contractuel. Le concert de ceux qui crient au collectivisme, au dirigisme intégral, manque tellement de nuances qu'il risque de masquer ceux de leurs arguments qui sont fondés. Talleyrand avait raison : *« Tout ce qui est exagéré est insignifiant. »*

L'un de ces arguments vaut qu'on s'y arrête. Rien, dans le projet de loi, n'assure le propriétaire de bonne foi qu'il pourra se débarrasser dans un délai raisonnable du mauvais locataire. Certes, M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, a maintes fois assuré qu'il ne voulait *pour rien au monde d'un « maintien dans les lieux »* calqué sur celui de la loi de 1948. Certes, il acceptera sans doute un amendement mettant la vente au rang des motifs sérieux et légitimes de donner congé à un locataire.

L'affaire n'est pas simple. D'un côté, on peut craindre que les mises en vente se multiplient. Déjà, l'Association des comités de défense des locataires (A.C.D.L.) cite plusieurs cas de mises en vente d'immeubles ou d'ensemble de logements : rue de Lourmel, à Paris (15e), soixante-dix appartements ; à Saint-Cloud, six appartements, ainsi qu'à Sèvres. En tout, cette association, au cours du mois de décembre, a eu connaissance de sept immeubles dans ce cas. On ne peut d'ores et déjà savoir si ce mouvement peut faire tache d'huile, *ni si des mises en vente massives n'aboutiraient pas* — qui sait ? — à une baisse du prix des logements.

D'un autre côté, il serait tout à fait anormal que celui qui souhaite réaliser son capital pour racheter le logement qu'il habitera ne puisse le faire. Il serait encore plus anormal que l'achat d'un logement occupé par un tiers, pour se loger soi-même, n'aboutisse pas pour le nouveau propriétaire à une entrée effective dans les lieux. Il ne s'agit même plus là des effets pernicieux de la loi de 1948, ni même du droit de reprise *que prévoit aussi le texte de M. Quilliot,* mais bien, d'une part, des lenteurs de la justice et, d'autre part, de la réticence des préfets à rendre exécutif un jugement d'expulsion. Telle cette enseignante, dont nous avons reçu ces jours derniers le témoignage, qui n'avait pas les moyens d'acheter un logement vacant et qui, devenue propriétaire d'un logement soumis à la loi de 1948, a suivi patiemment la procédure prévue : bien qu'elle ait gagné sur toute la ligne, au bout de deux ou trois ans d'effort, elle ne peut parvenir à obtenir l'intervention de la force publique.

*Le ministre de l'urbanisme* et du logement a *suggéré,* dans ces colonnes (*le Monde* du 6 janvier), la nomination de *« juges au logement »*, comme il existe des juges à *l'expropriation. Le garde des sceaux* et le ministre de l'intérieur seraient sans doute bien inspirés de venir à l'Assemblée nationale prendre solennellement les engagements qui s'imposent en la matière. Il faudrait aussi que le gouvernement fasse en sorte que ces engagements soient opérationnels dans un délai très court. N'oublions pas que ces écueils ont largement contribué à l'échec de la loi de 1948, comme à l'échec de la loi dite « equo canone » (du juste loyer) en Italie (*le Monde* du 3 décembre 1981).

## Le « loyer scientifique »

Les références à la loi italienne en matière de montant et d'évolution des loyers sont, au demeurant, mal fondées : elle a tenté d'établir un *« loyer scientifique »* — comme l'avait fait la loi française de 1948 et n'a réussi qu'à anéantir le marché du logement. En toute équité, cette « remise à plat » des loyers serait justifiée en France, tant le montant des loyers est devenu, dans toutes les villes où les lois du marché ne jouent plus et partout où la spéculation est reine, sans rapport avec le service rendu. Le gouvernement ne s'y est cependant pas risqué, sachant bien que les Français, amoureux d'égalité formelle et d'exceptions profitables, ne l'auraient pas supporté, et que bâtiment et emploi auraient risqué de faire les frais d'un excès de rigueur en la matière. Il s'est borné à donner les règles d'une hausse normale et supportable des loyers. A cet égard, il est urgent d'entreprendre la mise au point d'un *nouvel indice trimestriel* du coût de la construction, l'actuel indice de l'INSEE étant peu fiable et peu réaliste, tous les spécialistes l'affirment. En revanche, inciter, ainsi que les accords sur la répartition des charges locatives en ont démontré la possibilité, les organisations représentatives à se mettre d'accord sur la modération des hausses et en rendre obligatoire l'application est sans doute *souhaitable.*

Dernier volet des empoignades prévisibles dans le texte proposé : celui qui concerne les « conventions collectives » de l'habitat, authentifiant les accords passés dans un immeuble ou un groupe d'immeubles sur tout ce qui touche à leur gestion quotidienne. C'est la partie la plus originale, la plus novatrice du projet de loi, nous l'avons déjà dit, mais aussi celle qui suscite le plus l'accusation d'instaurer le « collectivisme » dans l'habitat.

Politiquement, on comprend qu'un gouvernement socialiste ne pouvait que s'engager dans cette voie : c'est une revendication des associations les plus proches de lui, et cela correspond bien à sa volonté de développer la vie associative, ferment indispensable de la décentralisation. Il *était donc* tout à fait nécessaire d'institutionnaliser la reconnaissance par les propriétaires des associations de locataires et d'empêcher le démembrement de celles-ci par des *congés abusifs, adressés à leurs responsables.*

Pourtant, le reproche qu'on pourrait faire au dispositif envisagé est plus général que ceux fondés sur la réalité vécue des relations propriétaires-locataires. Ce reproche, valable pour tout ce qui, dans notre pays, est profondément novateur, tient à ce goût bien cartésien de figer dans une loi — que seule une autre *loi* pourra transformer — des dispositifs dont le fonctionnement n'a pas été éprouvé. Le précédent gouvernement était tombé dans le même travers en ne prévoyant aucune expérimentation *in vivo de sa réforme* du financement du logement. Dès avant le 10 mai, il était patent qu'il faudrait réformer cette réforme. On peut craindre que, en ce qui concerne les conventions collectives de l'habitat et leur généralisation progressive au plan départemental puis national, le gouvernement socialiste ne rencontre des difficultés du même type que le gouvernement giscardien. Il faut en prendre son parti, le pragmatisme n'est pas un trait dominant du caractère français.

Au demeurant, ce projet de loi était devenu indispensable, et il est logique que *M. Roger Quilliot aille* plus loin que ne souhaitait le faire M. Michel d'Ornano, qui avait déposé un projet faisant quelques pas dans ce sens. Cette similitude de démarche, sinon d'objectif, entre la majorité d'hier et celle d'aujourd'hui, marque les limites atteintes par la loi du marché en matière de logement. La spéculation immobilière et foncière a non seulement à Paris, mais dans les banlieues mêmes des grandes villes industrielles, augmenté à un point tel les prix que la rentabilité du capital investi ne cesse de s'amenuiser malgré des loyers de plus en plus élevés, que la revalorisation du patrimoine devient un *leurre* et *que le libéralisme* économique débouche sur sa perversion naturelle qu'est l'instauration d'une sorte de loi de la jungle.

Il fallait agir. Il est tout aussi indispensable *que le législateur agisse* bien pour atteindre ce *« nécessaire équilibre »* que souhaite M. Roger Quilliot.

JOSÉE DOYÈRE.

# AFFAIRES

APRÈS LA NOMINATION D'UN NOUVEAU PRÉSIDENT

## La Banque française du commerce extérieur devrait recentrer ses activités sur l'aide aux exportateurs

**M. Michel Freyche, directeur des relations économiques extérieures au ministère de l'économie et des finances — comme nous l'avions annoncé (« le Monde » du 6 janvier), — a été élu à la présidence de la Banque française du commerce extérieur (B.F.C.E.), le 8 janvier, lors d'un conseil d'administration extraordinaire de cet établissement.**

**Cette nomination, qui doit être entérinée par un décret du ministère de l'économie et des finances, intervient au moment où l'on s'interroge sur le rôle de cette banque « à statut légal spécial » dans le cadre — ou en dehors — de la future loi bancaire et sur les déboires qu'elle a connu, en 1981, en exerçant certaines activités qui dépassaient sa mission initiale : le financement des opérations de commerce extérieur.**

En nommant le patron de la direction des relations économiques extérieures à la tête de la B.F.C.E., le gouvernement — et l'Elysée — ont pris une décision somme toute assez logique puisque la D.R.E.E. qui assure, en liaison avec le ministère du commerce extérieur, la promotion des exportations françaises, supervise déj àles activités de cette banque et de la Coface (Compagnie française pour le commerce extérieur).

La désignation de M. Freyche, — un homme du sérail — démontre tout l'intérêt porté par les pouvoirs publics à cet établissement qui doit devenir le fer de lance de la politique française à l'exportation, corollaire de toute action en faveur de la reconquête du marché intérieur.

En 1980, le soutien apporté par les pouvoirs publics aux activités exportatrices a représenté plus de 10 milliards de francs et l'effort sera poursuivi dans le même sens avec une réorientation des aides en faveur des petites et moyennes entreprises, ainsi que l'a annoncé le Quai Branly fin décembre.

Dans cette optique la B.F.C.E. devrait jouer un rôle assigné dans la version remaniée du programme commun de gouvernement il était indiqué *« la Banque française du commerce extérieur regroupera les divers organismes qui sont actuellement chargés du refinancement des opérations liées au commerce international. La Banque de France exercera un contrôle renforcé sur l'affectation des crédits au commerce extérieur »*. Ce paragraphe est un peu en retrait par rapport au programme de gouvernement du parti socialiste qui estimait, dans son chapitre consacré à l'appareil bancaire, que *« le refinancement des grandes opérations de commerce extérieur sera confié à une institution nouvelle, dégagée, comme la Banque de France, des exigences spécifiques d'une clientèle commerciale ; cette institution absorbera la B.F.C.E., la Coface et les établissements financiers finançant ou garantissant les investissements industriels et commerciaux à l'étranger. Elle sera également chargée de contrôler et de coordonner les divers organismes spécifiques qui interviennent dans l'étude et l'attribution de l'aide aux pays en voie de développement, en particulier dans l'ancienne Union française »*.

On n'en est pas encore là. Reste qu'à défaut de fusion avec la Coface, une éventualité qui semble abandonnée devant l'inquiétude qu'elle a suscitél dans les deux établissements concernés, la B.F.C.E. se trouve à un tournant.

### UN statut spécial

Paralysée par le décret de 1946 qui lui ocnfère un *« statut légal spécial »*, cet établissement n'est pas directement visé par la loi bancaire en préparation. Il est peu probable cependant, que la réflexion engagée n'aborde pas à un moment ou un autre le problème de ce statut dont l'ancien président de la B.F.C.E., M. François Giscard d'Estaing, n'avait jamais caché qu'il constituait à ses yeux un carcan au développement de l'établissement.

Le tout est de s'entendre sur la nature de ce développement. S'agit-il d'étendre le rôle de al B.F.C.E. au service des opérations commerciales courantes (escompte commercial, opérations de change, de bourse...) qui occupe les deux tiers des effectifs et représente 80 % des comptes ouverts ou, au contraire, d'inciter la banque à consacrer la totalité de ses forces — et de son expérience — au seul refinancement des exportations françaises à travers une structure plus étoffée, calculée pour exemple sur la banque américain e d'export-import (Eximbank) qui regroupe aux Etats-Unis l'ensemble des opérations présentement effectuées, en France, par la B.F.C.E., la Coface, voire la Caisse centrale de coopération économique ?

Un choix devra être opéré entre ces deux axes compte tenu des critiques formulées à l'intérieur de l'établissement où certains estiment que le rôle qui lui est parfois imparti n est plus tout à fait conforme à sa mission initiale. C'est ainsi que la B.F.C.E. s'intéresse depuis plusieurs années, — comme quantité d'autres banques —, à des marchés hautement spéculatif, tels que les matières premières (céréales, notamment), voire le secteur pétrolier, tout ceci au nom d'une rentabilité qui, l'expérience le prouve, peuvent s'avérer parfois bien aléatoire ainsi qu'elle en a fait récemment la triste expérience.

Au départ, il s'agissait d'opérations relativement classiques dans lesquelles la banque intervenait sous forme de crédits documentaires pour le compte de petites compagnies pétrolières, en liaison avec des banques locales pour permettre à ces sociétés de raffinage de pouvoir acheter du pétrole brut auprès des « *majors* » américains.

Depuis 1974, le marché pétrolier était en expansion permettant à la B.F.C.E. de *« créer rapidement, peut-être trop, autour d'une équipe dynamique, un fonds de commerce important et rémunérateur qui a permis de dégager une marge brute de 83 millions de francs depuis la fin de 1979 dont 42 millions de francs pour la seule année 1980 »* ainsi que devait l'indiquer, après coup, M. François Giscard d'Estaing, venu, en personne, expliquer devant le comité d'établissement, le 26 août, la stratégie qui avait conduit la banque à prendre dans le seul secteur pétrolier, des engagements qui avoisinaient le milliard de dollars, sans envisager suffisamment l'éventualité d'un retournement de situation.

C'est pourtant ce qui devait se passer au début de l'année 1981 lorsque le marché se retourna brutalement.

Essayant de réagir au plus vite, la banque s'empressa de réduire de quelque 80 % ses engagements vis-à-vis des compagnies pétrolières et... de décharger de ses fonctions le responsable de *« l'équipe dynamique »* incriminée.

C'est qu'entretemps, des *« manquements sérieux »* avaient été constatés, tant au niveau des règles de montage et de surveillance des crédits consentis que des dépassements et des garanties insuffisantes. Ce dernier point devait poser de sérieux problèmes lorsqu'il fallut faire jouer les garanties à l'encontre de l'Independant Refining Corp (I.R.C.), une petite compagnie de raffinage constituée en 1976. A la fin mars 1981, la Texas Commerce Bank, le banquier habituel de l'I.R.C. refusait d'accorder les crédits promis partie prenante à l'affaire, se retrouvait l'unique banquier d'une entreprise en faillite avec l'impossibilité de faire jouer des garanties qu'elle croyait *« en béton »*.

A l'issue d'une série de tractations et d'un voyage éclair de M. François Giscard d'Estaing au siège de l'I.R.C. à Houston, en octobre, le contentieux sur cette affaire put être ramené à une trentaine de millions de dollars sur un montan tinitial de 140 millions environ.

Un *« incident de parcours »* qui se monterait à la coquette somme de 150 millions de francs si la solution actuellement mise en place avec le concours d'un groupe bancaire du Proche-Orient devait ne pas aboutir. Un contentieux, en tout cas, qui ne devrait *« coûter aucune perte à la B.F.C.E. en France »* ainsi que nous l'avait assuré en son temps M. François Giscard d'Estaing lorsque nous l'avions interrogé à ce sujet.

Le fait est que nombre de banques, y compris parmi les établissement nationalisés, se sont retrouvés parfois avec de sérieuses *« ardoises »* à la suite de mésaventures du même genre, par exemple sur les marchés des changes. A cette différence près, qu'elles ont généralement pris une précaution élémentaire : celle de créer des filiales spécialisées pour ce type d'opérations.

SERGE MARTI.

### UN CONSEIL D'ADMINISTRATION TRIPARTITE

**Créée en 1946, en même temps que la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface), la Banque française du commerce extérieur a pour mission de centraliser et de faciliter le financement des opérations de commerce extérieur de la France.**

**A ce titre, la B.F.C.E. effectue l'ensemble des opérations classiques d'une banque spécialisée dans le commerce international. Cette activité a connu un important développement depuis 1971 avec la mise en place de procédures spécifiques à moyen et long terme permettant de mieux satisfaire les besoins de financement des exportateurs, qui peuvent bénéficier de taux bonifiés.**

**Parallèlement, la banque joue un rôle important sur le marché financier international où elle participe au montage d'euro-crédits et aux émissions d'euro-obligations.**

**Etroitement contrôlée par des actionnaires « publics » (Banque de France, Caisse des dépôts et consignations, Crédit national, Banque nationale de Paris, Crédit lyonnais, Société générale, notamment), la B.F.C.E., qui emploie environ deux mille six cents personnes, a cette particularité dans le système bancaire français d'avoir un conseil d'administration réellement tripartite.**

**Celui-ci est composé pour un tiers (cinq membres) de représentants de l'Etat choisis parmi les actionnaires, pour un second tiers de représentants syndicaux (trois représentants de confédérations et deux membres du personnel) et pour le tiers restant de personnalités choisies en raison de leur spécificité ou de leur compétence (par exemple, M. François Guillaume, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles).**

**Le contrôle est également assuré par un commissaire du gouvernement, en la personne de M. Michel Camdessus, chef des affaires internationales à la direction du Trésor.**



### Informatique

#### PAS DE VOIE AMÉRICAINE POUR THOMSON

*Le gouvernement, en l'occurrence le ministère de l'industrie, a finalement interdit à la SEMS (filiale informatique du groupe Thomson) de conclure un accord de production et de commercialisation avec la firme américaine SEL. Cet accord, dont on parle depuis plus de six mois, avait été négocié par M. Jacques Darmon, nouveau « patron » chez Thomson-C.S.F. de la branche informatique - téléphone. Il consistait à faire fabriquer sous licence par SEMS des mini-ordinateurs de SEL, la société française ayant, sous certaines conditions, un accord d'exclusivité pour leur commercialisation en France et dans quelques pays européens.*

*Ce projet d'accord, qui ressemblait — en miniature — à ce qui avait été fait en 1975 entre C.I.I. et Honeywell, avait suscité de vives réactions, aussi bien à l'intérieur du groupe Thomson que dans les milieux informatiques et la nouvelle administration. De plus, il cadrait mal avec les réflexions du gouvernement, notamment celles de la mission « filière électronique », sur l'avenir de l'industrie informatique française. La France ne pouvant pas, dans ce domaine, se permettre de disperser ses forces, SEMS et C.I.I.-H.B. seront donc appelés à collaborer, tout en conservant leur identité, à des projets de développement en commun sur les mini-ordinateurs.* — J.-M. Q.

### Les crédits sur la recherche

#### « LA MÉCANIQUE DOIT ÊTRE RANGÉE DANS LES INDUSTRIES DE POINTE » estiment ses dirigeants

Avant l'ouverture du colloque national sur la recherche et la technologie en France, la Fédération des industries mécaniques a présenté ses réflexions sur la recherche.

Des réflexions qu'elle mûrit depuis de nombreuses années, et qu'elle a mise au clair ces dernières semaines. Un bon dossier finalement, dont les conclusions sont impératives : ou la nation *« joue à fond la carte de la mécanique française, ou elle se retrouvera dans dix ans submergée par les importations étrangères »*, a dit M. Robert Koch, le jeudi 7 janvier, en présentant les propositions de l'organisation patronale qu'il préside.

Une « nouvelle mécanique » est en train de naître, est en train de se construire à partir d'une branche industrielle (600 000 salariés ; 10 000 entreprises) très solide déjà : elle est dans ses spécialités le sixième producteur et le quatrième exportateur du monde.

Tout — ici et ailleurs — est en train d'être remis en cause par une révolution technologique qui impose de nouvelles conceptions de produits, eux-mêmes très différents, de nouveaux matériaux, et qui transforme profondément les processus de production. *« Qu'il s'agisse de la robotique, des ateliers flexibles, de l'automatisation des processus de fabrication, de la bureautique, des énergies nouvelles, de la bio-industrie... il n'est pas de secteur où la mécanique ne soit au cœur des mutations actuelles »*, a constaté M. Koch.

Se défendant d'avoir une *« mentalité d'assisté »*, la mécanique demande que l'effort de recherche des entreprises de la profession bénéficie d'un soutien financier de l'État comparable à celui consacré aux industries de pointe par certains pays concurrents (Japon, R.F.A.). Elle demande aussi que soient doublés les fonds publics de recherche et de développement qui lui sont dévolus : qu'ils soient portés de 350 millions à 750 millions de francs d'ici à 1984.

Elle souhaite encore que soit ouverte une enveloppe spéciale pour financer les études prioritaires sur quinze thèmes (1) qu'elle a définis. (Ce financement prendrait la forme de contrats publics pluriannuels passés avec les centres techniques et d'autres organismes de recherche publics et privés.) Le montant de cette enveloppe pourrait être de 150 millions de francs, à reconduire au moins durant trois ans.

Toutefois la profession se méfie — mais elle le dit en termes déguisés — d'une étatisation possible des moyens de recherche dont disposent les firmes du secteur privé. Aussi entend-elle que ne soient pas modifiées les procédures qui existent et que soient maintenues les actuelles relations entre les centres techniques et de recherche et les industries qui les financent. — A. T.

(1) Ces thèmes prioritaires de recherche sont notamment : matériaux, traitements de surface, mécaniques des fluides, techniques avancées d'usinage, robotique, microélectronique...

# NATIONALISATIONS

## La nomination des P.-D.G. est repoussée d'une semaine

C'est finalement le 20 janvier que le conseil des ministres examinera la « liste » des P.-D. G. des entreprises nationalisables et entendra la communication du ministre de l'industrie, M. Dreyfus, sur la politique industrielle. Initialement, le gouvernement devait étudier ce dossier lors du conseil des ministres du 13 janvier. Ce report d'une semaine est dû au Conseil constitutionnel qui a fait savoir, à la fin de la semaine dernière, qu'il ne serait pas en mesure de rendre son avis sur le projet de loi de nationalisations avant le 15 janvier.

Saisi le 18 décembre par les députés et sénateurs de l'opposition, le Conseil constitutionnel dispose d'un délai d'un mois pour faire connaître sa position. Le gouvernement aurait pu ramener ce délai à huit jours en décrétant l' « urgence ». Il ne l'a pas fait pour ne pas brusquer les neuf sages du Palais-Royal. En revanche, il était tacitement entendu que le Conseil se prononcerait un peu avant l'expiration du délai de trente jours. Vers les 10-11 janvier, pensait-on.

Le Conseil constitutionnel a été saisi de cinq nouveaux recours par l'opposition. La nécessité de les examiner, toutes affaires cessantes, a fait perdre quelques jours. Le gouvernement avait bâti son calendrier en fonction d'un avis du Conseil constitutionnel rendu vers le 11 janvier, ce qui permettait d'examiner le dossier au conseil des ministres du 13 et de publier le lendemain, au *Journal officiel*, la loi, les décrets d'application, la liste des administrateurs et des directeurs généraux.

Tout ce dispositif est donc décalé d'une semaine. Ce qui n'est pas fait pour ramener le calme à l'intérieur des entreprises nationalisables. Le jeu de l'oie du P.-D.G. bat son plein, chacun y allant de ses pronostics. Faut-il rappeler que ce qui était vrai hier ne l'est plus aujourd'hui, mais peut le redevenir demain ? Pour les sept groupes industriels, l'affaire se joue entre une dizaine d'hommes, mais, jusqu'à la dernière minute, il peut y avoir des changements, des permutations. Idem pour les banques, même si pour le Crédit lyonnais, la B.N.P. et Paribas, les jeux sont faits depuis plus d'un mois (*le Monde* du 25 novembre).

Des syndicalistes figureront-ils parmi les nouveaux P.-D.G. ? Des contacts ont bien eu lieu toutes ces dernières semaines sur ce dossier entre le gouvernement et les grandes organisations syndicales. Rien, là non plus, n'est arrêté. S'il semble exclu qu'un syndicaliste accède à la présidence d'un grand groupe industriel, il est certain que, au cours des prochaines semaines, on verra apparaître les noms de plusieurs syndicalistes au sein des directions générales du nouveau et de l'ancien secteur public.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR | | UN MOIS | | DEUX MOIS | | SIX MOIS | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | + bas | + haut | Rep. + ou Dép. — | | Rep. + ou Dép. — | | Rep. + ou Dép. — | |
| $ E.-U. .. | 5,7570 | 5,7610 | + 70 | + 110 | + 110 | + 165 | + 160 | + 275 |
| $ can. .. | 4,8495 | 4,8535 | — 35 | + 25 | — 65 | — 5 | — 205 | — 100 |
| Yen (100) | 2,5340 | 2,5380 | + 200 | + 245 | + 340 | + 390 | +1040 | +1120 |
| D.M. ..... | 2,5360 | 2,5395 | + 95 | + 125 | + 180 | + 215 | + 565 | + 635 |
| Florin ... | 2,3115 | 2,3145 | + 80 | + 110 | + 150 | + 185 | + 480 | + 545 |
| F.B. (100) | 14,9900 | 15,0030 | —1550 | —1040 | —2965 | —1880 | —5775 | —3390 |
| F.S. ...... | 3,1315 | 3,1360 | + 175 | + 220 | + 310 | + 355 | + 940 | +1040 |
| L. (1 000) | 4,7370 | 4,7415 | — 285 | — 200 | — 535 | — 430 | —1885 | —1715 |
| £ ........ | 10,9580 | 10,9760 | — 60 | + 70 | — 90 | + 45 | — 135 | + 120 |

## TAUX DES EURO-MONNAIES

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| D.M. ..... | 9 7/8 | 10 1/4 | 10 | 10 3/8 | 10 1/8 | 10 1/2 | 10 1/8 | 10 1/2 |
| $ E.-U. .. | 12 1/2 | 13 | 13 1/16 | 13 7/16 | 13 5/16 | 11/16 | 14 7/16 | 14 13/16 |
| Florin ... | 10 | 10 1/2 | 10 1/4 | 11 | 10 3/8 | 11 1/8 | 10 3/8 | 11 1/8 |
| F.B. (100) | 13 3/4 | 15 1/4 | 20 1/2 | 24 | 22 | 25 | 21 | 23 |
| F.S. .... | 2 7/8 | 3 5/8 | 7 15/16 | 8 5/16 | 8 3/8 | 8 3/4 | 8 5/8 | 9 |
| L. (1 000) | 18 | 19 | 19 1/2 | 21 | 21 | 22 1/2 | 23 1/2 | 24 1/2 |
| £ ........ | 14 3/8 | 15 1/8 | 14 13/16 | 15 7/16 | 14 15/16 | 15 9/16 | 15 1/4 | 15 7/8 |
| F. français | 14 3/4 | 15 1/2 | 15 1/8 | 15 7/8 | 15 1/2 | 16 1/4 | 17 5/8 | 18 3/8 |

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS





NATIONALISATION[S]

La nomination des P.-D.G. est repoussée d'une semai[ne]

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEV[ISES]

TAUX DES EURO-MONNAIES

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉ[TÉS]



# LES MARCHÉS FINANCIERS

## BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation
(en millions de francs)

| ACTIF | | Au 31/12/1981 |
|---|---|---|
| 1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER | | 320 509 |
| dont : | | |
| Or | 194 581 | |
| Disponibilités à vue à l'étranger | 36 249 | |
| ECU | 76 511 | |
| Avances au Fonds de stabilisation des changes | 13 166 | |
| 2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR | | 4 858 |
| 3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT | | 153 231 |
| dont : | | |
| Effets escomptés | 72 788 | |
| Effets achetés sur le marché monétaire et obligations | 49 839 | |
| 4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM | | 56 295 |
| 5) DIVERS | | 7 424 |
| Total | | 542 319 |

| PASSIF | | |
|---|---|---|
| 1) BILLETS EN CIRCULATION | | 183 327 |
| 2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS | | 8 947 |
| 3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC | | 31 704 |
| 4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS | | 38 211 |
| dont : | | |
| Comptes cour. des établ. astreints à la constitution de réserves | 23 233 | |
| 5) ÉCUS A LIVRER AU FECOM | | 58 516 |
| 6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR | | 223 381 |
| 7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE | | 1 931 |
| 8) DIVERS | | 18 297 |
| Total | | 542 319 |

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

**GÉNÉRALE DE FONDERIE.** — Au terme d'un exercice difficile de bout en bout, la société, en accord avec les pouvoirs publics, ses actionnaires et ses banquiers, a mis au point un plan de redressement des activités traditionnelles et un développement important dans le secteur des énergies nouvelles, notamment celui des pompes à chaleur. Les investissements dans ce dernier domaine (économie d'énergie) vont être poursuivis et accrus, avec le soutien de l'État et des partenaires financiers. Dans ces conditions, la société va procéder, dans les prochains mois, à deux augmentations de capital en espèces, par émissions d'actions ordinaires et d'actions à dividendes prioritaires sans droit de vote.

**VALRÉAL.** — Cette SICAV, lancée par la Banque de Paris et des Pays-Bas, la Caisse centrale des banques populaires et la Caisse des dépôts, offre, pour des placements d'une durée relativement courte, des possibilités de rendement très proches de celles des marchés financiers. Ses actifs seront constitués principalement, pour l'instant, d'obligations françaises à taux fixe et à échéances rapprochées (moins de sept ans) aussi bien qu'à taux variable, de bons du Trésor et valeurs assimilées et des fonds en dépôt.

**MOTEURS LEROY-SOMER.** — Selon une étude du Crédit commercial de France, *la société* pourrait enregistrer, en 1981, une augmentation de 5 % à 10 % de son bénéfice, alors que ses dirigeants prévoyaient, en octobre dernier, un léger retrait. Le C.C.F. s'attend à un exercice 1982 encore plus *favorable*, avec une progression sensible des résultats.

### INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)

| | 7 janv. | 8 janv. |
|---|---|---|
| Valeurs françaises | 102,1 | 102,4 |
| Valeurs étrangères | 100,8 | 101,1 |

### Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

| | | |
|---|---|---|
| Indice général | 92,3 | 92,6 |

### TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

| | |
|---|---|
| Effets privés du 11 janv. | 15 3/8 |

### COURS DU DOLLAR A TOKYO

| | 7/1 | 8/1 |
|---|---|---|
| 1 dollar (en yens) | 221,85 | 222,25 |

## LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

| | 31 déc. | 8 janv. |
|---|---|---|
| Valeurs franç. à revenu variable | 773,4 | 778,9 |
| Valeurs étrangères | 1716,2 | 1748,7 |
| **Base 100 : 31 décembre 1981** | | |
| Indice général | 100 | 100,7 |
| Assurances | 100 | 97,7 |
| Banques | 100 | 99 |
| Sociétés foncières | 100 | 97,5 |
| Alimentation | 100 | 100,4 |
| Automob., cycles et leurs équipem. | 100 | 108,4 |
| Bâtim., mat. constr., trav. publics | 100 | 102,5 |
| Constructions mécaniques | 100 | 98,9 |
| Distribution | 100 | 99,1 |
| Matériel électrique | 100 | 106,2 |
| Pétroles | 100 | 103,7 |
| Produits chimiques | 100 | 98,9 |
| Transports | 100 | 97,7 |
| Services | 100 | 98,5 |
| Valeurs étrangères | 232,2 | 236,6 |
| **Base 100 : 31 décembre 1972** | | |
| Emprunts garantis et assimilés | 83,5 | 89 |
| Sociétés | 88,7 | 88,2 |
| **Base 100 : 28 décembre 1980** | | |
| Valeurs françaises à revenu fixe | 93,3 | 95,1 |
| Emprunts d'État | 94,2 | 93,9 |
| Emprunts garantis et assimilés | 93,7 | 99,9 |
| Sociétés | 92,0 | 91,5 |

### COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE
Base 100 : 29 décembre 1961

| | | |
|---|---|---|
| Indice général | 92,3 | 92,6 |
| Produits de base | 74,8 | 76 |
| Construction | 188,7 | 189,8 |
| Biens d'équipement | 74,6 | 76,7 |
| Biens de consomm. durables | 58,3 | 61 |
| Biens de consomm. non durables | 76,7 | 76,7 |
| Biens de consomm. alimentaires | 122,3 | 121,6 |
| Services | 160,2 | 157,4 |
| Sociétés financières | 102,2 | 101,3 |
| Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger | 217 | 214,9 |
| Valeurs industrielles | 79,9 | 81 |

### BOURSES RÉGIONALES
Base 100 : 29 décembre 1972

| | | |
|---|---|---|
| Indice général | 120,8 | 122,2 |

## BOURSE DE PARIS 8 JANVIER COMPTANT

## HORS-COTE

Compartiment spécial

Autres valeurs hors cote

Étrangères

## SICAV

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

# MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé

## COTE DES CHANGES

| MARCHÉ OFFICIEL | COURS préc. | COURS 8/1 | Cours des billets aux guichets — Achat | Cours des billets aux guichets — Vente |
|---|---|---|---|---|
| États-Unis ($ 1) | 5 744 | 5 740 | 5 590 | 5 850 |
| Allemagne (100 DM) | 263 850 | 263 950 | 246 | 258 |
| Belgique (100 F) | 14 900 | 14 911 | 13 | 13 800 |
| Pays-Bas (100 fl.) | 231 520 | 231 500 | 224 | 235 |
| Danemark (100 krd) | 77 830 | 77 820 | 75 500 | 80 500 |
| Norvège (100 k) | 98 880 | 98 800 | 96 | 100 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 11 002 | 10 994 | 10 700 | 11 300 |
| Grèce (100 drachmes) | 9 920 | 9 930 | .... | .... |
| Italie (1 000 lires) | 4 745 | 4 743 | 4 460 | 4 850 |
| Suisse (100 fr.) | 313 600 | 313 680 | 306 | 319 |
| Suède (100 krs) | 103 340 | 103 300 | 100 | 105 500 |
| Autriche (100 sch) | 36 280 | 36 270 | 35 200 | 36 800 |
| Espagne (100 pes.) | 5 888 | 5 885 | 5 450 | 5 850 |
| Portugal (100 esc.) | 8 780 | 8 770 | 7 500 | 8 500 |
| Canada ($ can 1) | 4 833 | 4 836 | 4 690 | 4 920 |
| Japon (100 yens) | 2 597 | 2 589 | 2 480 | 2 610 |

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 8/1 |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 75000 | 75000 |
| Or fin (en lingot) | 74000 | 74500 |
| Pièce française (20 fr) | 700 10 | 700 20 |
| Pièce française (10 fr) | 500 | 535 |
| Pièce suisse (20 fr) | 620 | 625 |
| Pièce latine (20 fr) | 580 | 584 |
| Souverain | 680 | 685 10 |
| Pièce de 20 dollars | 3210 | 3220 |
| Pièce de 10 dollars | 1640 | 1650 |
| Pièce de 5 dollars | 780 50 | ..... |
| Pièce de 50 pesos | 3370 | 3315 |
| Pièce de 10 florins | 572 | 571 |

Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE



LA CAMPAGNE D'EXPLICATION DU PREMIER MINISTRE

## « Si tous ensemble nous retroussons nos manches nous réussirons »

### déclare M. Pierre Mauroy à Creil

De notre envoyé spécial

Creil. — Poursuivant son « tour de France » pour l'emploi, M. Pierre Mauroy s'est rendu, lundi 11 janvier, en Picardie. Dans la matinée, il a visité, à Creil, l'une des usines de la société Chausson, dont Peugeot et Renault sont les principaux clients et actionnaires. A l'occasion d'une réunion avec les représentants de la direction et du personnel, le premier ministre a exprimé la volonté du gouvernement d' « *assurer la réconciliation des Français et de leurs usines. Nous n'y parviendrons qu'en faisant des travailleurs dans l'entreprise des citoyens à part entière* », a-t-il notamment déclaré. Evoquant la situation de l'industrie automobile, M. Pierre Mauroy a expliqué que le gouvernement avait été « contraint » de procéder à une nouvelle augmentation du prix de l'essence parce que « *nos prédécesseurs avaient gelé toute augmentation du prix du carburant et des frais annexes de l'automobile* ».

A propos de ses projets économiques et sociaux, M. Mauroy a souligné que pour le gouvernement « *la priorité des priorités est de donner du travail à ceux qui n'en ont pas* » et non l'augmentation du pouvoir d'achat, celle-ci ne pouvant être que « globale ». Evoquant les critiques de la C.G.T. en matière de réduction de la durée du temps de travail, le premier ministre a déclaré : « *Je sais bien que la C.G.T. aurait souhaité qu'on aille plus loin dans la réduction de la durée du travail. Moi aussi ! Mais comprenez bien que, pour cette année, si l'on ajoute les trente-neuf heures, la cinquième semaine de congés payés et la réduction des heures supplémentaires, nous faisons déjà une grande étape, une étape historique.* » Il a également indiqué : « *Si la réduction de la durée du travail est un progrès social important, elle ne doit cependant pas devenir une apologie de la paresse.* » M. Mauroy a ajouté : « *Pour que le redressement de notre économie réussisse, il ne suffit pas de regarder agir le gouvernement. Si tous ensemble nous retroussons nos manches, si tous nous faisons montre d'ardeur et d'imagination, alors nous réussirons.* » — A. R.

### « LES RÉTICENCES A INVESTIR SE DISSIPENT PROGRESSIVEMENT » affirme M. Mauroy

M. Pierre Mauroy a affirmé samedi 9 janvier, à Lille, que « *les grandes réformes sociales se feront tranquillement avec tous ceux qui souhaitent discuter loyalement de ces questions* ». « *Mais*, a poursuivi le premier ministre, *quel sens peut avoir une concertation avec ceux qui, dès le départ, caricaturent les projets gouvernementaux en clamant un péril qui n'existe que dans leur imagination ?* »

Inaugurant, en présence de Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale, et de M. Jack Ralite, ministre de la santé, les nouveaux locaux de la direction régionale de l'action sanitaire et sociale, M. Mauroy a déclaré : « *La grande réforme de la Sécurité sociale interviendra en 1983, et ce nouveau régime devra s'adapter à la loi sur la décentralisation et être lui-même décentralisé.* »

D'autre part, à l'occasion du voyage qu'il effectue lundi 11 janvier en Picardie, M. Mauroy a accordé une interview au *Courrier picard*, dans laquelle on lit notamment : « *Jusqu'à présent, les chefs d'entreprise ne se sont pas posé le problème de l'investissement ; leurs entreprises fonctionnant en effet au-dessous de leur capacité maximale, ce problème ne se pose malheureusement ni depuis trois mois, ni depuis sept mois. Il se pose depuis cinq ans, ce qui prouve qu'il n'est pas lié au changement politique intervenu le 10 mai ; certes, cette mutation a sans doute un effet psychologique, mais il m'apparaît que les réticences se dissipent progressivement.* »

## Manifestation paysanne à Bordeaux à l'occasion de la visite de Mme Cresson

Le mécontentement paysan qui s'exprime à travers diverses manifestations depuis la conférence annuelle du 8 décembre, persiste. A l'occasion de la visite à Bordeaux de Mme Cresson, ministre de l'agriculture, quelque mille cinq cents agriculteurs ont manifesté samedi 9 janvier dans l'après-midi, avec une quinzaine de tracteurs, paralysant la circulation dans le centre de la ville jusqu'à 18 heures environ. Ils ont tenté de gagner la Maison du paysan où le ministre rencontrait les représentants des organisations agricoles de l'Aquitaine, mais ont été empêchés par des barrages de police. Les membres d'une délégation de la F.D.S.E.A. et du C.D.J.A., syndicats qui avaient appelé à la manifestation, ont déclaré que Mme Cresson leur avait promis de recevoir, à Paris, dans une dizaine de jours, toutes les organisations professionnelles agricoles de la Gironde.

Avant cette visite, les membres du Comité interprofessionnel du vin de Bordeaux (C.I.V.B.) ont protesté parce qu'ils n'avaient pas été invités à s'exprimer en tant que tels. « *Si nous avions la détermination de nos collègues du Midi, les choses seraient tout autres*, a déclaré M. Jacques Theo, président du C.I.V.B. *Ce n'est toutefois pas une raison pour nous considérer comme des moutons bêlants.* »

Dans les Pyrénées-Orientales, c'est à nouveau le problème de la concurrence espagnole qui fait monter la fièvre. Samedi 9 janvier, encore une trentaine d'entre eux ont détruit une soixantaine de tonnes de salades et d'agrumes en transit, à destination de d'Allemagne fédérale. Ils ont pour cela arrêté un train de marchandises près de Rivesaltes. Ils ont aussi, mais en vain, tenté de mettre le feu au wagon. La manifestation, terminée avant l'arrivée des gendarmes, n'a pas été revendiquée.

## La vague de froid gagne le sud de la France

**La vague de froid intense qui a sévi, durant le dernier week-end, sur toute l'Europe du Nord, affectant notamment la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la moitié nord de la France, devait se déplacer, ce lundi 11 janvier, vers le sud. Les services météorologiques prévoient que le val de Loire, les Charentes, le nord du Massif Central, le Lyonnais seront touchés, à leur tour, par la neige et le froid, tandis que dans le nord du pays les températures, après une accalmie passagère, devraient accuser de nouveau une nouvelle baisse.**

Circulation routière particulièrement délicate au nord d'une ligne joignant Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) à Besançon (Doubs), difficultés importantes sur une grande partie du réseau des chemins de fer, trafic aérien ralenti : la situation s'était brusquement aggravée dans la journée du samedi 9 janvier, les températures ayant brusquement chuté, pour atteindre, dans la nuit de samedi à dimanche, — 10° à Lille, — 7° à Nancy et Strasbourg, — 6° à Rouen et — 4° à Paris.

Ce lundi dans la matinée, un verglas épais rendait toutes les routes difficilement praticables en Picardie, en Champagne, dans les Vosges et en Lorraine. Dans la région parisienne, l'autoroute de Normandie (A 13) a été coupée à hauteur de Poissy (Yvelines), par suite de la chute d'arbres ayant cédé sous le poids du givre, et à hauteur de Porcheville (Yvelines) où le givre a fait se rompre un câble à haute tension de 200 000 volts. Sur la plupart des autoroutes le trafic est généralement réduit à une seule voie dans chaque sens. La nationale 12 a été coupée à La Queue-les-Yvelines par la chute d'arbres. Enfin, des brouillards très denses affectaient, lundi matin, la Bretagne, la Bourgogne et le sud de la Champagne, rendant la circulation très difficile.

Le service des trains est perturbé lui aussi sur une grande partie du réseau ; en région parisienne, sur l'ensemble des banlieues desservies par les gares de Paris-Nord, Paris-Est, Paris-Saint-Lazare et Montparnasse, des retards importants étaient enregistrés, voire des interruptions totales, comme c'était le cas sur la section Saint-Cloud - Saint-Nom-la-Bretèche, où des câbles d'alimentation se sont rompus sous le poids de la glace.

Dans les aéroports parisiens, le trafic est réduit d'environ un tiers, plusieurs compagnies aériennes ayant décidé de suspendre leurs vols jusqu'à nouvel ordre. A Roissy, les retards, à l'atterrissage comme au décollage, varient d'une demi-heure à quatre heures, tandis qu'à Orly les horaires sont à peu près respectés.

### 32° sous zéro à Chicago

L'Europe du Nord a enregistré des records de froid, le thermomètre étant tombé à —21° à Stockholm, et à —26° en plusieurs points de la Grande-Bretagne, où la neige et un violent blizzard ont eu pour effet d'isoler des comtés entiers, causant la mort de plusieurs personnes.

En Belgique, la neige a entraîné la fermeture, ce lundi matin, de l'aéroport de Bruxelles et bloqué plusieurs voies d'accès à la capitale. Enfin, les Etats-Unis ont enregistré, dans la journée du 10 janvier, des températures-records : Chicago a vu ses thermomètres descendre jusqu'à —32°, température jamais atteinte sur les rives du lac Michigan ; plus de 50 000 abonnés de la ville ont été privés d'électricité.

En Pologne, enfin, la situation est également préoccupante. Radio Varsovie a annoncé que quelque 2 000 personnes avaient dû être évacuées dans la région de Plock, ville située au nord-ouest de la capitale, et qu'il faudrait procéder sans délai à l'évacuation d'une vingtaine de milliers d'habitants des villages du centre du pays, où la Vistule a déjà envahi près de 5 000 hectares. Dans la voïvodie de Konin, au centre du pays, les autorités craignent la rupture des digues bordant la rivière Warta, qui a dépassé sa cote d'alerte.

### GRÈVE DU PERSONNEL DE NETTOYAGE AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

**Le Centre Georges-Pompidou devait être fermé au public ce lundi 11 janvier. Il l'était également le dimanche 10. Cette fermeture intervient à la suite d'une grève du personnel de nettoyage déclenchée le 6 janvier. Ce n'est pas la première fois qu'un conflit éclate à Beaubourg entre le personnel de nettoyage — une soixantaine de personnes — et leur employeur, qui n'est pas l'administration du Centre mais une entreprise privée — La Prévoyante — dont le Centre loue les services. Les revendications des grévistes portent sur les conditions de travail, les bas salaires (inférieurs au SMIC pour certains), l'aménagement des horaires, les « brimades » dont, selon eux, fait preuve la direction de l'entreprise. Les personnels C.G.T. et C.F.D.T. du Centre se sont déclarés solidaires des grévistes.**

### FERMETÉ DU DOLLAR

**Dopé par une légère hausse du taux d'intérêt aux Etats-Unis, le dollar s'est nettement raffermi lundi 11 janvier sur les marchés des changes, passant de 5,74 F à 5,76 F sur la place de Paris et de 2,26 D.M. à 2,27 D.M. sur celle de Francfort.**

Le numéro du « Monde » daté 10 - 11 janvier 1982 a été tiré à 519 862 exemplaires.

Le conflit saharien

### LE FRONT POLISARIO A ATTAQUÉ LE 8 JANVIER DEUX POSITIONS MAROCAINES PROTÉGEANT LE « TRIANGLE UTILE »

*(De notre correspondant.)*

Rabat. — Dans un communiqué publié dimanche 10 janvier, l'armée marocaine a confirmé que des colonnes du Polisario avaient attaqué de nouveau le 8 janvier dernier à deux reprises des positions marocaines. Les deux attaques se sont produites, selon Rabat, le matin du 8 janvier, de la fête du Mouloud (anniversaire de la naissance du Prophète). Peut-être l'adversaire espérait-il ainsi surprendre les Marocains. Apparemment il n'en a rien été puisque ces deux attaques ont été repoussées.

Elles se sont produites dans le secteur compris entre Abadiech et Touraght, la première près de la position de Kribichet, la deuxième près de Ras-el-Lahmeira. Ces deux positions, qui avaient déjà été attaquées par le Polisario au printemps dernier lors de la construction du « mur » protégeant le Sahara « *utile* », sont situées à la charnière entre le massif du Ouarkziz, au nord, et la ville de Smara, au sud.

Selon l'état-major marocain, les deux raids ont été repoussés avec de fortes pertes pour l'adversaire, qui aurait laissé cent cinquante tués et blessés sur le terrain et perdu trente-quatre véhicules ainsi que six engins blindés. Un char T-55 de fabrication soviétique aurait été récupéré intact. De leur côté, les Marocains auraient eu trois morts et vingt et un blessés. L'aviation royale aurait ensuite poursuivi les colonnes du Polisario en retraite, leur infligeant de « *gros dégâts* ». R.D.



















A B C D E F G